

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 04

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

- **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS.....SECTION 3**
 - 3.1 OPPOSITION OFFICIELLE**
 - 3.2 DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**
 - 3.3 TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

SECTION 3

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SECTION 3.1

OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04**

Demande de renseignements de l'Opposition officielle**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2021-2022, qui sont en cours et à venir pour l'année 2022-2023 incluant les détails sur :
 - a) l'objet des négociations ;
 - b) la date des rencontres ;
 - c) l'échéancier des négociations ;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement ;
 - e) un état de situation des négociations ;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec ;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral ;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone ;
 - i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes ;
 - j) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes ;
 - k) les ministères et organismes fédéraux impliqués.
2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, ont eu lieu en 2021-2022, actuellement en cours et à venir pour l'année 2022-2023 incluant les détails sur :
 - a) l'objet des négociations ;
 - b) la date des rencontres ;
 - c) l'échéancier des négociations ;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement ;
 - e) un état de situation des négociations ;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec ;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone ;
 - h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes ;
 - i) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.
3. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2021-2022 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.
4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022 et celles à venir pour 2022-2023. Préciser pour chacune :
 - a) l'objet des consultations ;
 - b) le moyen utilisé ;
 - c) les dates des rencontres ;
 - d) les communautés et les personnes consultées ;
 - e) les résultats des consultations ;
 - f) les montants afférents.

Préciser le budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

5.	Liste des rencontres faites avec les communautés autochtones par la ministre et/ou son cabinet pour l'année 2021-2022. Inclure les noms des personnes qui y ont assisté et les sujets abordés et les lieux.
6.	Concernant la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, communément appelé « la commission Viens », veuillez fournir bilan, plan de déploiement, analyses, sommes dépensées du budget mis de côté pour donner suite, et tout autre document pertinent.
7.	Les crédits dépensés pour la mise en œuvre des appels à l'action du rapport de la commission Viens.
8.	Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.
9.	Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
10.	Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
11.	Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant des métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.
12.	Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.
13.	Liste détaillée de toutes les activités ou rencontre entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés innues concernant le projet Apuiat. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.
14.	Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIAIII) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2021-2022, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme : a) développement économique ; b) garantie de prêt ; c) infrastructure communautaire ; d) action communautaire ; e) soutien à la consultation.
15.	Liste des projets économiques présentés en 2021-2022 par les administrations autochtones au SAA et l'état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.
16.	État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.
17.	État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones.
18.	État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2021-2022.

19. État d'avancement et rapport détaillé de la mise en œuvre de la Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake.
20. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits pour 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.
21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l'année 2021-2022 et 2022-2023.
22. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.
23. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
24. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2021-2022 pour prévenir les problèmes de la santé mentale et lutter contre les suicides dans les communautés autochtones. Incluant les ressources disponibles ainsi que les ententes spécifiques et leurs revendications des communautés.
25. Actions posées et crédits engagés en 2021-2022 auprès des jeunes et des femmes autochtones et les crédits demandés.
26. Détails de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.
27. Les coûts et le nombre d'ETC qui travaillent à la résolution des différends entre les diverses communautés de chasseurs et le gouvernement du Québec concernant les droits de chasse sur les réserves fauniques du Québec. Ventilation des coûts des parties privées qui œuvrent pour le gouvernement dans ce dossier, le cas échéant et par réserve faunique.
28. États avancement et état des lieux des négociations et des relations entre les Innus de Natashquan et Hydro-Québec suite aux manifestations de la Romaine en novembre 2018.
29. Pour l'année 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023 concernant les ressources en habitation pour les communautés, le nombre de logements sociaux à développer, ainsi que toute étude, analyse ou document relié.
30. Pour l'année 2021-2022, liste de tout étude, analyse ou document concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones.
31. Les programmes et ressources disponibles pour faciliter l'entrepreneuriat autochtone dans leur communauté, ainsi que les ressources investies, ventilées par projet et les projets rejetés accompagnés des raisons du refus. Prévisions pour 2022-2023.
32. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.
33. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.
34. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés micmacs relativement aux consultations, au développement du projet Galt en Gaspésie. Préciser s'il y a eu entente et, le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

35. En vertu de la Loi encadrant le Cannabis au Québec : a) Pour l'année 2021-2022, liste de tout étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec ; b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune ; c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.
36. Pour l'année 2021-2022, liste de tout étude, analyse ou document concernant l'utilisation de cartes autochtones, notamment délivrées par les Métis de l'organisation Alliance autochtone du Québec
37. En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat.
38. Pour l'année 2021-2022, liste de tout étude, analyse, document et plan d'agrandissement concernant la maison Ullivik, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 en ce domaine.
39. Pour l'année 2021-2022, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre de la Sécurité publique, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.
40. Pour l'année 2021-2022, tout document et crédit demandé au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.
41. La liste de tous les comités interministériels en 2021-2022, desquels a fait partie le SAA avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
42. Pour l'année 2021-2022, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés pour le projet de Résilience Montréal destiné à la population en situation d'itinérance du square Cabot et de ses environs.
43. Pour l'année 2021-2022, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés en matière d'itinérance chez les populations autochtones dans la métropole et ailleurs au Québec.
44. Pour l'année 2021-2022, liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés autochtones impliquées dans les manifestations ferroviaires en solidarité avec la communauté Wet'suwet'en. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.
45. État de situation pour 2021-2022 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.
46. Crédits octroyés dans la mise en œuvre du Principe de Joyce.
47. Depuis le 9 octobre 2020, la liste des annonces faites par le ministre, ventilée par les coûts, les projets retenus et rejetés en plus de faire le bilan et l'état de la mise en œuvre de chacune de ces annonces;
48. Bilan du déploiement de la somme de 15 millions de dollars afin de prévoir des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et des Inuits dans le réseau de la santé et des services sociaux. Fournir notamment : a. le nombre de personnes qui ont bénéficié de cette annonce, b. le nombre de formations qui ont été offertes aux gestionnaires et aux intervenants, c. le nombre d'agents de liaison et de navigateurs de service déployés,
49. État d'avancement de la construction du nouveau Centre d'amitié autochtone de Lanaudière. Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.

50. Bilan et crédits octroyés à la mise en œuvre de la table politique conjointe présidée par le ministre et le chef de l'APNQL. Fournir notamment : a. Le nombre de rencontres ; b. Les projets et dossiers sur lesquels des discussions ont lieu ; c. Les annonces découlant de cette table ; d. Le nombre de rencontres avec le premier ministre du Québec dans le cadre de cette table
51. Bilan de la construction de trois centres d'hébergement dans le cadre de l'attribution d'une aide financière de 18,4 millions de dollars à la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ). Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.
52. Bilan de la prestation de 18,6 M\$ pour améliorer les services de police auprès des citoyens autochtones. Fournir : a. Les initiatives élaborées ; b. L'état de situation des Corps de Police autochtone (CPA) établie par l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec ; c. La formation initiale en place en patrouille-gendarmerie volet autochtone ; d. Le nombre de policiers autochtones formés ; e. L'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec ; f. Formation offerte aux CPA en matière de violence conjugale, d'agression sexuelle et de violence intrafamiliale ; g. Nombre d'agents de liaison et agents de services correctionnels ; h. Le niveau de bonification de la prestation de services aux CPA par l'intégration d'agents de liaison au sein du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) et au bureau du Commissaire à la déontologie policière (CDP) ; i. Formation disponible sur la réalité autochtone qui sera conçue et offerte aux agents des services correctionnels afin qu'ils aient une meilleure compréhension de la réalité autochtone
53. Bilan de M. Paul Girard à titre de négociateur ayant comme mandat d'identifier des pistes de solution aux enjeux de cohabitation entre la municipalité d'Oka et la communauté de Kanesatake. Fournir notamment les crédits octroyés à ce dernier en précisant la source du fonds, et le tout ventilé par poste budgétaire notamment salarial, et en fonctionnement.
54. État d'avancement du nouveau centre d'hébergement et de soins de longue durée de Wendake.
55. Fournir les sommes annoncées en prévention des violences sexuelles, conjugales et familiales en milieux autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
56. Fournir les sommes annoncées pour la réussite et la persévérance des élèves autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
57. Bilan détaillé du Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.
58. Bilan détaillé de la table collaborative avec le gouvernement du Québec et Femmes Autochtones du Québec pour favoriser le changement en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.
59. Fournir les sommes annoncées pour la construction de nouveaux milieux de vie pour les étudiantes et étudiants autochtones et leur famille à Québec en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
60. Fournir les sommes annoncées pour les radios autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
61. Bilan détaillé du Grand chantier pour les familles des communautés autochtones en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.

62.	Bilan sur les négociations sur la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.
63.	Fournir les sommes annoncées pour l'amélioration de l'accès à la justice pour les Autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
64.	Fournir les sommes annoncées pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides pour le milieu autochtone en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
65.	Bilan détaillé de la table politique conjointe Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et gouvernement du Québec en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2021-2022, qui sont en cours et à venir pour l'année 2022-2023 incluant les détails sur :
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
 - j) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes;
 - k) les ministères et organismes fédéraux impliqués.

LES ALGONQUINS-WINNEWAY

a) L'objet des négociations

En 2008, le gouvernement du Québec a convenu d'une entente-cadre avec la communauté de Winneway. Cette entente établit un cadre général favorisant la conclusion d'ententes sectorielles dans les différents domaines d'intérêt commun. Les négociations en cours visent à mettre en œuvre cette entente-cadre, plus précisément en négociant la création d'une assise territoriale.

b) Les dates des rencontres

2021

12 mai

2022

16,17 et 18 mars

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi par les parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le 25 août 2020, le gouvernement du Québec et Long Point First Nation (LPFN) ont renouvelé l'engagement de poursuivre les discussions sur la base de l'entente-cadre de 2008. Comme certains sujets requièrent la participation du gouvernement du Canada, ce dernier participe notamment aux négociations visant la création de l'assise territoriale de la communauté. Concernant les négociations de l'assise territoriale, LPFN a consulté ses membres et a fait part aux autres parties du périmètre que sa population voudrait comme assise territoriale. Le gouvernement du Québec a pris acte de ce choix et travaille sur des scénarios qui pourraient mettre en balance les intérêts des parties.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Gaétan Fortin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
Michel Martin	Facilitateur

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. David Lessard	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Liisa Mac Naughton	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Shaikh Niyalish	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du conseil
M ^{me} Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Éric Cardinal	Consultant
M. Leonard Polson	Ancien chef
M. Jerry Polson	Conseiller
M. David Schulze	Avocat
M ^{me} Joëlle Perron-Thibodeau	Avocate

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de la Sécurité publique

- k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

LES ATTIKAMEKS

Négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks

- a) L'objet des négociations

La négociation porte sur le règlement de la revendication territoriale et sur la conclusion d'une entente sur l'autonomie gouvernementale de la nation attikamek.

Cette négociation a pour objectifs de :

- préciser les droits des Attikameks et l'exercice de ceux-ci sur un territoire convenu;
- mettre en place des règles claires en matière d'exercice d'une autorité gouvernementale par la nation et les communautés attikameks sur des activités et des territoires convenus;
- s'entendre sur la participation des Attikameks au développement du territoire et aux bénéfices des retombées économiques qui y sont liées.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2021			
4 juin	6 - 7 juillet	27 octobre	1 ^{er} - 2 décembre
14 -15 décembre			
2022			
25 - 26 janvier	16 -17 février	8 - 9 mars	29 - 30 mars

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) souhaitent conclure une entente de principe dans les meilleurs délais. Toutefois, la suspension de la participation du Conseil des Atikamekw de Wemotaci aux négociations pourrait avoir des incidences sur la capacité des parties à finaliser le processus rapidement.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale a initialement été présentée en 1979 par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).

e) Un état de situation des négociations

En 1997, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le CNA ont signé un protocole politique qui encadre le processus de la négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks. Depuis, les parties négocient une entente de principe qui est l'étape précédant la conclusion d'un traité.

En novembre 2009, le CNA a remplacé son équipe de négociation et les négociations ont été suspendues pendant presque un an. Au moment de la reprise, en décembre 2010, le gouvernement du Canada a informé les autres parties que le mandat de son négociateur était arrivé à échéance, et que le renouvellement risquait d'être long. Dès lors, les parties ont convenu que le gouvernement du Québec et le CNA allaient continuer les négociations et que le gouvernement du Canada allait assister aux négociations en tant qu'observateur.

En juin 2011, les négociations ont encore une fois été interrompues en raison de la suspension du mandat de négociation du CNA par les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci, pour diverses raisons et pour un temps indéterminé.

En décembre 2012, le gouvernement du Canada a annoncé le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans.

Au printemps 2013, les chefs attikameks ont accepté de confier à nouveau le mandat de négociation au CNA et, à l'automne 2013, les négociations ont repris. Les travaux se sont déroulés à un rythme soutenu de 2013 à 2018 et ont porté sur un projet d'entente de principe de 26 chapitres.

Le 22 janvier 2019, le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan a déposé une requête à la Cour supérieure du Québec pour obtenir une reconnaissance de son titre ancestral et de ses droits ancestraux sur un territoire d'une superficie

de 26 360 km². Le chef de l'époque, M. Christian Awashish, annonçait du même coup le retrait de sa communauté du processus de négociation en cours avec la nation atikamekw. De concert avec ses partenaires fédéraux, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a maintenu un dialogue avec le conseil de bande d'Opitciwan à la suite du dépôt de sa requête judiciaire. Le 27 février 2020, le SAA et les représentants fédéraux ont d'ailleurs rencontré le nouveau conseil de bande, élu en septembre 2019, afin de mieux comprendre les préoccupations de ses membres eu égard à la négociation territoriale globale en cours avec la nation attikamek.

Le Conseil des Atikamekw de Wemotaci (CAW) s'est retiré partiellement de la négociation le 4 décembre 2019, avant de confirmer qu'il suspendait définitivement sa participation à la négociation en juin 2021. Le CAW juge nécessaire de revoir la structure interne du CNA avant de lui accorder à nouveau le mandat de le représenter dans la négociation. Par ailleurs, les trois communautés attikameks et le CNA ont mandaté une firme indépendante pour réaliser un diagnostic opérationnel du CNA et proposer des pistes de solution aux problématiques vécues actuellement au sein de l'organisme.

En mars 2021, le Conseil de bande d'Opitciwan confirmait qu'il voulait réintégrer la négociation du CNA, sous réserve de certaines conditions, dont la création d'une table auxiliaire pour régler la question des chevauchements territoriaux entre la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) et le territoire revendiqué par Opitciwan. Cette table auxiliaire a été intégrée aux travaux de la table de négociation principale et un négociateur, M. Jean-Pierre Mattawa, a été nommé pour représenter Opitciwan dans ce processus.

Le 4 juin 2021, le CNA a annoncé le départ de la négociatrice en chef Hélène Dubé. Elle a été remplacée brièvement par le Grand Chef Constant Awashish, puis par Dany Chilton, qui est le négociateur en chef de la partie atikamekw depuis juillet 2021.

Le gouvernement du Québec poursuit ses discussions à la table de négociation avec ses partenaires fédéraux et attikameks afin de conclure une entente de principe dès que possible.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur en chef, Norton Rose Fulbright
M ^{me} Coralie Laurendeau	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M ^e Sophie Lépine-Zaruba	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. Bruno Marion	Négociateur en chef, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Jean-Sébastien Potvin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Marie-Andrée Thériault	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^e Hélène Dubé	Négociatrice en chef (jusqu'au 4 juin)
M. Constant Awashish	Grand Chef de la nation atikamekw et négociateur par intérim
M. Dany Chilton	Négociateur en chef
M ^{me} Sandra Vaillancourt	Secrétaire de direction, CNA
M ^e Benoît Champoux	Conseiller juridique, CNA
Me Karina Kesserwan	Conseillère juridique, CNA
M ^{me} Judith Ottawa	Négociatrice adjointe, Manawan
Mme Claudia Petiquay	Secrétariat au territoire, CNA
M. Gérald Ottawa	Secrétariat au territoire, CNA
M. Jean-Pierre Mattawa	Représentant de la communauté d'Opitciwan

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Le projet d'entente comprend également des chapitres d'intérêt pour plusieurs autres ministères.

- k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
Ministère de la Justice

Le projet d'entente comprend également des chapitres d'intérêt pour plusieurs autres ministères fédéraux.

LES INNUS

a) L'objet des négociations

Les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan (Regroupement Petapan) sont en négociation territoriale globale en vue de convenir d'un traité portant notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Pour ce faire, les parties ont signé l'*Approche commune*, en 2000, ainsi que l'*Entente de principe d'ordre général* (EPOG) le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à la négociation du traité.

La communauté de Pessamit, signataire des deux premières ententes, s'est retirée de cette négociation en 2005 et a privilégié les recours aux tribunaux.

b) Les dates des rencontres

Pour l'année 2021-2022, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2021			
20-22 avril	11-13 mai	26-27 mai	9 juin
16-17 juin	14 juillet	20-21 octobre	4 novembre
17-18 novembre			
2022			
18-20 janvier	8-10 février	22-24 février	22-24 mars

c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des trois parties visent à conclure les négociations et à remettre leurs recommandations sur un projet de traité à leurs mandants respectifs dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale globale présentée par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le gouvernement du Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

Dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec a toujours maintenu une approche basée substantiellement sur les principes de l'EPOG. Il importe de se rappeler que cette entente est d'ordre général et que plusieurs sujets doivent être négociés et définis de façon plus précise dans un accord final. La négociation d'un traité touche à tous les pans d'une société comme l'éducation, la santé et les services sociaux, le droit de la famille, l'économie, la fiscalité, le territoire, la sécurité des biens et des personnes. Les négociations doivent donc être menées dans le respect des droits autochtones, mais aussi dans le respect des droits individuels des personnes membres des communautés autochtones, et un équilibre doit être trouvé entre les intérêts des Autochtones et ceux du reste de la société. Le traité aborde donc de nombreuses questions complexes, qui touchent des régions où il y a une forte

population non autochtone. L'équipe de négociation du gouvernement du Québec tente de concilier les intérêts du gouvernement du Québec avec les positions des autres parties pour présenter des solutions mutuellement satisfaisantes.

Les 23 chapitres du projet de 300 pages sont à un stade avancé. Le projet d'entente porte notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. L'état d'avancement des négociations, malgré les défis des dernières années, permet de présumer qu'une entente est possible et surtout souhaitable au bénéfice des Premières Nations et du gouvernement du Québec.

Il s'agirait du premier traité moderne sur le territoire du Québec après la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, conclue en 1975 et la Convention du Nord-Est québécois, en 1978. De ce fait, le Traité Petapan deviendrait un jalon important, en étant le premier traité conclu au Québec en plus de 40 ans. Trois des neuf communautés innues sont en négociation, ce qui représente environ 8 800 Innus (42 % de la population innue).

Les objectifs du gouvernement du Québec :

- Améliorer les relations avec les Premières Nations;
- Consolider la paix sociale et contribuer à un contexte d'investissement positif;
- Encourager les partenariats entre Autochtones et non-Autochtones;
- Obtenir une certitude quant aux droits que les Premières Nations pourront exercer et sur quels territoires.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Norton Rose Fulbright, négociateur en chef
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Catheryne Bélanger	Ministère de la Justice
Me Sophie Lépine-Zaruba	Ministère de la Justice
M. Luc Imbeault	Représentant des régions, Côte-Nord
M. Denis Taillon	Représentant des régions, Saguenay–Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur en chef
M. Bruno Marion	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

M ^e Lauren Heyer	Justice Canada
M ^e Rudi Ares	Justice Canada
M. Luc Lavigne	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Marie-Ève Sabourin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Audrey Brault	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Myriam Babin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Matthew Case	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Regroupement Petapan

M ^e Carl Nepton	Négociateur en chef
M ^{me} Christine Tremblay	Conseillère au développement et aux relations publiques
M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Nancy Fillion	Conseillère juridique
M ^e Dominic Tremblay	Conseiller juridique
M. Paul Michaud	Comptable

Les coordonnateurs des négociations pour chaque communauté accompagnent l'équipe de négociation depuis l'automne 2017.

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Commission de la construction du Québec
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
Ministère de la Sécurité publique

Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Transports
Hydro-Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Ministère des Finances
Ministère de la Famille

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord
Ministère de la Justice
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Office national de l'énergie
Agence parcs Canada
Garde côtière
Transports Canada
Environnement et Changements climatiques Canada
Finances Canada
Ministère des Pêches et Océans / Garde côtière
Ressources naturelles Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor
Services aux Autochtones Canada
Défense nationale
Sécurité publique
Affaires mondiales
Travaux publics et approvisionnement
Commission canadienne de sûreté nucléaire

LES MICMACS

Négociation tripartite entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

a) L'objet des négociations

En 2003, le gouvernement du Canada a voulu entamer la négociation d'une revendication territoriale avec la nation micmaque du Québec, avec un organisme administratif représentant les trois communautés micmaques du Québec appelé le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. À l'époque, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il ne souhaitait pas s'engager dans une négociation de revendication territoriale globale, mais qu'il participerait à une démarche alternative visant la conclusion d'ententes sectorielles qui augmenteraient le degré de certitude juridique entourant la question des droits des Micmacs au Québec, évitant ainsi des poursuites judiciaires et créant un climat favorable au développement économique.

En 2008, les parties ont convenu d'une entente, appelée *Niganita'suatas'gl IIsutaqann* (NI Process), qui engage les parties à poursuivre les discussions afin de conclure une entente-cadre qui établit les sujets devant faire l'objet de négociations ultérieures. Cette voie est la solution convenue pour concilier les différentes positions des parties quant au type de négociation à privilégier.

En 2012, les parties ont convenu d'une première entente-cadre intitulée *Niganiljoga'tagan*. L'objet de cette entente était d'engager les parties à négocier des ententes visant à concilier les positions des parties sur des sujets donnés tout en n'abordant pas la question des droits. Toutefois, compte tenu de l'asymétrie des mandats du Québec et du Canada, les parties n'ont pu obtenir de résultats tangibles de ce cadre.

En 2016, à la suite d'analyses approfondies, le gouvernement du Québec a modifié sa position quant aux revendications et son mandat de négociation. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de conclure une entente finale concernant les revendications micmaques.

Depuis, les intérêts des trois parties ont évolué et des approches alternatives sont davantage explorées. Plusieurs des sujets d'intérêt d'abord établis à la table tripartite font dorénavant l'objet de discussions exploratoires ou de négociations bilatérales entre les Micmacs et le gouvernement du Canada (p. ex. concernant les pêches et les parcs) ou entre les Micmacs et le gouvernement du Québec, dans le but de faire des avancées plus significatives.

b) Les dates des rencontres

2021	
16 juin	
2022	
27 janvier	

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Après avoir effectué une évaluation de risques, le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement du Québec de participer à une négociation sur les droits aux terres, aux ressources, à l'autonomie gouvernementale et les droits issus de traités. Quant aux Micmacs, ils ont transmis aux gouvernements une déclaration de revendication (« Statement of Claim ») en 2007.

e) Un état de situation des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec a convenu de poursuivre des négociations avec les Micmacs dans un cadre de négociation territoriale globale en vue de convenir au final d'un traité. Les parties ont convenu de revoir l'entente-cadre à la lumière du nouveau mandat du gouvernement du Québec.

En février 2019, à l'aube de convenir des textes finaux, le MMS a avisé les parties de son intention de suspendre les discussions sur l'entente-cadre le temps de revoir le texte à la lumière des commentaires des chefs micmacs. Nous sommes toujours en attente d'un retour de la part des Micmacs sur les suites.

Dans l'intervalle, le gouvernement du Québec et les Micmacs ont convenu de consacrer les efforts de négociation à un niveau bilatéral sur des sujets représentant un intérêt commun, dont la mise en valeur des hydrocarbures et le volet de la gestion du territoire public.

En marge des discussions sur l'entente-cadre, le gouvernement fédéral poursuit également des discussions en bilatéral avec la nation micmaque ou avec certaines communautés micmaques, à l'intérieur de ses champs de compétence. Ces négociations s'appuient sur un mandat exploratoire du

gouvernement fédéral et visent à convenir d'ici 2022 d'ententes portant sur les pêches ou sur la question des parcs fédéraux.

Le 16 juin 2021, le MMS a transmis aux représentants du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral une nouvelle version d'un projet d'entente-cadre. Les échanges entre les parties ont été ensuite suspendus pour la période électorale fédérale. Une rencontre de reprise a été organisée à la fin de janvier 2022 et les discussions doivent se poursuivre pour clarifier les attentes et les orientations des Micmacs quant à cette nouvelle approche de négociation proposée.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^e Ritu Sood	Négociateur, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Axel Gaba-Idiamey	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Denis Labossière	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Nathalie L'Écuyer	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Miriam Lagacé	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Tanya Barnaby	Négociatrice par intérim, Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Nadir André	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de la Justice

- k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

LES NASKAPIS

Modifications au chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois

- a) L'objet des négociations

En janvier 2017, à la demande de la Nation Naskapie de Kawawachikamach (NNK) et dans le contexte de la négociation de l'*Entente tripartite sur le financement des services policiers 2018-2023*, le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) s'était engagé à contacter le ministère de la sécurité publique du Canada concernant ses intentions quant à une éventuelle modification du chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois. La demande de la NNK a été considérée favorablement tant par le gouvernement du Québec que celui du Canada dans la mesure où elle pourrait permettre le règlement à très long terme de différents exposés dans la poursuite intentée contre les gouvernements du Canada et du Québec concernant le processus de renouvellement et le financement de l'entente tripartite 2015-2018. Cette poursuite est d'ailleurs toujours en suspens le temps que les négociations de la convention complémentaire se terminent. Le MSP coordonne les discussions; le SAA et le ministère de la Justice participent à la négociation.

- b) Les dates des rencontres

L'équipe de négociation ne s'est pas réunie cette année.

- c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent la conclusion d'une entente de principe dans les meilleurs délais. Cependant, quelques étapes doivent encore être franchies, dont la consultation auprès du SAA et des directions d'affaires juridiques du ministère de la Justice et du MSP.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

L'équipe de négociation ne s'est pas réunie cette année. Le MSP et la NNK ont échangé de manière bilatérale. Selon le MSP, la NNK et lui se sont entendus sur la plupart des articles de la convention complémentaire.

f) Le nom des négociatrices pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M. Martin Demers	Ministère de la Sécurité publique
M. Danny Renaud	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Nathalie Ney	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Catherine Larouche	Ministère de la Sécurité publique

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^{me} Susan Doherty	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Kim Lepage	Sécurité publique Canada
M ^{me} Habon Ismael	Sécurité publique Canada
M. Jacques Talbot	Sécurité publique Canada

h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux rencontres pour la communauté autochtone

M. Paul Renzoni	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. William Moffat	Nation Naskapie de Kawawachikamach
Me Anissa Chekir	Nation Naskapie de Kawawachikamach

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice du Québec
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Justice Canada

LES CRIS

Modifications au chapitre 3 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois

a) L'objet des négociations

Dans l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee*, conclue en 2008, le gouvernement du Canada et le Gouvernement de la nation crie, à la demande de cette dernière, ont pris l'engagement d'entamer des discussions visant à apporter certaines modifications à la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ), dont celui de discuter d'une Convention complémentaire à la CBJNQ pour y modifier le Chapitre 3. Le gouvernement du Québec, étant signataire de la CBJNQ, participe aux discussions. L'objet de la négociation est de proposer des modifications aux critères d'admissibilité des bénéficiaires cris, résidant hors territoire depuis plus de 10 ans consécutifs.

b) Les dates des rencontres

2021	
3 décembre	17 décembre

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi par les parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Un premier projet d'entente, convenu en principe entre les parties, a été ébauché en 2018. En 2021, la partie crie a demandé la reprise des travaux pour finaliser l'entente, et deux rencontres ont eu lieu à l'automne. Le texte de l'entente n'est toutefois pas encore définitif en attente d'un retour du gouvernement du Canada sur la formulation d'une des dispositions. Le SAA assure le suivi et les travaux se poursuivent.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Ministère du Conseil exécutif
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Annelise Jensen	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^{me} Amanda Di Maio	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Tyler Paquette	Justice Canada

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Melissa Saganash	Directrice des relations Cris-Québec
M ^{me} Tina Petawabano	Directrice des relations avec les nations autochtones
M. Denis Blanchette	Avocat

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Ne s'applique pas.

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Justice Canada

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2021-2022

Employés du SAA	212 488 \$
Négociateurs externes	<u>360 000 \$</u>
TOTAL :	481 488 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2021-2022, actuellement en cours et à venir pour l'année 2022-2023 incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
 - i) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

LES ABÉNAQUIS

a) L'objet des négociations

Négociation d'une entente sur la consultation et l'accommodement entre le gouvernement du Québec et le Bureau du Ndinakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA), qui représente les Conseils des Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak.

b) Les dates des rencontres

2021			
27 janvier	25 février	31 mars	21 avril
1 ^{er} juin	8 juin		
2022			
11 mars			

c) L'échéancier des négociations

Les négociations sont très avancées. Une entente pourrait se finaliser prochainement.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

À la suite d'une demande formulée par le GCNWA, à la fin de décembre 2017, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a entrepris des discussions avec ses représentants, en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement. Une rencontre de démarrage s'est déroulée en mai 2018; un premier projet d'entente a été transmis par le SAA, au mois d'août suivant, et deux rencontres de négociation ont eu lieu les 17 octobre et 5 décembre 2018.

Chaque partie a ensuite poursuivi ses démarches internes respectives pour documenter davantage certains éléments, entre autres concernant la question du territoire d'application d'une éventuelle entente.

Les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à l'automne 2020, suite à un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19. L'entente est maintenant en voie d'être finalisée.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Dominic Maltais	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Suzie O'Bomsawin	Directrice du bureau du Ndakinna
M ^e Jameela Jeeroburkhan	Conseillère juridique
M ^e Sophie Gagné	Conseillère juridique
M ^e Alexandre Carrier	Conseiller juridique
M. Edgar Blanchet	Conseiller

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère de la Culture et des Communications

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

a) L’objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente afin de mettre en œuvre les recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux respectifs du gouvernement du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière (ALB). La négociation porte principalement sur la participation à la gestion des ressources renouvelables (forestières et fauniques) et aux bénéfices économiques qui en découlent. Une entente a été conclue le 14 décembre 2021 et les parties travaillent à la mise en œuvre de cette entente depuis.

b) Les dates des rencontres

2021			
12 mai	18 mai	15 juin	12 novembre
21 décembre			
2022			

Aucune rencontre formelle de négociation, mais plusieurs échanges ont été tenus entre les négociateurs pour discuter de la mise en œuvre.

c) L’échéancier des négociations

L’entente ayant été signée en décembre 2021, les parties se concentrent maintenant sur sa mise en œuvre. L’entente a une durée de 10 ans et pourrait être renouvelée après ce terme.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s’applique pas.

e) Un état de situation des négociations

L’entente de mise en œuvre des recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière a été signée par les parties le 14 décembre 2021. À la suite de son élection en mars 2021, le nouveau chef de la communauté, M. Tony Wawatie, a signifié son intérêt à ratifier le projet d’entente qui avait été convenu entre les négociateurs en 2017. Ce projet d’entente avait été approuvé par le Conseil des ministres et par voie de résolution du conseil de bande en 2017, or, le chef de l’époque avait décidé de ne pas procéder avec la signature suivant l’opposition manifestée par une partie des membres de la communauté. Des discussions entre le SAA, le négociateur d’ALB et le conseil de bande de la communauté ont mené à une nouvelle approbation du projet d’entente de 2017 par les parties à l’automne 2021. Le gouvernement du Québec et ALB travaillent présentement à mettre en place les différentes structures prévues à l’entente, notamment un comité conjoint sur les ressources fauniques et forestières et une corporation financière dédiée au développement économique et social de la communauté d’ALB.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Mario Gibeault	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Clifford Lincoln	Négociateur
M. Tony Wawatie	Chef
M. Norman Matchewan	Membre du Conseil de bande
M. Jean-Maurice Matchewan	Membre de la communauté

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

LES ALGONQUINS – CHASSE À L'ORIGINAL DANS LA RÉSERVE FAUNIQUE LA VÉRENDRYE

- a) L'objet des négociations

La négociation visait à conclure une entente avec la nation algonquine afin d'accroître sa participation à la gestion de l'original dans la RFLV et d'assurer la protection du cheptel d'originaux. Une entente-cadre sur la gestion de l'original a été conclue entre le gouvernement du Québec et le Conseil tribal de la nation algonquine–Anishinabeg le 18 août 2021. Une entente-cadre très similaire spécifique à cette communauté a également été conclue entre les Algonquins de Lac-Barrière et le gouvernement du Québec le 18 août 2021. Les parties travaillent maintenant à la mise en œuvre des deux ententes-cadres.

- b) Les dates des rencontres

2021			
22 avril	3 septembre	27 septembre	14 octobre
11 novembre	2 décembre	16 décembre	
2022			
13 janvier	27 janvier	18 février	25 mars

c) L'échéancier des négociations

Les parties ont procédé à la signature des deux ententes-cadres en négociation le 18 août 2021. Les parties entreprendront des projets de recherche sur la population d'orignaux et sur l'habitat de l'orignal dans les prochains mois en vue de la reprise de la chasse sportive en 2023. Les parties doivent également élaborer une entente de collaboration d'ici la fin de l'entente-cadre, soit le 31 mars 2024.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

La nation algonquine est préoccupée par l'état de la population d'orignaux dans la RFLV. Certains membres de cette nation ont tenu des manifestations à l'automne 2019 et à l'automne 2020, pendant la période de la chasse, pour réclamer un moratoire sur la chasse sportive à l'orignal dans la RFLV.

Après plusieurs mois de négociation intensifs, le gouvernement du Québec et la nation algonquine en sont arrivés à un accord de principe le 3 juin 2021. L'entente-cadre concernant la gestion de l'orignal entre la nation Anishnabe et le gouvernement du Québec a été signée le 18 août 2021. Une autre entente, l'entente-cadre concernant la gestion de l'orignal entre les Algonquins de Lac-Barrière et le gouvernement du Québec, a également été signée le 18 août 2021 pour tenir compte des particularités du processus entamé avec la communauté de Lac-Barrière depuis la signature de l'entente trilatérale en 1991 et de l'entente bilatérale en 1998. Ces deux ententes-cadres prévoient des mesures intérimaires qui s'échelonnent sur 4 ans. Ces mesures comprennent notamment la suspension de la chasse sportive à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye pour les années 2021 et 2022.

Les parties travaillent actuellement à la mise en œuvre des 2 ententes-cadres. Une table de négociation principale et un comité technique ont été mis sur pied et tiennent des rencontres bimensuelles. La communauté de Lac-Barrière collabore aux travaux de la table de négociation et du comité technique, de concert avec les représentants des autres communautés algonquines signataires de l'entente-cadre.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Mario Gibeault	Négociateur externe, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M. François Paradis	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. André Dumont	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Caroline Trudeau	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Lucien Wabanonik	Négociateur, nation algonquine
M. John Boudrias	Grand chef de la nation algonquine
M ^{me} Savanna McGregor	Grande cheffe de la nation algonquine par intérim
M. Norm Odjick	Directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M ^{me} Patricia Polson	Coordonnatrice, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M ^{me} Robin Cayer	Coordonnatrice, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M. Georges Lafontaine	Agent de communication, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M. Jean-Guy Whiteduck	Négociateur adjoint, Kitigan Zibi
M. Jimmy Papatie	Négociateur adjoint, Kitcisakik
M. Brian Dumont	Négociateur adjoint, Lac-Simon
M. Mario St-Georges	Biologiste, représentant Lac-Barrière
M. Pierre-Luc Bastien	Biologiste, Conseil tribal nation algonquine-Anishinabeg
M. Joel Odjick	Biologiste, Conseil tribal nation algonquine-Anishinabeg

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice du Québec

LES ALGONQUINS – LAC-SIMON

- a) L'objet des négociations

Processus exploratoire visant à mettre en place un forum de discussion permettant aux parties de déterminer les enjeux auxquels la communauté algonquine de Lac-Simon est confrontée et d'y apporter des solutions satisfaisantes. Certaines de ces solutions pourraient être mises en place par la conclusion d'ententes ou par d'autres mécanismes établis par les parties.

b) Les dates des rencontres

2021			
22 avril	25 mai	15 septembre	22 octobre
1 ^{er} décembre	8 décembre		
2022			
17 janvier			

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été déterminé.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont échangé de manière approfondie sur les enjeux avec lesquels compose la communauté de Lac-Simon et ont discuté de la mise sur pied d'un forum dans lequel les solutions pour les résoudre pourraient être discutées. Le 18 janvier 2022, les parties ont conclu le Protocole d'entente sur la Table centrale. Ce protocole établit notamment les modalités de fonctionnement de ce forum ainsi que d'autres modalités qui guideront les discussions des parties. Pour les prochaines discussions des travaux de la Table centrale, Lac Simon a identifié la foresterie comme sujet à prioriser. À ce propos, des discussions ont eu lieu sur les enjeux que cette communauté rencontre dans le domaine de la foresterie. Des rencontres ont également eu lieu pour expliquer l'encadrement des activités d'aménagement forestier. Présentement, les parties discutent de consultation afin de favoriser la participation de Lac Simon lors des activités d'aménagement forestier. Les échanges sont temporairement suspendus à la demande de la communauté.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Ève Lacombe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Véronique Paul	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Adrienne Jérôme	Chef
M ^{me} Pamela Papatie	Conseillère
M. Lucien Wabanonik	Vice-chef
M. Brian Dumont	Conseiller
M. Randy Pien	Conseiller
M. Gislain Nequado	Employé du conseil
M ^e Charlotte Chicoine-Wilson	Avocate
M ^e Flavie Ferrer	Consultante
M. Ronald Brazeau	Employé du conseil
M ^{me} Geneviève Tremblay	Employée du conseil

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

LES ALGONQUINS – PIKOGAN

a) L'objet des négociations

Processus de discussion visant l'élaboration d'une entente de nation à nation avec la Première Nation Abitibiwinini, laquelle pavera la voie à des discussions soutenues, notamment au regard du développement minier, de la foresterie, de la faune et des aires protégées.

b) Les dates des rencontres

2021			
8 avril	14 avril	30 avril	18 mai
21 mai	27 mai	10 juin	30 juin
7 juillet	26 octobre	28 octobre	23 novembre
30 novembre	14 décembre		
2022			
18 janvier	9 février	21 février	

c) L'échéancier des négociations

Des discussions sont en cours sur la base de sujets convenus et les parties souhaitent convenir d'une entente-cadre et d'ententes sectorielles dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties se sont entendues sur les principes, les objectifs et les sujets de négociation. Des discussions ont cours sur la conclusion d'une entente-cadre, de nation à nation, qui pavera la voie à des ententes sur la foresterie, les aires protégées, la faune, entre autres. Le rythme des négociations est soutenu et les efforts sont fournis de part et d'autre pour l'atteinte des résultats.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^e Marie-Josée Verreault	Ministère de la Justice
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Catherine Plasse	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Solenn Sanquer	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Mélanie Chabot	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Sylvie Létourneau	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Mathilde Gadoury Boissé	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Élane Cyr	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Jean Lapointe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Daniel Spalding	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steve Rankin	Négociateur
M ^e Morgan Kendall	Conseiller juridique
M ^e Gary Carrot	Conseiller juridique
M ^e Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique
M. Benoit Croteau	Employé
M. James Cananasso	Vice-chef
M ^{me} Joan Wylde	Conseillère
M ^{me} Roxanne Germain	Employée

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES ALGONQUINS – TIMISKAMING FIRST NATION

a) L'objet des négociations

Convenir d'une entente avec la Première Nation de Timiskaming concernant les camps autochtones sur le territoire revendiqué de la Première Nation.

Convenir d'une solution mutuellement acceptable concernant les bâtiments du lac des Quinze visés par les décisions rendues par les tribunaux entre 2013 et 2015.

b) Les dates des rencontres

2021			
23 février	10 mars	29 mars	6 octobre
18 octobre	16 novembre	29 novembre	20 décembre
2022			
12 janvier	21 janvier	30 mars	

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente avant 2023.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En août 2005, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) répertoriait sept membres de la communauté de Timiskaming ayant construit des habitations aux abords du lac des Quinze, dans la municipalité de Laverlochère-Angliers. Les habitations sont situées sur des terres du domaine de l'État, et les occupants n'ont aucun droit de propriété, bail, droit d'occupation ou autre autorisation quant aux terrains occupés.

Considérant que ces installations ne se qualifiaient pas comme étant des camps autochtones raisonnablement accessoires à l'exercice de droits ancestraux ou issus de traités, le MERN a entrepris des démarches d'évictions, invitant les Autochtones concernés à quitter les lieux et à remettre les terrains dans un état satisfaisant.

Devant l'inaction des personnes visées, en 2012, le gouvernement du Québec a entrepris des procédures judiciaires en éviction contre les sept membres. Entre avril 2013 et juin 2015, le tribunal a rendu des jugements favorables, que ce soit par défaut de plaider ou par défaut de comparaître.

Il a été demandé au MERN de trouver les moyens nécessaires pour que les occupants puissent demeurer légalement dans leur résidence avant d'envisager l'exécution des jugements.

Des discussions en ce sens ont été amorcées entre les parties en 2017, en vue de convenir d'un protocole d'entente. Ce processus a été suspendu à l'automne 2018 afin d'étudier à l'interne certaines pistes de solution permettant de faire progresser les échanges. La relance du processus n'a pu se réaliser en 2020 en raison de la situation de pandémie de la COVID-19. Les discussions ont repris en 2021 et se poursuivent.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Mélanie Savoie	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Sasha Wabie	Chef jusqu'en juillet 2021
M. Arden McBride	Chef depuis juillet 2021
M ^{me} Colleen Polson	Membre du Conseil de bande
M ^{me} Alisson McBride	Secrétariat de la Nation algonquaine
M ^{me} Lindsay McLaren-Polson	Administration, Conseil de bande
M ^{me} Roselyn Tebiscon	Administration, Conseil de bande

M^{me} Cherie Stanger
M^e Alain Bartleman

Administration, Conseil de bande
Avocat, Nahwegahbow Corbiere

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES ALGONQUINS – WINNEWAY

Table sur la desserte policière

- a) L'objet des négociations

Les discussions visent à :

- mettre en place des mesures temporaires afin d'assurer une présence policière autochtone dans la communauté de Winneway;
- la création d'un corps de police autochtone régional qui fournirait une desserte policière à Winneway,

- b) Les dates des rencontres

2021		
19 juillet	3,10,17,24 novembre	1,8,15 décembre
2022		
12,19 et 26 janvier	2,9,16 et 23 février	2, 9, 24 et 30 mars

- c) L'échéancier des négociations

Bien qu'un échéancier ne soit établi, les parties veulent la conclusion rapide d'une entente.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas

- e) Un état de situation des négociations;

En 2008, le gouvernement du Québec a convenu d'une entente-cadre avec la communauté de Winneway. Cette entente établit un cadre général favorisant la conclusion d'ententes sectorielles dont une entente sur la sécurité publique. Depuis plusieurs années, Winneway estime que la desserte policière offerte par la Sureté du Québec ne répond pas aux besoins de sa communauté.

Conscient de l'importance et l'urgence de fournir à Winneway des services policiers professionnels, dédiés et adaptés à ses besoins et à sa culture,

conformément aux lois et aux règlements applicables, le gouvernement du Québec a mis en place un comité d'action rapide pour proposer des solutions. Ce comité réunit les représentants du SAA, MSP, Sureté du Québec, Timiskamink First Nation (TFN), Première Nation de Kebaowek et Winneway. Le gouvernement du Québec a procédé à la nomination de M. Michel Martin à titre de facilitateur pour ce dossier.

L'objectif du gouvernement du Québec dans cette négociation est d'offrir une desserte policière à Winneway qui répondrait le mieux aux enjeux de cette communauté tout en optimisant les ressources.

Dès octobre 2021, des négociations intensives ont eu lieu au sein de ce comité. Pour agir rapidement, le Comité a convenu de procéder de travailler à une approche progressive pour la mise en place de cette desserte policière autochtone. Des mesures immédiates permettront une présence policière autochtone à Winneway d'ici à ce que des solutions plus pérennes soient trouvées.

Une entente de collaboration est négociée pour confirmer les intentions des parties.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Michel Martin	Facilitateur
M. Jean-Sébastien Dion	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Annick Larose	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Nathalie Dion	Ministère de la Sécurité publique
M. Dany Renauld	Ministère de la Sécurité publique

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du conseil
M ^{me} Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Lloyd Alcan	Négociateur
M. Jean Cotten	Facilitateur
M. Jean Vicaire	Coordonnateur
M. David Schulze	Avocat

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Aucun autre ministère n'est impliqué.

LES CRIS – GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE

Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes

- a) L'objet des négociations

Le SAA et le ministère de la Famille (MF) discutent avec le Gouvernement de la nation crie (GNC) du renouvellement de l'*Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes*, pour la période de 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2026.

- b) Les dates de rencontre

2021

Poursuites des négociations : 9 avril

Il s'agit de la seule rencontre ayant impliqué l'ensemble des parties, mais le MF a eu des rencontres de nature technique en matière budgétaire et juridique impliquant ses représentants avec ceux du GNC, pour discuter séparément des enjeux financiers et légaux, avant un retour à la table qui n'a pas eu lieu.

- c) L'échéancier des négociations

Les discussions n'ont pas nécessité de rencontre de l'ensemble des parties avant la conclusion d'une entente de principe en novembre 2021, laquelle était soumise au processus d'approbation des parties. Pour le gouvernement du Québec, cette entente est visée par la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, à la section des affaires intergouvernementales canadiennes et des affaires autochtones. L'entente a été approuvée le 23 mars 2022 par le décret n° 507-2022.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Une première tentative au printemps 2019, une rencontre de démarrage à l'automne 2020 et trois rencontres suivantes en 2020-2021 ont permis aux parties de faire évoluer le projet d'entente soumis initialement par les Cris et présentant leur vision quant aux responsabilités ministérielles à prendre en charge en fonction de leur capacité, ainsi que leurs demandes budgétaires pour assurer cette prise en charge, tout en tenant compte aussi de la réalité propre aux Cris et à leur situation géographique.

L'exercice avait permis d'identifier les points de convergence et ceux pour lesquels des écarts subsistaient entre les positions des parties. Des orientations obtenues des autorités respectives des parties ont permis de trancher les écarts en trouvant une position de compromis.

Des arrangements budgétaires particuliers permettaient d'assurer la continuité des services par le GNC pendant la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2022.

L'entente prendra effet le 1^{er} avril 2019, indépendamment de la date à laquelle elle a été conclue, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2026.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. François Lemelin	Ministère de la Famille, secrétaire général
M. Benoit Descoteaux	Ministère de la Famille, coordonnateur aux affaires autochtones et famille
M ^{me} Alexia-Melina Lamoureux-Proulx	Ministère de la Famille, conseillère
M. Paulin Fides Nteziryayo	Ministère de la Famille, conseiller
M. Mathieu Boily	Ministère de la Justice, avocat
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. David Heritage	GNC, négociateur
M ^{me} Melissa Saganash	Directrice des relations du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M ^{me} Kelly Petawabano	GNC, directrice du département des services à l'enfance et à la famille
M. Pascal Chadronnet	GNC, département des finances
M. Matthew Sherrard	Gowling WLG, conseiller juridique
M ^{me} Angeline Therrien-Lapointe	Gowling WLG, conseillère juridique

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

Lettre d'entente entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et le Gouvernement de la nation crie modifiant de nouveau certaines échéances prévues dans le cadre de la *Grande Alliance*

a) L'objet des négociations

Le SAA, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) – GCC(EI) – et le GNC ont discuté à nouveau de la prolongation du *Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James* (communément appelé la « *Grande Alliance* ») et à la *Convention pour l'octroi d'une aide financière* pour contribuer à la réalisation d'une étude de faisabilité technique et financière pour la phase I et d'une étude de préfaisabilité pour les phases II et III de ce programme.

b) Les dates de rencontre

La prolongation des échéances prévues a été admise sans le besoin de rencontres formelles, par des communications en janvier et février 2022.

c) L'échéancier des négociations

Conclue le 31 mars 2022, avant l'expiration de la précédente échéance, la lettre d'entente assure la poursuite des études en cours de réalisation dans le cadre de la *Grande Alliance*.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions de mise en œuvre de la *Grande Alliance* ont révélé le besoin de prolonger certaines échéances avant la fin de la durée prolongée du protocole d'entente, conclu initialement le 17 février 2020. La *Convention pour l'octroi d'une aide financière*, conclue initialement le 27 mars 2020, couvrait les besoins financiers pour la réalisation des études prévues par le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures (le Programme) sans besoin d'investissement supplémentaire. La prolongation des échéances a assuré la collaboration entretenue au Conseil Cris-Québec de l'alliance et aux comités de travail regroupant les équipes du GNC et de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux.

L'étude de faisabilité technique et financière pour la phase I et l'étude de préfaisabilité pour les phases II et III du Programme sont en cours de réalisation, selon les termes des contrats attribués par appel d'offres public (en mai et juin 2021, respectivement). La fin prévue des études, par le dépôt d'un rapport final par les firmes engagées, ira à décembre 2022 dans le cas de l'étude pour la phase I et à mai 2022 dans le cas de l'étude des phases II et III du Programme. Cela étant, l'échéance du protocole d'entente et de la *Convention pour l'octroi d'une aide financière* afin de contribuer à sa mise en œuvre a été prolongée au 31 mars 2023. À cette date, l'analyse du résultat des études devrait permettre de formuler des recommandations que le gouvernement du Québec et le GNC veilleront à orienter pour déterminer l'avenir des composantes du Programme.

À la satisfaction des parties, la lettre d'entente a été approuvée par le décret n° 343-2022 du 23 mars 2022. Elle est entrée en vigueur le 31 mars 2023 au

moment où la dernière signature a été apposée et elle le demeurera jusqu'au 31 mars 2023, à moins que les parties en conviennent autrement.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice, avocat

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Paul John Murdoch	Conseiller juridique et secrétaire du GCC(EI) et du GNC
----------------------	---

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Société du Plan Nord

Ententes entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et le Gouvernement de la nation crie en matière de foresterie

- a) L'objet des négociations

En décembre 2021, le SAA s'est joint au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) pour reprendre des négociations avec le GCC(EI) et le GNC concernant le renouvellement des arrangements financiers au fondement de l'*Entente relative à la valorisation des activités traditionnelles crie* (EVAT) et d'un régime collaboratif de gestion forestière. Ce dernier découle de l'*Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James* de 2012, dans le cadre de l'harmonisation du régime forestier adapté pour les Cris et de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*. Il est prévu que les Cris et le gouvernement du Québec mettront en place un régime collaboratif de gestion des ressources forestières sur les terres de la catégorie II du territoire visé au chapitre 3 de l'*Entente concernant une nouvelle relation* entre le gouvernement du Québec et les Cris. L'EVAT et le régime collaboratif doivent faire l'objet d'un renouvellement pour la période de 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2026.

b) Les dates de rencontre

2021

Redémarrage des négociations : 12 décembre

2022

16 février

Il s'agit de la seule rencontre ayant impliqué l'ensemble des parties, mais le ministère de la Famille a eu des rencontres de nature technique en matière budgétaire et juridique impliquant ses représentants avec ceux du GNC, pour discuter séparément des enjeux financiers et légaux, avant un retour à la table qui n'a pas eu lieu.

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec et le GNC sont engagés, depuis le printemps 2020, à entreprendre et à poursuivre de façon diligente et de bonne foi des négociations afin de conclure une nouvelle entente destinée à succéder à l'EVAT et au régime collaboratif de gestion forestière. Dans les deux cas, le démarrage des négociations est conforme aux dispositions de l'*Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses*, qui fixait au plus tard le 1^{er} avril 2020 l'engagement des parties à entreprendre et à poursuivre de façon diligente et de bonne foi des négociations afin de conclure une entente de renouvellement en ces matières. Il n'y a pas d'échéancier aux négociations, mais leur résultat doit couvrir la période de cinq ans débutant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2026.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les négociations entreprises ont été en pause entre janvier 2021 et décembre 2021, au moment de la reprise souhaitée par les parties. Des différences d'interprétation relativement à l'expérience vécue pendant la première phase de déploiement du régime collaboratif de gestion forestière ont soulevé des enjeux auxquels les parties ont réfléchi, afin de préciser leur vision et d'établir la contribution aux coûts de mise en œuvre du régime pour sa deuxième phase de déploiement. Les parties en sont à un stade d'échange et de partage de leur compréhension et de leurs préoccupations, afin de retrouver des conditions favorables à la finalisation des négociations. Pour ce faire, les parties ont notamment séparé les discussions relatives à l'EVAT, en voie d'être conclue. Les discussions plus complexes entourant la vision du régime collaboratif de gestion forestière reprendront aussitôt que possible.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Alain Sénéchal

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, sous-ministre associé aux forêts

M. Martin Pelletier

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, directeur de la coordination et des orientations stratégiques,

M ^{me} Marie-José Thomas	secteur des forêts Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Richard Shecapio	Négociateur du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. Paul John Murdoch	Conseiller juridique et secrétaire du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. David Heritage	GNC, négociateur
M. Jean-Sébastien Clément	Gowling WLG, conseiller juridique

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES HURONS-WENDATS

- a) L'objet des négociations

Les parties ont convenu de mettre en place une table de discussion en vue de convenir d'une entente portant sur la consultation et l'accommodement.

- b) Les dates des rencontres

2022	
18 mars	31 mars

- c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent s'entendre sur des principes menant à une entente avant l'été 2022.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le grand chef Rémy Vincent et le premier ministre François Legault se sont rencontrés le 17 mars 2022. Lors de cette rencontre, ils ont confirmé leur intention mutuelle de renforcer la relation de nation à nation. Suivant cette rencontre, les discussions entre les parties se sont amorcées en vue de convenir d'une entente sur la consultation. Les parties devront échanger sur leurs objectifs, leurs attentes et besoins afin de trouver des pistes de solution mutuellement acceptables. L'échéancier étant très serré, les parties devront établir dans de brefs délais les éléments consensuels.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Benoit Laliberté	Négociateur
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Stéphane Picard	Négociateur, Conseil de la Nation huronne-wendat
M. Vincent Bastien	Négociateur adjoint, Conseil de la Nation huronne-wendat

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice

LES INNUS - UASHAT MAK MANI-UTENAM

a) L'objet des négociations

En 2021, le gouvernement du Québec et les Innus de Uashat mak Mani-Utenam ont repris des discussions de « nation à nation » en vue de conclure une entente à brève échéance. Cette entente serait la base d'une relation renouvelée et permettrait la poursuite de discussions sur différents sujets d'intérêt pour les deux parties.

b) Les dates des rencontres

Discussions « nation à nation »

2021			
6 avril	16 avril	30 avril	7 mai
14 mai	28 mai	13 juin	22 juin

29 juin	5 juillet	6 juillet	13 juillet
31 août	8 septembre	15 septembre	17 septembre
22 septembre	27 septembre	29 septembre	6 octobre
13 octobre	14 octobre	21 octobre	26 octobre
27 octobre	3 novembre	8 novembre	10 novembre
17 novembre	22 novembre	24 novembre	1er décembre
7 décembre	15 décembre	22 décembre	
2022			
16 février	22 février	24 février	25 février
2 mars	8 mars	10 mars	18 mars
21 mars	24 mars	31 mars	

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente d'ici la fin du printemps 2022.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Au printemps 2021, les parties ont convenu d'un cadre de référence. Les représentants des parties ont déterminé les sujets devant être abordés au cours des discussions. Un calendrier prévoyant les échéanciers a aussi été convenu à l'été 2021. Les parties souhaitent finaliser le projet d'entente dans les prochaines semaines.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Jean-Claude Pinette	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique
M. Gilbert Dominique	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (jusqu'en août 2021)

M. Ricky Fontaine

Conseil Innu Takuaitkan Uashat mak
Mani-Utenam (depuis septembre 2021)

M^e Jean-François Bertrand

Conseiller juridique

Des représentants des secteurs au sein d'ITUM accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Économie et de l'Innovation

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Ministère de l'Éducation

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Ministère de la Santé et des Services sociaux

LES INNUS - ESSIPIT

- a) L'objet des négociations

Les parties ont entrepris des négociations en vue de convenir d'une entente portant sur la gestion des camps aux fins de la pratique des activités traditionnelles de la Première Nation ainsi que sur la consultation et la participation de la Première Nation à la planification et au développement de la villégiature par le gouvernement du Québec.

- b) Les dates des rencontres

2021			
17 juin	22 juillet	17 septembre	3 novembre
12 novembre	23 novembre	10 décembre	
2022			
28 janvier	17 février	18 mars	

- c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente en 2022.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Les parties se rencontrent régulièrement. Les négociations avancent bien. Les parties ont convenu des principes sur lesquels l'entente sera basée.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Anik Langevin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Michael Ross	Première Nation des Innus Essipit
M. Marc St-Onge	Première Nation des Innus Essipit
M. Ulysse Rémillard	Première Nation des Innus Essipit
M ^{me} Isabelle Legault	Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
M ^{me} Charlotte Chicoine-Wilson	Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

LES INNUS - NUTASHKUAN

- a) L'objet des négociations

Déoulant d'engagements pris en 2019 envers la communauté de Nutashkuan pour la création d'une Table Québec-Nutashkuan, le gouvernement du Québec et la Première Nation des Innus de Nutashkuan ont amorcé des discussions sur la gestion du caribou.

Les Innus de Nutashkuan aimeraient convenir avec le gouvernement du Québec d'une entente en matière de protection et de gestion du caribou.

b) Les dates des rencontres

2021			
27 mai	30 juin	5 juillet	22 septembre
5 octobre	15 octobre	25 octobre	28 octobre

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été convenu entre les parties. Les Innus de Nutashkuan avaient toutefois souligné au gouvernement du Québec un intérêt à s'entendre rapidement.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions tenues à l'hiver et au printemps 2021 ont permis d'établir une compréhension commune de la situation préoccupante du caribou forestier sur la Basse-Côte-Nord. Les Innus de Nutashkuan désirent collaborer avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs pour la conservation et la gestion du caribou. Les Innus travaillent sur un projet de code de pratique à l'égard du prélèvement du caribou. Toutefois, compte tenu de l'importance du caribou dans la culture innue, les Innus de Nutashkuan ont exprimé l'importance qu'une certaine forme de prélèvement puisse continuer d'être exercée. Des réflexions au sein du gouvernement du Québec se poursuivent pour tenter de trouver une alternative possible pour répondre à la préoccupation des Innus, ce qui a entraîné une suspension des discussions.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Moncef Bouaziz	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Frédéric Bujold	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Charlene Lavallée	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^{me} Thérèse Courtois	Conseil des Innus de Nutashkuan
M. Vincent Gerardin	Conseil des Innus de Nutashkuan
M. Jean Mestokocho	Conseil des Innus de Nutashkuan
M. Alain Chabot	Consultant, WSP
M ^e Dominic Tremblay	Avocat, Cain Lamarre

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES MALÉCITES

Discussions bilatérales en vue de convenir d’une éventuelle entente de « nation à nation » et d’ententes sectorielles entre la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk et le gouvernement du Québec

a) L’objet des négociations

Depuis l’automne 2018, des discussions exploratoires sont en cours entre des représentants du SAA et des représentants de la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (PNWW) concernant une éventuelle entente de « nation à nation » entre les parties ainsi que des ententes sectorielles sur des sujets ciblés.

Suivant un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19, les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à compter de l’automne 2020 concernant une entente de « nation à nation », une entente en matière de consultation et d’accommodement ainsi que deux ententes d’occupations pour certains secteurs du port de Gros-Cacouna.

b) Les dates des rencontres

2021			
29 avril	13 mai	13 juillet	19 novembre
14 décembre			
2022			
26 janvier	22 février	22 mars	

c) L’échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir de l’entente de « nation à nation » dans les meilleurs délais, idéalement en 2022.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

En 2010, la PNMV a transmis au gouvernement du Québec un mémoire présentant des faits historiques à l’appui de ses démarches de revendication territoriale globale. Un mémoire contenant des éléments d’information complémentaire a été présenté en 2012. Le gouvernement du Québec a été invité par la PNMV en tant qu’observateur aux discussions entre la PNMV et le gouvernement du Canada, en 2017 et 2018. Cette invitation s’inscrivait dans une volonté de faire des avancées vers une négociation territoriale globale.

Or, à l'heure actuelle, le gouvernement du Québec privilégie plutôt une approche bilatérale sur des dossiers d'intérêt commun.

e) Un état de situation des négociations

Les rencontres entre les représentants du gouvernement du Québec et de la PNWW ont porté sur les paramètres de la négociation et les objectifs généraux des parties articulés autour du développement d'une relation politique plus structurée et significative.

Ces échanges ont permis de dégager une compréhension commune pour la suite, notamment autour de sujets d'intérêt pour la PNWW (processus de consultation et d'accommodement; activités de chasse, de pêche et de piégeage; développement économique; lieux d'intérêt; patrimoine et culture).

Les ententes d'occupation de certains secteurs du port de Gros-Cacouna représentent un exemple tangible de partenariat entre le gouvernement du Québec et la PNWW pour favoriser sa participation au développement économique régional. Deux ententes conclues à ce propos furent signées en novembre 2021.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Maxime Morin	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^e Benoît Amyot	Négociateur pour le Grand Conseil de la PNMW
M ^{me} Édith Bélanger	Consultante, Grand Conseil de la PNMW
M ^e Léonie Boutin	Conseillère juridique
M ^e Audrey Poirier	Conseillère juridique
M ^e Laurence Maher	Consultante, Grand Conseil de la PNMW

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère de la Culture et des Communications

LES MICMACS

a) L'objet des négociations

À l'instar du modèle de l'entente de consultation conclue avec les Micmacs concernant les activités relatives aux hydrocarbures, le gouvernement du Québec veut entreprendre des discussions bilatérales sur d'autres sujets d'intérêt commun qui pourraient faire l'objet d'ententes sectorielles.

b) Les dates des rencontres

2021
15 et 17 novembre

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été fixé par les parties pour le moment.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le gouvernement du Québec souhaite entretenir des relations harmonieuses de nation à nation avec la nation micmaque, axées sur le partenariat, la compréhension et le respect mutuel. Depuis déjà plusieurs années, le gouvernement du Québec et la nation micmaque travaillent à l'établissement et au maintien de telles relations par la mise en place d'un dialogue soutenu, qui peut mener à la négociation d'ententes sur des sujets d'intérêt commun et favoriser une meilleure cohabitation.

Le 30 septembre 2021, le gouvernement du Québec a nommé un nouveau négociateur, M. Gilles Rouleau, pour agir à titre de représentant du Québec à la table de discussion avec les porte-parole de la nation micmaque. Le but de telles discussions est de chercher des solutions mutuellement acceptables et durables au regard de certains enjeux soulevés par les parties.

Le 15 et le 17 novembre 2021, M. Gilles Rouleau a effectué une tournée auprès dans les 3 communautés micmaques pour mieux comprendre les enjeux de ces 3 communautés. À la suite de cette tournée, le gouvernement du Québec est en train d'étudier les solutions qui répondraient le mieux aux enjeux soulevés par la nation micmaque.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Gilles Rouleau	Négociateur
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Il n'y a pas de négociateur identifié pour la partie autochtone, M. Rouleau échange directement avec les chefs.

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Aucun

LES MOHAWKS - KAHNAWAKE

- a) L'objet des négociations

Depuis le décès en fonction du Grand Chef Joe Tekwiro Norton, à l'été 2020, les négociations entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawà:ke (CMK) ont connu une phase de latence. L'arrivée en fonction d'un nouveau négociateur pour le gouvernement du Québec et l'avènement d'un nouveau conseil élu à Kahnawake, à l'été 2021, ont permis un redémarrage des discussions sur des bases renouvelées. Ainsi, à partir de l'automne 2021, les négociations renouvelées en 2021-2022 se sont concentrées principalement sur les éléments suivants :

- 1) Deux documents jugés fondateurs, à savoir la *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et l'*Entente-cadre*, dont les dernières itérations remontent à 2009 et donc les objectifs sont de définir les balises de la relation entre le gouvernement du Québec et le CMK et d'encadrer les négociations à l'aide de tables (centrale et sectorielles) de concertation. Les paramètres de ces tables sont également définis par ces documents;
- 2) Des dossiers d'intérêt commun à travailler de manière prioritaire, notamment celui concernant la réfection du pont Honoré-Mercier et l'établissement d'un régime particulier de vente de produits liés au cannabis à Kahnawake

Malgré l'écart des positions des parties sur certaines questions, une approche centrée sur la transparence a permis, de part et d'autre, de retrouver un dialogue constructif. Ainsi, le renouvellement des relations, l'accroissement et surtout l'amélioration significative des communications permettent de constater des avancements importants dans des dossiers encore récemment perçus comme étant sans issue et permettent d'entrevoir des règlements sur certaines questions centrales, comme celles liées aux documents jugés fondateurs mentionnés précédemment.

- b) Les dates des rencontres

La table centrale de négociation Québec-Kahnawake n'a pas tenu de rencontre formelle en 2021-2022, mais plusieurs échanges ont eu lieu entre le négociateur principal du gouvernement du Québec et le chef responsable des relations de Kahnawake avec le Québec afin de régler des enjeux spécifiques et relationnels. Par ailleurs, des discussions intenses se sont tenues à l'automne 2021 et l'hiver 2022 afin de parvenir à une entente concernant les documents fondateurs cités plus haut. Ces documents prévoient notamment la relance formelle des différentes tables de concertation (centrale et sectorielles).

En plus de ces échanges informels, des rencontres importantes se sont tenues entre le négociateur principal du gouvernement du Québec et certains chefs responsables du CMK, les 14 et 18 octobre 2021. Ces rencontres ont porté respectivement sur les discussions entourant l'encadrement de la vente des produits liés au cannabis à Kahnawake et le projet de centre culturel de la communauté.

Le Comité spécial – pont Honoré-Mercier s'est réuni le 17 février 2022, où il a été question des études préliminaires sur certaines espèces animales et sur des éléments d'arrimage entre le ministère des Transports et le Conseil mohawk de Kahnawake au sujet des plans de communication et des stratégies de consultation.

c) L'échéancier des négociations

Les différents projets sont abordés de manière régulière aux tables de travail et des résultats sont attendus dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les relations entre le gouvernement du Québec et le CMK avaient subi une certaine détérioration au cours des quelques dernières années. Un certain raidissement de la position politique du CMK, à propos notamment des notions de compétences, de juridiction, de droits sur le territoire et de consultation, a été observé, principalement à la suite du décès de l'ancien grand chef Joseph Tokwiro Norton.

Cependant, l'arrivée d'un nouveau négociateur du gouvernement du Québec pour Kahnawake à l'été 2021, l'ancien ministre responsable des Affaires autochtones, M. Geoffrey Kelley, et aussi l'avènement d'un nouveau conseil de bande au cours de la même période, ont favorisé le renouvellement des communications et permis un nouveau départ en termes de relations entre le gouvernement du Québec et le CMK.

Ce renouveau a permis de relancer et de faire avancer les discussions, notamment à propos de la *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et de l'*Entente-cadre*, documents jugés centraux de part et d'autre et au sujet desquels une entente permettrait de concrétiser le rapprochement. Rappelons que la dernière entente à propos de tels documents remonte à 2009.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Geoffrey Kelley	Négociateur
M. Samuel Fiset	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones (depuis septembre 2021)
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'en septembre 2021)
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Mike Delisle	Chef, Conseil mohawk de Kahnawake
Mme Nelly Marcoux	Conseil mohawk de Kahnawake

Des représentants d'autres secteurs du Conseil mohawk de Kahnawake accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES NASKAPIS

Négociation d'une convention complémentaire pour le chapitre 19 de la Convention du Nord-Est québécois sur le Programme d'aide à la chasse, à la pêche et au trappage

- a) L'objet des négociations

Les négociations visent la révision du Programme d'aide à la chasse, à la pêche et au trappage (Programme) afin, notamment, de bonifier l'aide financière offerte aux bénéficiaires naskapis. La demande de révision du Programme a été déposée par les Naskapis en octobre 2016 et les discussions avec le gouvernement du Québec ont débuté au printemps 2017.

- b) La date des rencontres

2021			
7 juin	30 juin	8 juillet	9 juillet
23 septembre	23 novembre		
2022			
16 mars			

- c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été établi. Les parties désirent s'entendre sur le projet de convention complémentaire dans les meilleurs délais.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

- e) Un état de situation des négociations

L'équipe de négociation continue de se réunir sur une base régulière. Les parties souhaitent s'entendre sur le contenu de la convention complémentaire dans les meilleurs délais et à la satisfaction de tous.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Zara Dionne	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Josée Verreault	Ministère de la Justice
M ^{me} Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^{me} Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Robert Prévost	Nation naskapie de Kawawachikamach
M. Thomas Dougherty	Nation naskapie de Kawawachikamach
M. Noah Swappie	Nation naskapie de Kawawachikamach
M ^{me} Annie-Marie Gauthier	Nation naskapie de Kawawachikamach

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

Coût total pour l'ensemble des négociations bilatérales

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

2021-2022	Employés du SAA	538 220 \$
	Négociateurs externes	<u>237 570 \$</u>
	TOTAL :	775 790 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2021-2022 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

La liste des ententes conclues entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022 sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et déposées au greffe de ce dernier est annexée à la présente. Ces ententes peuvent être consultées, sur demande, au SAA durant les heures ouvrables.

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives économiques III - volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Acquisition et rénovation ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles (présidente)
Date de signature : 16 avril 2021

- 2 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Spiruline Océanne ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Les Jardins secrets d'Océane inc. (président)
Date de signature : 22 avril 2021

- 3 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Projet « Expo-Sciences autochtone ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Association québécoise autochtone en science et en ingénierie (président-trésorier)
Date de signature : 23 avril 2021

- 4 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Mobilisateur
Objet :
Définir les modalités de financement des projets « Conseillers en développement économique, Québec Mines et Formations-conférences ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Commission de développement économique des Premières Nations Québec-Labrador (directeur général)
Date de signature : 27 avril 2021

- 5 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Centre de conditionnement physique ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef)
Date de signature : 29 avril 2021

- 6 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation - Projet
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Discussions Nation à Nation ».
Parties :
Ministre responsable des Affaires autochtones (secrétaire général associé)
Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef)
Date de signature : 29 avril 2021

- 7 - Convention
Objet :
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Caisse populaire Desjardins (directeur)
Conseil de la Nation micmac de Gespeg (chef)
Date de signature : 1 mai 2021

- 8 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Infrastructure communautaire
Objet :
Projet « Rénovation des locaux de développement économique et de la gestion des terres ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Première Nation de Kebaowek (chef)
Date de signature : 10 mai 2021

- 9 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Projets de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de La Tuque ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (directrice générale)
Date de signature : 12 mai 2021

- 10 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Formations sur les premiers peuples ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Institut Kiuna (directrice générale)
Date de signature : 13 mai 2021
-
- 11 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Camping de la Pointe ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directeur Économie et partenariats stratégiques)
Date de signature : 13 mai 2021
-
- 12 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « N'tus soins de la peau et cosmétique ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 13 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « Isaac Healing Lodge ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 14 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Économie sociale
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 15 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Modifier l'Entente de financement du projet intitulé « Projets autochtones : villes et communautés ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Exeko (cofondateur et directeur général)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 16 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « Locations LCA ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 17 - Entente de confidentialité
Objet :
Définir des règles de confidentialité applicables
Parties :
Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (directeur général)
Gouvernement du Québec (secrétaire adjoint aux Affaires autochtones)
Date de signature : 20 mai 2021
-
- 18 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « Spiruline Océanne ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société d'aide au développement des collectivités de la Côte-Nord inc. (directrice générale)
Date de signature : 25 mai 2021
-
- 19 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Consolidation des services directs 2021-2022 ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
The Open Door Montréal - La Porte ouverte Montréal (présidente)
Date de signature : 31 mai 2021
-

- 20 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Mobilisateur
- Objet :**
Volet Développement touristique - Expériences autochtones.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Tourisme autochtone Québec (directeur général)
- Date de signature :** 31 mai 2021
-
- 21 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - Mobilisateur
- Objet :**
Projet « Retraite ADEC ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur)
- Date de signature :** 1 juin 2021
-
- 22 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Point de services à Shawinigan ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières (directrice générale)
- Date de signature :** 8 juin 2021
-
- 23 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Ministre responsable des Affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef)
- Date de signature :** 11 juin 2021
-
- 24 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet appelé « Projets de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Maniwaki ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki (directrice générale)
- Date de signature :** 11 juin 2021
-
- 25 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet appelé « Kwe! À la rencontre des peuples autochtones, édition 2021 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Kwe! À la rencontre des peuples autochtones (président)
- Date de signature :** 11 juin 2021
-
- 26 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Les Entreprises forestières JFB inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Les Entreprises forestières JFB inc. (président)
- Date de signature :** 11 juin 2021
-
- 27 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Wolf Crafts ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Wolf Crafts (propriétaire)
- Date de signature :** 16 juin 2021
-
- 28 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneurat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet « Plan de développement de la marina - Phase 1 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation de Kebaowek (conseiller)
- Date de signature :** 16 juin 2021
-

- 29 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social - Mobilisateur social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Inukshuk - Le temps des repères ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Services parajudiciaires autochtones du Québec (directrice générale)
Date de signature : 2 juillet 2021
-
- 30 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Acquisition de l'entreprise Saucspiquantes.ca ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
9312-9146 Québec inc. (acquéreur)
Date de signature : 5 juillet 2021
-
- 31 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Femme ou jeune
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « The Vault ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
The Vault (propriétaire)
Date de signature : 5 juillet 2021
-
- 32 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Projet « Tente Raphaël-André au Square Cabot ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (directrice exécutive)
Date de signature : 7 juillet 2021
-
- 33 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Coordination de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or - Renouvellement ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)
Date de signature : 15 juillet 2021
-
- 34 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneurat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Acquisition d'équipements et de machineries lourdes ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Pessamit (chef)
Date de signature : 15 juillet 2021
-
- 35 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneurat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Mise à niveau de la pourvoirie Étamamiou ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
Date de signature : 19 juillet 2021
-
- 36 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
Parties :
Ministre responsable des Affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)
Date de signature : 23 juillet 2021
-
- 37 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Transition culturelle et linguistique ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'études collégiales à Chibougamau (directeur)
Date de signature : 29 juillet 2021
-

38 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation

Objet :

Projet « Bureau de consultation 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (directeur général)

Date de signature : 29 juillet 2021

39 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Les Constructions Mackenzie inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Les Constructions Mackenzie inc. (président)

Date de signature : 29 juillet 2021

40 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet développement Économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé "Économusée de Kapishakanassinitsheshiht"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Envirolik (présidente)

Date de signature : 29 juillet 2021

41 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet " Équipements communautaires"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Innus d'Unamen Shipu (directeur général)

Date de signature : 29 juillet 2021

42 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt aux termes de laquelle le SAA accepte de soutenir le projet "Saucespiquantes.ca" mis de l'avant par l'emprunteur en lui accordant une aide financière sous forme de garantie de prêt pouvant atteindre 100 500 \$.

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Société de crédit commercial autochtone (Michelle Picard)

Date de signature : 10 août 2021

43 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt aux termes de laquelle le SAA accepte de soutenir le projet "Gym the Vault" mis de l'avant par l'Emprunteur en lui accordant une aide financière sous forme de garantie de prêt pouvant atteindre 29 845 \$.

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Société de crédit commercial autochtone (Laurent Odjick)

Date de signature : 10 août 2021

44 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Nouveau Village / Wanaki 2021-2022"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Anicinaneq de Kitcisakik (chef)

Date de signature : 10 août 2021

45 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Plans, devis et étude architecturale"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag

Date de signature : 10 août 2021

46 - Entente de partenariat de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Initiative de communication de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Sept-Iles"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Collège d'enseignement général et professionnel (CÉGEP) de Sept-Iles

Date de signature : 17 août 2021

47 - Entente-cadre concernant la gestion de l'original

Objet :

Établir un processus et des objectifs pour la négociation d'une entente de collaboration. Pour les fins d'assurer la réalisation de l'objet l'Entente-cadre prévoit :

- a) la mise en place d'un processus de négociation, incluant l'élaboration d'un plan de travail, en vue de la conclusion d'une entente de collaboration ; et
- b) la mise en place de mesures intérimaires.

Parties :

Nation anishnabe (grande chef du Conseil tribal de la nation algonquine anishinabeg ; chef de la Première Nation Abitibiwinini ; chef d'Eagle Village First Nation - Kebaowek ; chef des Anicinapek de Kitcisakik ; chef de Kitigan Zibi Anishinabeg ; chef de la Nation anishnabe du Lac Simon ; chef de Long Point First Nation)

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones ; ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs ; ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Date de signature : 18 août 2021

48 - Entente-cadre concernant la gestion de l'original

Objet :

Développer et mettre en oeuvre des mesures afin d'impliquer les Algonquins de Lac-Barrière dans la gestion de l'original dans le Territoire d'application et prendre des mesures pour protéger la population d'originaux afin de favoriser davantage la conservation de la ressource et sa pérennité pour les générations actuelles et futures.

Établir un processus et des objectifs afin de conclure l'Entente de mise en oeuvre des recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière qui a été négociée en 2017.

Parties :

Algonquins de Lac-Barrière (chef)

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones ; ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs ; ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Date de signature : 18 août 2021

49 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Navire touristique"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)

Date de signature : 19 août 2021

50 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet soumis

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Terres en vues, Société pour la diffusion de la culture autochtone (directeur des activités culturelles)

Date de signature : 19 août 2021

51 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Finalisation de l'Entente de mise en oeuvre des recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil de bande des Algonquins de Lac-Barrière (chef)

Date de signature : 19 août 2021

52 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "K&P'S Auto body and Paint"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

K&P'S Auto body and Paint S.E.N.C (copropriétaire)

Date de signature : 23 août 2021

53 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de financement versé à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (vice-chef)

Date de signature : 24 août 2021

- 54 - Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Intervention psychosociale"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (CEAAS) (directrice générale)
Date de signature : 24 août 2021
-
- 55 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Otapì"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (directrice générale)
Date de signature : 25 août 2021
-
- 56 - Convention
Objet :
Convention pour remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur les versements en capital et intérêts
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fédération des caisses Desjardins du Québec (directrice principale - clientèle institutionnelle)
Administration régionale Kativik
Date de signature : 31 août 2021
-
- 57 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Projet Résilience - Préparer l'après-crise des plus vulnérables"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
L'Observatoire québécois des inégalités (directrice générale adjointe)
Date de signature : 2 septembre 2021
-
- 58 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Aménagement de la cour de l'école à Kitcisakik"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef)
Date de signature : 2 septembre 2021
-
- 59 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Acquisition d'un camion à benne"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Monsieur Brian McGregor (promoteur)
Date de signature : 3 septembre 2021
-
- 60 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Miaja 2021 - Rassemblement sur le patrimoine anicinabe"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Minwashin (directrice générale)
Date de signature : 3 septembre 2021
-
- 61 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " My Sweeteez Ice Cream Shop"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
My Sweeteez Ice Cream Shop (associés)
Date de signature : 9 septembre 2021
-
- 62 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Abri pour scène extérieure"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (directeur général)
Date de signature : 9 septembre 2021
-

- 63 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de financement de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation de Kebaowek (chef)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 64 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Dépanneur Kuzzin - Réservoirs et pompes à essence"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Dépanneur Kuzzin (propriétaire)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 65 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Aide au développement économique local
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Conseiller en développement économique à Wendake 2021-2022"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la nation Huronne-Wendat (grand-chef)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 66 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Produits de Etiesatrata inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Produits de Etiesatrata inc. (présidente)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 67 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Explore avec la Nation Innue"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Université du Québec à Chicoutimi (vice-recteur aux partenariats, affaires internationales et autochtones par intérim)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 68 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "LaFlesche inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
LaFlesche inc. (président-directeur général)
Date de signature : 24 septembre 2021
-
- 69 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé "Support à l'organisation du Grand cercle économique des peuples autochtones et du Québec"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
La Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)
Date de signature : 1 octobre 2021
-
- 70 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Action communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser les activités inhérentes au démarrage de ses opérations
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Awacak (administratrice)
Date de signature : 6 octobre 2021
-
- 71 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructures communautaires
Objet :
Avenant concernant le projet "Kanesatake Youth of Tomorrow - KYOT"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Mohawks de Kanesatake (Grand chef)
Date de signature : 13 octobre 2021
-

- 72 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Réservoir à homard"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Micmacs de Gesgapegiag (directeur général)
Date de signature : 14 octobre 2021
-
- 73 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Festival du conte et de la légende de L'Innucadie"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Festival du conte et de la légende de L'Innucadie (directrice générale)
Date de signature : 19 octobre 2021
-
- 74 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Garage municipal de Wôlinak"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Première Nation des Abénakis de Wôlinak (chef)
Date de signature : 21 octobre 2021
-
- 75 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Tracteur industriel"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation Micmac de Gespeg (chef)
Date de signature : 1 novembre 2021
-
- 76 - Convention de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Bâtiment infrastructures et services publics"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Caisse Desjardins de Pekuakami (titre non précisé)
Date de signature : 1 novembre 2021
-
- 77 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social- Mobilisateur social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Consolidation et développement des activités - Renouveau"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Le Wapikoni mobile (directrice-générale adjointe)
Date de signature : 1 novembre 2021
-
- 78 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Aide au développement économique local
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Agent de développement économique"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil Anishinabeg de la Première Nation de Longue-Pointe (chef)
Date de signature : 5 novembre 2021
-
- 79 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Acquisition du Café du village"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Ole' Corner Store S.E.N.C. (présidente)
Date de signature : 5 novembre 2021
-
- 80 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Constructions D. Newashish"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Constructions D Newashish (propriétaire)
Date de signature : 10 novembre 2021
-

- 81 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Centre d'hébergement pour étudiants autochtones à Sept-Iles"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (président)
Date de signature : 10 novembre 2021
-
- 82 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Objet :
Convention de garanti de prêt pour le projet " Produits de Etiesatrata Inc.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (titre non précisé)
Date de signature : 10 novembre 2021
-
- 83 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Rénovations du Centre de développement communautaire de Listuguj"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Listuguj Mi'Gmaq Government (chef)
Date de signature : 16 novembre 2021
-
- 84 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Développement économique - Catégorie entreprenariat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Transport JMML - achat d'un camion"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport JMML (propriétaire)
Date de signature : 17 novembre 2021
-
- 85 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordé pour le projet "Transport JMML - Achat d'un camion"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport JMML (propriétaire)
Date de signature : 17 novembre 2021
-
- 86 - Entente de financement pour le soutien à la consultation sur le projet de reconstruction du pont Honoré-Mercier dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Objet :
Définir la façon dont le SAA fournira au Conseil un financement pour sa consultation et son implication soutenues dans le cadre du projet majeur de reconstruction du pont Honoré-Mercier. Le financement alloué sera utilisé pour élaborer et mettre en oeuvre un plan de consultation.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (ministre responsable des Affaires autochtones)
Conseil Mohawk de Kahnawà:ke (chefs)
Date de signature : 19 novembre 2021
-
- 87 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Soutien à la consultation - Projet
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Identification des sites d'intérêt"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (cheffe)
Date de signature : 30 novembre 2021
-
- 88 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Objet :
Avenant au financement du projet " Widjikiwe Gas Bar"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Widjikiwe Holdings Corporation (directrice)
Date de signature : 30 novembre 2021
-
- 89 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Réfection extérieure de l'Église de Wendake"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la nation Huronne-Wendat (directeurs des services techniques et infrastructures)
Date de signature : 6 décembre 2021
-

- 90 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Centre Mamuk - Consolidation des services - Renouvellement"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Maison communautaire Missinak (présidente)
Date de signature : 6 décembre 2021
-
- 91 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Maison des Aînés"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Village nordique d'Inukjuak (maire)
Date de signature : 6 décembre 2021
-
- 92 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Consolidation et développement des services - Renouvellement"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Projets Autochtones du Québec (directrice générale)
Date de signature : 8 décembre 2021
-
- 93 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Achat d'un complexe modulaire"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (chef)
Date de signature : 8 décembre 2021
-
- 94 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Réfection et réaménagement des bureaux administratifs"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (chef)
Date de signature : 8 décembre 2021
-
- 95 - Entente de mise en oeuvre des recommandations conjointes de 2006 présentés par les représentants spéciaux en conformité avec l'Entente trilatérale de 1991 et l'Entente bilatérale de 1998
Objet :
Mise en oeuvre des recommandations présentées en 2006 par les représentants spéciaux du Québec et des Mitchikanibikok Inik
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Mitchikanibikok Inik (les Algonquins de Lac-Barrière), (chef)
Date de signature : 14 décembre 2021
-
- 96 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Tipi de Pikogan"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (cheffe)
Date de signature : 14 décembre 2021
-
- 97 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Hôtel 207"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Hôtel 207 (propriétaire)
Date de signature : 14 décembre 2021
-
- 98 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Vitrerie Shakashtueu"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Vitrerie Shakashtueu inc. (promoteur)
Date de signature : 22 décembre 2021
-

- 99 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Mobilisation communautaire contre la COVID-19"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Université Laval (vice-doyen à la recherche et aux études supérieures, Faculté de médecine)
Date de signature : 22 décembre 2021
-
- 100 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaire pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil Atikamekw de Manawan (chef)
Date de signature : 7 janvier 2022
-
- 101 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Transport Nitaskinan"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport Nitaskinan (fondateur)
Date de signature : 7 janvier 2022
-
- 102 - Convention
Objet :
Le Secrétariat aux Affaires autochtones s'engage à remettre directement à l'institution financière pour le compte de l'Emprunteur chaque versement de capital et d'intérêts prévu au contrat de prêt.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial agricole (directrice)
Conseil des Abénakis de Wôlinak (directeur général)
Date de signature : 15 janvier 2022
-
- 103 - Protocole d'entente sur la Table centrale Québec-Lac-Simon
Objet :
1 . La Table centrale est établie pour :
a) agir comme un forum d'échange et de coordination entre les Parties afin d'assurer le renforcement des relations politiques, économiques et sociales;
b) favoriser la tenue d'échanges sur différents sujets d'intérêt commun et cibler, s'il y a lieu, des mesures ou des solutions mutuellement satisfaisantes;
c) favoriser la résolution de différends par la discussion dans un esprit de compréhension et de respect mutuels.
2. La présente entente établit la Table centrale en tant que forum d'échange et de coordination privilégié entre les Parties pour les fins du mandat qui lui est confié; cependant, ce mandat n'empêche pas la tenue d'échanges de niveau politique entre les Parties.
Dans le cadre de ses domaines d'intervention et conformément aux articles 5 à 8, la Table centrale aura comme principaux mandats :
a) d'assurer un suivi efficace des questions soulevées par les Parties en impliquant tous les intervenants concernés;
b) d'agir comme un forum privilégié afin de trouver des solutions mutuellement acceptables aux différends que les parties pourraient avoir, dans les domaines d'intervention;
c) de recommander la mise sur pied de tables de négociation distinctes, lorsque nécessaire;
d) d'établir un plan de travail pour chaque année financière (le « Plan de travail annuel »);
e) de faire annuellement un rapport de ses réalisations aux mandants.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac Simon (la chef)
Date de signature : 18 janvier 2022
-
- 104 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "E Itaskweak 2"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opiticiwan
Date de signature : 19 janvier 2022
-
- 105 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Action communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement de l'organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Epgwa's'g Temporary Shelter (présidente)
Date de signature : 19 janvier 2022
-

- 106 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Garantie de prêt

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Buanderie de la Péninsule gaspésienne - Garantie de prêt"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
9454-6843 Québec inc. (présidente)

Date de signature :

21 janvier 2022

107 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Catégorie entreprenariat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Reviving Kanehsatà:ke Radio"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Mohawk Multimédia inc. (Tsik Nonwéhson Nitkontewenni:ne's) (président-directeur général)

Date de signature :

25 janvier 2022

108 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Centre Lighthouse"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre Lighthouse (vice-présidente)

Date de signature :

25 janvier 2022

109 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé "Camps de leadership et programme Deviens 2021-2022"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fondation Nouveaux Sentiers - Marie-Claude Cleary, directrice générale

Date de signature :

31 janvier 2022

110 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneariat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Pêcheries Vincent Brière"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pêcheries Vincent Brière inc, - Propriétaire

Date de signature :

31 janvier 2022

111 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures

Objet :

Définir les modalités de financement du projet " Hébergement temporaire"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (vice-présidente)

Date de signature :

2 février 2022

112 - Avenant à l'entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet développement social

Objet :

Entente visant à fournir le projet de tente Raphael-André au Square Cabot à Montréal

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (FFAM)

Date de signature :

3 février 2022

113 - Avenant à l'entente de partenariat de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet développement social

Objet :

Soutenir une initiative de coordination-conseil de la Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux en milieu urbain pour les Autochtones à Montréal

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Date de signature :

3 février 2022

114 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé "Ma première chance"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam

Date de signature :

7 février 2022

- 115 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement économique
Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Pêcheries Georges Gingras Nicolas"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pêcheries Georges Gingras
Date de signature : 7 février 2022
-
- 116 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordé pour le projet "Pêcheries Georges Gingras Nicolas"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pêcheries Georges Gingras Nicolas
Date de signature : 7 février 2022
-
- 117 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement économique - Catégorie entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Améliorations sur le bateau Calypso"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation Micmac de Gespeg
Date de signature : 7 février 2022
-
- 118 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Lazare Tree Service Expansion"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Lazare Tree Service (propriétaire)
Date de signature : 7 février 2022
-
- 119 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiative autochtone III
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiative autochtone III versée au soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétaire général associé aux affaires autochtones
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon - Cheffe
Date de signature : 10 février 2022
-
- 120 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Volet infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Étude pour centre des langues"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétaire général associé aux affaires autochtones
Micmacs de Gesgapegiag - Chef John Martin
Date de signature : 10 février 2022
-
- 121 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Serre éducative"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef)
Date de signature : 15 février 2022
-
- 122 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Serre éducative"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef)
Date de signature : 15 février 2022
-

- 123 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation sociale - Projet

Objet :

Avenant à l'entente de financement du Projet "Négociation à l'intérieur du cadre de l'Entente-cadre entre le Gouvernement du Québec et Long Point First Nation de 2008 et de ses lettres d'ententes particulières"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil anishinabeg de la Première Nation de Longue-Pointe (chef)

Date de signature : 22 février 2022
- 124 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Buanderie de la péninsule gaspésienne inc."

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Buanderie de la péninsule gaspésienne inc. (propriétaire majoritaire)

Date de signature : 24 février 2022
- 125 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet développement économique - Catégorie économie sociale

Objet :

Avenant au projet "Gestion de la croissance et du changement - Un chantier vers une prospérité économique et sociale"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)

Date de signature : 24 février 2022
- 126 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet développement économique – Catégorie Économie sociale

Objet :

Avenant au projet d'aménagement d'une boutique d'art et d'artisanat dans le bâtiment multifonctionnel du site Kinawit

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)

Date de signature : 24 février 2022
- 127 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Catégorie Mobilisateur

Objet :

Définir les modalités de financement du projet " CEERA 2020-2022"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Institut de développement durable des Premières Nations du Québec-Labrador (directeur par intérim)

Date de signature : 1 mars 2022
- 128 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures

Objet :

Définir les modalités de financement du projet " Maison PAQ"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Projets Autochtones du Québec (PAQ) (directrice générale)

Date de signature : 2 mars 2022
- 129 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet " Complexe hôtelier Motel Madame Ruby inc."

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)

Date de signature : 3 mars 2022
- 130 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Soutenir le projet " Buanderie de la péninsule gaspésienne"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)

Date de signature : 3 mars 2022
- 131 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Rénovation du centre administratif"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (directeur des finances et développement économique)

Date de signature : 10 mars 2022

- 132 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Roulotte pour bureau du Conseil"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Long Point First Nation (chef)
Date de signature : 10 mars 2022
-
- 133 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Salle communautaire/Centre jeunesse"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation Timiskaming (chef)
Date de signature : 10 mars 2022
-
- 134 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation - Projet
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Table technique en sécurité publique"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (chef)
Date de signature : 16 mars 2022
-
- 135 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Pimose"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Puumun Meshkenu - Chemin des milles rêves (président)
Date de signature : 17 mars 2022
-
- 136 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (chef)
Date de signature : 17 mars 2022
-
- 137 - Modification no 14 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik
Sivunirmut
Objet :
Modification no 14 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones)
Administration régionale Kativik, (présidente, Mme Hilda Snowball, et secrétaire, Mme Ina Gordon)
Date de signature : 22 mars 2022
-
- 138 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Le Grande cercle économique des Peuples autochtones et du Québec"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (promoteur)
Date de signature : 23 mars 2022
-
- 139 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Acquisition de Bastien Industries Enr."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Jason Picar Binet (promoteur)
Date de signature : 23 mars 2022
-
- 140 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Kitigan Zibi Anishnabeg (directrice des services communautaires)
Date de signature : 23 mars 2022
-

- 141 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Développement social
Objet :
Avenant modifiant le "Projet Résilience - Préparer l'après-crise des plus vulnérables"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Observatoire québécois des inégalités (directrice générale)
Date de signature : 23 mars 2022
-
- 142 - Entente de financement Écoles des dirigeants des Premières Nations**
Objet :
Définir les modalités liées à l'octroi de l'aide financière que le SAA versera à la Fondation pour la création et l'opération, par HEC Montréal, de l'École des dirigeants des Premières Nations (ÉDPN), dont la mission est d'offrir des programmes sur mesure de haut niveau pour développer les habiletés des leaders dirigeants et des leaders d'affaires actuels et futurs des Premières Nations
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fondation HEC Montréal (directrice, direction de la Fondation HEC Montréal et des relations avec les diplômés)
Corporation de l'école des Hautes Études Commerciales de Montréal (directeurs)
Date de signature : 24 mars 2022
-
- 143 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Transport Nicolas et Fils inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport Nicolas et Fils inc.
Date de signature : 28 mars 2022
-
- 144 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Avenant au projet "Mise en place de la Table Québec-Timiskaming"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Secrétariat de la Nation Algonquine
Date de signature : 28 mars 2022
-
- 145 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation naskapie de Kawawachikamach (cheffe)
Date de signature : 30 mars 2022
-
- 146 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Aide aux autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Centre d'hébergement pour étudiants autochtones"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société immobilière du Regroupement des centres d'amitiés autochtones (directeur général)
Date de signature : 30 mars 2022
-
- 147 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Expansion de Onquata"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Onquata S.E.N.C (promotrice)
Date de signature : 30 mars 2022
-
- 148 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Wolf Lake First Nation (chef)
Date de signature : 30 mars 2022
-

149 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Innus de Pessamit (chef)

Date de signature : 30 mars 2022

150 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Avant modifiant le projet "Table Québec-Nation algonquine sur l'original"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil tribal de la Nation algonquine Anishnabeg (CNTAA) (directeur général)

Date de signature : 30 mars 2022

151 - Lettre d'entente modifiant certaines échéances prévues au Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James et à la Convention pour l'octroi d'une aide financière

Objet :

Lettre d'entente modifiant certaines échéances prévues au Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James et à la Convention pour l'octroi d'une aide financière

Parties :

Gouvernement du Québec (premier ministre, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Nationn crie d'Eeyou Istchee / Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) / Gouvernement de la nation crie (grand chef et président)

Date de signature : 31 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements par l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022 et celles à venir pour 2022-2023. Préciser pour chacune :
- a) l'objet des consultations;
 - b) le moyen utilisé;
 - c) les dates des rencontres;
 - d) les communautés et les personnes consultées;
 - e) les résultats des consultations;
 - f) les montants afférents.

Préciser le budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2021-2022, le SAA n'a mené aucune consultation.

Pour ce qui est de l'ensemble des ministères, il y a eu des centaines de consultations en 2021-2022, et ce, dans divers domaines tels que les forêts, la faune, le territoire, les aires protégées, etc. Depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec, au printemps 2006, et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent les communautés autochtones lorsque des projets ou des actions gouvernementales sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces communautés.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais, globalement, celles-ci portent sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués pour des communautés autochtones.

b) Le moyen utilisé

Les moyens utilisés sont modulés en fonction de l'effet préjudiciable d'un projet sur les droits revendiqués. Il s'agit principalement de communications écrites ou verbales, de rencontres d'information, etc.

c) La date des rencontres

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

d) Les communautés et les personnes consultées

La consultation autochtone vise toutes les communautés autochtones du Québec. La détermination des communautés à consulter se fait en tenant compte du contexte factuel propre à la mesure faisant l'objet d'une consultation.

e) Le résultat des consultations

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

f) Les montants afférents

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Liste des rencontres faites avec les communautés autochtones par le ministre et/ou son cabinet pour l'année 2021-2022. Inclure les noms des personnes qui y ont assisté et les sujets abordés et les lieux.

La liste des rencontres est disponible sur le site Quebec.ca

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Concernant la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, communément appelé « la commission Viens », veuillez fournir bilan, plan de déploiement, analyses, sommes dépensées du budget mis de côté pour donner suite, et tout autre document pertinent

Bilan

Le 17 septembre 2021, le ministre responsable des Affaires autochtones rendait public un tableau de suivi des recommandations montrant que 68 appels à l'action sont réalisés ou en cours de réalisation¹.

Sommes dépensées du budget

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du Budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

À ce jour, les investissements totaux annoncés sont de 167,1 M\$ sur cinq ans (2020-2025), dont 90 M\$ annoncés en 2021-2022.

Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait des sommes dépensées pour l'année 2021-2022, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'à l'été 2022.

¹Lien internet: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/saa/commission_viens/CommissionViens_2ans.pdf?1631887087

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Les crédits dépensés pour la mise en œuvre des appels à l'action du rapport de la commission Viens

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du Budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

À ce jour, les investissements totaux sont de 167,1 M\$ sur cinq ans (2020-2025), dont 90 M\$ annoncés en 2021-2022.

<div>MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux MES: Ministère de l'Enseignement supérieur MSP: Ministère de la Sécurité publique MAMH: Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF: Secrétariat à la condition féminine MJQ: Ministère de la Justice MEQ: Ministère de l'Éducation</div>				
#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
1	Soutenir le déploiement de projets permettant de renforcer les services de première ligne dans les centres d'amitié, en s'inspirant du modèle de Val-d'Or	MSSS	2 352 700 \$	15 508 900 \$
2	Assurer le financement récurrent, à Val-d'Or, d'un modèle urbain novateur de services de santé et de services sociaux se caractérisant par son ancrage dans les savoirs, les traditions, l'identité, la culture et les valeurs autochtones	MSSS	2 682 556 \$	11 908 608 \$
3	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du Programme de mesures de rechange autochtone (PMRA)	MJQ	0 \$	3 600 000 \$
4		SCF	400 000 \$	2 400 000 \$
5	Soutenir de nouvelles initiatives en matière de justice communautaire dans les communautés des Premières Nations et des Inuits (Comité de justice) et augmenter les budgets d'opération des comités existants	MJQ	1 140 000 \$	7 215 500 \$
6	Mettre sur pied de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain afin de répondre aux besoins des membres des Premières Nations et des Inuits.	MJQ	787 500 \$	4 050 000 \$
	Bonifier la rémunération des rédacteurs à contrat, financer l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès de certains organismes autochtones et augmenter l'offre de formation.	MJQ	595 000 \$	2 930 000 \$
7	Mesures en itinérance Montréal et Val-d'Or (contribution à la mesure 10.1 du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026)	MSSS	0 \$	600 000 \$

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice MEQ : Ministère de l'Éducation				
#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
8	Assurer un soutien adéquat aux élèves autochtones dans le réseau québécois.	MEQ	40 000 \$	14 234 000 \$
9	Faciliter l'inclusion de contenu autochtone dans les cours par le développement de matériel complémentaire, ainsi que leur promotion	MEQ	0 \$	4 100 000 \$
10	Développer un plan de mise en œuvre pour intégrer du contenu autochtone dans le cursus québécois au niveau de l'éducation en concertation avec les Premières Nations et les Inuits	MEQ	0 \$	1 095 000 \$
11	Mettre en place des équipes de patrouille mixte d'intervention sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec	MSP	1 073 741 \$	11 656 983 \$
12	Contribution à l'embauche d'un agent communautaire dans le cadre du projet de police mixte à Montréal	MSP	38 347 \$	366 247 \$
13	Bonification des appels de projets en Violences conjugale et familiale, Violences sexuelles et Hommes et guérison	SCF	2 400 000 \$	6 000 000 \$
14	Mise en place d'un service d'accompagnement juridique et psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences	MJQ	500 000 \$	2 550 000 \$
15	Mettre en place une maison d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes autochtones (Missinak)	MAMH	1 000 000 \$	1 000 000 \$
16	Achat d'un système RAO à Uashat	MSP	144 000 \$	144 000 \$
17	Effectifs au CPA de Uashat dans le cadre de la Patrouille mixte	MSP	0 \$	646 600 \$
TOTAL			13 153 884 \$	90 005 838 \$

Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des sommes dépensées pour l'année 2021-2022, puisque la reddition de comptes ne sera complétée qu'à l'été 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.

Rencontres et actions posées

Mise en œuvre des recommandations

De nombreux échanges se sont déroulés de manière continue entre le Secrétariat aux affaires autochtones, les partenaires autochtones et certains ministères, à tous les niveaux hiérarchiques, afin de discuter de la mise en œuvre des recommandations et de l'utilisation de la somme de 200 M\$ réservée au Budget 2020 pour la mise en œuvre de recommandations de cette commission et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). Les actions élaborées font écho aux besoins exprimés aux ministères et organismes par leurs partenaires autochtones respectifs.

Rapports

- Le 17 septembre 2021, le ministre responsable des Affaires autochtones rendait public un tableau de suivi des recommandations montrant que 68 appels à l'action sont réalisés ou en cours de réalisation.

Sommes engagées

En 2021-2022, dix-huit mesures totalisant des investissements de 90 M\$ sur cinq ans ont été annoncées, en réponse à l'ENFFADA et à la CERP.

		MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice		
#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
1	Soutenir le déploiement de projets permettant de renforcer les services de première ligne dans les centres d'amitié, en s'inspirant du modèle de Val-d'Or	MSSS	2 352 700 \$	15 508 900 \$
2	Assurer le financement récurrent, à Val-d'Or, d'un modèle urbain novateur de services de santé et de services sociaux se caractérisant par son ancrage dans les savoirs, les traditions, l'identité, la culture et les valeurs autochtones	MSSS	2 682 556 \$	11 908 608 \$
3	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale	MJQ		3 600 000 \$

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
	pour la mise en œuvre du Programme de mesures de rechange autochtone (PMRA)			
4	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du PMRA	SCF	400 000 \$	2 400 000 \$
5	Soutenir de nouvelles initiatives en matière de justice communautaire dans les communautés des Premières Nations et des Inuits (Comité de justice) et augmenter les budgets d'opération des comités existants	MJQ	1 140 000 \$	7 215 500 \$
6	Mettre sur pied de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain afin de répondre aux besoins des membres des Premières Nations et des Inuits.	MJQ	787 500 \$	4 050 000 \$
7	Bonifier la rémunération des rédacteurs à contrat, financer l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès de certains organismes autochtones et augmenter l'offre de formation.	MJQ	595 000 \$	2 930 000 \$
8	Mesures en itinérance Montréal et Val-d'Or (contribution à la mesure 10.1 du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026)	MSSS		600 000 \$
9	Assurer un soutien adéquat aux élèves autochtones dans le réseau québécois.	MEQ	40 000 \$	14 234 000 \$
10	Faciliter l'inclusion de contenu autochtone dans les cours par le développement de matériel complémentaire, ainsi que leur promotion	MEQ	0 \$	4 100 000 \$
11	Développer un plan de mise en œuvre pour intégrer du contenu autochtone dans le cursus québécois au niveau de l'éducation en concertation avec les Premières Nations et les Inuit	MEQ	0 \$	1 095 000 \$
12	Mettre en place des équipes de patrouille mixte d'intervention sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec	MSP	1 073 741 \$	11 656 983 \$
13	Contribution à l'embauche d'un agent communautaire dans le cadre du projet de police mixte à Montréal	MSP	38 347 \$	366 247 \$
14	Bonification des appels de projets en Violence conjugales et familiale, Violences sexuelles et Hommes et guérison	SCF	2 400 000 \$	6 000 000 \$
15	Mise en place d'un service d'accompagnement juridique et psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences	MJQ	500 000 \$	2 550 000 \$
16	Mettre en place une maison d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes autochtones (Missinak)	MAMH /SHQ	1 000 000 \$	1 000 000 \$

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
17	Achat d'un système RAO à Uashat	MSP	144 000 \$	144 000 \$
18	Effectifs au CPA de Uashat dans le cadre de la Patrouille mixte	MSP		646 600 \$
TOTAL			13 153 844 \$	90 005 838 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Rencontres et actions posées

Mise en œuvre des recommandations

De nombreux échanges se sont déroulés de manière continue entre le Secrétariat aux affaires autochtones et certains ministères, à tous les niveaux hiérarchiques, afin de discuter de la mise en œuvre des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de l'utilisation de la somme de 200 M\$ réservée au Budget 2020 pour la mise en œuvre de recommandations de cette commission et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens). Les actions élaborées font écho aux besoins exprimés aux ministères et organismes par leurs partenaires autochtones respectifs.

Loi 79

En réponse à l'appel à la justice n° 20 du rapport pour le Québec de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), le gouvernement du Québec a adopté en juin 2021 la *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement* (Loi). Afin de soutenir les familles dans leurs recherches de renseignements, la Loi déroge notamment à certains régimes d'accès en permettant la communication de certains renseignements personnels concernant un enfant à sa famille élargie ou toute personne significative. Elle prévoit également que le ministre peut faire enquête auprès d'un établissement, d'un organisme ou d'une congrégation religieuse sous certaines conditions.

L'application de la Loi repose sur plusieurs acteurs, dont la conseillère spéciale pour le soutien aux familles, M^{me} Anne Panasuk, la nouvelle Direction de soutien aux familles, créée au Secrétariat aux affaires autochtones simultanément à l'entrée en vigueur de la Loi le 1^{er} septembre 2021, ainsi que l'Association des familles Awacak.

La Direction de soutien aux familles coordonne un comité interministériel sur l'application de la Loi, qui s'est réuni à deux reprises depuis l'entrée en vigueur de celle-ci, soit le 10 novembre 2021 et le 25 janvier 2022; l'application de la Loi suit son cours.

Rapports

Plan d'action national

La recommandation 1.1 du rapport national de l'ENFFADA concerne l'élaboration d'un plan d'action national visant à prévenir et à éradiquer toutes formes de violence envers les filles et les femmes autochtones. La recommandation 2 du rapport spécifique au Québec préconise que le gouvernement du Québec participe à la démarche.

Le Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées a été adopté le 3 juin 2021. Le gouvernement du Québec y a une section réservée où il fait état de ses propres initiatives en la matière.

Par ailleurs, des rencontres de suivi ont lieu depuis dans le cadre du Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

- Des rencontres entre professionnels ont eu lieu les 13, 20 et 27 avril, les 4, 11, 18, 25 et 28 mai, le 1^{er} juin, le 12 août, les 9 et 23 septembre, le 21 octobre, le 4 novembre et le 2 décembre 2022. Des rencontres ont également eu lieu les 13 janvier, 10 février et 10 mars 2022.
- Des rencontres entre sous-ministres se sont déroulées les 1^{er}, 15 et 29 avril ainsi que les 13 et 27 mai, le 29 juillet et le 21 octobre 2021.

Sommes engagées

En 2021-2022, dix-huit mesures totalisant des investissements de 90 M\$ sur cinq ans ont été annoncées, en réponse à l'ENFFADA et à la Commission Viens.

<div>MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice</div>				
#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
1	Soutenir le déploiement de projets permettant de renforcer les services de première ligne dans les centres d'amitié, en s'inspirant du modèle de Val-d'Or	MSSS	2 352 700 \$	15 508 900 \$
2	Assurer le financement récurrent, à Val-d'Or, d'un modèle urbain novateur de services de santé et de services sociaux se caractérisant par son ancrage dans les savoirs, les traditions, l'identité, la culture et les valeurs autochtones	MSSS	2 682 556 \$	11 908 608 \$
3	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du Programme de mesures de rechange autochtone (PMRA)	MJQ		3 600 000 \$
4	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du PMRA	SCF	400 000 \$	2 400 000 \$
5	Soutenir de nouvelles initiatives en matière de justice communautaire dans les communautés des Premières Nations et des Inuits (Comité de justice) et augmenter les budgets d'opération des comités existants	MJQ	1 140 000 \$	7 215 500 \$
6	Mettre sur pied de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain afin de répondre aux besoins des membres des Premières Nations et des Inuits.	MJQ	787 500 \$	4 050 000 \$

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2021-2022	Total 2020-2025
7	Bonifier la rémunération des rédacteurs à contrat, financer l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès de certains organismes autochtones et augmenter l'offre de formation.	MJQ	595 000 \$	2 930 000 \$
8	Mesures en itinérance Montréal et Val-d'Or (contribution à la mesure 10.1 du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026)	MSSS		600 000 \$
9	Assurer un soutien adéquat aux élèves autochtones dans le réseau québécois.	MEQ	40 000 \$	14 234 000 \$
10	Faciliter l'inclusion de contenu autochtone dans les cours par le développement de matériel complémentaire, ainsi que leur promotion	MEQ	0 \$	4 100 000 \$
11	Développer un plan de mise en œuvre pour intégrer du contenu autochtone dans le cursus québécois au niveau de l'éducation en concertation avec les Premières Nations et les Inuit	MEQ	0 \$	1 095 000 \$
12	Mettre en place des équipes de patrouille mixte d'intervention sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec	MSP	1 073 741 \$	11 656 983 \$
13	Contribution à l'embauche d'un agent communautaire dans le cadre du projet de police mixte à Montréal	MSP	38 347 \$	366 247 \$
14	Bonification des appels de projets en Violences conjugale et familiale, Violences sexuelles et Hommes et guérison	SCF	2 400 000 \$	6 000 000 \$
15	Mise en place d'un service d'accompagnement juridique et psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences	MJQ	500 000 \$	2 550 000 \$
16	Mettre en place une maison d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes autochtones (Missinak)	MAMH /SHQ	1 000 000 \$	1 000 000 \$
17	Achat d'un système RAO à Uashat	MSP	144 000 \$	144 000 \$
18	Effectifs au CPA de Uashat dans le cadre de la Patrouille mixte	MSP		646 600 \$
TOTAL			13 153 844 \$	90 005 838 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

En plus de la somme de 200 M\$ annoncée au Budget 2020 pour la mise en œuvre des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, un montant de 2 M\$ sur deux ans, soit 1 M\$ pour l'exercice financier 2021-2022 et 1 M\$ pour l'exercice financier 2022-2023, a été demandé au Conseil du trésor pour soutenir les familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement de santé et de services sociaux.

Ce soutien financier vise notamment l'accompagnement des familles autochtones dans le contexte de l'application de la *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement* (Loi 79). La loi n° 79 constitue une réponse à l'appel à la justice n° 20 de l'ENFFADA, demandant au gouvernement « de remettre aux familles autochtones toutes les informations dont il dispose concernant les enfants qui leur ont été enlevés suite à une admission dans un hôpital ou tous autres centres de santé au Québec ».

Le Budget du Québec 2022 a rendu disponible une somme de 100 M\$ pour le renouvellement du Plan d'action pour le développement social et culturel des Premières Nations et Inuits pour la période 2022-2027. Parmi ces sommes certaines, des initiatives mises de l'avant pourront constituer une réponse aux recommandations des commissions d'enquête.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant les métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

Le Secrétariat aux affaires autochtones administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale.

(Budget : 12 M\$ sur 5 ans, dont 11 M\$ hors réserve)

Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale

(Budget : 60,6 M\$ sur cinq ans)

Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

Économie sociale

Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve.

(Budget : 2 M\$ sur cinq ans)

Mobilisateur économique

Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général.

(Budget : 1,6 M\$ sur cinq ans)

Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve.

(Budget : 16,9 M\$ sur cinq ans)

Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle.

(Budget : 15,9 M\$ sur cinq ans)

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

Services directs

Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture.

(Budget : 8,5 M\$ sur cinq ans)

Infrastructures

Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention.

(Budget : 7,4 M\$ sur 5 ans)

Le total des sommes octroyées à des organismes hors réserve au cours de l'exercice financier 2021-2022 s'élève à 6 026 837 \$, soit 146 160 \$ dans le cadre du PPA et 5 880 677 \$ dans le cadre du FIA III.

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	DÉBOURSÉS
Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)	Promotion de la santé, perspective autochtone	Montréal	16 000 \$
Biennale d'art contemporain autochtone	Biennale en art visuel 2020	Montréal	7 500 \$
Cégep de Sept-Îles	Kuei! Nutam!	Sept-Îles	3 500 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque inc. (CAALT)	Journée nationale des Autochtones 2021 CAALT - Nikwemes	La Tuque	2 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVO)	22 ^e Semaine pour l'élimination de la discrimination raciale et marche Gabriel-Commanda	Val d'Or	2 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVO)	Journée nationale des Autochtones 2021 et Gala Mëmëgwachi	Val-d'Or	4 500 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (CAALSJ)	Appel aînés - Transmettre et valoriser les savoirs traditionnels aux enfants	Roberval	6 660 \$
Centre des Premières Nations Nikanite - UQAC	4 ^e Colloque sur la persévérance et la réussite scolaire chez les Premiers Peuples	Chicoutimi	25 000 \$
Chaire de leadership en enseignement (CLE) en foresterie autochtone	Colloque CLE en foresterie autochtone 2021	Québec	10 000 \$
Chaire de leadership en enseignement (CLE) en foresterie autochtone de l'Université Laval	Coordination d'un numéro de la revue Le Monde Forestier, partie 2	Québec	2 500 \$
EMPHASE (Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance)	Comité de concertation en santé et bien-être des hommes autochtones	Trois-Rivières	5 000 \$
Festival de la Paix de Victoriaville	Festival de la Paix de Victoriaville 2021	Victoriaville	5 000 \$
FIFEQ - Ville de Québec	Journée autochtone du FIFEQ 2021	Québec	3 500 \$
Fondation du Domaine Joly-De Lotbinière	Mettre en lumière les richesses des Premières Nations	Sainte-Croix	5 000 \$
Fondation Jasmin Roy	Projet écoles - Pictogrammes autochtones	Divers	3 000 \$
La Corporation de la Maison Merry	Exposition : Ndakina: les Abénakis dans les Cantons-de-l'Est	Magog	5 000 \$
Les Productions Feux Sacrés	Journée nationale des Autochtones Parc Saint-Michel	Montréal	2 000 \$
Les Productions Ondinnok	Spectacle « L'enclos de Wabush »	Montréal	5 000 \$
MOMENTA	Jardin collectif par les artistes autochtones	Montréal	5 000 \$
Orchestre Métropolitain	La Symphonie du fleuve	Montréal	3 000 \$
Pointe-à-Callière Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public dans l'ambiance du 18 ^e siècle 2021	Montréal	5 000 \$
Productions Onishka - Émilie Monnet	Baladodiffusion : Marguerite : la traversée	Montréal	3 000 \$
Projets Autochtones du Québec (PAQ)	Appel aînés bientraitance - Promotion de la dignité et de l'autonomie des aînés autochtones	Montréal	8 000 \$
Terre innue	Série documentaire : Contrées (pas si) sauvages	Divers	3 000 \$
UQAC (Chaire UNESCO)	Rencontre annuelle de la Chaire UNESCO	Chicoutimi	3 000 \$
Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur	Murale : Nos ancêtres les oiseaux	Montréal	3 000 \$

TOTAL

146 160 \$

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Action communautaire
Soutien à la mission globale

ORGANISME	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (Centre Mamik Lac-Saint-Jean)	Roberval	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay (Centre Mamik Saguenay)	Saguenay	130 000 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 \$
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 \$
Montréal Autochtone	Montréal	130 000 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 \$
TOTAL		2 025 000 \$

Développement économique
Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	Val-d'Or	80 000 \$
Productions Feux Sacrés Plan d'affaires et accompagnement des artistes	Montréal	25 000 \$
TOTAL		105 000 \$

Développement économique
Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Tourisme Autochtone Québec Nogom 8abek	Divers	112 000 \$
TOTAL		112 000 \$

Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
CALACS L'Étoile du Nord Mikizi culturellement et collectivement pour elles	Divers	100 000 \$
Cégep de Sept-Îles Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Sept-Îles	Sept-Îles	45 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Otapi	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de La Tuque	La Tuque	65 356 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Maniwaki	Maniwaki	87 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal Patrouille Ka'wáhse - Volet métropolitain	Montréal	280 761 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec En route vers la santé	Québec	11 864 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	28 298 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux en milieu urbain pour les Autochtones de Montréal	Montréal	76 908 \$
Exeko Projets autochtones : ville et communautés	Montréal	120 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie Festival du conte et de la légende de l'Innucadie 2021	Divers	25 000 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal Halte-chalet au Square Cabot	Montréal	77 039 \$
Fusion Jeunesse Consolidation et expansion du volet autochtone	Montréal	70 000 \$
Institut Tshakapesh – Programme de sensibilisation Sous le Shaputuan	Divers	10 000 \$
Jeunes musiciens du monde École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	125 000 \$
Observatoire québécois des inégalités Projet Résilience – préparer l'après-crise des plus vulnérables	Divers	44 000 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec Conseiller en développement social et économique et suivi des Tables d'accessibilité	Divers	99 920 \$
Terres en vue Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 \$
TOTAL		1 451 146 \$

**Aide aux Autochtones en milieu urbain
Services directs**

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière Accompagnement, prévention et intervention	Joliette	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal Patrouille Ka'wáhse - volet métropolitain	Montréal	22 462 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal Teioronhióen (consolidation des services directs)	Montréal	77 538 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec Bonification des services	Québec	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles Intervention psychosociale et animation culturelle	Sept-Îles	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières Point de services de Shawinigan	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Mowsogokan (animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (Centre Mamik Lac-Saint-Jean) Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre Services psychosociaux	Senneterre	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal Services aux victimes	Montréal	62 079 \$
Maison communautaire Missinak Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 \$
Montréal Autochtone Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	100 000 \$
Projets Autochtones du Québec Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 \$
The Open Door Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	62 434 \$
TOTAL		1 524 513 \$

Infrastructures

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Sakihikan Rénovation	La Tuque	143 998 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki Acquisition et rénovation	Maniwaki	95 494 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean Acquisition et rénovation	Roberval	138 060 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau Reconstruction	Chibougamau	73 434 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre Shabougamak II	Senneterre	77 008 \$
La Piaule Le Château de Marie-Ève	Val-d'Or	20 000 \$
Maison communautaire Missinak Centre multiservices MAMUK	Québec	67 170 \$
The Open Door Rénovation et aménagement	Montréal	47 854 \$
TOTAL		663 018 \$

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les résolutions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le Secrétariat aux affaires autochtones contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

12. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports, et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la nation attikamek.

Durée du contrat : 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 360 000 \$

Florent Gagné consultant

Représentant du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 23 septembre 2020 au 25 août 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 13 794 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Conseils GPK (Geoffrey Kelley)

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 17 juin 2021 au 16 juin 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 29 429 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Benoît Laliberté

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le gouvernement du Québec afin d'aborder les enjeux liés à la consultation et l'accommodement en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement.

Durée du contrat : 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 21 113 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Solutions Girard inc. (Paul Girard)

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanasatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Durée du contrat : 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2023

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 83 398 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

9321-8683 Québec Inc. (Mario Gibeault)

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table d'échange mise en place avec la nation algonquienne portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'original et d'identifier des mécanismes qui permettront une meilleure participation des Algonquins à la gestion de la faune.

Durée du contrat : 18 novembre 2020 au 17 novembre 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 66 830 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

S.A.G. RESSOURCES HUMAINES INC. (Gilles Rouleau)

Agir à titre de négociateur auprès des communautés micmaques afin d'améliorer nos relations, de favoriser le vivre-ensemble et une cohabitation harmonieuse et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes sur les enjeux identifiés par les parties, notamment en matière de développement économique, de pêche et d'offre touristique.

Durée du contrat : 30 septembre 2021 au 30 septembre 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 23 006 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation Attikamek.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutakuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le gouvernement de la Nation Attikamek, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention du ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION
Contrat pour la période du 23 septembre 2020 au 25 août 2021

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette Table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité ; et de représenter le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE CONSEILS GPK

Contrat pour la période du 17 juin 2021 au 16 juin 2022

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle siègent le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentant du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De veiller à l'établissement et au maintien d'une relation axée sur le partenariat, le respect et la compréhension mutuelle, ainsi qu'à des canaux de communication et d'échanges ouverts et en continu;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE BENOÎT LALIBERTÉ
Contrat pour la période du 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec afin d'aborder les enjeux liés à la consultation et l'accommodement en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement.

Agir à titre de négociateur lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec, plus spécifiquement :

- Convenir avec les représentants du CNHW d'un mandat et d'un plan de travail et le soumettre au ministre responsable des affaires autochtones pour son approbation
- Développer des propositions en collaboration avec l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec, à la table de discussion, de manière à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec.
- Transmettre au ministre responsable des affaires autochtones un rapport écrit annuel faisant état de l'avancement des discussions et présentant ses recommandations sur le suivi des discussions.
- Au plus tard un mois après la fin des discussions, transmettre un rapport écrit final au ministre responsable des affaires autochtones, avec les recommandations utiles pour l'atteinte des objectifs visés.
- Exercer tout autre mandat qui pourrait lui être confié par le responsable des affaires autochtones dans le cadre de ces discussions.

MANDAT DE SOLUTIONS GIRARD INC. (PAUL GIRARD)

Contrat pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2023

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Solution Girard Inc. a le mandat de :

- Favoriser la concertation entre les représentants désignés de Kanesatake, ainsi que ceux des milieux municipal et régional, dans le but d'établir un bilan sur les relations entre les communautés autochtones et non-autochtones.
- Coordonner les discussions inhérentes à la réalisation de ce bilan.
- Faire rapport au ministre d'ici le 31 mars 2021 au sujet de ce bilan et des perspectives d'amélioration.
- Réaliser tout autre mandat que le ministre proposera de lui donner, notamment au regard de la situation policière particulière propre à Kanesatake.

MANDAT DE 9321-8683 QUÉBEC INC. (MARIO GIBEAULT)
Contrat pour la période du 18 novembre 2020 au 17 novembre 2022

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- échanger sur les aspects techniques en lien avec la gestion, la conservation et les activités de prélèvement de l'orignal;
- élaborer des modèles visant une plus grande participation des algonquins à la gestion de l'orignal dans le but de trouver des solutions durables aux enjeux relatifs à la chasse à l'orignal;
- évaluer la pertinence d'intégrer des éléments complémentaires à la chasse, notamment au regard de la conciliation des usages du territoire et de la sensibilisation des utilisateurs aux réalités autochtones.

Diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation.

Contribuer à développer des propositions concernant les orientations et les objectifs du Québec.

Faire rapport au ministre de l'avancement des négociations sur une base hebdomadaire.

S.A.G. RESSOURCES HUMAINES INC. (GILLES ROULEAU)
Contrat pour la période du 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Agir à titre de négociateur auprès des communautés micmaques afin d'améliorer nos relations, de favoriser le vivre-ensemble et une cohabitation harmonieuse et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes sur les enjeux identifiés par les parties, notamment en matière de développement économique, de pêche et d'offre touristique.

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- Identifier des sujets avec les communautés micmacs cohérents dans le cadre de discussions bilatérales en vue d'établir des mandats de négociation.
- Développer des propositions en collaboration avec l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec, à la table de discussion, de manière à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec.
- Transmettre au ministre responsable des affaires autochtones un rapport écrit annuel faisant état de l'avancement des discussions et présentant ses recommandations sur le suivi des discussions.
- Au plus tard un mois après la fin des discussions, transmettre un rapport écrit final au ministre responsable des affaires autochtones, avec les recommandations utiles pour l'atteinte des objectifs visés.
- Exercer tout autre mandat qui pourrait lui être confié par le responsable des affaires autochtones dans le cadre de ces discussions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

13. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontre entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés innues concernant le projet Apuiat. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

Aucune rencontre n'a été tenue entre le ministre responsable des Affaires autochtones, le Secrétariat aux affaires autochtones et les communautés innues concernant le projet Apuiat dans l'année 2021-2022.

Aucun coût n'a été engendré. Aucune entente n'a été conclue.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

14. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2021-2022, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :
- a) Développement économique;
 - b) Garantie de prêt;
 - c) Infrastructure communautaire;
 - d) Action communautaire;
 - e) Soutien à la consultation;
 - f) Développement social;
 - g) Aide aux Autochtones en milieu urbain.

La liste et la nature des projets financés en 2021-2022 ainsi que les montants déboursés pour chaque volet du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III).

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) Développement économique	9 940 424 \$
Développement économique - Général	8 847 901 \$
Accompagnement au développement économique et touristique	2 100 \$
Agent de développement touristique Listuguj	40 000 \$
Aide au développement économique local	33 600 \$
Auberge Kuujuaq Inc.	1 000 000 \$
Brian McGregor Heavy Equipment	125 000 \$
Camp La Lucarne	16 931 \$
Camping de la Pointe	375 000 \$
Conseiller en développement économique de Wendake	27 500 \$
Construction d'un toit sur une 2 ^e pompe à essence	2 500 \$
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	20 000 \$
Décapage Pierre Cloutier	24 387 \$
Dépanneur Kuzzin - réservoirs et pompes à essence	245 000 \$
Développement économique quinquennal - Kitchisakik	140 400 \$
Entente particulière	242 100 \$
Érablière Malécite	78 100 \$
Évaluation des entreprises du Conseil	20 000 \$
Inuk Strenght Kuujuaq Gym	21 200 \$
Jason Odjick - Acquisition d'un payloader	108 550 \$
KFN Waterfront Masterplan - Phase 1	232 500 \$
Laflesche inc.	1 273 039 \$
Lazare Tree Service Expansion	50 000 \$
Les Constructions MacKenzie inc.	175 000 \$
Multi-purpose facility construction	1 000 000 \$
Navire touristique	250 000 \$
Nunami Inuit Board Game	20 000 \$

Nunavik Rotors Staff Housing in Kuujjuaq	1 000 000 \$
Opus - Chef à domicile et service de traiteur	3 000 \$
Pêcherie Vincent Brière	47 000 \$
Pourvoirie Johny and Billy Cain	36 019 \$
Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 \$
Réaménagement et agrandissement du dépanneur et du centre de réservation	392 000 \$
Reconstruction du dépanneur Pakigan	300 530 \$
Redmanz Market	8 188 \$
Réservoir à homards pour le Lobster Hut	37 800 \$
Reviving Kanesatake Radio	120 157 \$
RKR Business Plan	2 800 \$
Salluit Landholding Corporation : Kuujjuaraapik	1 025 000 \$
Salon Nikita Wawatie	1 685 \$
Spiruline Océanne	120 000 \$
Sugarbush Quota and Planning	2 140 \$
Tracteur industriel de Gespeg	23 000 \$
Vitrierie Shakashtueu	120 000 \$
Winifred Design	15 675 \$
Wolf Crafts	15 000 \$
Développement économique - Économie sociale	105 000 \$
CAAVD - Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	80 000 \$
Productions Feuxacrés - Plan d'affaires	25 000 \$
Développement économique - Jeunes et Femmes	710 319 \$
Acquisition du Café du Village	49 000 \$
Économusée Atikuss	120 000 \$
Entreprise d'excavation Dave Newashish	108 500 \$
Entretien paysager N. Savard	6 500 \$
Fumoir Etsiesatrata	44 000 \$
Gym the Vault	20 300 \$
Ice Cream Shop	38 443 \$
Les Entreprises forestières JFB Inc.	150 000 \$
Mamie's Kitchen	10 000 \$
MOS Racks 2.0	35 000 \$
Pêcherie Georges Gingras Nicolas	18 725 \$
Pêcherie Vincent Brière	92 640 \$
Plumes et pacotilles - rénovations	8 211 \$
Sowilo Sportswear	9 000 \$
Développement économique - Mobilisateur	277 214 \$
Formation en accompagnement	15 000 \$
Soutien aux ADEC	150 214 \$
TAQ - Nogom 8abek	112 000 \$
b) Garantie de prêt	36 506 \$
Acquisition de Distribution Voltimage	5 000 \$
École de conduite Voyageur enr.	31 506 \$
c) Infrastructure communautaire	1 717 935 \$
Abri pour scène extérieure	73 078 \$
Amélioration de la patinoire	109 177 \$
Aménagement de sentiers	40 002 \$
Bâtiment Infrastructures et services publics	46 918 \$
Bureau des services sociaux	125 114 \$
Centre Multifonctionnel Uashat	91 825 \$
Entente particulière	252 000 \$
Équipements communautaires	73 292 \$
Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	10 000 \$
Jardins communautaires	8 466 \$
Maison des aînés	150 000 \$
Maison Uashteu	41 079 \$

Plans, devis et signature architecturale	50 275 \$
Radio communautaire	46 129 \$
Recouvrement de la patinoire	33 248 \$
Réfection de l'église de Wendake	30 000 \$
Rénovation - locaux de développement économique, gestion des terres	63 651 \$
Rénovation et agrandissement des bureaux du Conseil	70 704 \$
Roulotte - expansion du bureau du Conseil de Bande	66 164 \$
Salle communautaire	146 183 \$
Salle communautaire du centre administratif de Gespeg	40 258 \$
Serres communautaires	23 114 \$
Wólinak - Piscine communautaire	44 552 \$
Youth and family care expansion / improvement	82 699 \$
d) Action communautaire	2 500 633 \$
APSPNIQL - Soutien à la mission globale	100 000 \$
Awacak - Soutien au démarrage des opérations	300 000 \$
CAAL - Soutien à la mission globale	135 000 \$
CAALSJ - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAALT - Soutien à la mission globale	160 000 \$
CAAMW - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAQ - Soutien à la mission globale	120 000 \$
CAAS - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAASI - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAATR - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAVD - Soutien à la mission globale	160 000 \$
CAEC - Soutien à la mission globale	110 000 \$
CEAAS - Soutien à la mission globale	110 000 \$
FAQ - Soutien à la mission globale	250 000 \$
Montréal Autochtone - Soutien à la mission globale	130 000 \$
RCAAQ - Soutien à la mission globale	200 000 \$
Refuge Epgwa's'g	40 633 \$
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit - Soutien à la mission globale	35 000 \$
e) Soutien à la consultation	8 033 061 \$
Bureau de consultation - Kitigan Zibi	112 000 \$
Bureau de consultation - Kebaowek	920 000 \$
Bureau de consultation - Pessamit	555 000 \$
Bureau de consultation - TFN	190 000 \$
Bureau de consultation - ITUM	250 000 \$
Bureau de consultation - Lac-Simon	645 192 \$
Bureau de consultation - Pikogan	467 117 \$
Bureau de consultation - Hunter's Point	350 000 \$
Bureau de consultation - Kitchisakik	327 445 \$
Bureau de consultation - Opitciwan	103 500 \$
Bureau de consultation - Wendake	650 000 \$
Bureau de consultation - Kitigan Zibi	48 000 \$
Bureau de consultation - Manawan	125 000 \$
Bureau de consultation - Listuguj	105 000 \$
Bureau de consultation - Listuguj	25 000 \$
Community support program - Akwesasne	49 027 \$
Consultation Pont de l'Île aux tourtes - Kahnawake	53 430 \$
Consultations - Naskapis	155 644 \$
Consultations sur la réfection du Pont Mercier - Kahnawake	384 861 \$
Discussions Nation à Nation - ITUM	150 000 \$
Finalisation de l'Entente de 2006 - Lac Barrière	52 000 \$
Finalisation de l'entente de 2006 - Lac-Barrière	13 000 \$
Identification de sites d'intérêt - Pikogan	42 860 \$
Inventaire d'originaux	26 296 \$
Négociateur pour Wendake	23 945 \$
Négociation d'une entente de nation à nation - Malécites	56 000 \$

Nouveau Monde Graphite - Manawan	150 000 \$
Orignal - Table technique	100 000 \$
Politique de consultation - Naskapis	8 295 \$
Rencontre - APNQL	44 473 \$
Reprise des discussions sur l'entente cadre de 2008 - Winneway	93 333 \$
Réseau d'experts en consultation - IDDPNQL	150 000 \$
Soutien à la consultation - GCNWA	281 200 \$
Soutien à la consultation - Malécites	188 174 \$
Soutien à la consultation - MMS	300 000 \$
Soutien aux consultations - Mashteuiatsh	425 000 \$
Soutien aux consultations - Essipit	95 000 \$
Table exploratoire - Pikogan	235 459 \$
Table Québec TFN - Bâtiments sur terres publiques	52 500 \$
Table technique en sécurité publique - APNQL	29 310 \$
f) Développement social	4 923 565 \$
Amik - Ateliers scientifiques	15 000 \$
Amik - Ateliers scientifiques	7 550 \$
CAALT - OTAPI	100 000 \$
CAALT - Projets de la Table locale d'accessibilité	65 356 \$
CAAM - Patrouille Ka'wáhse – Volet métropolitain	280 761 \$
CAAMW - Coordonnateur de la lutte au racisme au sein de la Table locale d'accessibilité	87 000 \$
CAAQ - En route vers la santé	11 864 \$
CAAVD - Coordination Table locale d'accessibilité	28 298 \$
CALACS Étoile du Nord - Mikizi	100 000 \$
Cégep de Sept-Îles - Table locale de Sept-Îles - Plan de communication	45 000 \$
CIUSSS-CS - Table locale d'accessibilité Montréal	43 200 \$
CIUSSS-CSIM - Table locale Montréal Formation	26 000 \$
CIUSSS-CSIM - Table locale Montréal Formation	7 708 \$
Clubs des petits déjeuners sur communauté - démarrage	600 000 \$
Etaskwaak 2	135 000 \$
Etaskwaak 3	15 000 \$
Exeko - Projets autochtones: ville et communauté	120 000 \$
Explore avec la Nation innue	45 000 \$
Expo-Sciences - Abitibi-Témiscamingue	40 000 \$
Festival Conte et légende de l'Innucadie	25 000 \$
FFAM - Halte-chaleur au Square Cabot	77 039 \$
FNS - Projets de la FNS	100 000 \$
Fondation Nikanik nit ici matcan	5 548 \$
Formations sur les premiers peuples	35 200 \$
Fusion jeunesse	70 000 \$
Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec	72 207 \$
Jeunes musiciens du monde JMM - École de Val-d'Or	125 000 \$
Kwe! Édition 2021	80 000 \$
Le pouvoir d'agir sur soi (Fondation Kanatha)	5 527 \$
MIAJA 2021	50 000 \$
Mise en valeur du patrimoine archéologique	20 500 \$
Musique Nomade - Ateliers création musicale et de développement professionnel	75 000 \$
Observatoire québécois des inégalités - Impact pandémie sur populations vulnérables	55 000 \$
Pimose	50 000 \$
Place aux femmes Innuatsh	15 000 \$
Programme de sensibilisation "Sous le Shaputuan"	15 000 \$
Programme des coordonnateurs en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie	1 181 845 \$
Projet jeunesse Ma première chance	142 120 \$
Puamun Meshkenu (Chemin des Milles Rêves)	35 000 \$
RCAAQ - Coordonnateurs DS et DE	99 920 \$
SOCAM	150 000 \$
SPAQ - Inukshuk	36 000 \$
Stratégie nationale pour la jeunesse atikamekw	32 250 \$

Support, Grand cercle économique des peuples autochtones et du Québec	116 447 \$
Terres en vues - Festival international Présence autochtone 2021	85 000 \$
Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	36 000 \$
Transition culturelle et linguistique	44 240 \$
Université Laval - Forum sur la réconciliation	10 000 \$
Université Laval - Mobilisation communautaire Covid-19	54 110 \$
Université Laval - Mobilisation communautaire Covid-19	13 528 \$
Wanaki	88 347 \$
Wapikoni mobile - Consolidation et développement	150 000 \$
g) Aide aux Autochtones en milieu urbain	2 187 531 \$
Services directs	1 524 513 \$
CAALT- Intervention communautaire et psychosociale	100 000 \$
CAAL - Accompagnement, prévention et intervention	100 000 \$
CAAMW - Travailleur psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
CAAM - Patrouille Ka'wáhse - volet métropolitain	22 462 \$
CAAM - Teioronhióen (consolidation des services directs)	77 538 \$
CAAQ - Bonification des services	100 000 \$
CAASI - Intervention psychosociale et animation culturelle	100 000 \$
CAATR - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 \$
CAATR - Point de services de Shawinigan	100 000 \$
CAAVD - Mowsogokan (animation communautaire)	100 000 \$
CAALSJ (Centre Mamik Lac-Saint-Jean) - Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	100 000 \$
CEAAS - Services psychosociaux	100 000 \$
CJPPM - Services aux victimes	62 079 \$
Maison communautaire Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 \$
Montréal Autochtone - Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	100 000 \$
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs	100 000 \$
The Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention	62 434 \$
Infrastructures	663 018 \$
CAALT - Sakihikan Rénovation	143 998 \$
CAAMW - Acquisition et rénovation	95 494 \$
CAALSJ - Acquisition et rénovation	138 060 \$
CEAC - Reconstruction	73 434 \$
CEAAS - Shabougamak II	77 008 \$
La Piaule - Le Château de Marie-Ève	20 000 \$
Maison communautaire Missinak - Centre multiservices MAMUK	67 170 \$
The Open Door - Rénovation et aménagement	47 854 \$
GRAND TOTAL	29 339 655 \$

Notons qu'en 2021-2022, le SAA a déboursé 2 341 637 \$ pour des projets approuvés dans le cadre de programmes antérieurs (FIA II, FIA et FDA), ce qui porte les déboursés totaux à 31 681 292 \$.

Nombre de demandes reçues en 2021-2022 par volet et par communauté dans le cadre du FIA III

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
ALGONQUINS	0	16	0	1	0	2	1	8	6	0	34
Général						1			1		2
Hunter's Point (Wolf Lake)		2							1		3
Kebaowek		2					1				3
Kitcisakik		1				1		1			3
Kitigan Zibi		2		1				1	1		5
Lac-Rapide		4						1			5
Lac-Simon		1						1	2		4
Pikogan		1							1		2
Timiskaming		1						1			2
Winneway		2						3			5
ATTIKAMEKS	0	5		2	0	2	2	3	2	0	16
Général						1					1
Manawan		3					2	1	1		7
Obedjiwan				1					1		2
Wemotaci		2		1		1		2			6
CRIS	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2
Général						1					1
Mistissini				1							1
HURONS-WENDATS	0	3	0	9	0	0	2	3	2	0	19
Wendake		3		9			2	3	2		19
INUITS	0	18	0	0	0	1	0	1	0	0	20
Général		18				1					19
Kangiqsualujjuaq								1			1
MALÉCITES	0	5	0	3	0	0	2	2	0	0	12
Malécites de Viger		5		3			2	2			12
MICMACS	1	2	0	4	0	0	2	4	0	0	13
Gesgapegiag				1			1	3			5
Gespeg		2		2			1	1			6
Listuguj	1			1							2

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
MOHAWKS	0	3	0	2	0	1	0	1	1	0	8
Akwesasne		1									1
Kahnawake				1				1	1		3
Kanesatake		2		1		1					4
MONTAGNAIS (INNUS)	0	7	0	7	0	2	0	6	0	0	22
Betsiamites		1		1				1			3
Essipit				1				1			2
La Romaine		1						1			2
Mashteuiatsh				4							4
Matimekosh		1						1			2
Mingan								1			1
Natashquan						1		1			2
Pakuashipi		1									1
Uashat-Maliotenam		3		1		1					5
NASKAPIS	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	3
Kawawachikamach								1	2		3
ORGANISMES AUTOCHTONES	1	0	2	0	2	9	0	0	1	12	27
Organismes autochtones	1		2		2	9			1	12	27
ORGANISMES NON AUTOCHTONES	0	0	0	0	0	3	0	0	0	2	5
Organismes non autochtones						3				2	5
TOTAL GÉNÉRAL	2	59	2	29	2	21	9	29	14	14	181

Liste des projets refusés en 2021-2022

VOLET / PROJETS		MOTIF
Développement économique – Jeunes et femmes		
Mohawk Marina		Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement social		
Corporation de développement des Premiers Peuples Développement organisationnel		Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

15. Liste des projets économiques présentés en 2021-2022 par les administrations autochtones au SAA et l'état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.

Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones en 2020-2021 dans le cadre du programme Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) et état d'avancement de ces projets et coûts engendrés pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA).

NATIONS / COMMUNAUTÉ / PROJET	ÉTAPE	DÉBOURSÉS
ALGONQUINS		72 671 \$
Hunter's Point (Wolf Lake)		
Camp La Lucarne	Annoncé	16 931 \$
Évaluation des entreprises de la PN	Annoncé	20 000 \$
Kebaowek		
Logement touristique	Analyse en cours	
Sugarbush Quota and Planning	Annoncé	2 140 \$
Kitcisakik		
Coaching Dépanneur Phase 2	Annoncé	
Kitigan Zibi		
Expansion de Frank's Storage	Annoncé	
Acquisition de tailles-branches électriques	Annoncé	
Lac-Rapide		
ADEL	Annoncé	
Aki-Land Services	Analyse en cours	
Plan d'affaires Compagnie d'excavation et de foresterie	Annoncé	
Lac-Simon		
Complexe sportif	Analyse en cours	
Pikogan		
Tipi de Pikogan - Parc thématique Anisipi	Annoncé	
Timiskaming		
Atelier de soudure	Analyse en cours	

Winneway

Atelier Frank Polson	Annoncé	
Aide au développement économique local	Annoncé	33 600 \$

ATTIKAMEKS**Manawan**

Construction D. Newashish Inc. - Achat de machinerie	Annoncé	
JMML - Achat de camion	Annoncé	
Émilien Dubé Boutique d'artisanat	Annoncé	
Foresterie Newashish - Achat d'équipement	Analyse en cours	

Wemotaci

Achat du BMR de La Tuque	Analyse en cours	
Auberge Wemotaci (Cool box)	Annoncé	

HURONS-WENDATS**27 500 \$****Wendake**

Groupe Oshken Multi-ressources	Analyse en cours	
Agrandissement de la station EKO	Annoncé	
Conseiller en développement économique de Wendake	Annoncé	27 500 \$

INUITS**5 198 748 \$**

Auberge Kuujjuaq Inc.	Annoncé	1 000 000 \$
Aupaluk Coop Construction of a new store	Annoncé	1 000 000 \$
Bobby Cain Tourism - Establishment	Annoncé	
Development plan Nunavik Furs	Annoncé	
Inuk Strenght Kuujjuaq Gym	Annoncé	21 200 \$
Inukjuak Lodging renovation business start-up	Annoncé	60 000 \$
Moorhouses Logistics and expiditing upgrades	Annoncé	
Multi-purpose facility construction	Annoncé	1 000 000 \$
Nunami Inuit Board Game	Annoncé	20 000 \$
Nunavik Rotors Staff Housing in Kuujjuaq	Annoncé	1 000 000 \$
Pourvoirie Johny and Billy Cain	Annoncé	36 019 \$
Pyramid Camp (achats de bateau)	Annoncé	20 854 \$
Qimutjuut men's association of Kuujjuarapik	Annoncé	
Restructuration Allen Gordon Outfitting Camp	Annoncé	
Salluit Landholding Corporation : Kuujjuaraapik	Annoncé	1 025 000 \$
Willie et Daniel Gadbois Camp Facilities	Annoncé	
Winifred Design	Annoncé	15 675 \$

MALÉCITES**47 000 \$****Wolastoqiyik Wahsipekuk**

Pourvoirie du lac Dionne - Rénovation	Analyse en cours	
Transport Nicolas et Fils	Annoncé	
Pêcherie Vincent Brière	Annoncé	47 000 \$
Productions Skicinuwey Esakihtasik	Analyse en cours	
Resto-Boutique Poissonnerie Wolastoqey	Annoncé	

MICMACS**23 000 \$****Gespeg**

Améliorations pour le bateau Calypso	Annoncé	
Tracteur industriel de Gespeg	Annoncé	23 000 \$

MOHAWKS**120 157 \$****Akwesasne**

Mohawk Island Vacations	Annoncé	
-------------------------	---------	--

Kanesatake		
Arbrakan inc.	Annoncé	
Reviving Kanessatake Radio	Annoncé	120 157 \$
INNUS		120 000 \$
Betsiamites		
Centre thanatologie Mashtel Kapatakan	Analyse en cours	
La Romaine		
Motel Madame Ruby	Annoncé	
Matimekoshe		
Achat d'un chargeur	Annoncé	
Pakuashipi		
Achat d'un complexe modulaire	Annoncé	
Uashat-Maliotenam		
Glamping Mani-Utenam	Analyse en cours	
Vitrerie Shakashtueu	Annoncé	120 000 \$
TOTAL		<u>5 609 076 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

16. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) vient de terminer sa dernière année financière et les indications préliminaires des ministères et organismes (MO) permettent d'affirmer que la mise en œuvre des mesures s'est bien déroulée. Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des résultats de l'année 2021-2022, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'à l'été 2022.

La ventilation des budgets pour 2021-2022 selon les MO est présentée ci-après :

Ministère ou organisme	Nombre de mesures	Budgets 2021-2022
Commission de la construction du Québec	3	0 \$
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1	29 063 \$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/ Société d'habitation du Québec	4	4 243 000 \$
Ministère de la Culture et des Communications	13	5 389 000 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ¹	13	11 525 692 \$
Ministère de la Famille	1	400 000 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	5 446 761 \$
Ministère de la Sécurité publique	12	1 487 883 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux	31	1 529 632 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	8 000 000 \$
Secrétariat aux affaires autochtones	22	4 860 785 \$
Secrétariat à la jeunesse	2	905 968 \$
Secrétariat à la condition féminine	8	1 579 000 \$
Total	126	45 396 784 \$

En date du 31 mars 2022, les budgets pour la mise en œuvre des mesures des différents MO sont répartis comme suit pour les cinq années du Plan d'action :

2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total 2017-2022
21 541 954 \$	27 932 348 \$	33 734 339 \$	40 482 395 \$	45 396 784 \$	169 067 820 \$ ²

¹ Notez que l'information concernant le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur est présentée de manière unifiée, même si les deux ministères se sont séparés en 2020.

² Notez que les financements dévolus aux mesures liées à la mise en œuvre de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées sont comptabilisés séparément.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

17. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones

État d'avancement

Un projet de loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones a été déposé au printemps 2013.

Le mois de juin avait été sélectionné afin d'être en concordance avec le gouvernement fédéral, qui avait déjà fait de ce mois le Mois de l'histoire des Autochtones, ce qui permettait d'y intégrer les festivités de la journée nationale des Autochtones. Cet arrimage permettait de favoriser la complémentarité entre les programmes de financement québécois et fédéral.

Toutefois, tous les acteurs concernés n'étaient pas convaincus que le mois de juin était approprié, puisqu'un des objectifs visés était de rejoindre la clientèle scolaire. Cette période de l'année est déjà très occupée par les examens et la fin des classes. Le projet de loi est mort au feuillet lors du déclenchement des élections, au printemps 2014.

Cet engagement a été réitéré lors du dépôt du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, en décembre 2015.

Budget ventilé

Aucun budget n'a été alloué à l'instauration d'un Mois de l'histoire des Autochtones, en 2021-2022.

Échéancier

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'est pas en mesure, pour l'instant, de fournir un échéancier précis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

18. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2021-2022.

- Conformément à la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04), le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) a succédé à la Municipalité de Baie-James le 1^{er} janvier 2014, pour l'administration des terres de la catégorie III qui en faisaient partie. Ce faisant, le territoire du GREIBJ exclut les terres des catégories I et II de la sélection allouée aux communautés crie ainsi que le territoire municipalisé des villes enclavées de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.
- La représentation au GREIBJ est paritaire entre les Crie et les Jamésien pour les dix premières années de son fonctionnement. Onze représentants jamésien de chacune des villes enclavées et des localités dans le territoire du GREIBJ ont été désignés au conseil. Chibougamau y détient neuf voix; Lebel-sur-Quévillon, quatre voix; Chapais, trois voix; Matagami, trois voix; Valcanton, une voix; Villebois, une voix; Radisson, une voix. Un représentant du gouvernement du Québec, sans droit de vote, a été nommé au conseil du GREIBJ. Membre d'office, le président du Gouvernement de la nation crie (GNC) et son vice-président siègent aussi au conseil avec deux voix chacun, de même que les neuf chefs des communautés crie.
- Le conseil du GREIBJ se réunit habituellement aux deux mois pour une séance d'une demi-journée. En 2021-2022, six séances ordinaires les 27 mai, 29 juillet, 23 septembre, 25 novembre, 27 janvier et 17 mars. Aussi, deux séances extraordinaires le 12 janvier 2022, l'une d'elles étant exclusivement consacrée à l'adoption des budgets 2022.
- Le président du GNC et le membre désigné par un vote secret entre les onze représentants jamésien agissent, en alternance, comme président et vice-président du conseil, pour des mandats de deux ans. La mairesse de Chibougamau, M^{me} Manon Cyr, a agi à ce titre pour les deux premières années de fonctionnement du GREIBJ. À compter de janvier 2016, le grand chef Matthew Coon Come, a occupé le poste de président jusqu'à la fin de son mandat, en juillet 2017. L'alternance s'est ensuite poursuivie de manière régulière. Mandy Gull a succédé à Abel Bosum à la présidence du 29 juillet au 31 décembre 2021. Manon Cyr occupe la fonction depuis le 1^{er} janvier 2022.
- Pour refléter la situation linguistique de la population et des représentants crie et jamésien, un service de traduction assure que les conseillers et le public puissent s'exprimer en français, en anglais ou en crie lors des séances du conseil. Les séances, qui se tiennent habituellement en alternance dans les communautés crie et jamésiennes, ont été tenues au cours de la dernière année sur des plateformes numériques virtuelles en raison de la crise sanitaire.
- Les séances se sont déroulées dans un climat de collaboration. Le conseil du GREIBJ a traité les affaires du GREIBJ en conformité avec la loi qui l'encadre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

19. État d'avancement et rapport détaillé de la mise en œuvre de la *Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake*.

Travaux en cours avec la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente entre Québec et Kahnawake en matière de travail

L'article 10 de l'Entente en matière de travail signée en 2014 prévoit :

« Mobilité de la main-d'œuvre

Les parties s'engagent, à la suite de la signature de la présente entente, à s'assurer que l'Autorité, travaillant de concert avec les institutions du Québec, facilite l'intégration des travailleurs et des entrepreneurs de Kahnawà:ke qui souhaitent participer à l'industrie de la construction en dehors du Territoire visé par cette entente, conformément aux règles du Régime du Québec, notamment pour l'obtention d'une qualification de la CCQ ou d'une licence de la RBQ. ».¹

Collaboration avec la CCQ

Afin de donner suite à cet article, la CCQ collabore, depuis le printemps 2017, avec la communauté de Kahnawake et ses institutions (Bureau de travail de Kahnawake, Kahnawà:ke Economic Development Commission et le Conseil mohawk de Kahnawake). Cette démarche :

- 1- cible les obstacles limitant l'intégration de la main-d'œuvre mohawk à l'industrie de la construction et propose des solutions adaptées;
- 2- porte une attention particulière aux obstacles de nature systémique afin de formuler des correctifs également systémiques;
- 3- considère comme enjeu central la formation, l'intégration et le maintien en emploi de la main-d'œuvre mohawk à l'industrie de la construction, et l'acquisition de qualifications en vertu des standards de la CCQ comme une condition essentielle à cette intégration;
- 4- tient compte des obstacles à l'intégration de la main-d'œuvre mohawk inhérents à l'industrie de la construction, mais également de ceux propres à la communauté de Kahnawake;

¹ Entente en matière de travail entre le Conseil mohawk de Kahnawà:ke et le gouvernement du Québec, article 10, page 6, 2014.

- 5- propose, dans la mesure du possible, des solutions pertinentes pour plusieurs communautés des Premières Nations et Inuits.

Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin d'animer cette démarche. Des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et de la CCQ y participent. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assurera la mise en œuvre de cette entente.

Collaboration avec la RBQ

Dès janvier 2018, des représentants de la RBQ se sont joints aux travaux du Groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre. La participation de la RBQ permettra à Kahnawake de mieux comprendre le fonctionnement de la Régie et ses exigences pour l'octroi de licences. En contrepartie, la RBQ a l'occasion de se familiariser avec la réalité de Kahnawake et d'envisager des manières de faciliter l'intégration des entrepreneurs mohawks à l'industrie québécoise.

La qualification de la main-d'œuvre mohawk prend notamment une importance particulière en raison du grand projet de reconstruction de la structure amont provinciale du pont Honoré-Mercier.

Afin d'entamer formellement le processus d'arrimage, une première présentation, portant sur les processus de qualification des entrepreneurs, s'est tenue le 24 novembre 2021 à Kahnawake. Une seconde rencontre, qui porte sur le processus d'inspection en matière de sécurité au travail, doit se tenir au printemps 2022.

Les échanges se poursuivent également avec la RBQ afin de définir le rôle que le Bureau de travail de Kahnawake pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.

Travaux en cours avec la CCQ afin de donner suite aux dispositions de l'Entente entre Québec et Kahnawake en matière de conditions de travail

L'Entente en matière de travail prévoit :

- « Conditions de travail :
- que tous les travailleurs de la construction couverts par le régime de Kahnawà:ke aient des conditions salariales et de travail semblables à celles des travailleurs de la construction couverts par le régime du Québec;
- que, sur le Territoire, tous les entrepreneurs appliquent soit le *Fair Wage Agreement* de Kahnawà:ke, soit le Régime du Québec, selon le choix du travailleur;
- que les travailleurs de Kahnawà:ke effectuant des travaux de construction couverts par le Régime de Kahnawà:ke aient le choix d'adhérer ou non à un syndicat. »²

Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du Bureau de travail de Kahnawake, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020.

² Ibid, page 6.

Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

Travaux en cours avec la CNESST

L'entente intervenue entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec, approuvée par décret le 24 juillet 2014 (décret n° 730-2014), visait la mise en œuvre d'un régime de Kahnawake en matière de travail sur le territoire.

L'article 9 de l'Entente prévoyait que *Le régime de Kahnawake sera voué à la réalisation d'objectifs que les parties partagent en ces matières à savoir : L'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles, La santé et sécurité du travail, La construction et Les procédures de règlement et mesures correctives.*

C'est dans ce contexte que la CNESST s'est vu confier par le gouvernement du Québec le mandat de négocier les responsabilités respectives et les modalités d'application du régime particulier de Kahnawake en matière d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

La conclusion d'une entente de principe concernant l'indemnisation et la couverture des travailleurs de Kahnawake et les échanges entourant les besoins de protection financière du Bureau du travail de Kahnawake (BTK) à l'égard de la survenance d'événements exceptionnels ont permis la rédaction d'une entente complémentaire à la satisfaction des deux parties. Le gouvernement du Québec et Kahnawake ont signé, le 20 décembre 2017, l'*Entente complémentaire pour la mise en œuvre du Régime de Kahnawake en matière d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite*, approuvée par décret (n° 1077-2017) le 1^{er} novembre 2017.

Cette entente complémentaire permet de définir « l'administration des cotisations et des compensations entre les parties » (Entente, article 7) et de convenir, avec la CNESST, de la mise sur pied d'un mécanisme visant à assurer la sécurité financière du régime de Kahnawake.

À cette entente complémentaire viendront se greffer des ententes administratives entre la CNESST et le Conseil mohawk de Kahnawake permettant d'en définir les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier la possibilité de catastrophes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

20. Pour tous les programmes du Secrétariat aux affaires autochtones, donner le détail des crédits existants en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Programme 04 :

Tous les crédits existants en 2021-2022 ont été reconduits en 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022 et 2022-2023.

Programme 04 :

Crédits demandés au Conseil du trésor
2022-2023
335 176 300 \$

En ce qui concerne les crédits demandés en 2021-2022, veuillez vous référer à l'étude des crédits 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 140

Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

22. État d'avancement de la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

État d'avancement

Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones (Table nationale) a pour mandat d'établir une concertation entre les organisations autochtones et non autochtones qui œuvrent auprès des élèves des Premières Nations et des élèves inuits afin d'améliorer leurs indicateurs de persévérance et de réussite scolaire. Les membres de la Table nationale se sont réunis les 4 février, 20 mai, 21 octobre et le 29 novembre 2021 ainsi que le 2 février 2022. Au moment d'écrire ces lignes, les membres de la Table doivent également se réunir les 7 avril et 13 mai 2022.

Lors de ces rencontres, les membres de la Table nationale ont échangé au sujet de certains enjeux liés à la COVID-19, de la refonte du programme Éthique et culture religieuse, du référentiel des compétences professionnelles pour la profession enseignante, de la mise en œuvre de la mesure de littérature jeunesse du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*, du développement de mesures dans le cadre du *Plan d'action numérique*, de la stratégie pour la valorisation de la profession enseignante, de l'annonce du 30 novembre 2021 relative à l'investissement de 19,4 M\$ en matière de réussite éducative et de persévérance scolaire des élèves autochtones en lien avec les recommandations de la commission Viens et de la Stratégie autochtone en éducation.

Dans la mesure où la responsabilité de la poursuite des travaux de la Table nationale relève du MEQ, il appartient à ce dernier de fournir des informations plus détaillées les concernant.

Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté

Les professionnels responsables du dossier de l'éducation à la Direction des relations avec les Autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) ont participé à l'ensemble des rencontres susmentionnées.

Sommes engagées dans le cadre de la Table nationale

Concernant le SAA, aucun autre coût que celui du salaire des professionnels impliqués au dossier n'a été engendré. Considérant que la Table nationale relève des crédits budgétaires du MEQ, il appartient à ce dernier de fournir les informations financières la concernant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

23. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* comprend plus de treize mesures en lien avec la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Parmi ces mesures, le Secrétariat aux affaires autochtones est responsable de soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violences sexuelles, en partenariat avec les organisations autochtones.

En 2021-2022, les actions suivantes ont été déployées et les sommes engagées pour un total de près de 386 500 \$ afin de prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones :

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Femmes autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Action communautaire	Amélioration de la qualité de vie des femmes autochtones et de leur famille dans les communautés et hors communauté (santé, éducation, emploi, etc.)
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	100 000 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Développement social	Intervention, prévention, concertation et formation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle dans les communautés de Lac-Simon et de Kitcisakik (Algonquins) et dans les municipalités de la MRC de La Vallée-de-l'Or
Maison de la famille Salluit (Iqqivvik)	It's time for women voice	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Séances de discussion avec des groupes de femmes victimes de violence sexuelle, conjugale et familiale portant sur l'estime de soi, l'expression des émotions et des limites ainsi que sur le repérage des comportements à risque.
Girls Inc. 2020	Centre Unicura	11 469 \$	Projets ponctuels autochtones	Semaines de camp dans 4 communautés différentes (Inukjuak, Puvirnituq, Umiujaq et Kuujuaarapik) visant à faire participer 120 jeunes filles de 14 à 18 ans à des activités/ateliers portant sur différentes thématiques dont : la confiance et l'estime de soi, la promotion de saines relations, la grossesse chez les adolescentes, la sexualité et la prévention des violences sexuelles.

Girls Inc. 2021	Centre Unicura	15 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Semaines de camp dans 4 communautés différentes (Inukjuak, Puvirnituq, Umiujaq et Kuujuaarapik) visant à faire participer 120 jeunes filles de 14 à 18 ans à des activités/ateliers portant sur différentes thématiques dont: la confiance et l'estime de soi, la promotion de saines relations, la grossesse chez les adolescentes, la sexualité et la prévention des violences sexuelles.
Entraide Mauricie- Centre-du- Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	Comité de concertation en santé et bien-être des hommes autochtones	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Mise en place d'un comité de concertation ayant comme mission le développement d'outils et de services adaptés aux réalités culturelles des Autochtones dans le but d'intervenir plus efficacement auprès des hommes autochtones ayant été victimes de violences sexuelles dans l'enfance.
TOTAL		386 459 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

24. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2021-2022 pour prévenir les problèmes de la santé mentale et lutter contre les suicides dans les communautés autochtones. Incluant les ressources disponibles ainsi que les ententes spécifiques et leurs revendications des communautés.

Instances de concertation

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) siègent avec le gouvernement fédéral à la Table de concertation sur les problématiques de crise sociale dans les communautés des Premières Nations du Québec (Table), qui a pour mandat de soutenir les communautés des Premières Nations du Québec qui traversent des périodes de crise sociale. Sous la responsabilité de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), cette table se réunit lorsque des demandes sont adressées par les communautés autochtones.

Le MSSS, le ministère de la Sécurité publique et le SAA participent également aux travaux d'une table de concertation coordonnée par le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et le Centre de santé et services sociaux Uauitshitun de Uashat-Maliotenam, dont le mandat est d'assurer la concertation entre les différents intervenants impliqués dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport du coroner sur la vague de suicides survenus à Uashat-Maliotenam en quelques mois, en 2015. Le Centre local de services communautaires Naskapi, la CSSSPNQL et le gouvernement fédéral sont également membres de la Table.

Consultation des Premières Nations et des Inuits en matière de santé mentale et de prévention du suicide

Le SAA a collaboré avec le MSSS à l'organisation et à la tenue d'une consultation des organisations autochtones intégrant, dans un continuum, les enjeux de santé mentale, de prévention du suicide et d'itinérance. Tenu les 25, 26 et 28 janvier 2021, ce processus a permis de consulter près de neuf organisations représentant les Premières Nations et les Inuits, en vue de l'élaboration des prochains plans d'action gouvernementaux en la matière. Dans ce contexte, le Plan d'action interministériel en santé mentale a été dévoilé en janvier 2022. Le MSSS réitère l'importance du partenariat pour le développement d'une offre de soins et services adaptés et sécurisants culturellement offerts aux personnes issues des Premières Nations et inuites.

Initiatives en matière de prévention du suicide et de santé mentale

Le SAA finance, depuis plusieurs années, l'Association de prévention du suicide des Premières Nations du Québec et du Labrador. L'organisme a bénéficié d'un soutien à la mission globale de 100 000 \$ par année, de 2017-2018 à 2021-2022, par le biais du volet Action communautaire du Fonds d'initiatives

autochtones III (FIA III). En 2021-2022, 100 000 \$ ont été ainsi engagés pour le soutien à la mission globale de l'organisme.

Le SAA a par ailleurs soutenu deux initiatives ponctuelles visant la prévention du suicide au Nunavik, pour un total de 26 469 \$ en 2021-2022. Dans le contexte de la problématique du suicide au Nunavik, le gouvernement du Québec accueille favorablement les efforts de mobilisation des différentes instances de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, notamment le lancement, en novembre 2019, de la Stratégie en prévention du suicide du Nunavik. En octobre 2020, l'Association québécoise en prévention du suicide a mis en place, grâce à un financement du MSSS, la Stratégie numérique en prévention du suicide pour le Québec, dont les services d'intervention par clavardage et par texto sont offerts en français et en anglais. Le gouvernement du Québec entend collaborer pleinement à la recherche et à la mise en œuvre de mesures de prévention et d'intervention adaptées au contexte inuit.

De nombreuses mesures de lutte aux dépendances et de soutien aux différentes dimensions de la santé mentale sont incluses au *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits* (PAGDSCPNI). Leur réalisation étant sous la responsabilité d'autres ministères, dont le MSSS et le ministère de la Justice du Québec, il appartient à ces derniers d'en présenter les informations de mise en œuvre.

Initiatives pour l'amélioration des conditions de vie

Le gouvernement du Québec travaille plus largement, par divers moyens, à l'amélioration des conditions de vie des Autochtones : le PAGDSCPNI a été lancé à cette fin le 28 juin 2017. Plusieurs de ses mesures visent des enjeux qui ont un lien direct avec les problématiques de santé mentale et les taux de suicide chez les Premières Nations et les Inuits.

Par ailleurs, le SAA a poursuivi en 2021-2022 sa collaboration avec le ministère de la Famille en réponse aux besoins des Autochtones en matière de lutte à l'intimidation. Dans le cadre des travaux entourant le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, il a notamment collaboré au développement et au suivi d'une mesure structurante spécifique aux Premières Nations et aux Inuits, consistant à « élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones ». Mise en œuvre sous la responsabilité conjointe du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur, cette mesure versée au PAGDSCPNI est dotée d'une enveloppe budgétaire de 2 M\$ sur cinq ans.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

25. Actions posées et crédits engagés en 2021-2022 auprès des jeunes et des femmes autochtones et les crédits demandés

Les tableaux suivants présentent les sommes déboursées par le Secrétariat aux affaires autochtones au courant de l'exercice financier 2021-2022 pour des projets réalisés par ou pour des jeunes et des femmes autochtones, tous programmes confondus.

JEUNES

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Jeunes musiciens du monde École de Val-d'Or et communautés	125 000 \$
Fusion Jeunesse Consolidation et expansion du volet autochtone	70 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec En route vers la santé	11 864 \$
Club des petits déjeuners Démarrage de programmes sur communautés	600 000 \$
Fondation Nouveaux Sentiers Camps et leadership et programme Deviens	100 000 \$
Puamun Meshkenu (Chemin des Milles Rêves)	35 000 \$
Wapikoni mobile Consolidation et développement des activités	150 000 \$
Institut Tshakapesh Programme Sous le Shaputuan	5 000 \$
AMIK Ateliers scientifiques	22 550 \$
Centre des Premières Nations Nikanite UQAC - 4e Colloque persévérance et réussite scolaires	25 000 \$
Secrétariat des programmes et des services de la Nation algonquine Appel intimidation – Minoayawi	6 800 \$
Secrétariat des programmes et des services de la Nation algonquine Pimiki - Ateliers piquants de porc-épic	3 000 \$
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit Partage de savoirs scientifiques au sein des communautés inuites au Nunavik	5 000 \$
Waskaganich Culture Department Appel aînés - Elders teachings	10 000 \$
CDFM huron-wendat (Centre de formation de la main-d'œuvre) Bourses Yatsayoncha' 2021	4 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean Appel aînés - Transmettre et valoriser les savoirs traditionnels aux enfants	9 660 \$
Centre de santé de Gesgapegiag Appel aînés - Wettaqia'tijig (Sharing Common Descent)	10 000 \$

NOM DU PROJET (SUITE)	DÉBOURSÉS
Les Sports Vida Sana Sports Camp 2021	4 796 \$
Cégep de Sept-Îles Kueil Nutam!	5 000 \$
Terre Innue Contrées (pas si) sauvages	5 000 \$
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) École d'été du CIÉRA 2021	3 750 \$
Fondation Jasmin Roy Pictogrammes autochtones	5 000 \$
Acquisition de Distribution Voltimage	5000 \$
Entreprise d'excavation Dave Newashish	108 500 \$
Entretien paysager N.Savard	6 500 \$
Les Constructions MacKenzie inc.	175 000 \$
Les Entreprises forestières JFB Inc.	150 000 \$
MOS Racks 2.0	35 000 \$
Pêcherie Georges Gingras Nicolas	18 725 \$
Pêcherie Vincent Brière	132 640 \$
TOTAL	1 847 785 \$

En plus de ces projets, certains autres, bien qu'ils ne les visent pas exclusivement, ont une incidence particulière sur les jeunes, notamment le *Programme d'embauche de coordonnateurs en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie* avec un financement en 2021-2022 de 1 727 380 \$.

FEMMES

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Femmes Autochtones du Québec Soutien à la mission globale	250 000 \$
CALACS L'étoile du Nord Mikizi Culturellement et collectivement pour elles	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Otapi	100 000 \$
Place aux femmes Innuatsh	15 000 \$
Maison de la famille Salluit (Iqqivvik) It's time for women voice	5 000 \$
Centre Unicura Girls Inc.	26 469 \$
Native Women's Shelter of Montreal Journée nationale des Autochtones 2021	2 000 \$
Économusée Atikuss	120 000 \$
Fumoir Etsiesatrata	44 000 \$
Gym the Vault	20 300 \$
Ice Cream Shop	38 443 \$
Mamie's Kitchen	10 000 \$
Plumes et pacotilles	8 211 \$
Sowilo Sportswear	9 000 \$
Wolf Crafts	15 000 \$
TOTAL	763 423 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

26. Détails de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.

La Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) est elle-même responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de son *Plan directeur de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador*. Le plan directeur 2007-2017 est notamment mis en œuvre par le biais de plans stratégiques (2017-2020 et 2021-2024), dans le but de soutenir l'atteinte des cibles et le partage d'une vision commune s'appuyant sur les progrès réalisés et l'évolution des services offerts par les communautés des Premières Nations.

Il n'existe pas de plan d'action gouvernemental sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones; mais plutôt des plans d'action sectoriels ciblés abordant des thématiques telles que l'itinérance, la violence, la toxicomanie, les agressions sexuelles et autres. Il n'existe pas non plus de comité tripartite pour l'élaboration d'un tel plan d'action gouvernemental.

Le Secrétariat aux affaires autochtones coordonne la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*, dont l'objectif est de consolider les efforts gouvernementaux, d'assurer la cohésion de l'action gouvernementale en la matière. Ce Plan d'action est en cours de renouvellement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

27. Les coûts et le nombre d'ETC qui travaillent à la résolution des différends entre les diverses communautés de chasseurs et le gouvernement du Québec concernant les droits de chasse sur les réserves fauniques du Québec. Ventilation des coûts des parties privées qui œuvrent pour le gouvernement dans ce dossier, le cas échéant et par réserve faunique.
-

Réserve faunique La Vérendrye (négociation avec la nation algonquine)

Dans le cadre des négociations sur l'original dans la réserve faunique La Vérendrye, le négociateur externe embauché par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) pour ce dossier a reçu une rémunération de 50 875 \$ durant l'année financière 2021-2022. Du côté des employés du SAA, le dossier a requis 0,30 ETC durant l'année financière 2021-2022.

Le coût total : 75 804\$.

Réserve faunique des Laurentides

Aucun négociateur externe n'a été engagé pour ces discussions. Le dossier a requis 0,01 ETC durant l'année financière 2021-2022. Le coût total : 841 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

28. États avancement et état des lieux des négociations et des relations entre les Innus de Natashquan et Hydro-Québec suite aux manifestations de la Romaine en novembre 2018.

En 2021-2022, le Secrétariat aux affaires autochtones n'a participé à aucune rencontre avec les Innus de Nutashquan et Hydro-Québec suivant les manifestations de novembre 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

29. Pour l'année 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023 concernant les ressources en habitation pour les communautés, le nombre de logements sociaux à développer, ainsi que toute étude, analyse ou document relié.
-

Logement sur terres de réserve

D'entrée de jeu, il importe de mentionner que la marge de manœuvre du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) en matière d'habitation est limitée par le fait que la question de l'habitation autochtone sur terres de réserve relève du gouvernement fédéral.

Les terres de réserves sont de compétence fédérale en vertu de l'article 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867* et l'article 81 de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. (1985), ch. I-5) établit les règles de base en matière de possession ou d'occupation d'une réserve indienne. Comme le stipule cet article, le Conseil de bande peut réglementer la construction et la réparation des bâtiments, mais aussi leur utilisation.

Néanmoins, et dans le but d'améliorer l'habitat et les conditions de vie des membres de la communauté de Kitcisakik (établissement amérindien sous responsabilité fédérale), la Société d'habitation du Québec (SHQ) a mis sur pied, en 2009, le Programme spécial de rénovation de maisons de la communauté algonquine de Kitcisakik. Le Programme a été doté d'un budget de 4,1 millions de dollars et a permis la rénovation de 77 unités de logement jusqu'à maintenant. Le financement sera poursuivi afin de permettre la rénovation de l'ensemble des 94 unités de logement de la communauté. Le tout doit être complété en 2024. Cette communauté de 400 personnes ne reçoit aucune aide en matière de logements de la part du gouvernement fédéral en matière d'habitation ni d'infrastructures sanitaires, malgré des conditions de logements précaires qui présentent des risques importants pour la santé et la sécurité de la population, composée majoritairement de jeunes familles.

Logement au Nunavik

En vertu de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ), les gouvernements du Québec et du Canada assument une responsabilité partagée envers les Inuits du Nunavik. À ce titre, ils signent depuis 2000 des ententes récurrentes (*l'Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik*) visant à construire des logements sociaux au Nunavik. Ils ont ainsi signé, le 24 mai 2018, une nouvelle entente pour la période 2017-2022. L'investissement du gouvernement du Canada s'élève à un peu plus de 25 M\$ par année. Comme c'était le cas pour l'Entente 2016-2017, le gouvernement du Québec est responsable de financer le déficit d'exploitation sur une période de quinze ans.

Parallèlement à cette entente, le gouvernement du Canada a annoncé, lors du budget fédéral 2016, un investissement de 50 M\$ sur deux ans devant servir à répondre aux besoins urgents en matière de logement au Nunavik. Le gouvernement du Québec n'a pas été interpellé quant à la mise en œuvre de cet engagement. L'entente conclue entre le gouvernement du Canada et la Société Makivik n'aborde pas la couverture du déficit

d'exploitation, alors que cet aspect est généralement financé par le gouvernement du Québec lorsqu'il est partie prenante aux ententes.

Par ailleurs, lors du budget fédéral 2018, le Canada a annoncé une enveloppe de 250 M\$ pour le Nunavik, sur 10 ans, dans le cadre de la Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat.

Les investissements fédéraux ont ainsi permis la construction de 328 unités de logement au Nunavik depuis 2017. Le gouvernement du Québec a accepté, afin d'éviter que ces unités de logement demeurent inoccupées, de financer de façon exceptionnelle le déficit d'exploitation jusqu'au 31 mars 2022, ce qui représente un investissement total de 14 M\$.

Des discussions sont en cours entre la Société Makivik, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec afin de trouver une solution permettant d'assurer un financement à long terme.

Logement en milieu urbain

En ce qui a trait à la situation du logement en milieu urbain pour les Autochtones, le SAA est au fait des besoins particuliers du nombre grandissant de personnes autochtones vivant ou de passage dans les milieux urbains québécois. Les motivations et aspirations des Autochtones se dirigeant vers les villes varient grandement d'un individu à l'autre. À titre d'exemple, soulignons le cas des Autochtones qui ne sont que de passage en ville afin de recevoir des soins de santé spécialisés ou *a contrario*, ceux qui y sont établis à long terme afin d'y occuper un emploi ou fonder une famille. De même, il est constaté que la présence autochtone dans plusieurs villes régionales se caractérise par des ménages à faibles revenus ayant plusieurs enfants, où les femmes agissent souvent à titre de chef de famille, et ce, dans un contexte de monoparentalité. Chemin faisant, on observe donc que les projets de logements en milieu urbain visant spécifiquement une clientèle autochtone tendent souvent à privilégier l'offre de logements de grande superficie, à un loyer abordable, dans des infrastructures incluant des espaces communautaires pouvant accueillir le déploiement de services d'appoint (ex. le projet Kijaté à Val-d'Or). Par ailleurs, notons que le nombre de projets de logement « autochtones » en milieu urbain en cours de développement à l'échelle du Québec est en croissance.

Bien que le SAA ne réalise pas d'investissements directs en matière de logement, il contribue tout de même ponctuellement à des projets visant spécifiquement une clientèle autochtone en y soutenant financièrement l'aménagement d'espaces communautaires. De même, il collabore à différents chantiers d'intérêts portés par certains ministères et organismes. À ce titre, notons les mesures 1.1.6 et 1.2.27 ayant été portées respectivement par le ministère de l'Enseignement supérieur et la Société d'habitation du Québec, dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*. Alors que la première permettra la construction de résidences (milieux de vie communautaires) pour élèves et étudiants autochtones et leurs familles à Sept-Îles (32 unités, soutien de 600 000 \$ du SAA), Trois-Rivières (42 unités, soutien de 600 000 \$ du SAA) et Québec, la deuxième propose de faciliter la construction de logements sociaux pour une clientèle autochtone vulnérable dans des villes caractérisées par un marché du logement sous pression et par une importante population autochtone. Par ailleurs, rappelons que les projets de logements en milieu urbain et visant la population autochtone demeurent admissibles aux programmes réguliers du gouvernement du Québec, dont AccèsLogis de la SHQ.

Au titre des retombées des deux mesures susmentionnées, la SHQ a confirmé, dans le cadre de la mesure 1.2.27, un soutien financier de l'ordre de 750 000 \$ au projet de maison de seconde étape du Foyer pour femmes autochtones de Montréal (23 unités, soutien de 600 000 \$ du SAA). En ce qui a trait à la mesure 1.1.6 du MES, le gouvernement du Québec a annoncé, le 27 novembre 2020, une bonification de son financement en réponse à l'intérêt et aux besoins exprimés par les milieux locaux. Ce financement supplémentaire, additionnée de la contribution financière des autres bailleurs de fonds (dont le SAA), doit garantir la réalisation de trois projets d'ampleur et à haute valeur ajoutée, lesquels incluront notamment des installations de CPE.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

30. Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones
-

Selon les informations détenues par le Secrétariat aux affaires autochtones au regard des études, analyses ou autres documents concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones produits par ou en collaboration avec le gouvernement du Québec :

- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail, Commission des partenaires du marché du travail, *Avis sur les difficultés de langue en milieu de travail des Premières Nations et des Inuits* (mars 2021);
- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail, Commission des partenaires du marché du travail, *Les pratiques les plus prometteuses dans le milieu de l'emploi et de la formation chez les Premières nations et les Inuits au Québec* (janvier 2021);
- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail, Commission des partenaires du marché du travail, *L'évolution du marché du travail des Premières Nations et des Inuits du Québec 2019-2021* (février 2022 - pas encore publiée);
- Emploi-Québec, IMT, Portraits comparatifs de la clientèle de la Montérégie – Marché du travail et participation aux mesures d'Emploi-Québec (chapitre concernant spécifiquement les Autochtones, 2021).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

31. Les programmes et ressources disponibles pour faciliter l'entrepreneuriat autochtone dans leur communauté, ainsi que les ressources investies, ventilées par projet et les projets rejetés accompagnés des raisons du refus.
-

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est responsable du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III), un programme d'aide financière de 167,5 M\$ qui s'échelonne sur une période de cinq ans (2017-2022). Le FIA III comporte sept volets, dont un de 60,6 M\$ prévu pour soutenir le développement économique autochtone.

Une communauté autochtone qui souhaite bénéficier du volet développement économique du FIA III doit signer une entente particulière avec le gouvernement du Québec.

Au total, trente-deux communautés autochtones ont signé une entente particulière avec le gouvernement du Québec, auxquelles s'ajoute l'Administration régionale Kativik, qui a signé une entente particulière permettant de couvrir les besoins des 14 Villages inuits du Québec.

Le volet développement économique du FIA III compte trois enveloppes distinctes réservées à des clientèles spécifiques :

- Entrepreneuses ou jeunes entrepreneurs de 35 ans et moins (2,55 M\$)
- Économie sociale (2 M\$)
- Mobilisateur économique (1,6 M\$)

Les promotrices et les promoteurs autochtones peuvent déposer leurs demandes d'aide financière en tout temps pendant la durée du programme. Le SAA ne fait donc pas de prévisions sur une base annuelle.

La liste suivante présente les projets de développement économique soutenus financièrement par le SAA au cours de l'exercice financier 2021-2022.

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) Développement économique	9 940 424 \$
Développement économique - Général	8 847 901 \$
Accompagnement au développement économique et touristique	2 100 \$
Agent de développement touristique Listuguj	40 000 \$
Aide au développement économique local	33 600 \$
Auberge Kuujjuaq Inc.	1 000 000 \$
Brian McGregor Heavy Equipment	125 000 \$
Camp La Lucarne	16 931 \$
Camping de la Pointe	375 000 \$
Conseiller en développement économique de Wendake	27 500 \$
Construction d'un toit sur une 2 ^e pompe à essence	2 500 \$
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	20 000 \$
Décapage Pierre Cloutier	24 387 \$
Dépanneur Kuzzin - réservoirs et pompes à essence	245 000 \$
Développement économique quinquennal - Kitcisakik	140 400 \$
Entente particulière	242 100 \$
Érablière Malécite	78 100 \$
Évaluation des entreprises du Conseil	20 000 \$
Inuk Strenght Kuujjuaq Gym	21 200 \$
Jason Odjick - Acquisition d'un payloader	108 550 \$
KFN Waterfront Masterplan - Phase 1	232 500 \$
Laflesche inc.	1 273 039 \$
Lazare Tree Service Expansion	50 000 \$
Les Constructions MacKenzie inc.	175 000 \$
Multi-purpose facility construction	1 000 000 \$
Navire touristique	250 000 \$
Nunami Inuit Board Game	20 000 \$
Nunavik Rotors Staff Housing in Kuujjuaq	1 000 000 \$
Opus - Chef à domicile et service de traiteur	3 000 \$
Pêcherie Vincent Brière	47 000 \$
Pourvoirie Johnny and Billy Cain	36 019 \$
Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 \$
Réaménagement et agrandissement du dépanneur et du centre de réservation	392 000 \$
Reconstruction du dépanneur Pakigan	300 530 \$
Redmanz Market	8 188 \$
Réservoir à homards pour le Lobster Hut	37 800 \$
Reviving Kanesatake Radio	120 157 \$
RKR Business Plan	2 800 \$
Salluit Landholding Corporation : Kuujjuaraapik	1 025 000 \$
Salon Nikita Wawatie	1 685 \$
Spiruline Océanne	120 000 \$
Sugarbush Quota and Planning	2 140 \$
Tracteur industriel de Gespeg	23 000 \$
Vitrerie Shakashtueu	120 000 \$
Winifred Design	15 675 \$
Wolf Crafts	15 000 \$
Développement économique - Économie sociale	105 000 \$
CAAVD - Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	80 000 \$
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires	25 000 \$

Développement économique - Jeunes et Femmes	710 319 \$
Acquisition du Café du Village	49 000 \$
Économusée Atikuss	120 000 \$
Entreprise d'excavation Dave Newashish	108 500 \$
Entretien paysager N. Savard	6 500 \$
Fumoir Etsiesatrata	44 000 \$
Gym the Vault	20 300 \$
Ice Cream Shop	38 443 \$
Les Entreprises forestières JFB Inc.	150 000 \$
Mamie's Kitchen	10 000 \$
MOS Racks 2.0	35 000 \$
Pêcherie Georges Gingras Nicolas	18 725 \$
Pêcherie Vincent Brière	92 640 \$
Plumes et pacotilles - rénovations	8 211 \$
Sowilo Sportswear	9 000 \$
Développement économique - Mobilisateur	277 214 \$
Formation en accompagnement	15 000 \$
Soutien aux ADEC	150 214 \$
TAQ - Nogom 8abek	112 000 \$

Liste des projets entrepreneuriaux refusés en 2021-2022

VOLET / PROJETS	MOTIF
Développement économique – Jeunes et femmes	
Mohawk Marina	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

32. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.
-

Kahnawake se considère comme autonome dans la gestion de l'offre de jeu sur son territoire. En fait, le Conseil mohawk de Kahnawake considère que l'offre de jeu sur son territoire relève exclusivement de sa juridiction.

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake se font par l'entremise de rencontres des membres d'une table centrale de négociation et de tables sectorielles chargées d'aborder des enjeux spécifiques. Au cours des dernières années, les échanges tenus dans le cadre de ces tables de négociation ont notamment porté sur les enjeux de juridiction. Il s'agit d'une question complexe pour laquelle les échanges se poursuivent.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

33. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

Le gouvernement du Québec est au fait qu'un centre de divertissement, le Grand Royal Wôlinak Casino, a ouvert ses portes dans la communauté abénakise de Wôlinak, le 28 février 2022. Sa mise en activité est suivie avec attention, puisque ce dernier n'a pas fait l'objet d'entente avec le gouvernement du Québec.

Dans les dernières semaines, des discussions ont été amorcées entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Abénakis de Wôlinak afin de tenter d'arrimer les activités du centre de divertissement au cadre législatif et réglementaire en vigueur.

Grâce à ces discussions, le gouvernement du Québec est confiant que les parties puissent cibler des pistes de solution satisfaisantes pour chacune des parties.

Aucune entente n'a été signée avec le Conseil des Abénakis de Wôlinak à ce sujet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

34. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés micmaques relativement aux consultations, au développement du projet Galt en Gaspésie. Préciser s'il y a eu entente et, le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.
-

Pour le Secrétariat aux affaires autochtones

Pour l'année 2021-2022 aucune rencontre n'a eu lieu.

Pour le ministre responsable des Affaires autochtones et son cabinet

Pour l'année 2021-2022 aucune rencontre n'a eu lieu.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

35. En vertu de la *Loi encadrant le cannabis* au Québec :

- a) Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec;
- b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune;
- c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.

-
- a) Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec

s. o.

- b) Le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune?

Au total, trois communautés ont adopté des lois ou des règlements concernant la vente de cannabis au détail sur leur territoire. Il s'agit des communautés mohawks d'Akwesasne et de Kahnawake, et de la communauté micmaque de Listuguj. Ces lois varient d'une communauté à l'autre et couvrent notamment les aspects suivants : la possession de cannabis à des fins personnelles, la culture de cannabis à des fins personnelles, les restrictions d'usage du cannabis dans certains lieux, la production, la vente, la surveillance, etc. Les cadres développés suivent des objectifs de santé publique, de protection de la jeunesse et de lutte au marché illégal, à l'instar des orientations du gouvernement du Québec. La réglementation adoptée par les conseils de bande est rendue publique par ces derniers.

Les communautés de Wendake, d'Odanak et de Manawan ont, quant à elles, interdit la vente et la consommation sur leur territoire.

- c) Les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit

Les programmes susceptibles d'épauler les communautés autochtones dans le contrôle du produit ne relèvent pas des crédits du Secrétariat aux affaires autochtones, mais bien du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Les corps policiers autochtones peuvent en effet faire appel à la Sûreté du Québec s'ils jugent manquer de ressources pour gérer un enjeu de trafic de cannabis. Un fonds géré et administré par le MSP est disponible pour financer ce genre d'enquête. Pour le travail quotidien, les ententes de police bonifiées

sont censées couvrir les dépenses liées au contrôle de la substance. Les questions à cet égard devraient être posées dans l'étude de crédits du MSP.

En matière de prévention, le MSSS a décidé de verser des fonds à la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador qui est responsable de leur redistribution. C'est le MSSS qui gère ces fonds. Les questions à cet égard devraient lui être posées directement.

Par ailleurs, l'article 62 de la *Loi encadrant le cannabis* permet au gouvernement du Québec de convenir d'ententes avec les nations autochtones, dans le but d'adapter les mesures prévues par son cadre législatif et réglementaire aux réalités autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

36. Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant l'utilisation de cartes autochtones, notamment délivrées par les Métis de l'organisation Alliance autochtone du Québec.

Le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas d'étude, d'analyse ou de document concernant l'émission de cartes de membres par des groupes comme l'Alliance autochtone du Québec (AAQ).

Seules les cartes de statut d'Indien émises par le gouvernement du Canada possèdent une valeur légale. Les cartes de membres émises par des groupes comme l'AAQ ne possèdent aucune valeur.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

37. En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat
-

Aucune rencontre n'a été tenue entre le ministre responsable des Affaires autochtones, le Secrétariat aux affaires autochtones et la Nation huronne-wendat concernant les terrains de la Défense nationale à Sainte-Foy dans l'année 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

38. Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse, document et plan d'agrandissement concernant la maison Ullivik, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 en ce domaine.

Anciennement nommée Module du Nord, la maison Ullivik est un centre d'hébergement de 143 chambres destiné aux bénéficiaires inuits du Nunavik qui doivent se déplacer dans la région montréalaise afin de recevoir des soins de santé. Ullivik assure l'hébergement, le transport des usagers et les services d'infirmières et d'interprètes afin de planifier le séjour des inuits en consultation ou en traitement à Montréal. Elle est sous la gouverne du Centre de santé Inuulitsivik.

Les dépenses d'Ullivik sont remboursées par le programme des services de santé non assurés (SSNA) et sont rapportées au rapport financier annuel du Centre de santé Inuulitsivik. Le programme des SSNA est financé par le gouvernement du Québec conformément aux dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

39. Pour l'année 2021-2022, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre de la Sécurité publique, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Au niveau administratif, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a été consulté par le ministère de la Sécurité publique (MSP) au sujet du registre des armes à feu, étant lui-même interpellé par la communauté de Gesgapegiag en décembre 2021.

En effet, des échanges ont eu lieu entre le chef de la communauté, M. John Martin, le MSP et le SAA au sujet du registre des armes à feu entre le 9 décembre 2021 et le 7 janvier 2022. Une proposition de rencontre a été faite afin de préciser les besoins et la situation sur le terrain. Toutefois, à notre connaissance, aucune rencontre avec la communauté n'a eu lieu à ce sujet en date du 4 avril 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

40. Pour l'année 2021-2022, tout document et crédit demandé au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Cette question concerne davantage les crédits du ministère de la Sécurité publique. Ceci étant spécifié, aucun document ou crédit n'a été demandé par le Secrétariat aux affaires autochtones concernant l'application de la *Loi sur le registre des armes à feu* pour l'année 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

41. La liste de tous les comités interministériels en 2021-2022, desquels a fait partie le SAA avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a siégé en 2021-2022 à l'ensemble des comités interministériels coordonnés par différents ministères et organismes :

Secrétariat à la jeunesse

- Comité interministériel sur la jeunesse

Secrétariat à la condition féminine

- Comité de travail interministériel violence conjugale et familiale - Premières Nations et Inuits
- Comité Femmes autochtones

Ministère de la Santé et des Services sociaux ou son réseau

- Table interministérielle en itinérance
- Comité d'organisation interministériel de la consultation itinérance – santé mentale – prévention du suicide
- Comité interministériel sur le *Plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé*
- Comité directeur intersectoriel régional en itinérance (CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal)
- Comité directeur intersectoriel en itinérance (CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue)
- Comité aviseur pour la démarche de développement d'une approche de sécurisation culturelle dans la prestation des services de santé et des services sociaux
- Comité des partenaires du Programme des facultés de médecine pour les Premières Nations et les Inuits du Québec
- Projet de régulation sociale au Nunavik Saqijuq – Table de coordination
- Groupe de travail sur l'apport alimentaire (GT1)
- Groupe de travail Premières Nations et Inuits en matière de lutte au tabagisme
- Comité de suivi de l'action gouvernementale pour le soutien aux personnes proches aidantes
- Comité consultatif de la pratique sage-femmes sur communauté non conventionnée

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail
- Réseau des répondant(e)s en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Comité de travail en matière d'action communautaire sur communautés autochtones
- Comité interministériel en action communautaire

Ministère de la Justice du Québec

- Forum sociojudiciaire
- Comité pour une pleine justice au Nunavik
- Comité justice Nunavik
- Groupe de réflexion sur le Programme de mesures de rechange
- Comité interministériel sur le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022*
- Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et de violence conjugale

Ministère des Transports

- Comité interministériel sur les enjeux transport COVID-19

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

- Conférences administratives régionales
- Table gouvernementale en affaires territoriales
- Comité d'experts en affaires autochtones de la Politique nationale d'urbanisme et d'aménagement du territoire

Ministère de la Famille

- Comité de travail interministériel sur l'intimidation

Ministère de la Sécurité publique

- Comité sur le suivi du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs (dorénavant Comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en réponse aux recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs)

Ministère des Relations internationales

- Comité interministériel sur les droits de la personne
- Comité interministériel sur les affaires nordiques et arctiques (en collaboration avec la Société du Plan Nord)

Ministère de l'Économie et de l'Innovation

- Comité interministériel en économie sociale
- Comité interministériel – projet GNL Québec
- Comité interministériel – projet BELT
- Comité interministériel – projet Nouveau Monde Graphite
- Comité interministériel – projet Gazoduc
- Comité interministériel sur le Plan québécois en entrepreneuriat (PQE)
- Comité interministériel – projet Cree Lumber de relance pour la scierie de Waswanipi

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

- Processus de coordination de la consultation autochtone pour les projets miniers
- Sous-comité de mise en œuvre des engagements spécifiques concernant l'activité minière dans le secteur du lac Nachicapau
- Sous-comité multipartite technique pour la recherche de substituts au développement hydroélectrique du secteur couvert par l'Entente lac Cambrien

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

- Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement
- Groupe de travail interministériel sur le prochain cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020
- Comité directeur sur les aires protégées
- Comité Protection - Gestion de la Table UNESCO Anticosti.
- Table des partenaires de la candidature de l'Île d'Anticosti sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO
- Groupe bilatéral sur les aires marines protégées Canada/Québec
- Groupe de travail interministériel sur la Stratégie québécoise de l'eau

Ministère de l'Éducation

- Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones

Société d'habitation du Québec

- Comité tripartite sur le logement au Nunavik

Société du Plan Nord

- Comité interministériel sur le navettage aéroporté
- Comité directeur de mise en œuvre de l'entente « Lac Cambrien »

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

- Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes

Transition énergétique Québec

- Comité Transition énergétique Québec – Premières Nations sur les bâtiments résidentiels et communautaires des Premières Nations

Fonds de recherche du Québec

- Comité de suivi - Action concertée Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec
- Comité de suivi – Action concertée sur l'approche de sécurisation culturelle pour soutenir la persévérance scolaire et la réussite éducative des élèves autochtones
- Comité de suivi – Action concertée sur le soutien communautaire familial en milieu inuit
- Comité de suivi – Action concertée sur la mobilisation des connaissances issues de la recherche dans l'élaboration des politiques publiques visant les Premières Nations et Inuits

Gouvernement fédéral

- Comité régional des coordonnateurs du Québec pour la mise en œuvre du principe de Jordan
- Table interministérielle fédérale sur les questions autochtones
- Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées
- Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la consultation et l'accommodement des Autochtones

Puisque ces derniers ne sont pas sous la responsabilité du SAA, il revient aux ministères et organismes de donner les détails concernant le mandat, les membres, le budget et les résultats de ces comités.

Le SAA est responsable quant à lui des comités suivants :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination du <i>Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits</i>	<ul style="list-style-type: none"> Partager l'information sur la mise en œuvre des mesures Assurer le suivi général de la mise en œuvre du Plan d'action Concertation autour de la mise en œuvre des mesures Production de la reddition de comptes et des bilans annuels 	<ul style="list-style-type: none"> CCQ MAMH MCC MEQ MES MFamille MJQ DPCP MSP MSSS MTESS SAA SAJ SCF SHQ 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des mesures Augmentation de la concertation interministérielle Création de groupes de travail
Comité des sous-ministres adjoints du <i>Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits</i>	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la concertation à un niveau décisionnel concernant les actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone Assurer l'application des orientations gouvernementales telles qu'elles ont été établies dans le Plan d'action Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone 	<ul style="list-style-type: none"> CCQ MAMH MCC MEQ MES MFamille MJQ DPCP MSP MSSS MTESS SAA 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des mesures Augmentation de la concertation interministérielle

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
		<ul style="list-style-type: none"> • SAJ • SCF • SHQ 		
Comité de travail conjoint du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le suivi général de la mise en œuvre du Plan d'action • Partager l'information et les meilleures pratiques en matière de développement social et culturel autochtone • Faire les liens avec les comités sectoriels (ex. : Forum sociojudiciaire) • Planifier des activités de communication (diffusion du bilan annuel, information auprès des organisations politiques autochtones et autres) • Effectuer une veille sur le développement social et culturel autochtone au Québec et appuyer le SAA dans ses démarches d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • SAA • Ministères et organismes sectoriels du gouvernement du Québec (présence ponctuelle) • APNQL • CDÉPNQL • CDRHPNQL • CSSSPNQL • CNA • CEPN • FAQ • GNC • IDDPNQL • IT • RCAAQ • NNK 		<ul style="list-style-type: none"> • Une première rencontre a eu lieu concernant la validation du mandat du comité
Tables d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (SAA)	<ul style="list-style-type: none"> • Une Table centrale de coordination supervise les travaux pour l'ensemble du Québec. Le mandat de celle-ci est d'appuyer les Tables locales, en plus de coordonner l'ensemble des travaux afin d'assurer la cohérence et la cohésion des 	<ul style="list-style-type: none"> • SAA, coprésident • RCAAQ, coprésident • MJQ • BAVAC 	À l'échelle du SAA, eu égard aux activités de la Table centrale de coordination,	Retombées générées <ul style="list-style-type: none"> • Une plus grande connaissance des prestataires de services en ce qui a trait aux besoins et aux réalités des Autochtones dans les villes d'implantation de chacune des tables locales • Une diffusion exacerbée des principes associés à la

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
— Table centrale de coordination	démarches en cours au Québec, de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Par ailleurs, elle a supervisé la réalisation, par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), du document « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec ».	<ul style="list-style-type: none"> • DPCP • CSJ • SQ • MSP • MSSS • MEQ • MES • MTESS • SAC (Observateur) • Autres partenaires selon le besoin 	<p>outre le salaire des effectifs impliqués au dossier, le SAA peut imputer à son budget de fonctionnement certaines dépenses mineures liées aux frais de rencontres ou encore, à l'obtention de services-conseils à l'externe en matière d'évaluation et de soutien aux activités des tables locales.</p>	<p>démarche de sécurisation culturelle auprès des parties prenantes pertinentes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une amélioration de la concertation entre, d'une part, les différents prestataires de services publics et, d'autre part, entre ces mêmes prestataires et le centre d'amitié autochtone local • Un accroissement de l'accessibilité, de la complémentarité et de la continuité des services en milieu urbain pour les Autochtones • L'amélioration de la collaboration intersectorielle entre les intervenants gouvernementaux et le rapprochement des ministères et organismes centraux avec leur réseau de services régionaux/locaux • Le développement de cadres d'analyse, d'orientations et d'éléments de recommandation en matière d'amélioration des conditions de vie des Autochtones en milieu urbain <p>Livrables produits</p> <ul style="list-style-type: none"> • La production et la diffusion du document « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec » • La signature, par trois tables locales, d'ententes de collaboration et de complémentarité des services • La tenue de séances de formation sur la démarche de sécurisation culturelle au sein de l'ensemble des régions visées par l'initiative des Tables d'accessibilité, de même qu'auprès des ministères et organismes concernés
Tables d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (SAA) — Tables locales d'accessibilité aux	<ul style="list-style-type: none"> • Le mandat principal de ces tables locales est de créer des liens de collaboration et de travailler en partenariat afin d'assurer la complémentarité et la continuité des services entre les réseaux québécois et les partenaires régionaux, dont les centres d'amitié autochtones, de manière à adapter l'offre de services de ces réseaux et 	<ul style="list-style-type: none"> • CISSS ou CIUSSS, coprésident • CAA, coprésident • RCAAQ • SAA • La ou les 	<p>Les projets et initiatives portés par les tables locales ont bénéficié de 2016-2017 à 2021-2022 d'un</p>	

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
services en milieu urbain pour les Autochtones (tables locales)	<p>s'assurer qu'ils répondent adéquatement aux besoins des Autochtones dans les villes.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les tables locales doivent assurer le suivi et la mise en œuvre d'une entente de collaboration et de complémentarité des services, et ce, en effectuant les ajustements requis en cours de route. Elles doivent également soumettre à la Table centrale de coordination l'état d'avancement de leurs travaux, selon les modalités convenues. On trouve présentement des tables locales dans les villes de Maniwaki, Val-d'Or, Montréal, La Tuque, Trois-Rivières, Sept-Îles et Chibougamau. 	<p>commissions scolaires présentes sur le territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Le ou les établissements d'enseignement postsecondaire présents sur le territoire CAVAC Les services correctionnels (le cas échéant) les services de justice généraux (le cas échéant) Le centre communautaire juridique sur le territoire (bureau d'aide juridique) DPCP CLE Le corps de police municipale ou la SQ, le cas échéant Organismes 	<p>soutien financier dédié par l'entremise d'une mesure, au sein du Plan d'action gouvernemental <i>Faire plus, faire mieux</i>. Le soutien financier ainsi rendu disponible par le SAA dans le cadre de cette mesure s'est élevé à 560 000 \$ pour la période 2016-2017 à 2021-2022. Cet engagement de la part du gouvernement du Québec s'ajoute à celui annoncé à la fin de l'année 2017 par le gouvernement fédéral et visant à soutenir le</p>	<ul style="list-style-type: none"> La priorisation de projets de rapprochement, de sensibilisation et de recherche au sein des plans d'action de chacune des tables locales L'organisation de trois rencontres provinciales de réseautage et de bilan par la Table centrale de coordination : les Rencontres annuelles des coprésident(e)s des tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
		partenaires : CALACS, maisons d'hébergement pour femmes, SPAQ, centres de désintoxication autochtones, etc. • Lorsque jugés opportuns, des représentants des communautés autochtones limitrophes pourront également être présents.	fonctionnement et les activités des différentes tables locales.	
Groupe de travail et comité directeur concernant les suivis des commissions d'enquête (Commission Viens et Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et	<ul style="list-style-type: none"> • Une structure de gouvernance a été mise en place afin de faciliter la participation du gouvernement du Québec aux travaux des deux commissions d'enquête en cours. • Le SAA et le ministère de la Justice du Québec ont la responsabilité de coordonner, à parts égales, ces travaux. • Un comité directeur regroupant les sous-ministres ou secrétaires généraux des ministères concernés a le mandat de faire le suivi des travaux auprès des autorités gouvernementales 	Groupe de travail : SAA, MJQ, MSSS, MSP, SCF, SQRC, MEQ, MES. Des représentants du MAMH, du MCC, du MTESS, de la SHQ et du DPCP participent lorsque requis. Comité directeur : SAA, MJQ, MSSS, MSP, SCF, SQRC, MEQ et	Aucun budget n'est associé au groupe de travail ou au comité directeur.	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise un suivi adéquat des travaux des deux commissions d'enquête et encourage le partage d'informations sur les avancées des travaux. • Permet une meilleure concertation entre les ministères et organismes visés par les travaux des deux commissions d'enquête et favorise la prise de décisions lorsque requis.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
assassinées)	<p>et d'émettre les orientations relatives aux demandes formulées par les commissions d'enquête. Il se réunit au besoin, soit environ aux six semaines.</p> <ul style="list-style-type: none"> Un groupe de travail, codirigé par le SAA et le MJQ et regroupant les représentants désignés des ministères respectifs, assure la coordination interministérielle de l'ensemble des travaux. Il se réunit au besoin 	MES y siègent continuellement.		
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers inuits	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité est un lieu d'échange interministériel permanent qui a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik afin de mettre en place, en collaboration avec les milieux inuits, des mesures et des actions concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des habitants du Nunavik. 	<ul style="list-style-type: none"> MJQ MSSS MSP MEQ MES MAMH MFamille MTESS MEI SAJ SAA SHQ SPN 	Aucun budget n'est associé au Comité sous-ministériel	En 2021-2022, des rencontres ponctuelles ont eu lieu sur différents enjeux sociaux au Nunavik. Ces rencontres sont également l'occasion pour les ministères et organismes participants de connaître les initiatives des autres organisations.
Groupe interministériel de soutien sur la consultation des Autochtones (GIS)	<ul style="list-style-type: none"> En avril 2006, le ministre responsable des Affaires autochtones a été chargé de la mise sur pied du Groupe interministériel de soutien sur la consultation des Autochtones (GIS), dont le mandat consiste à : 	<ul style="list-style-type: none"> SAA MJQ MELCC MERN MFFP 	Aucun budget n'est associé à ce comité	Le GIS, en plus de répondre aux besoins ponctuels qui lui sont présentés, adopte annuellement un plan d'action. Celui-ci comprend notamment l'élaboration d'outils d'aide à la décision en lien avec la consultation.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	<ul style="list-style-type: none"> – conseiller les ministères lorsqu'ils doivent modifier ou ajuster leurs pratiques pour appliquer le Guide intérimaire ; – conseiller les ministères qui le désirent lorsqu'ils doivent amorcer une démarche de consultation ; – créer les outils pour appuyer les fonctionnaires devant analyser des revendications ; – contribuer à la formation du personnel ayant à travailler dans ces dossiers ; – appuyer les ministères visés dans l'élaboration de mesures d'accommodement jugées adéquates selon différents types de secteurs et de projets, et ce, dans l'optique d'assurer une certaine cohérence. 	<ul style="list-style-type: none"> • MTQ • MAMH • MCC 		
Comité interministériel sur la gestion des expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	<ul style="list-style-type: none"> • Le CIEH constitue le principal forum de concertation permettant la mise en œuvre de l'<i>Entente concernant le traitement administratif des devis et des contrats de services professionnels relatifs à la réalisation de travaux de recherche et autres travaux reliés en matière autochtone</i> (2021). • Cette entente a pour objet : <ul style="list-style-type: none"> – de convenir d'un processus visant à encadrer la gestion des fonds alloués par le MERN 	<ul style="list-style-type: none"> • MERN • MFFP • MJQ • SAA 	Enveloppe budgétaire du MERN	Gestion de contrats de services professionnels liés aux expertises historiques en matière autochtone réalisées pour le gouvernement du Québec.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	<p>pour permettre la réalisation des travaux qui peuvent être requis en matière autochtone ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – d’établir des mécanismes de concertation entre les parties impliquées dans la réalisation des activités visées par l’entente ; – d’établir les responsabilités respectives de chacune des parties, de même que leurs responsabilités collectives quant à certains aspects. 			
Comité directeur, et groupes de travail pour la mesure d’application du PL 21 au sein des communautés autochtones	Assurer l’élaboration et le déploiement de la mesure d’application du PL 21 au sein des communautés autochtones.	<ul style="list-style-type: none"> • MSSS • MEQ • MES • OPQ • RRSSSN • CCSSSBJ • CSSSPNQL • CNA • OPPQ • OTSTCFQ 	Aucun budget n’est associé à ce comité	<p>Les travaux sont en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux, qui représentent cinq chantiers distincts correspondant aux recommandations du Rapport du Comité de travail sur l’application du projet de loi 21 (<i>Loi modifiant le Code des professions et d’autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines</i>) sont en cours d’élaboration. <p>Comité directeur : trois rencontres Groupes de travail : quinze rencontres</p>
Comité interministériel sur la formation en ligne sur les réalités autochtones	<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller le SAA dans la mise en place d’une formation générale accessible en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l’État et des secteurs public et parapublic (mesure 1.1.18 du <i>Plan d’action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> • MJQ • MSSS • MEQ • MES • MAMH • MSP • MTESS 	Aucun budget n’est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Production d’un devis de projet ayant servi à l’appel de projets. • Le comité interministériel a aussi servi de comité de sélection de projets pour le choix d’un partenaire universitaire qui aura le mandat de produire la formation en ligne.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur les camps autochtones	<ul style="list-style-type: none"> Conseiller le gouvernement au sujet de l'établissement de camps autochtones sur les terres du domaine de l'État, à l'extérieur du territoire d'application des conventions en milieu nordique. 	<ul style="list-style-type: none"> MERN MFFP MJQ MELCC MAMH 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer, à la lumière de la jurisprudence en cette matière, une approche gouvernementale au regard des camps autochtones sur les terres du domaine de l'État.
Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique	<ul style="list-style-type: none"> Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et ententes en milieu nordique; Conseiller les ministères et les organismes lorsqu'ils doivent adopter des mesures ou négocier et mettre en œuvre des conventions et ententes en milieu nordique; Établir des positionnements gouvernementaux prenant appui sur l'interprétation de certaines dispositions des conventions et ententes en milieu nordique; Assurer le respect des dispositions et des cadres mis en place par les ententes en milieu nordique, par toutes les parties signataires; Assurer la coordination et le partage d'information entre les ministères et organismes sur les dossiers de mise en œuvre actifs; Contribuer à adapter ou à élaborer le programme de formation pour assurer le développement de la relève et la diffusion de la connaissance au sein du gouvernement du 	<ul style="list-style-type: none"> MERN MFFP MJQ MELCC 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> Le comité s'est réuni à deux reprises en 2021-2022 et des travaux de sous-comités se sont poursuivis. À ce titre : <ul style="list-style-type: none"> Le Sous-comité interministériel de réflexion sur la consultation en milieu nordique a pour objectif de mettre de l'avant un mécanisme de concertation interministérielle afin de dégager des pistes de solution favorisant la cohérence gouvernementale face à ces enjeux. Il est responsable d'analyser les cas qui lui sont soumis par le Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique ou par le GIS-Consultation. Le sous-comité pourra également, au besoin, solliciter l'avis et l'expertise du GIS-Consultation ou l'assister lorsqu'une expertise en milieu nordique sera pertinente et faire des recommandations au SAA pour orienter les ministères responsables des consultations et s'assurer qu'ils comprennent bien le rôle des différents mécanismes prévus. Le sous-comité a démarré l'analyse approfondie des aspects consultatifs des chapitres 22, 23 et 24 de la <i>Convention de la Baie-James et du Nord québécois</i>. Il s'est réuni à deux reprises. Le sous-comité sur l'application des lois du Québec en terres de la catégorie I s'est formé à l'occasion d'une rencontre,

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	Québec.			ayant permis de développer un document d'information et de positionnement soumis à la recommandation du Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique. Ce sous-comité s'est réuni une seule fois en 2021-2022.
Comité interministériel sur l'application de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement	<p>Institué en novembre 2021 sous la coordination de la Direction de soutien aux familles du Secrétariat aux affaires autochtones, le comité interministériel a pour principaux mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de suivre l'application de la Loi sur une base régulière en recevant, à l'occasion de chacune de ses rencontres, un rapport des travaux effectués par la Direction de soutien aux familles; • d'assurer, par la participation active de chacun des ministères et organismes membres, la cohérence et la pertinence de l'action gouvernementale auprès des familles visées par la Loi; • de collaborer à des travaux spécifiques visant l'application de la Loi, en développant notamment des pratiques pertinentes ou en échangeant les informations nécessaires à leur développement; • de contribuer à l'élaboration du rapport annuel 	<ul style="list-style-type: none"> • MSSS • RAMQ • DEC • MTESS • MJQ • MSP • Bureau du coroner • MEQ • MES • MCC 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Le Comité s'est réuni à deux reprises : le 10 novembre 2021 et le 25 janvier 2022 • Les échanges entre les membres permettent une meilleure concertation en vue d'un soutien aux familles répondant à leurs besoins • Entente en cours de signature avec le DEC • Développement de collaborations visant un accompagnement optimal des familles dans le processus d'exhumation

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	de la Loi et de formuler toute recommandation ou donner tout avis qu'il considère à la Direction de soutien aux familles le concernant.			
Comité interministériel sur les ajouts aux terres de réserves (ATR)	<ul style="list-style-type: none"> Documenter les enjeux relatifs aux ATR en sol québécois, particulièrement eu égard aux transferts de terres à même des terres privées. Proposer des pistes de recommandation pour y répondre. 	<ul style="list-style-type: none"> MERN MAMH SQRC MJQ 	Aucun budget n'est associé à ce comité.	<ul style="list-style-type: none"> Le comité a déposé les conclusions de ses travaux sous forme de rapport le 31 janvier 2021. Les autorités des ministères participants ont mandaté le comité pour approfondir la piste de recommandation qui a été retenue, soit celle de la négociation d'une éventuelle entente intergouvernementale bipartite entre les gouvernements du Québec et du Canada. Ce nouveau mandat a été complété à l'été 2021. Une invitation a été faite auprès du gouvernement fédéral de mettre en place un forum de discussions sur cette question..
Comité interministériel de suivi sur les pensionnats autochtones	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner les actions des différents ministères et organismes du Québec pour répondre aux demandes des communautés autochtones du Québec en lien avec les anciens pensionnats. 	<ul style="list-style-type: none"> MCC MJQ MSSS MRIF MSP MEQ MES Bureau du Coroner 	Aucun budget n'est associé à ce comité.	<ul style="list-style-type: none"> Le comité s'est réuni le 16 septembre 2021. Des répondants pour le dossier des pensionnats ont été identifiés pour chacun des ministères et organismes participants.

APNQL : Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
 ARK : Administration régionale Kativik
 BAVAC : Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels
 CAA : Centre d'amitié autochtone
 CALACS : Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
 CAVAC : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
 CCQ : Commission de la construction du Québec
 CCSSBJ : Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James
 CDÉPNQL : Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador
 CDRHPNQ : Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec
 CEPN : Conseil en éducation des Premières Nations
 CISSS : Centre intégré de santé et de services sociaux
 CIUSS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
 CLE : Centre local d'emploi
 CNA : Conseil de la Nation Atikamekw

 CSSSPNQL : Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador
 CSJ : Commission des services juridiques
 DEC : Directeur de l'État civil
 DPCP : Directeur des poursuites criminelles et pénales
 FAQ : Femmes autochtones du Québec
 GNC : Gouvernement de la nation crie
 IDDPNQL : Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
 IT : Institut Tshakapesh
 MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
 MCC : Ministère de la Culture et des Communications
 MEQ : Ministère de l'Éducation
 MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
 MEI : Ministère de l'Économie et de l'Innovation

MELCC : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
 MERN : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
 MFamille : Ministère de la Famille
 MF : Ministère des Finances
 MFFP : Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
 MJQ : Ministère de la Justice du Québec
 MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux
 MSP : Ministère de la Sécurité publique
 MTESS : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

 MTQ : Ministère des Transports

 NNK : Nation naskapie de Kawawachikamach
 OPPQ : Ordre des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec
 OPQ : Office des professions du Québec
 OTSTCFQ : Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
 RAMQ : Régie de l'assurance maladie du Québec
 RCAAQ : Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
 RRSSSN : Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

 SAC : Services aux Autochtones Canada

 SAJ : Secrétariat à la jeunesse
 SAA : Secrétariat aux affaires autochtones
 SCF : Secrétariat à la condition féminine

 SHQ : Société d'habitation du Québec
 SPAQ : Services parajudiciaires autochtones du Québec
 SPN : Société du Plan Nord
 SQ : Sûreté du Québec

 SQRC : Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

42. Pour l'année 2021-2022, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés pour le projet de Résilience Montréal destiné à la population en situation d'itinérance du Square Cabot et de ses environs

Résilience Montréal (RM) a été inauguré le 14 novembre 2019 près du Square Cabot (SC), lieu de convergence de personnes itinérantes et vulnérables, dont un grand nombre d'Autochtones et particulièrement d'Inuits.

RM est un centre de jour à haut seuil d'acceptabilité (admission permise de personnes en situation d'intoxication). Il offre des services d'accueil, d'accompagnement, de dépannage (ex. : nourriture, buanderie) et d'intervention psychosociale. Il loue depuis 2019 des locaux à proximité immédiate du SC.

RM poursuit sa structuration en parallèle de la prestation de ses services.

Le SAA n'a pas annoncé de soutien financier à RM en 2021-2022, mais ses soutiens totalisent 3,7 M\$ depuis sa création, dont 3,6 M\$ en 2020-2021 pour la réalisation d'un projet d'acquisition et d'aménagement d'un nouveau bâtiment avenue Atwater, à environ 600 mètres du SC :

- Ce projet poursuit son cours. Le bâtiment est propriété de RM depuis juin 2021;
- RM attend la réponse à sa demande de 3,8 M\$ à Infrastructures Canada pour compléter le montage financier de la phase aménagement du projet;
- Les travaux débiteront après la complétion du montage financier;
- Le budget total du projet d'acquisition et d'aménagement est de 11,5 M\$;
- Le déménagement de RM dans ses nouveaux locaux est prévu au printemps 2023.

Les soutiens du SAA à RM depuis sa création s'inscrivent dans l'esprit de l'appel à l'action n° 99 « Soutenir financièrement et de façon pérenne les services offerts en milieu urbain aux clientèles itinérantes autochtones » de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens).

Le SAA, dans une perspective plus large, participe activement à la concertation autour de la situation des Autochtones en situation d'itinérance et de vulnérabilité dans le secteur du SC.

Le SAA a, à ce titre, soutenu financièrement le projet de tente Raphaël-André (halte-chaleur) au SC depuis ses débuts en février 2021 :

- Le soutien du SAA à ce projet totalise 77 039 \$ pour 2021-2022;
- Le soutien total du SAA à ce projet depuis ses débuts totalise 122 039 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

43. Pour l'année 2021-2022, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés en matière d'itinérance chez les populations autochtones dans la métropole et ailleurs au Québec

Le SAA contribue, en concertation avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et dans une optique de complémentarité avec celui-ci, au développement et à l'amélioration des services aux Autochtones en situation d'itinérance par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) ou du programme Projets ponctuels autochtones (PPA).

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS 2021-2022	VOLET DU FIA III ou PPA	DURÉE DE L'ENTENTE
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Halte-chaleur au Square Cabot (tente Raphaël-André)	Montréal	77 039 \$	Développement social (DS)	2020-2021 à 2021-2022 (2 ans)
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs (refuge et transition)	Montréal	100 000 \$	Aide aux Autochtones en milieu urbain – Services directs (AAMU-SD)	2021-2022 (1 an)
Projets Autochtones du Québec – Accompagnement des personnes âgées autochtones durant leurs activités de première nécessité.	Montréal	10 000 \$	PPA	2021-2022 (1 an)
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention (centre de jour)	Montréal	62 434 \$	AAMU-SD	2021-2022 (1 an)
The Open Door – Rénovation et aménagement	Montréal	47 854 \$	AAMU-Infrastructures	s. o.
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teioronhióen (Consolidation des services directs au centre de jour et patrouille de rue)	Montréal	77 538 \$	AAMU-SD	2020-2021 à 2021-2022 (2 ans)
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Patrouille Ka'wáhse - Volet métropolitain	Montréal	303 223 \$	AAMU-SD et DS	2021-2022 (1 an)
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal - Services aux victimes	Montréal	62 079 \$	AAMU-SD	2019-2020 à 2021-2022 (3 ans)
Exeko - Médiation culturelle auprès des populations autochtones itinérantes et vulnérables	Montréal	120 000 \$	DS	2020-2021 à 2021-2022 (2 ans)
La Piaule – Le Château de Marie-Ève (logements pour personnes vulnérables à risque d'itinérance)	Val-d'Or	20 000 \$	AAMU-Infrastructures	s. o.
TOTAL		880 167 \$		

En octobre 2021, le MSSS lançait le *Plan d'action interministériel en itinérance (2021-2026)* qui comprenait des investissements de 14 M\$ visant à réduire l'itinérance des Premières Nations et des Inuits, notamment pour les projets de Projets Autochtones du Québec (PAQ), comme la mise sur pied d'un programme de gestion de consommation d'alcool et l'augmentation des places de refuge additionnelles dédiées aux personnes autochtones (PAQ à Montréal et à Val-d'Or).

Un montant de 600 000 \$ pour la réalisation de cet engagement est puisé à même les sommes consacrées à la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

44. Pour l'année 2021-2022, liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés autochtones impliquées dans les manifestations ferroviaires en solidarité avec la communauté wet'suwet'en. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

Pour l'année 2021-2022, il n'y a eu aucune rencontre à ce sujet. Aucune entente n'est intervenue.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

45. État de situation pour 2021-2022 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

Dans les mesures qu'il met en place, le gouvernement du Québec accorde une place prépondérante à l'intérêt de l'enfant et à la préservation de l'identité culturelle des enfants autochtones.

Le projet de loi modifiant la *Loi sur la protection de la jeunesse*, déposé à l'Assemblée nationale le 1^{er} décembre 2021, intègre plusieurs nouvelles dispositions spécifiques aux Autochtones. La Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik a participé étroitement à leur élaboration.

En réponse également à la pénurie de ressources qualifiées qui a été amplifiée par l'entrée en vigueur en 2012 de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines (PL n° 21), le gouvernement du Québec s'est aussi engagé à mettre en œuvre les recommandations du Comité sur l'application du PL 21 au sein des communautés autochtones qu'il a mis sur pied pour proposer des solutions durables.

Globalement, il s'agit de former des ressources issues des Premières Nations et des Inuits pour leur permettre d'acquérir graduellement les compétences et d'obtenir les autorisations requises pour exercer certaines des activités réservées par le PL 21 en lien avec la protection de la jeunesse et les jeunes contrevenants.

La somme totale de 3 M\$ sur cinq ans (2017-2018 à 2021-2022) y est consacrée, dont 805 185 \$ pour la RRSSN.

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (CERP) est venue appuyer ces travaux par son appel à l'action no 106 : « Mettre en œuvre le plus rapidement possible les recommandations du Comité sur l'application du PL 21 au sein des communautés des Premières Nations et des villages inuits ». La Commission Laurent recommande la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission Viens et par le fait même, est en appui cette mesure.

Le gouvernement du Québec s'est aussi engagé à mettre en œuvre d'autres mesures en lien avec les appels à l'action de la CERP et de la Commission Laurent au regard de la protection de la jeunesse.

Pour le détail des différentes mesures mises en place spécifiquement pour le Nord québécois, il revient au MSSS de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

46. Crédits octroyés dans la mise en œuvre du Principe de Joyce.

Aucun crédit n'a été octroyé spécifiquement pour la mise en œuvre du Principe de Joyce.

Toutefois, des crédits ont été octroyés pour favoriser la sécurisation culturelle dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux et répondre ainsi à plusieurs orientations énoncées dans le Principe de Joyce.

Le 6 novembre 2020, un investissement gouvernemental de 15 M\$ a été annoncé sur cinq ans afin de déployer des actions concrètes favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et des Inuits, dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Plus récemment, des mesures ont été annoncées le 25 février 2021 afin de répondre concrètement au décès de M^{me} Joyce Echaquan :

- Déploiement d'une formation obligatoire aux employés du Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière;
- Présence de deux agents de liaison en sécurisation culturelle et navigateurs de services pour la communauté attikamek au centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière occupés par deux personnes de la communauté (entrée en fonction en février et août 2021);
- Création d'un poste d'adjoint à la présidente-directrice générale - relations avec les communautés autochtones (personne issue de la communauté de Manawan, entrée en poste en mai 2021);
- Création d'un poste de commissaire adjoint aux plaintes et à la qualité des services aux communautés autochtones (entrée en fonction en novembre 2021);
- Réservation d'un siège au CA pour une représentante de la communauté (nomination par le ministre en avril 2021).

Ces mesures ont été accompagnées par la création d'un comité de réconciliation, qui vise à assurer un droit d'accès équitable et exempt de discrimination aux services offerts par le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, pour les Atikamekw de Manawan.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

47. Depuis le 9 octobre 2020, la liste des annonces faites par le ministre ventilées par les coûts, les projets retenus et rejetés en plus de faire le bilan et l'état de la mise en œuvre de chacune de ces annonces

Liste des annonces faites depuis le 9 octobre 2020 par le ministre, ventilée par les coûts et l'état de mise en œuvre.

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHONES III du 9 octobre 2020 au 31 mars 2021

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
ADEL - Kebaowek	21 528 \$	Versement
AMIK - Ateliers scientifiques	44 960 \$	Entente de financement
CAAL - Construction du centre multiservices	3 100 000 \$	Versement
CAALT - Otapi	100 000 \$	Entente de financement
CAAM - Patrouille Ka'wáhse (volet métropolitain)	280 761 \$	Versement
CAAM - Patrouille Ka'wáhse (volet métropolitain)	22 462 \$	Versement
CAASÎ - Acquisition et rénovation	600 000 \$	Entente de financement
CAAMW - Agrandissement	228 000 \$	Entente de financement
CAATR - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	200 000 \$	Versement
Camping de la Pointe	375 000 \$	Entente de financement
Centre culturel - Études préparatoires	39 490 \$	Versement
Centre d'affaires Wemotaci	323 000 \$	Entente de financement
Club des petits déjeuners sur communauté	1 200 000 \$	Versement
Coaching dépanneur	17 903 \$	Versement
Décapage Pierre Cloutier	49 387 \$	Versement
Discussions nation à nation	150 000 \$	Entente de financement
Études - Bureau administratif	7 500 \$	Versement
Exeko - Projets autochtones - ville et communauté	100 000 \$	Versement
FFAM - Halte-chaleur au Square Cabot	62 039 \$	Versement
Fondation Kanatha - Le pouvoir d'agir sur soi	27 637 \$	Versement
Formations sur les premiers peuples	36 000 \$	Entente de financement
Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	41 000 \$	Versement

Inventaire d'originaux	52 593 \$	Entente de financement
Isaac's Healing Center	40 000 \$	Entente de financement
Isaac's Healing Center	25 000 \$	Versement
Jason Odjick - Acquisition d'un payloader	110 000 \$	Entente de financement
JN Construction	105 000 \$	Versement
Mise à niveau - Pourvoirie Étamamiou	241 080 \$	Entente de financement
MOS Racks 2.0	100 000 \$	Versement
Nathalie Chantal Consultante	12 336 \$	Versement
Négociation d'une entente nation à nation	140 000 \$	Versement
N'tus soins de la peau et cosmétiques	26 586 \$	Entente de financement
N'tus soins de la peau et cosmétiques	10 968 \$	Versement
Original : Table technique	100 000 \$	Versement
Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 \$	Versement
Plan de développement des loisirs	35 132 \$	Versement
Planification stratégique du développement économique	5 802 \$	Versement
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires	100 000 \$	Versement
Rencontre APNQL	44 473 \$	Versement
Reprise des négociations Entente-cadre	200 000 \$	Versement
Résilience Montréal - Acquisition d'un bâtiment*	3 000 000 \$	Versement
Résilience Montréal - Acquisition et aménagement d'un bâtiment	600 000 \$	Entente de financement
Salle de conditionnement physique	1 000 000 \$	Entente de financement
Soutien à la consultation (MMS)	600 000 \$	Versement
Soutien aux ADEC	300 428 \$	Entente de financement
Soutien aux consultations	190 000 \$	Versement
Spiruline Océanne	150 000 \$	Entente de financement
Spiruline Océanne	100 000 \$	Entente de financement
Table exploratoire	235 549 \$	Entente de financement
Tour de télécommunications	355 904 \$	Entente de financement
Wanaki	24 515 \$	Versement

TOTAL 20-21 14 936 776 \$

*Aide octroyée hors programme via le décret 93-2021

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHONES III DU 1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
Abri pour scène extérieure	73 078 \$	Complété
Achat d'un chargeur	328 000 \$	Entente de financement
Achat d'un complexe modulaire	440 000 \$	Entente de financement
Acquisition de tailles-branches électriques	17 250 \$	Versements
Acquisition d'équipements lourds	357 805 \$	Entente de financement

Acquisition du Café du Village	61 725 \$	Versements
ADEL	208 500 \$	Entente de financement
Agrandissement de la station EKO	858 159 \$	Entente de financement
Aide au développement économique local	48 000 \$	Versements
Améliorations pour le bateau Calypso	175 136 \$	Entente de financement
Aménagement de la cour de l'école	114 110 \$	Entente de financement
Arbrakan inc.	175 825 \$	Entente de financement
Atelier communautaire	945 000 \$	Entente de financement
Atelier Frank Polson	130 240 \$	Entente de financement
Auberge Kuujjuaq Inc.	1 000 000 \$	Entente de financement
Auberge Wemotaci	250 000 \$	Entente de financement
Aupaluk Coop Construction of a new store	1 000 000 \$	Entente de financement
Awacak - Soutien au démarrage des opérations	300 000 \$	Versements
Bobby Cain Tourism - Establishment	94 261 \$	Entente de financement
Brian McGregor Heavy Equipment	125 000 \$	Complété
Buanderie de la péninsule gaspésienne	150 000 \$	Versements
Buanderie de la péninsule gaspésienne	150 000 \$	Entente de financement
Bureau de consultation - Pessamit	555 000 \$	Entente de financement
Bureau de consultation - Kebaowek	920 000 \$	Versements
Bureau de consultation - Uashat-maliotenam	1 066 471 \$	Versements
Bureau de consultation - Lac Simon	645 192 \$	Versements
Bureau de consultation - Wolf Lake	350 000 \$	Entente de financement
Bureau de consultation - Kitcisakik	327 445 \$	Entente de financement
Bureau de consultation - Pikogan	467 117 \$	Entente de financement
Bureau de consultation - Obedjiwan	345 000 \$	Versements
Bureau de consultation - Wendake	650 000 \$	Entente de financement
Bureau de consultation - Manawan	500 000 \$	Versements
Bureau de consultation - Kitigan zibi	160 000 \$	Entente de financement
CAALSJ - Équipements et démarrage Mishtik Escalade	198 267 \$	Entente de financement
CAALT - Projets de la Table locale d'accessibilité	65 356 \$	Versements
CAAMW - Coordonnateur de la lutte au racisme	87 000 \$	Versements
CAAVD - Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	100 000 \$	Entente de financement
CAAVD - Coordination Table locale d'accessibi	28 298 \$	Versements
Camp La Lucarne	24 187 \$	Versements
CDPP - Bâtiment Mishtik Construction	57 080 \$	Entente de financement
Cégep de Sept-Îles - Table locale de Sept-Îles Plan de communication	45 000 \$	Versements
Centre communautaire	2 072 242 \$	Entente de financement

Centre d'expertise ERA	150 000 \$	Versements
CIUSSH-CSIM Table locale Montréal Formation	33 708 \$	Versements
Coaching Dépanneur - Phase 2	50 895 \$	Entente de financement
Community Hall/Youth Center	1 490 926 \$	Entente de financement
Conseiller en développement économique de Wendake	39 346 \$	Versements
Consultations Kawawachikamach	66 258 \$	Complété
Consultations Kawawachikamach	89 386 \$	Versements
Consultations Pont de l'Île-aux-Tourtes	53 430 \$	Entente de financement
Consultations sur la réfection du Pont Mercier	384 861 \$	Versements
Dépanneur Kuzzin - Réservoirs et pompes à essence	350 000 \$	Versements
Development plan Nunavik Furs	48 040 \$	Entente de financement
Économusée Atikuss	150 000 \$	Versements
Émilien Dubé boutique d'artisanat	57 400 \$	Entente de financement
Entreprise d'excavation Dave Newashish	108 500 \$	Versements
Entreprises forestières JFB Inc.	62 500 \$	Entente de financement
Entretien paysager N.Savard	9 721 \$	Versements
Équipements communautaires	73 292 \$	Complété
Etaskwaak 2	150 000 \$	Versements
Étude pour centre des langues	30 625 \$	Entente de financement
Évaluation des entreprise de la PN	20 000 \$	Versements
Expansion de Frank's Storage	168 700 \$	Entente de financement
Expansion Onquata - Rames décoratives	100 000 \$	Entente de financement
Explore avec la Nation innue	45 000 \$	Versements
Festival conte et légende de l'Innuadie	25 000 \$	Complété
FNS - Projets de la FNS	100 000 \$	Versements
Formation en accompagnement	25 000 \$	Versements
Fumoir Etsiesatrata	237 866 \$	Entente de financement
Garage communautaire de Wendake	600 000 \$	Entente de financement
Garage - Travaux publics	1 000 000 \$	Entente de financement
Grand cercle économique des peuples autochtones	361 037 \$	Versements
Groupe EXT	150 000 \$	Entente de financement
Gym the Vault	58 851 \$	Entente de financement
Ice Cream Shop	38 443 \$	Complété
Identification de sites d'intérêt	42 860 \$	Versements
Infrastructures communautaires à Gespeg	874 365 \$	Entente de financement
Inuk Strenght Kuujjuaq Gym	21 200 \$	Entente de financement
Inukjuak Lodging renovation business start-up	60 000 \$	Entente de financement
JMML - Achat de camion	150 000 \$	Complété
K & P Auto Body & Paint	212 060 \$	Entente de financement

K103 Radio Tower	76 751 \$	Entente de financement
KFN Waterfront Masterplan - Phase 1	1 565 657 \$	Entente de financement
Laflesche inc.	1 414 487 \$	Versements
Lazare Tree Service Expansion	91 477 \$	Versements
Les Constructions MacKenzie inc.	225 300 \$	Versements
Les Entreprises forestières JFB Inc.	150 000 \$	Versements
Lumières, terrain de baseball	157 450 \$	Entente de financement
Machinerie multifonctionnelle	50 000 \$	Entente de financement
Mamie's Kitchen	17 271 \$	Versements
MIAJA 2021	50 000 \$	Versements
Mini-scierie	600 000 \$	Entente de financement
Mise en valeur du patrimoine archéologique	20 500 \$	Versements
Mobilisation communautaire contre la Covid-19	67 638 \$	Entente de financement
Mohawk Island Vacations	250 000 \$	Entente de financement
Moorhouses Logistics and expiditing upgrades	120 750 \$	Entente de financement
Motel Madame Ruby	954 000 \$	Entente de financement
Multi-purpose facility construction	1 000 000 \$	Entente de financement
Naskapi Cultural Site - Ka-mamuiitananuch	475 000 \$	Entente de financement
Navire touristique	329 100 \$	Versements
Négociateur pour Wendake	23 945 \$	Versements
Nord du 60° parallèle	107 500 \$	Versements
Nunami Inuit Board Game	20 000 \$	Entente de financement
Nunavik Rotors Staff Housing in Kuujjuaq	1 000 000 \$	Entente de financement
Opus - Chef à domicile et service de traiteur	3 950 \$	Versements
Observatoire québécois des inégalités - Recherche impact pandémie sur populations vulnérables	55 000 \$	Versements
Pahin électrique inc.	400 000 \$	Entente de financement
Pêcherie Georges Gingras Nicolas	58 250 \$	Entente de financement
Pêcherie Vincent Brière	8 900 \$	Versements
Pêcherie Vincent Brière	165 800 \$	Entente de financement
Pimose	50 000 \$	Entente de financement
Plan d'affaires - Compagnie d'excavation et de foresterie	24 616 \$	Entente de financement
Plans, devis et signature architecturale	50 275 \$	Versements
Politique de consultation naskapie	8 295 \$	Versements
Pourvoirie Johny and Billy Cain	36 019 \$	Entente de financement
Programme de sensibilisation "Sous le Shaputuan"	15 000 \$	Versements
Pyramid Camp (achats de bateau)	20 864 \$	Entente de financement
Qimutjuit men's association of Kuujjuarapik	300 000 \$	Entente de financement

Reconstruction du Centre administratif et communautaire	1 942 225 \$	Entente de financement
Redmanz Market	8 188 \$	Complété
Réfection de l'église de Wendake	40 663 \$	Versements
Refuge Epgwa's'g	40 825 \$	Versements
Rénovation du centre administratif	393 666 \$	Entente de financement
Rénovation et réaménagement des bureaux administratifs	436 841 \$	Entente de financement
Rénovation radio communautaire	133 000 \$	Entente de financement
Rénovations du centre communautaire de Listuguj	307 000 \$	Entente de financement
Réservoir à homards pour le Lobster Hut	54 000 \$	Versements
Resto-Boutique Poissonnerie Wolastoqey	300 366 \$	Entente de financement
Restructuration Allen Gordon Outfitting Camp	31 625 \$	Entente de financement
Reviving Kanesatake Radio	150 157 \$	Versements
RKR Business Plan	2 800 \$	Complété
Roulotte - Expansion du bureau du Conseil de bande	94 520 \$	Entente de financement
Salluit Landholding Corporation - Kuujjuaraapik	1 025 000 \$	Entente de financement
Serres communautaires	28 893 \$	Entente de financement
Sowilo Sportswear	15 399 \$	Versements
SPAQ - Inukshuk	36 000 \$	Versements
Sugarbush Quota and Planning	3 056 \$	Versements
Support - Grand cercle économique des peuples autochtones et du Québec	116 447 \$	Versements
Table technique en sécurité publique	79 310 \$	Versements
Tasha's Foodtruck	130 391 \$	Entente de financement
Terres en vues - Festival international Présence autochtone 2021	85 000 \$	Versements
Tipi de Pikogan - Parc thématique Anisipi	186 000 \$	Versements
Toit pour la patinoire	612 018 \$	Entente de financement
Tracteur industriel de gespeg	32 917 \$	Versements
Transition culturelle et linguistique	44 240 \$	Versements
Transport Nicolas et fils	62 500 \$	Entente de financement
Transports Nitaskinan	26 690 \$	Entente de financement
Vitrerie Shakashtueu	150 000 \$	Versements
Wanaki - 2021-2022	88 347 \$	Versements
Wapikoni mobile - Consolidation et développement	150 000 \$	Versements
Willie et Daniel Gadbois Camp Facilities	745 000 \$	Entente de financement
Winifred Design	15 675 \$	Entente de financement
Wolf Crafts	26 251 \$	Versements
École des dirigeants des Premières Nations*	10 000 000 \$	Versements

TOTAL 21-22 50 607 126 \$

GRAND TOTAL FIA III 65 543 902 \$

*Aide octroyée hors programme via le décret 281-2022

**PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES
DU 20 OCTORE 2020 AU 31 MARS 2021**

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
Acquisition du vieux cimetière de Nutashkuan	7 273 \$	Complété
Archéologie 2.0 à Blanc-Sablon	5 000 \$	Versement
Atelier sur les changements climatiques au Nunavik	20 000 \$	Complété
Balado - Réconciliation culturelle, saison 1	5 000 \$	Versement
Court film L'Étrange	5 000 \$	Versement
Festival International du Film Ethnographique	920 \$	Complété
Inuuunga - Capsules prévention suicide	5 000 \$	Versement
Journée nationale des Autochtones - CAALT	2 000 \$	Versement
Marché public de Pointe-à-Callière	5 000 \$	Complété
Spectacle du temps des fêtes	10 000 \$	Versement
Sport Camps Puvirnituk	5 000 \$	Complété
Table locale Val-d'Or - Lac-à-l'épaule	11 702 \$	Complété
9 ^e Salon du livre des Premières Nations	10 000 \$	Versement
21 ^e Semaine contre la discrimination raciale	3 000 \$	Versement
TOTAL 20-21	94 895 \$	

**PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES
DU 1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022**

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
10 ^e anniversaire de Kiuna	5 000 \$	Versement
10 ^e Salon du livre des Premières Nations	10 000 \$	Versement
22 ^e Semaine pour l'élimination de la discrimination raciale	3 000 \$	Versement
30 ^e édition des activités annuelles au Lac Dozois	6 000 \$	Complété
37 ^e édition du Festival innu Nikamu	5 000 \$	Versement
40 ^e anniversaire de la radio Kitotakan	5 000 \$	Complété
Aarsiq week in Puvirnituk	5 000 \$	Complété
Appel aînés bientraitance - Promotion de la dignité et de l'autonomie des aînés autochtones	10 000 \$	Versement
Appel aînés - Transmettre et valoriser les savoirs traditionnels aux enfants	9 660 \$	Versement
Appel aînés - Elders teachings	10 000 \$	Versement
Appel aînés - Traditional food knowledge	10 000 \$	Versement
Appel aînés - Wettaqia'tijig (Sharing Common Descent)	10 000 \$	Versement
Appel bientraitance aînés - Kagidadj	10 000 \$	Versement
Assemblée de fondation d'Awacak	5 000 \$	Versement
Biennale en art visuel	7 500 \$	Complété
Bourses Yatsayoncha'	4 000 \$	Complété
Colloque CLE en foresterie autochtone	15 100 \$	Versement
Comité de concertation en santé et bien-être des hommes autochtones	5 000 \$	Complété
Contrées (pas si) sauvages	5 000 \$	Versement
Coordination d'un numéro de la revue Le Monde Forestier, partie 2	2 500 \$	Complété
Développement de la zone forestière faunique récréative	50 000 \$	Versement
École d'été du CIÉRA	3 750 \$	Versement
Entre le son des vagues et le rêve innu, 4 ^e édition	10 000 \$	Complété

Événement commémoratif "Là où le soleil se lève"	50 000 \$	Complété
Festival de la Paix de Victoriaville	5 000 \$	Complété
Festival de Manawan	3 000 \$	Complété
Fête de Noël communautaire	3 000 \$	Versement
Fête des récoltes	2 000 \$	Versement
Financement du CDFM de Wendake	40 000 \$	Versement
Girls Inc.	11 469 \$	Complété
Girls Inc.	15 000 \$	Complété
Initiation à la pêche à la mouche	25 000 \$	Versement
It's time for women voice	5 000 \$	Versement
Jardin collectif par les artistes autochtones	5 000 \$	Complété
JNA 2021 CAALT : Nikwemes	2 000 \$	Complété
JNA parc Saint-Michel	2 000 \$	Complété
Journée autochtone du FIFEQ	3 500 \$	Complété
Journée nationale des Autochtones	4 500 \$	Complété
Journée nationale des Autochtones- NWSM	2 000 \$	Versement
Kuei! Nutam!	5 000 \$	Versement
La Symphonie du Fleuve	5 000 \$	Versement
Location d'une roulotte	16 875 \$	Versement
Marché public dans l'ambiance du 18 ^e siècle	5 000 \$	Complété
Marguerite - la traversée	5 000 \$	Versement
Mettre en lumière les richesses des Premières Nations	5 000 \$	Complété
Mundial Montréal	5 000 \$	Versement
Murale autochtone à Trois-Rivières	5 000 \$	Versement
Ndakina - les Abénakis dans les Cantons-de-l'Est	5 000 \$	Complété
Nos ancêtres les oiseaux	5 000 \$	Versement
Nutshimitv - Le blanc des perdrix et des périls	2 000 \$	Complété
Ouje's Maamuitaau - Festival	12 000 \$	Complété
Parcelle de jardinage pour sécurité alimentaire	10 000 \$	Complété
Partage de savoirs scientifiques	5 000 \$	Versement
Pictogrammes autochtones	5 000 \$	Versement
Pimiki - Ateliers piquants de porc-épic	3 000 \$	Complété
Promotion de la santé, perspective autochtone	20 000 \$	Versement
Rencontre annuelle Chaire UNESCO	5 000 \$	Versement
Spectacle « L'enclos de Wabush »	5 000 \$	Complété
Spectacle du temps des fêtes	10 000 \$	Versement
Sports Camp	4 796 \$	Complété
Traduction - Télesh Métatash, la reine des bois	5 000 \$	Versement
Trousse de sensibilisation CSQ	5 000 \$	Complété
TOTAL 21-22	538 650 \$	
GRAND TOTAL PPA	633 545 \$	

NOTE :

Pour les annonces ayant trait aux réponses à la Commission Viens et l'Enffada, se référer à la fiche no 6.

LISTE DES REFUS DEPUIS LE 9 OCTOBRE 2020

PROGRAMME / PROJET

Fonds d'initiatives autochtones III

Kina8at - Centre culturel autochtone	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Mohawk Marina	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Corporation de développement des Premiers Peuples Développement organisationnel	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

Projets ponctuels autochtones

Accents Autochtones à Mondial Montréal 2020	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
---	---

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

48. Bilan du déploiement de la somme de 15 millions de dollars afin de prévoir des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et des Inuits dans le réseau de la santé et des services sociaux. Fournir notamment :
- a) le nombre de personnes qui ont bénéficié de cette annonce;
 - b) le nombre de formations qui ont été offertes aux gestionnaires et aux intervenants;
 - c) le nombre d'agents de liaison et de navigateurs de service déployés.

a) Nombre de personnes qui ont bénéficié de cette annonce

Information non disponible.

b) Nombre de formations offertes aux gestionnaires et aux intervenants

Le 1^{er} juin 2021, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) rendait accessible aux employés du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) la formation obligatoire de « sensibilisation aux réalités autochtones » (90 119 employés formés au 22 mars 2022).

Le MSSS déploie également la formation en sécurisation culturelle « Tikinagan » pour le secteur Jeunes en difficulté (mandat confié à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue).

L'offre de formation du MSSS s'inscrit en complémentarité avec les initiatives locales de formation. Au printemps 2021, une collecte d'information a été menée auprès des établissements afin de dresser un état des lieux des formations sur cette thématique dispensées dans le RSSS. Dans le cadre de cet exercice, près d'une trentaine d'initiatives de formation destinées aux gestionnaires et aux intervenants du RSSS a été rapportée.

c) Nombre d'agents de liaison et de navigateurs de service déployés

Répartition des agents de liaison et des navigateurs de services au 22 mars 2022

	Agents de liaison (AL)		Navigateurs de services (NS)	
	# postes AL en dotation	# AL embauchés	# postes NS en dotation	# NS embauchés
02-CIUSSS Saguenay—Lac-Saint-Jean		2	1	1
03-CIUSSS Capitale-Nationale		1		
03-CHU de Québec		1	1	
04- CIUSSS Mauricie—Centre du Québec		1	1	
06-CIUSSS Centre-Sud de l'Île de Montréal	1	2	3	
07-CISSS Outaouais		1	1	1
08-CISSS Abitibi-		1	1	1

Témiscamingue				
09-CISSS Côte-Nord	1	1	2	
10-CRSSH Baie James		1	1	
11-CISSS Gaspésie	1		1	
14-CISSS Lanaudière		1		2
TOTAL	3	12	12	5

Note : Les crédits en sécurisation culturelle permettent de financer douze postes d'agents de liaison et douze postes de navigateurs de services de 2021-2022 à 2024-2025. Les postes supplémentaires sont assumés par les établissements du RSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

49. État d'avancement de la construction du nouveau Centre d'amitié autochtone de Lanaudière. Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.
-

Un soutien de 3,1 M\$ du Secrétariat aux affaires autochtones a été annoncé en 2020-2021 au Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL) relativement à son projet de relocalisation dans une construction neuve.

Ce soutien, réalisé par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III, volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures, a constitué le premier engagement financier d'envergure en vue de la réalisation de ce projet évalué à 18,5 M\$.

Les locaux désormais plus spacieux permettront au CAAL d'accroître son offre de services. Il prévoit notamment aménager :

- des bureaux d'intervention ainsi qu'une salle et une cuisine communautaires;
- des locaux pour la valorisation de l'histoire, des arts et des cultures autochtones;
- des espaces pour des activités d'économie sociale;
- des salles qui pourraient être partagées avec des partenaires;
- des locaux consacrés à sa clinique Mirerimowin;
- une annexe résidentielle (26 logements);
- un centre de la petite enfance (35 places), une halte-garderie et une salle de jeux;
- des locaux administratifs.

Le CAAL poursuit ses démarches en vue d'identifier des partenaires financiers. Environ 75 % du montage financier est complété.

Le CAAL est notamment épaulé par le Groupe d'aménagement de logements populaires de Lanaudière, un groupe de ressources techniques local. Le CAAL jouit également de la collaboration du Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, qui va donner à l'organisme le terrain sur lequel le bâtiment sera construit. La cession officielle du terrain est d'ailleurs prévue au courant des prochains mois.

Le processus d'appel d'offres en vue de l'octroi des contrats liés à la construction du nouveau bâtiment n'est pas débuté, tout comme la construction elle-même.

La complétion du projet est actuellement prévue pour l'hiver 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

50. Bilan et crédits octroyés à la mise en œuvre de la table politique conjointe présidée par le ministre et le chef de l'APNQL. Fournir notamment :
- a. Le nombre de rencontres ;
 - b. Les projets et dossiers sur lesquels des discussions ont lieu ;
 - c. Les annonces découlant de cette table ;
 - d. Le nombre de rencontres avec le premier ministre du Québec dans le cadre de cette table ;
-

a) Le nombre de rencontres

La table APNQL-Québec s'est réunie à sept reprises au cours de l'année 2021-2022. Des ministres du gouvernement du Québec étaient présents à quatre de ces rencontres; les trois autres rencontres ont pris la forme de « tables techniques » traitant de dossiers sectoriels spécifiques et réunissant des représentants de niveau administratif.

b) Les projets et dossiers sur lesquels des discussions ont lieu

Les discussions ont principalement porté sur deux dossiers : la santé et les services sociaux ainsi que la sécurité publique.

c) Les annonces découlant de cette table

Il n'y a eu aucune annonce découlant des travaux de la table.

d) Le nombre de rencontres avec le premier ministre du Québec dans le cadre de cette table

Le premier ministre du Québec était présent lors de la première rencontre de la table APNQL-Québec, le 19 mars 2021. Il n'a participé à aucune des rencontres ayant eu lieu au cours de l'année 2021-2022, celles-ci ayant porté sur des dossiers sectoriels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

51. Bilan de la construction de trois centres d'hébergement dans le cadre de l'attribution d'une aide financière de 18,4 M\$ à la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ). Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.

La construction de trois centres d'hébergement (aussi appelés « milieux de vie communautaires ») pour étudiants autochtones matérialise la mise en œuvre de la mesure 1.1.6 du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) : « Soutenir la mise en place de deux projets pilotes de centres d'hébergement pour les étudiants autochtones ». Bien que le Plan d'action se déployait sous la coordination du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), la mise en œuvre de cette mesure relevait de la responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur (MES; avant le mois de juin 2020, cette responsabilité incombait à l'ancien ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur).

Dans le cadre de la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics par le gouvernement du Québec (CERP), de même qu'en réponse à l'intérêt et aux besoins exprimés par les milieux locaux, le gouvernement du Québec a annoncé, le 27 novembre 2020, une bonification du financement associé à la mesure 1.1.6. En effet, l'entente intervenue avec la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ) prévoit le versement supplémentaire d'une subvention de 18,4 M\$ sur cinq ans, accordée à même l'enveloppe gouvernementale de 200 M\$ visant à répondre aux recommandations des différentes commissions d'enquête, dont la CERP. Cette bonification permettra notamment la construction d'un troisième centre d'hébergement. Rappelons que la SIRCAAQ, à titre de société immobilière apparentée au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, a été mandatée par le MES aux fins de construction et de gestion des futurs centres d'hébergement.

L'investissement supplémentaire annoncé le 27 novembre 2020 s'ajoute donc à la somme de 4,2 M\$ octroyée à l'occasion du lancement du Plan d'action en juin 2017 et ayant servi à la réalisation des analyses préalables et à la conception des projets. De surcroît, la Société du Plan Nord a confirmé son appui au projet de centre d'hébergement à Sept-Îles à l'occasion du lancement du Plan nordique 2021-2023. Dans ce contexte, le soutien financier total publicisé par le gouvernement du Québec lors des différentes annonces susmentionnées, au bénéfice de la construction et de l'opération des trois centres d'hébergement, se porte désormais à 22,6 M\$ (nonobstant les soutiens financiers additionnels du SAA, de la Société d'habitation du Québec et de certains autres bailleurs de fonds gouvernementaux). De cette somme, un montant de 900 000 \$ sur trois ans, soit de 2022-2023 jusqu'en 2024-2025, est réservé pour chacun des projets à Sept-Îles et à Trois-Rivières aux fins du déploiement de divers services d'appoint. Par ailleurs, un montant de 600 000 \$

sur cinq ans (2020-2021 à 2024-2025) a été réservé au bénéfice de la SIRCAAQ pour la coordination du processus de réalisation des trois projets.

Alors qu'un premier centre d'hébergement de 32 unités sera situé à Sept-Îles, sur le campus du Cégep de Sept-Îles, un second centre d'hébergement de 42 unités sera quant à lui situé près du Cégep de Trois-Rivières. Au terme d'un appel de candidatures réalisé au début 2021, il a été déterminé que l'emplacement du 3^e centre d'hébergement pour étudiants autochtones sera sur les terrains de l'Université Laval à Québec.

Ces projets, déployés dans un esprit de collaboration avec les milieux locaux visés, doivent offrir des logements à prix modique à des élèves adultes et étudiants autochtones. Chaque centre d'hébergement proposera un environnement culturellement adapté afin de promouvoir la réussite scolaire et faciliter l'arrivée en milieu urbain. Il est entendu qu'en plus d'offrir des logements abordables, des services culturellement pertinents et intégrés seront offerts aux locataires et aux membres de leurs familles afin de réduire les obstacles à la réussite scolaire et de s'assurer que le retour ou la poursuite des études soient un succès pour tous.

Au titre de la contribution d'autres ministères et organismes québécois, le ministère de la Famille a octroyé des places subventionnées afin que les deux centres d'hébergement à Sept-Îles et à Trois-Rivières puissent accueillir en leur sein des installations de centre de la petite enfance (39 places subventionnées pour le projet à Sept-Îles et 37 places subventionnées pour le projet à Trois-Rivières). Notons également la participation financière (outre celle du ministère de l'Enseignement supérieur détaillée précédemment) de la Société d'habitation du Québec (pour les projets à Sept-Îles et Trois-Rivières), de la Société du Plan Nord (pour le projet à Sept-Îles), du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (pour le projet à Trois-Rivières, par l'entremise du FARR) et du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (pour le projet à Trois-Rivières, par l'entremise du programme ClimaSol-Plus).

Le SAA, pour sa part, a octroyé des soutiens totalisant 1,2 M\$ en 2021-2022 à la SIRCAAQ, soit 600 000 \$ pour le projet de Sept-Îles et 600 000 \$ pour le projet de Trois-Rivières, le tout par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III, volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures. Ces soutiens sont dédiés à l'aménagement d'espaces communautaires au sein des centres d'hébergement. Rappelons que le SAA ne réalise pas d'investissements directs en matière de logement.

Bilan du projet de centre d'hébergement à Sept-Îles

- Le centre d'hébergement sera situé sur les terrains du Cégep de Sept-Îles;
- Le montage financier est complété (le coût total du projet est évalué à 23,3 M\$);
 - Notons un soutien du SAA de 600 000 \$ pour l'aménagement d'espaces communautaires;
- Les travaux de construction avancent à un rythme accéléré depuis l'été 2021;
- L'élaboration des critères de sélection a cours et le processus de sélection des futurs locataires a été lancé;
- La fin des travaux de construction est toujours prévue pour juillet 2022 et l'accueil des premiers étudiants autochtones est prévu pour le mois d'août 2022 (à temps pour la rentrée scolaire 2022).

Partenaires privés ou entreprises impliquées dans le projet septilien :

- Cité des Bâisseurs (groupe de ressources technique);
- BGLA architecture + design urbain;
- LGT – Ingénierie-conseil;
- Les Constructions Béland & Lapointe inc.

Bilan du projet de centre d'hébergement à Trois-Rivières

- Acquisition du terrain effectuée le 22 décembre 2021, lequel est situé près du Cégep de Trois-Rivières et de certains établissements scolaires;
- Plans et devis complétés à 100 % le 4 février 2022;
- Le montage financier est complété (le coût total du projet est évalué à 28,4 M\$);
 - Notons un soutien du SAA de 600 000 \$ pour l'aménagement d'espaces communautaires;
- **Prochaines étapes à noter :** déboisement et décontamination du site (mars à mai 2022) et début du chantier de construction en juin 2022;
- La fin des travaux de construction est prévue pour l'été 2023 et l'accueil des étudiants et des familles autochtones est prévu pour le mois d'août 2023 (à temps pour la rentrée scolaire 2023).

Partenaires privés ou entreprises impliquées dans le projet trifluvien :

- Habitations populaires du Québec (GRT);
- Consortium d'architectes : Grand Conseil de la Nation Waban-Aki, Doucet + Turcotte architectes inc. et Les architectes Jacques & Gervais;
- Ashini consultant, Ingénierie.

Bilan du troisième projet de centre d'hébergement

- Suivant un appel de candidatures réalisé au début 2021, c'est la candidature de l'Université Laval à Québec qui a été retenue aux fins de construction du troisième projet de centre d'hébergement;
- De manière préliminaire, il est question d'un projet de 80 unités avec espaces communautaires doté d'un budget estimé à un peu plus de 40 M\$;
 - Le SAA n'a pas été sollicité à ce jour pour une participation financière à l'aménagement d'espaces communautaires;
- Au titre des derniers développements, notons la mise sur pied d'une structure de gouvernance aux fins de supervision du développement du projet, et ce, par l'entremise d'un comité directeur (constitué de l'Université Laval, de la SIRCAAQ, du MES et des quatre cégeps de la région de Québec) et d'un comité de déploiement (devant être constitué d'un certain nombre de partenaires locaux et ministériels, dont le SAA);
- De même, le GRT *Action Habitation Québec* a été sélectionné aux fins d'accompagnement du projet et des consultations auprès des étudiants.es autochtones de l'Université Laval et des cégeps de la région de Québec ont été réalisées;

- **Prochaines étapes à noter** : production d'un programme fonctionnel et technique (nombre d'unités de logement, typologies, services et activités requis, etc.) pour l'été 2022, établissement d'un montage financier (2022-2023) et réalisation des travaux de construction (2023-2025);
- La livraison de ce troisième centre d'hébergement est prévue pour l'été 2025.
- **Investissement initial du MES dans le troisième projet**: un budget de 5 M\$ est disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

52. Bilan de la prestation de 18,6 M\$ pour améliorer les services de police auprès des citoyens autochtones? Les initiatives élaborées;
- a. L'état de situation des Corps de police autochtone (CPA) établie par l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec ;
 - b. La formation initiale en place en patrouille-gendarmerie volet autochtone ;
 - c. Le nombre de policiers autochtones formés ;
 - d. L'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec ;
 - e. Formation offerte aux CPA en matière de violence conjugale, d'agression sexuelle et de violence intrafamiliale ;
 - f. Nombre d'agents de liaison et agents de services correctionnels ;
 - g. Le niveau de bonification de la prestation de services aux CPA par l'intégration d'agents de liaison au sein du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) et au bureau du Commissaire à la déontologie policière (CDP) ;
 - h. Formation disponible sur la réalité autochtone qui sera conçue et offerte aux agents des services correctionnels afin qu'ils aient une meilleure compréhension de la réalité autochtone.

Ces crédits relèvent du ministère de la Sécurité publique (MSP), qui sera le mieux placé pour en rendre compte. Notons tout de même les éléments suivants.

Concernant les sous-points a) et b), une entente a été signée avec l'Association des directeurs de police des Première Nations et des Inuits du Québec pour la mise en place d'une structure de services partagés. Ceci lui a notamment permis d'embaucher trois ressources qui peuvent appuyer l'ensemble des CPA du Québec.

Les services d'un consultant ont été retenus pour réaliser cet état de situation. La cueillette des informations auprès des communautés débutera dès que nous aurons le feu vert des chefs par l'entremise de la table technique de l'APNQL. Dans l'attente de cette rencontre, le MSP travaille à consolider les informations déjà disponibles au sein du ministère.

Concernant la formation initiale en place en patrouille-gendarmerie volet autochtone (point c)); Cette mesure vise à accroître l'accessibilité au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie des aspirants policiers autochtones embauchés par les CPA, en assurant les frais de formation initiale de ceux-ci. Depuis le 1^{er} avril 2021, le gouvernement du Québec défraie ces coûts de formation pour 24 aspirants policiers autochtones par année.

Six candidats de la cohorte francophone (point d) qui avait débuté le 7 septembre 2021 ont gradués le 17 décembre 2021. La prochaine cohorte

francophone est prévue pour débiter le 11 avril 2022. Une cohorte formée de sept candidats anglophones a débuté le 10 janvier 2022.

En ce qui concerne l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) (point e), voici les chiffres recensés. Du 1^{er} avril au 28 février 2022, 426 policiers issus des CPA ont participé à des formations de perfectionnement professionnel (46 cours différents), ce qui représente une augmentation de près de 12 % depuis 2019. Il est à noter que certaines formations prévues ont dû être annulées à cause de la situation sanitaire (Covid-19). Depuis le 1^{er} avril 2021, le gouvernement du Québec défraie les coûts de la formation de perfectionnement professionnel à l'ENPQ pour les policiers autochtones.

Le point f), quant à lui, concerne la formation offerte aux CPA en matière de violence conjugale, d'agression sexuelle et de violence intrafamiliale. Le MSP indique que le contenu de cette formation est en voie d'être finalisé. Les trois premières séances de formation devraient être déployées entre avril et juin 2022 (si la situation sanitaire le permet).

Le sous point g) concerne le nombre d'agents de liaison et agents de services correctionnels. Le MSP indique que, présentement, le Bureau des enquêtes indépendantes, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), le Commissaire à la déontologie policière (CDP) et la Sûreté du Québec ont des postes d'agents de liaison autochtones.

En ce qui concerne le domaine correctionnel, des services d'accompagnement ont été mis en place dans dix établissements de détention ciblés. Cet accompagnement vise à offrir aux personnes autochtones en établissement de détention les services et les conditions les plus favorables à l'amorce d'un processus de réhabilitation ou de guérison, à l'aide d'une approche culturellement adaptée.

Quant au point h), l'opposition officielle réclame de l'information concernant le niveau de bonification de la prestation de services aux CPA par l'intégration d'agents de liaison au sein du LSJML et au bureau du CDP.

Le MSP indique que les agents de liaison du LSJML et du CDP ont effectué des présentations au Colloque annuel de l'Association des directeurs de police des Premières Nations et des Inuits du Québec de décembre 2021.

Du côté du LSJML, une journée de formation a eu lieu le 18 novembre 2021 avec le Service de police Eeyou-Eenou et le LSJML a fait diverses interventions pour inciter les CPA à utiliser leur plateforme de demandes d'expertise en ligne.

Du côté du CDP, le dépliant d'information général sur la déontologie policière a été traduit en quatre langues autochtones (cri de l'Est, inuktitut, atikamekw et innu) et est présentement en voie d'être accessible en anishnabe. Des séances d'information et de sensibilisation aux processus de déontologie policière à l'intention des conseillers parajudiciaires autochtones ont été réalisées les 29 septembre 2021 et 8 mars 2022.

Finalement le point i) concerne la Formation disponible sur la réalité autochtone qui sera conçue et offerte aux agents des services correctionnels afin qu'ils aient une meilleure compréhension de la réalité autochtone.

Le MSP nous informe que la formation puise une partie du contenu de la formation générale développée par le Secrétariat aux affaires autochtones / MJQ et destinée à l'ensemble de la fonction publique. Le volet abordant les interventions en milieu correctionnel auprès de la clientèle autochtone est présentement développé par les Services parajudiciaires autochtones du Québec, avec la collaboration de la Société Makivik et du Conseil tribal Mamuitun. Les premiers agents seront formés en mai 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

53. Bilan de M. Paul Girard à titre de négociateur ayant comme mandat d'identifier des pistes de solution aux enjeux de cohabitation entre la municipalité d'Oka et la communauté de Kanesatake. Fournir notamment les crédits octroyés à ce dernier en précisant la source du fonds, et le tout ventilé par poste budgétaire notamment salarial, et en fonctionnement.

Le rôle de M. Paul Girard est d'agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional, et de proposer des solutions au ministre responsable des Affaires autochtones.

Au cours de l'année, plusieurs rencontres et échanges ont eu lieu entre M. Paul Girard et les différents acteurs au dossier, dont le conseil de bande de Kanesatake, des fonctionnaires des gouvernements du Québec et du Canada ainsi que le Conseil municipal d'Oka, afin d'identifier des solutions pour améliorer les relations dans la région. Ces enjeux sont complexes et nécessitent l'implication de toutes les parties.

La durée du contrat est du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2023. La rémunération globale de M. Girard, pour l'exercice financier 2021-2022, a été de 83 398 \$ (81 875 \$ en honoraires professionnels et 1 523 \$ en frais de déplacement et d'hébergement).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

54. État d'avancement du nouveau centre d'hébergement et de soins de longue durée de Wendake.

Wendake connaît un vieillissement rapide de sa population, ce qui requiert une adaptation de l'offre de services de la communauté. Le Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) a donc conçu un projet intégré visant à offrir aux aînés de la communauté les soins et les services dont ils ont besoin au fur et à mesure de l'évolution de leur situation, en raison de leur âge et de leur état de santé. Ce projet de CHSLD, connu sous le nom de projet Tortue, offrira dans un même lieu des logements et des services d'hébergement pour les personnes âgées de la communauté nécessitant des soins et des services modulés selon leurs besoins, ainsi que des services de santé et des services sociaux s'adressant aux gens de la communauté qui sont actuellement logés dans d'autres installations sur le territoire de Wendake.

Le CHSLD de Wendake ouvrira ses portes à l'été 2022, avec une offre de services évolutive et adaptée aux besoins des aînés de la communauté. Le CHSLD de Wendake favorisera l'entraide et le transfert de connaissances entre les résidents et les autres membres de la communauté, dans le respect de la culture et des valeurs autochtones. Les personnes qui sont en perte d'autonomie pourront ainsi recevoir les services dont elles ont besoin dans le milieu où elles ont vécu toute leur vie. Ce CHSLD est privé et non conventionné; il n'est pas considéré comme un établissement du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS). Les impacts concrets d'une demande de la nation huronne-wendat visant l'intégration du CHSLD au RSSS devront être évalués par le CNHW, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

55. Fournir les sommes annoncées en prévention des violences sexuelles, conjugales et familiales en milieux autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués

Dans le budget 2018-2019 du gouvernement du Québec, un montant de 14,4 M\$ a été réservé à la réalisation de mesures en violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits, et ce, pour les années financières 2018-2019 à 2022-2023. Une démarche a été effectuée en collaboration avec dix organisations autochtones afin d'identifier les priorités d'intervention. De ce montant, des projets ont été financés en 2021-2022, sous la coordination du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Le 4 décembre 2020, le gouvernement du Québec annonçait des crédits additionnels de 1,2 M\$ afin d'assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles.

Devant la forte réponse des communautés et organismes autochtones, le gouvernement du Québec a bonifié de 6 M\$ l'appel de projets 2021-2022 en matière de violences sexuelles, et violence conjugale et familiale en contexte autochtone, porté par le SCF. Cette bonification, issue de l'enveloppe réservée à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, a permis de financer un plus grand nombre de projets et d'initiatives provenant des partenaires et organismes autochtones impliqués dans la lutte à la violence faite aux filles et aux femmes et dans l'intégration des hommes comme alliés dans le processus de guérison.

Le dossier sous discussion ne relève pas des crédits budgétaires du Secrétariat aux affaires autochtones et, dans ce contexte, il convient de soumettre les questions qui y sont relatives au SCF, qui en est responsable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

56. Fournir les sommes annoncées pour la réussite et la persévérance des élèves autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.

Le 30 novembre 2021, le ministre responsable des Affaires autochtones et le ministre de l'Éducation ont annoncé un investissement de 19,4 M\$ en vue de mettre en œuvre des mesures pour la réussite et la persévérance des élèves autochtones, en réponse aux recommandations de la commission Viens.

Les mesures faisant l'objet de l'investissement annoncé le 30 novembre 2021 étaient les suivantes :

- La première de ces mesures est relative au financement du matériel scolaire et vise à permettre à des organisations autochtones, en collaboration avec des maisons d'éditions ou autres éditeurs de contenus, de produire du matériel pédagogique complémentaire. Le montant réservé pour cette mesure est 4 100 000 \$;
- La seconde mesure est relative au financement de la révision des programmes. Dans le cadre des travaux que mène le ministère de l'Éducation (MEQ) pour la mise à jour des programmes d'études de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, cette mesure permettrait de financer une partie des coûts liés à l'analyse, aux consultations des experts autochtones, à la rédaction et à la promotion de ceux-ci. Le montant réservé pour cette mesure est 1 095 000 \$;
- La troisième mesure vise à financer un meilleur soutien pour les élèves autochtones, leur famille et leur communauté en favorisant la mise en place de milieux scolaires sécuritaires culturellement et adéquatement formés à l'histoire et aux réalités des Premières Nations et des Inuits, dans l'ensemble du réseau scolaire québécois. Le montant réservé pour cette mesure est 14 234 000 \$.

Le dossier sous discussion ne relève cependant pas des crédits budgétaires du Secrétariat aux affaires autochtones. Dans ce contexte, il convient de soumettre les questions qui y sont relatives au MEQ qui en est responsable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

57. Bilan détaillé du Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes

Le Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec (GCEPAQ) était présenté par l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) et le gouvernement du Québec, et organisé par la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) et le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA).

- Sur des coûts totaux de 867 001 \$, le SAA a contribué au financement de l'événement à hauteur de 477 484 \$ par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III).

Le GCEPAQ offrait deux jours de conférences, de panels de discussions et une table de discussion politique le 26 novembre 2021.

Le 26 novembre 2021, la table politique a permis d'ouvrir les discussions entre les élus des Peuples autochtones et le gouvernement du Québec, notamment sur les enjeux de logement, d'entrepreneuriat, de financement et d'accès aux contrats.

M. Ghislain Picard, Grand Chef de l'APNQL ainsi que 14 Chefs et conseillers élus autochtones ont pris part à ces échanges avec le premier ministre M. François Legault, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, M^{me} Andrée Laforest, la ministre déléguée à l'Économie, M^{me} Lucie Lecours, le ministre des Finances, M. Éric Girard, la présidente du Conseil du trésor, M^{me} Sonia LeBel ainsi que le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière.

À la clôture du GCEPAQ, le 26 novembre 2021, la Déclaration Grand cercle d'engagement pour la pleine participation des Peuples autochtones à l'économie québécoise a été adoptée.

Au terme de l'événement :

- 250 personnes ont participé en présentiel et une centaine en mode virtuel;
- 21 Chefs et conseillers élus autochtones étaient présents à l'événement;
- Près de 120 organisations ont signé la Déclaration Grand cercle d'engagement pour la pleine participation des Peuples autochtones à l'économie québécoise;

Une série de Cercles économiques régionaux feront suite au Grand cercle. Le premier est prévu à Mashteuiatsh en juin 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

58. Bilan détaillé de la table collaborative avec le gouvernement du Québec et Femmes Autochtones du Québec pour favoriser le changement en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.
-

Objectifs

Le gouvernement du Québec accorde une place essentielle aux femmes autochtones. Il souhaite, d'une part, lutter contre les différents facteurs de vulnérabilité touchant les filles et les femmes autochtones et, d'autre part, favoriser une pleine appropriation de leur capacité d'agir afin de leur permettre de contribuer pleinement au développement des communautés et des différents milieux dont elles sont les maillons essentiels. Les femmes ne constituent pas seulement, au sein des communautés autochtones, un groupe vulnérable pour lequel il faut travailler à améliorer les conditions de vie; elles sont aussi de véritables ancres sociaux à l'échelle familiale comme à l'échelle communautaire, dont il importe de valoriser le rôle. Elles portent en elles une immense force de changement qu'il faut actualiser.

C'est pourquoi, le 10 novembre 2021, le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière, et l'ancienne présidente de Femmes Autochtones du Québec (FAQ), M^{me} Viviane Michel, annonçaient la mise en place d'une table collaborative visant à élaborer des solutions au regard d'enjeux prioritaires pour les femmes et les filles autochtones que l'organisation représente, entre autres, en matière de santé, de mieux-être, d'emploi, de pauvreté, de justice, de violence conjugale et familiale ou de lutte au racisme et à la discrimination.

Budget octroyé

Le Secrétariat aux affaires autochtones, par le biais de l'enveloppe Action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones III, soutient la mission globale de FAQ, par la somme de 250 000 \$/année pour les années financières 2017-2022. FAQ reçoit également du financement de plusieurs autres ministères et organismes du Québec concernant des postes de coordination et des projets spécifiques.

Aucun budget supplémentaire n'a été dédié à la Table collaborative, cette dernière visant à identifier les enjeux prioritaires sur lesquels travailler et à mettre en place des solutions durables pour y répondre. En fonction des sujets prioritaires, le Secrétariat aux affaires autochtones s'assurera d'accompagner FAQ afin d'instaurer une concertation et une collaboration avec les ministères et organismes concernés, en vue de soutenir financièrement le développement d'initiatives.

Rencontres

Une rencontre a eu lieu le 14 mai 2021 afin de permettre à M^{me} Viviane Michel, alors présidente de FAQ, d'exposer ses différents besoins au ministre Lafrenière.

Dans le cadre d'une première rencontre de la Table collaborative, qui s'est tenue le 18 novembre 2021, FAQ a fait état de la prochaine assemblée générale annuelle de l'organisme ainsi que de la tournée des nations. Un constat issu de cette dernière est l'importance de s'attaquer à la violence latérale au sein des communautés autochtones. FAQ a également fait état des enjeux de financement que l'organisme rencontre.

Une rencontre a également eu lieu le 20 janvier 2022, avec M^{me} Marjolaine Étienne, à la suite de son élection à la présidence de FAQ. M^{me} Étienne souhaitait se présenter, partager sa vision et ses objectifs de travail à FAQ.

Enfin, lors de la dernière rencontre du 4 avril 2022, les points suivants ont été abordés :

- L'état de l'avancement du prochain plan stratégique de FAQ, qui comprendra une place plus grande à l'*empowerment* des femmes autochtones;
- L'état de situation des travaux du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*;
- Les besoins financiers de FAQ quant à la réalisation de son prochain plan stratégique;
- La participation de FAQ aux instances des Nations Unies sur les questions autochtones;
- Le 50^e anniversaire de FAQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

59. Fournir les sommes annoncées pour la construction de nouveaux milieux de vie pour les étudiantes et étudiants autochtones et leur famille à Québec en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.

À l'occasion du lancement du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) en juin 2017, un financement initial de 4,2 M\$ a été annoncé aux fins de réalisation des analyses préalables et de la conception de deux premiers projets dans les villes de Sept-Îles et Trois-Rivières. Cette annonce a alors permis la mise en œuvre de la mesure 1.1.6 du Plan d'action : « Soutenir la mise en place de deux projets pilotes de centres d'hébergement pour les étudiants autochtones ». La responsabilité de la mise en œuvre de cette mesure relevait du ministère de l'Enseignement supérieur (MES) (MES ; avant le mois de juin 2020, cette responsabilité incombait à l'ancien ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur). Rappelons que la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ), à titre de société immobilière apparentée au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, a été mandatée par le MES aux fins de construction et de gestion des futurs centres d'hébergement.

Or, dans le cadre de la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics par le gouvernement du Québec (CERP), de même qu'en réponse à l'intérêt et aux besoins exprimés par les milieux locaux, le gouvernement du Québec a annoncé, le 27 novembre 2020, une bonification du financement associé à la mesure 1.1.6 du Plan d'action. En effet, l'entente intervenue avec la SIRCAAQ prévoit le versement supplémentaire d'une subvention de 18,4 M\$ sur cinq ans, accordée à même l'enveloppe gouvernementale de 200 M\$ visant à répondre aux recommandations des différentes commissions d'enquête, dont la CERP. Cette bonification permettra notamment la construction d'un troisième centre d'hébergement. En ce qui a trait à ce troisième projet de milieux de vie devant être construit à Québec (sur les terrains de l'Université Laval), un financement initial de 5 M\$ a été subséquemment confirmé par le MES le 8 novembre 2021.

L'investissement supplémentaire annoncé le 27 novembre 2020 s'ajoute donc à la somme de 4,2 M\$ octroyée à l'occasion du lancement du Plan d'action en 2017. De surcroît, la Société du Plan Nord a confirmé son appui au projet de centre d'hébergement à Sept-Îles à l'occasion du lancement du Plan nordique 2020-2023. Dans ce contexte, le soutien financier total publicisé par le gouvernement du Québec, lors des différentes annonces susmentionnées, au bénéfice de la construction et de l'opération des trois centres d'hébergement, se porte désormais à 22,6 M\$ (nonobstant les soutiens financiers additionnels du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), de la Société d'habitation du Québec et de certains autres bailleurs de fonds gouvernementaux). De cette somme, un montant de 900 000 \$ sur trois ans, soit de 2022-2023 jusqu'en 2024-2025, est réservé pour chacun des projets à Sept-Îles et à Trois-Rivières aux fins du

déploiement de divers services d'appoint. Par ailleurs, un montant de 600 000 \$ sur cinq ans (2020-2021 à 2024-2025) a été réservé au bénéfice de la SIRCAAQ pour la coordination du processus de réalisation des trois projets.

Pour sa part, le SAA a confirmé des soutiens financiers totalisant 1,2 M\$ aux projets de Sept-Îles et Trois-Rivières :

- 600 000 \$ au projet de Sept-Îles (budget total de 23,3 M\$) par le biais du Fonds d'initiatives III (FIA III), volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures (AAMU-Infras);
- 600 000 \$ au projet de Trois-Rivières (budget total de 28,4 M\$) par le biais du FIA III, volet AAMU-Infras;
- Le SAA n'a pas reçu de demande de soutien financier à ce jour pour le projet de Québec.

Par ailleurs, pour toute question portant sur les contributions financières issues des crédits budgétaires des autres ministères et organismes québécois, bien vouloir s'adresser au ministères et organismes concernés aux fins d'obtention de plus amples détails.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

60. Fournir les sommes annoncées pour les radios autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués

Les crédits en question sont sous la responsabilité du ministère de la Culture et des Communications. Ce dernier dispose d'un budget de 290 000 \$ par année pour ce programme. Le tableau ci-après ventile les sommes accordées (170 000 \$) aux différentes radios autochtones.

Le solde a été utilisé pour soutenir trois sociétés de communication autochtones à la hauteur de 120 000 \$ (40 000 \$ chacun à la SOCAM, à la Société crie des communications de la Baie-James et à Tagriamut Nippingat, Inc.), ce qui signifie que l'enveloppe a été utilisée dans sa totalité.

Radio	Communauté	Région	Montant octroyé
Corporation médiatique Teuehikan	Mashteuiatsh	Saguenay—Lac-Saint-Jean	10 000 \$
Comité de la radio communautaire Huronne-Wyandot inc.	Wendake	Capitale-Nationale	10 000 \$
Drumbeat Radio	Kebaowek	Abitibi-Témiscamingue	10 000 \$
CFWR Community Radio	Winneway	Abitibi-Témiscamingue	10 000 \$
C.H.N.T. FM	Timiskaming	Abitibi-Témiscamingue	10 000 \$
Naskapi Northern Wind Radio	Kawawachikamach	Côte-Nord	10 000 \$
Association de communications de Waswanipi	Waswanipi	Nord-du-Québec	10 000 \$
CKOJ-FM	Oujé-Bougoumou	Nord-du-Québec	10 000 \$
CKUJ FM Radio	Kuujuuaq	Nord-du-Québec	10 000 \$
Kangiqsualujjuaq Community Radio	Kangiqsualujjuaq	Nord-du-Québec	10 000 \$
Puvirnituup Tusautinga CKPV FM	Puvirnituq	Nord-du-Québec	10 000 \$
Qarqalik Radio Station	Kangiqsujaq	Nord-du-Québec	10 000 \$
Tusarvik FM Station	Salluit	Nord-du-Québec	10 000 \$
Gesgapegiag Community Access Program	Gesgapegiag	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	10 000 \$
Société d'art, de culture et d'histoire micmacs	Listuguj	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	10 000 \$
Radio communautaire de Manawan	Manawan	Lanaudière	10 000 \$
Mohawk MultiMedia	Kanesatake	Laurentides	10 000 \$

Le tableau suivant présente la liste des projets de radios communautaires soutenus pendant toute la durée du FIA III ainsi que les déboursés émis en 2021-2022.

PROJET	ENGAGEMENTS (toute la durée du FIA III)	DÉBOURSÉS 2021-2022
Radio communautaire - Winneway	60 580 \$	
Rénovation du centre communautaire - Kangisualujjuag	133 000 \$	
Radio communautaire - Kebaowek	137 436 \$	46 130 \$
Reviving Kanesatake Radio	150 157 \$	120 157 \$
Tour de transmission - Kahnawake	76 751 \$	
Société de communication Atikamekw-Montagnaise (SOCAM)	650 000 \$	150 000 \$
Tour de télécommunications et radio - Winneway	355 904 \$	
40 ^e anniversaire de la radio communautaire de Manawan	5 000 \$	5 000 \$
Total	1 568 828 \$	321 287 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

61. Bilan détaillé du Grand chantier pour les familles des communautés autochtones en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.

Le ministre de la Famille a mené une consultation publique en 2021 sur l'avenir du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance, dont une consultation particulière auprès des communautés autochtones le 10 juin 2021. Certains articles du projet de loi n° 1, déposé à l'automne à l'Assemblée nationale du Québec, tenaient compte des opinions exprimées par les participants lors de cette consultation particulière.

Dans le cadre du Grand chantier pour les familles le 25 octobre 2021, le ministre de la Famille, en compagnie du ministre responsable des Affaires autochtones, a lancé un appel de projets visant à pourvoir 1 000 places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance en milieu autochtone. Les projets déposés font actuellement l'objet d'une analyse par le ministère de la Famille et les projets retenus seront annoncés ultérieurement.

Le dossier sous discussion ne relève cependant pas des crédits budgétaires du Secrétariat aux affaires autochtones. Dans ce contexte, il convient de soumettre les questions qui y sont relatives au ministère de la Famille, qui en est responsable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

62. Bilan sur les négociations sur la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.

La négociation visait à conclure une entente avec la nation algonquine afin d'accroître sa participation à la gestion de l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye (RFLV) et d'assurer la protection du cheptel d'originaux.

Après plusieurs mois de négociation intensifs, le gouvernement du Québec et la nation algonquine en sont arrivés à un accord de principe le 3 juin 2021. L'entente-cadre concernant la gestion de l'orignal entre la nation Anishnabe et le gouvernement du Québec a été signée le 18 août 2021. Une autre entente, l'entente-cadre concernant la gestion de l'orignal entre les Algonquins de Lac-Barrière et le gouvernement du Québec, a également été signée le 18 août 2021 pour tenir compte des particularités du processus entamé avec la communauté de Lac-Barrière depuis la signature de l'entente trilatérale en 1991 et de l'entente bilatérale en 1998. Ces deux ententes-cadres prévoient des mesures intérimaires qui s'échelonnent sur 4 ans. Ces mesures comprennent notamment la suspension de la chasse sportive à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye pour les années 2021 et 2022.

Les parties travaillent actuellement à la mise en œuvre des 2 ententes-cadres. Une table de négociation principale et un comité technique ont été mis sur pied et tiennent des rencontres bimensuelles. La communauté de Lac-Barrière collabore aux travaux de la table de négociation et du comité technique, de concert avec les représentants des autres communautés algonquines signataires de l'entente-cadre.

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022, pour cette négociation, le SAA a versé 75 000\$ au Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg via le Fonds d'initiatives autochtones III. Le dossier a également requis 0,30 ETC durant la dernière année financière. Enfin, un négociateur externe œuvre dans le dossier et des honoraires de 50 875\$ lui ont été versés pour cette négociation.

Le coût total : 150 807\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

63. Fournir les sommes annoncées pour l'amélioration de l'accès à la justice pour les Autochtones en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
-

Le 7 juin 2021, le ministre responsable des Affaires autochtones et le ministre de la Justice et procureur général du Québec ont annoncé un investissement de 14,1 M\$ sur quatre ans en vue de mettre en œuvre des mesures visant à améliorer l'accès à la justice pour les Autochtones, le tout en réponse aux recommandations de la Commission Viens.

Les mesures faisant l'objet de l'investissement annoncé le 7 juin 2021 étaient les suivantes :

- Mise sur pied de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain en vue de répondre aux besoins des membres des Premières Nations et des Inuits. Le montant prévu pour cette mesure est de 4 050 000 \$;
- Soutien à de nouvelles initiatives et renforcement des initiatives existantes en matière de justice communautaire dans les communautés des Premières Nations et des Inuits (comité de justice). Le montant prévu pour cette mesure est de 7 215 500 \$;
- Bonification de la rémunération des rédacteurs Gladue sous contrat, disponibilité des « lettres Gladue » et soutien pour l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès d'organismes autochtones. Le montant prévu pour cette mesure est de 2 930 000 \$.

Le dossier sous discussion ne relève cependant pas des crédits budgétaires du Secrétariat aux affaires autochtones. Dans ce contexte, il convient de soumettre les questions qui y sont relatives au ministère de la Justice qui en est responsable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

64. Fournir les sommes annoncées pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides pour le milieu autochtone en ventilant les projets financés et les montants qui ne sont toujours pas distribués.
-

Afin de prévenir et contrer la violence conjugale, le gouvernement du Québec a annoncé le 3 juin 2021 l'injection de 25,8 M\$ à la mise en œuvre de mesures répondant aux besoins spécifiques des milieux autochtones.

Une somme de 10 M\$ a été allouée à la Régie régionale pour la santé et les services sociaux du Nunavik (ministère de la Santé et des Services sociaux) pour soutenir l'offre de services en prévention et en intervention en matière de violence conjugale et familiale au Nunavik.

De plus, 9,8 M\$ ont été mis à la disposition des corps de police autochtones pour répondre à des besoins spécifiques en lien avec la violence conjugale et familiale (ministère de la Sécurité publique).

Finalement, un montant de 6 M\$, provenant de l'enveloppe réservée à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), a été attribué au soutien de services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones, ainsi que leur entourage. Cet investissement a été réalisé dans le cadre d'appels de projets menés par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), en matière de prévention, ainsi que par le ministère de la Justice, en ce qui concerne la réhabilitation des contrevenants.

Par ailleurs, devant la forte réponse des communautés et organismes autochtones, le gouvernement du Québec a annoncé, le 6 décembre 2021, une bonification de 6 M\$ de l'appel de projets en matière de violences sexuelles, et violence conjugale et familiale en contexte autochtone, porté par le SCF. Cette somme est également issue de l'enveloppe réservée à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

Les dossiers sous discussion ne relèvent pas des crédits budgétaires du Secrétariat aux affaires autochtones et, dans ce contexte, il convient de soumettre les questions qui y sont relatives aux ministères et organismes qui en sont responsables.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

65. Bilan détaillé de la table politique conjointe Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et gouvernement du Québec en précisant notamment les crédits octroyés, les projets financés et toutes autres informations pertinentes.

La table APNQL-Québec s'est réunie à sept reprises au cours de l'année 2021-2022. Les discussions ont porté sur la santé et les services sociaux ainsi que sur la sécurité publique. Des « tables techniques » ont été mises sur pied pour traiter spécifiquement ces deux volets.

Les rencontres portant sur la sécurité publique ont permis d'aborder les thèmes des corps de police autochtones et de la régionalisation, tandis que les rencontres sur la santé et les services sociaux ont donné lieu à des échanges visant à définir des priorités communes dans ces domaines.

Le Secrétariat aux affaires autochtones soutient les activités de la table technique en sécurité publique par le biais d'une entente conclue dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III, volet soutien à la consultation. Cette entente prévoit le versement d'un montant maximal de 79 310 \$ pour l'année 2021-2022 afin de permettre à l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador de se doter des ressources nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de la table technique et d'en assurer la planification, la coordination des activités ainsi que l'exécution des expertises qui seront requises tout au long du processus.

SECTION 3.2

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04**

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'Opposition**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

- | | |
|-----|---|
| 1. | Le liste des organisations et des projets ayant obtenus un financement et les montants obtenus par le Fond d'initiatives autochtones et Projets ponctuels autochtones, ventilé par enveloppe pour la dernière année. |
| 2. | La listes de rencontres tenues avec entre le ministre et/ou des membres de son cabinet et les instances autochtones, ainsi que les dates, les noms des participants et les sujets de la rencontre pour la dernière année. |
| 3. | Liste des mandats octroyés à des négociateurs et les détails sur les mandats, ainsi que leur état d'avancement pour la dernière année. |
| 4. | La liste des formations données par le Secrétariat des affaires autochtones aux autres ministères et organismes gouvernementales pour sensibiliser aux réalités autochtones. Veuillez nommer ces ministères et organismes bénéficiaires, ainsi que le nombres de personnes ayant participer et une description de la formation offerte. |
| 5. | Le nombre de rencontre tenue par la table politique entre le SAA, les Premières nations, les Naskapis et les Inuit, le nom des participant.es et les sujets de la rencontre. |
| 6. | Le nombre de personnes, ventilée par ministère et organismes, ayant suivi la formation en ligne sur les réalités autochtones. |
| 7. | Le nombre de participant.es, ventilée par ministère et organismes, ayant pris part à chacun des séminaires mensuels. |
| 8. | La liste des communautés et/ou des projets, ainsi que les montants obtenus dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III, volet soutien à la consultation, pour la dernière année. |
| 9. | Le nombre de mandats accordés et/ou de demandes adressées au Groupe interministériel de soutien en matière de consultation (GIS), ventilé par ministères et par organismes, pour la dernière année. |
| 10. | Quelles ont été les dépenses réservées à la formation concernant les enjeux des femmes autochtones? |
| 11. | Quels montants ont été accordés à des mesures ou programmes pour effectuer une analyse différenciée par le sexe. |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. La liste des organisations et des projets ayant obtenu un financement et les montants obtenus par le Fond d'initiatives autochtones et Projets ponctuels autochtones, ventilée par enveloppe pour la dernière année.

Liste des organisations, des projets et des montants obtenus dans le cadre des programmes du Secrétariat aux affaires autochtones.

Fonds d'initiatives autochtones III

ORGANISATION	NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		9 940 424 \$
a) Développement économique - Général		8 847 901 \$
Administration régionale Kativik	Auberge Kuujjuaq Inc.	1 000 000 \$
Administration régionale Kativik	Entente particulière	242 100 \$
Administration régionale Kativik	Inuk Strenght Kuujjuaq Gym	21 200 \$
Administration régionale Kativik	Multi-purpose facility construction	1 000 000 \$
Administration régionale Kativik	Nunami Inuit Board Game	20 000 \$
Administration régionale Kativik	Nunavik Rotors Staff Housing in Kuujjuaq	1 000 000 \$
Administration régionale Kativik	Salluit Landholding Corporation - Kuujjuaraapik	1 025 000 \$
Administration régionale Kativik	Pourvoirie Johny and Billy Cain	36 019 \$
Administration régionale Kativik	Winifred Design	15 675 \$
Anishnabeauty Salon	Salon Nikita Wawatie	1 685 \$
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	Réservoir à homards pour le Lobster Hut	37 800 \$
Conseil de la Nation huronne-wendat	Conseiller en développement économique de Wendake	27 500 \$
Conseil de la Nation Listuguj Mi'gmaq	Agent de développement touristique Listuguj	40 000 \$
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg	Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 \$
Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit	Réaménagement et agrandissement du dépanneur et du centre de réservation	392 000 \$
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Accompagnement au développement économique et touristique	2 100 \$
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Navire touristique	250 000 \$
Constructions MacKenzie inc.	Les Constructions MacKenzie inc.	175 000 \$
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	20 000 \$
Entreprises Pierre Cloutier	Décapage Pierre Cloutier	24 387 \$
Kuzzin	Dépanneur Kuzzin - Réservoirs et pompes à essence	245 000 \$
Laflesche inc.	Laflesche inc.	1 273 039 \$
Lazare Tree Service	Lazare Tree Service Expansion	50 000 \$
Les Jardins secrets d'Océane inc.	Spiruline Océanne	120 000 \$
Mohawk MultiMedia inc	Reviving Kanesatake Radio	120 157 \$
Mohawk MultiMedia inc	RKR Business Plan	2 800 \$

Nation Micmac de Gespeg	Tracteur industriel de Gespeg	23 000 \$
Pêcherie Vincent Brière	Pêcherie Vincent Brière	47 000 \$
Première Nation d'Eagle Village-Kipawa	KFN Waterfront Masterplan - Phase 1	232 500 \$
Première Nation d'Eagle Village-Kipawa	Sugarbush Quota and Planning	2 140 \$
Première Nation de Longue-Pointe	Aide au développement économique local	33 600 \$
Première Nation de Wolf Lake	Camp La Lucarne	16 931 \$
Première Nation de Wolf Lake	Évaluation des entreprises du Conseil	20 000 \$
Première Nation des Pekuamiulnuatsh	Camping de la Pointe	375 000 \$
Première Nation Wolastoqiyik Wamsiyekek	Érablière Malécite	78 100 \$
Promoteur individuel	Brian McGregor Heavy Equipment	125 000 \$
Promoteur individuel	Jason Odjick - Acquisition d'un payloader	108 550 \$
Promoteur individuel	Opus - Chef à domicile et service de traiteur	3 000 \$
Promoteur individuel	Redmanz Market	8 188 \$
Société économique de Kitcisakik	Construction d'un toit sur une 2 ^e pompe à essence	2 500 \$
Société économique de Kitcisakik	Développement économique quinquenna	140 400 \$
Société économique de Kitcisakik	Reconstruction du dépanneur Pakigan	300 530 \$
Vitrierie Shakashtueu	Vitrierie Shakashtueu	120 000 \$
Wolf Crafts	Wolf Crafts	15 000 \$
b) Développement économique - Économie sociale		105 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	CAAVD - Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	80 000 \$
Productions Feux sacrés	Productions Feux sacrés - Plan d'affaires	25 000 \$
c) Développement économique - Jeunes et Femmes		710 319 \$
Entreprise d'excavation Dave Newashish	Entreprise d'excavation Dave Newashish	108 500 \$
Entretien paysager N. Savard	Entretien paysager N. Savard	6 500 \$
Envirolik	Économusée Atikuss	120 000 \$
Fumoir Etsiesatrata	Fumoir Etsiesatrata	44 000 \$
Les Entreprises forestières JFB Inc.	Les Entreprises forestières JFB Inc.	150 000 \$
MOS Racks	MOS Racks 2.0	35 000 \$
My Sweeteez Ice Cream Shop	Ice Cream Shop	38 443 \$
O'le Corner Store	Acquisition du Café du Village	49 000 \$
Pêcherie Georges Gingras Nicolas	Pêcherie Georges Gingras Nicolas	18 725 \$
Pêcherie Vincent Brière	Pêcherie Vincent Brière	92 640 \$
Plumes et pacotilles	Plumes et pacotilles : Rénovations	8 211 \$
Promoteur individuel	Mamie's Kitchen	10 000 \$
Sowilo Sportswear	Sowilo Sportswear	9 000 \$
The Vault	Gym the Vault	20 300 \$
d) Développement économique – Mobilisateur		277 214 \$
CDEPNQL	Formation en accompagnement	15 000 \$
CDEPNQL	Soutien aux ADEC	150 214 \$
Tourisme Autochtone Québec	Nogom 8abek	112 000 \$
GARANTIE DE PRÊT		36 506 \$
9403-0087 Québec Inc.	Acquisition de Distribution Voltimage	5 000 \$
École de conduite Voyageur enr.	École de conduite Voyageur enr.	31 506 \$
INFRASTRUCTURE COMMUNAUTAIRE		1 717 928 \$
Administration régionale Kativik	Entente particulière	252 000 \$
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Recouvrement de la patinoire	33 248 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Jardins communautaires	8 466 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Serres communautaires	23 114 \$
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Abri pour scène extérieure	73 078 \$
Conseil des Innus de Pakuashipi	Amélioration de la patinoire	109 177 \$
Conseil des Innus de Pakuashipi	Salle communautaire	146 183 \$
Conseil des Innus de Pessamit	Bureau des services sociaux	125 114 \$
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Équipements communautaires	73 292 \$
Conseil de bande d'Odanak	Aménagement de sentiers	40 002 \$

Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak	Piscine communautaire	44 552 \$
Conseil de la Nation huronne-wendat	Réfection de l'église de Wendake	30 000 \$
Conseil de la Nation Listiguj Mi'gmaq	Youth and family care expansion / improvement	82 699 \$
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg	Salle communautaire du centre administratif	40 258 \$
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Centre multifonctionnel Uashat	91 825 \$
Nation naskapie de Kawawachikamach	Rénovation et agrandissement des bureaux du Conseil	70 704 \$
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh	Bâtiment Infrastructures et services publics	46 918 \$
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh	Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	10 000 \$
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh	Maison Uashteu	41 079 \$
Première Nation d'Eagle Village-Kipawa	Radio Communautaire	46 129 \$
Première Nation d'Eagle Village-Kipawa	Rénovation - locaux de développement économique, gestion des terres	63 651 \$
Première Nation de Longue-Pointe	Roulotte - Expansion du bureau du Conseil de bande	66 164 \$
Première Nation Wolastoqiyik Wahsipekuk	Plans, devis et signature architecturale	50 275 \$
Village nordique d'Inukjuak	Maison des aînés	150 000 \$
ACTION COMMUNAUTAIRE		2 500 633 \$
Association de prévention du suicide des Premières nations et des Inuits du Québec et du Labrador	Soutien à la mission globale	100 000 \$
Awacac	Soutien au démarrage des opérations	300 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Soutien à la mission globale	135 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Soutien à la mission globale	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Soutien à la mission globale	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Soutien à la mission globale	120 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Saguenay	Soutien à la mission globale	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Soutien à la mission globale	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Soutien à la mission globale	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Soutien à la mission globale	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean	Soutien à la mission globale	130 000 \$
Centre d'amitié eenou de Chibougamau	Soutien à la mission globale	110 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Soutien à la mission globale	110 000 \$
Epgwa's'g Temporary Shelter	Refuge Epgwa's'g	40 633 \$
Femmes Autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 \$
Montréal Autochtone	Soutien à la mission globale	130 000 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	200 000 \$
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit	Soutien à la mission globale	35 000 \$
SOUTIEN À LA CONSULTATION		8 033 061 \$
APNQL	Rencontre	44 473 \$
APNQL	Table technique en sécurité publique	29 310 \$
Conseil de bande de Kitigan Zibi Anishnabeg	Bureau de consultation	112 000 \$
Conseil de bande de Kitigan Zibi Anishnabeg	Bureau de consultation	48 000 \$
Conseil de bande de Lac-Barrière	Finalisation de l'Entente de 2006	52 000 \$
Conseil de bande de Lac-Barrière	Finalisation de l'Entente de 2006	13 000 \$
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	Bureau de consultation	645 192 \$
Conseil de la Nation huronne-Wendat	Bureau de consultation	650 000 \$
Conseil de la Nation huronne-Wendat	Négociateur pour Wendake	23 945 \$
Conseil de la Nation Listuguj Mi'gmaq	Bureau de consultation	105 000 \$
Conseil de la Nation Listuguj Mi'gmaq	Bureau de consultation	25 000 \$
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	Bureau de consultation - Pikogan	467 117 \$
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	Table exploratoire – Pikogan	235 459 \$
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	Identification de sites d'intérêt - Pikogan	42 860 \$
Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit	Soutien aux consultations	95 000 \$
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Bureau de consultation	327 445 \$

Conseil des Atikamekw de Manawan	Bureau de consultation	125 000 \$
Conseil des Atikamekw de Manawan	Nouveau Monde Graphite	150 000 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Bureau de consultation	103 500 \$
Conseil des Innus de Pessamit	Bureau de consultation	555 000 \$
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Community support program	49 027 \$
Conseil des Mohawks de Kahnawake	Consultation Pont de l'Île aux Tourtes	53 430 \$
Conseil des Mohawks de Kahnawake	Consultations sur la réfection du pont Mercier	384 861 \$
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Bureau de consultation	250 000 \$
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Discussions Nation à Nation	150 000 \$
Conseil tribal de la Nation Algonquine Anishinabeg	Inventaire d'originaux	26 296 \$
Conseil tribal de la Nation Algonquine Anishinabeg	Original - Table technique	100 000 \$
Grand Conseil de la Nation Waban Aki	Soutien à la consultation	281 200 \$
IDDPNQL	Réseau d'experts en consultation	150 000 \$
Nation naskapie de Kawawachikamach	Consultations	155 644 \$
Nation naskapie de Kawawachikamach	Politique de consultation	8 295 \$
Première-Nation d'Eagle Village-Kipawa	Bureau de consultation - Kebaowek	920 000 \$
	Reprise des discussions sur l'Entente-cadre de 2008 - Winneway	93 333 \$
Première Nation de Longue-Pointe	Table Québec TFN - Bâtiments sur terres publiques	52 500 \$
Première Nation de Timiskaming	Bureau de consultation – TFN	190 000 \$
Première Nation de Timiskaming	Bureau de consultation - Hunter's Point	350 000 \$
Première Nation de Wolf Lake	Soutien aux consultations - Mashteuiatsh	425 000 \$
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh	Négociation d'une Entente de Nation à Nation	56 000 \$
Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag	Soutien à la consultation	188 174 \$
Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag	Soutien à la consultation	300 000 \$
Secrétariat Mi'gmaoie Mawioini		
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		4 923 565 \$
Agence Mamu Innu Kaikuseht	Ateliers scientifiques	15 000 \$
Agence Mamu Innu Kaikuseht	Ateliers scientifiques	7 550 \$
Association québécoise autochtone en science et en ingénierie	Expo-Sciences - Abitibi-Témiscamingue	40 000 \$
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	100 000 \$
Cégep de Sept-Îles	Table locale de Sept-Îles : Plan de communication	45 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	OTAPI	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Projets de la Table locale d'accessibilité	65 356 \$
	Coordonnateur de la lutte au racisme au sein de la Table locale d'accessibilité	87 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Patrouille Ka'wáhse – Volet métropolitain	280 761 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	En route vers la santé	11 864 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Coordination Table locale d'accessibilité	28 298 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Transition culturelle et linguistique	44 240 \$
Centre d'études collégiales à Chibougamau		
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Table locale d'accessibilité Montréal	43 200 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal		
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Table locale Montréal Formation	26 000 \$
Club des petits déjeuners	Table locale Montréal Formation	7 708 \$
	Clubs des petits déjeuners sur communauté - démarrage	600 000 \$
CDEPNQL	Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec	72 207 \$
	Stratégie nationale pour la jeunesse atikamekw	32 250 \$
Conseil de la Nation Atikamekw	Support, Grand cercle économique des peuples autochtones et du Québec	116 447 \$
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	Wanaki	88 347 \$
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Etaskwaak 2	135 000 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Etaskwaak 3	15 000 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan		

Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	36 000 \$
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak		
Mani-Utenam	Projet jeunesse Ma première chance	142 120 \$
Exeko	Projets autochtones: ville et communauté	120 000 \$
	Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	25 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Le pouvoir d'agir sur soi	5 527 \$
Fondation Kanatha	Fondation Nikanik nit ici matcan	5 548 \$
Fondation Nikanik nit ici matcan	Projets de la FNS	100 000 \$
Fondation Nouveaux Sentiers	Halte-chaleur au Square Cabot	77 039 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Fusion jeunesse	70 000 \$
Fusion Jeunesse	Programme de sensibilisation "Sous le Shaputuan"	15 000 \$
Institut de Tshakapesh	Formations sur les premiers peuples	35 200 \$
Institut Kiuna	École de Val-d'Or	125 000 \$
Jeunes musiciens du monde	Ateliers création musicale et de développement professionnel	75 000 \$
Musique Nomade	Programme des coordonnateurs en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie	1 181 845 \$
	Impact pandémie sur populations vulnérables	55 000 \$
M361	Place aux femmes Innuatsh	15 000 \$
Observatoire québécois des inégalités	Pimose	50 000 \$
Puakuteu – Comité des femmes de Mashteuiatsh	Puamun Meshkenu (Chemin des Milles Rêves)	35 000 \$
Puamun Meshkenu		
Puamun Meshkenu	Coordonnateurs DS et DE	99 920 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec	Inukshuk	36 000 \$
Services parajudiciaires autochtones du Québec	SOCAM	150 000 \$
Société de communication Atikamekw-Montagnaise		
Société d'histoire et d'archéologie de Mashteuiatsh	Mise en valeur du patrimoine archéologique	20 500 \$
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Festival international Présence autochtone (FIFEQ) 2021	85 000 \$
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	MIAJA 2021	50 000 \$
Tourisme Autochtone Québec	Kwe! Édition 2021	80 000 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Explore avec la Nation innue	45 000 \$
Université Laval	Forum sur la réconciliation	10 000 \$
Université Laval	Mobilisation communautaire Covid-19	54 110 \$
Université Laval	Mobilisation communautaire Covid-19	13 528 \$
Wapikoni Mobile	Consolidation et développement	150 000 \$
AIDE AUX AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN		2 187 531 \$
a) Services directs		1 524 513 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Intervention communautaire et psychosociale	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Accompagnement, prévention et intervention	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Travailleur psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	Patrouille Ka'wáhse - volet métropolitain	22 462 \$
	Teioronhióen : Consolidation des services directs	77 538 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	Bonification des services	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Intervention psychosociale et animation culturelle	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Point de services de Shawinigan	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Mowsogokan (animation communautaire)	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean (Centre Mamik Lac-Saint-Jean)		
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Services psychosociaux	100 000 \$
Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	Services aux victimes	62 079 \$
La Porte Ouverte Montréal	Renforcement de la capacité d'intervention	62 434 \$

Maison communautaire Missinak	Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 \$
Montréal Autochtone	Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	100 000 \$
Projets Autochtones du Québec	Consolidation et développement des services directs	100 000 \$
b) Infrastructures		663 018 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Sakihikan Rénovation	143 998 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Acquisition et rénovation	95 494 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean	Acquisition et rénovation	138 060 \$
Centre d'amitié eenou de Chibougamau	Reconstruction	73 434 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Shabougamak II	77 008 \$
La Piaule de Val-d'Or	Le Château de Marie-Ève	20 000 \$
La Porte Ouverte Montréal	Rénovation et aménagement	47 854 \$
Maison communautaire Missinak	Centre multiservices MAMUK	67 170 \$
GRAND TOTAL		29 339 665 \$

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	DÉBOURSÉS
Aarsiq Theatre Company	Aarsiq week in Puvirnituq	5 000 \$
Algonquin Nation Programs Services Secretariat	Appel intimidation - Minoayawi	19 800 \$
Algonquin Nation Programs and Services Secretariat	Appel bientraitance aînés - Kagidadj	10 000 \$
Association pour la santé publique du Québec	Promotion de la santé, perspective autochtone	16 000 \$
Biennale d'art contemporain autochtone	Biennale en art visuel	7 500 \$
Cégep de Sept-Îles	Kuei! Nutam!	3 500 \$
Centrale des syndicats du Québec	Trousse de sensibilisation	5 000 \$
Centre de formation de la main-d'œuvre huron-wendat	Bourses Yatsayoncha' 2021	4 000 \$
Centre de santé de Gesgapegiag	Appel aînés : Wettaqia'tijig (Sharing Common Descent)	10 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite – UQAC	4 ^e Colloque sur la persévérance et la réussite scolaire chez les premiers peuples	25 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque inc.	Journée nationale des Autochtones 2021 - Nikwemes	2 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	22 ^e Semaine pour l'élimination de la discrimination raciale et marche Gabriel-Commanda	2 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Journée nationale des Autochtones 2021 et Gala Mëmëgwachi	4 500 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	Appel aînés - Transmettre et valoriser les savoirs traditionnels aux enfants	6 660 \$
Centre d'innovation sociale en agriculture du Cégep de Victoriaville	Fête des récoltes 2021	2 000 \$
Centre d'innovation sociale en agriculture du Cégep de Victoriaville	Parcelle de jardinage pour sécurité alimentaire	10 000 \$
Centre Unicura	Girls Inc.	11 469 \$
Centre Unicura	Girls Inc.	15 000 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone	Colloque CLE en foresterie autochtone 2021	10 000 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Coordination d'un numéro de la revue Le Monde Forestier - Partie 2	2 500 \$
Conseil de la Long Point First Nation	Location d'une roulotte	16 875 \$
Conseil de la Nation Anishinabe de Lac-Simon	Développement de la zone forestière faunique récréotouristique	50 000 \$
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	30 ^e édition des activités annuelles au lac Dozois	6 000 \$
Conseil des Innus de Pakua Shipi	Fête de Noël communautaire	3 000 \$
Conseil des Atikamekw de Manawan	Festival de Manawan 2021	5 000 \$
Conseil des Cris d'Oujé-Bougoumou	Ouje's Maamuitaa Festival 2021	12 000 \$
Conseil des Innus de Ekuanitshit	Entre le son des vagues et le rêve innu - 4 ^e édition	10 000 \$
Conseil en éducation des Premières Nations, Institution Kiuna	10 ^e anniversaire de Kiuna	5 000 \$
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Événement commémoratif "Là où le soleil se lève"	50 000 \$
Coop de solidarité Nitaskinan, Vincent Hamelle	Murale autochtone à Trois-Rivières	5 000 \$
Corporation de la Maison Merry	Exposition : Ndakina: les Abénakis dans les Cantons-de-l'Est	5 000 \$
EMPHASE (Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance)	Comité de concertation en santé et bien-être des hommes autochtones	5 000 \$
Festival de la Paix de Victoriaville	Festival de la Paix de Victoriaville 2021	5 000 \$
Festival International du Film Ethnographique du Québec - Ville de Québec	Journée autochtone du FIFEQ 2021	3 500 \$
Fondation du Domaine Joly-De Lotbinière	Mettre en lumière les richesses des Premières Nations	5 000 \$

Fondation Jasmin Roy	Projet écoles - Pictogrammes autochtones	3 000 \$
Institut Tshakapesh	Traduction - Télesh Métatash, la reine des bois	5 000 \$
Maison de la famille Salluit (Iqqivvik)	It's time for women voice	5 000 \$
Mohawk Council of Akwesasne	Appel aînés - Traditional food knowledge	10 000 \$
MOMENTA	Jardin collectif par les artistes autochtones	5 000 \$
Orchestre Métropolitain	La Symphonie du fleuve	3 000 \$
Pointe-à-Callière		
Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public dans l'ambiance du 18e siècle 2021	5 000 \$
Première Nation des Innus de Nutashkuan	Initiation à la pêche à la mouche	25 000 \$
Productions Feux Sacrés	Journée nationale des Autochtones Parc Saint-Michel	2 000 \$
Productions Innu Nikamu - Festival Innu Nikamu	37e édition du Festival Innu Nikamu	5 000 \$
Productions Ondinnok	Spectacle « L'enclos de Wabush »	5 000 \$
	Baladodiffusion -	
Productions Onishka	Marguerite : La traversée	3 000 \$
Projets Autochtones du Québec	Appel aînés bientraitance : Promotion de la dignité et de l'autonomie des aînés autochtones	8 000 \$
Promoteur individuel	Nutshimit - Le Blanc des Perdrix et des Périls	2 000 \$
Radio communautaire CHMK-FM 93,1	40e anniversaire de la radio Kitotakan	5 000 \$
Secrétariat des programmes et des services de la Nation algonquine	Pimiki - Ateliers piquants de porc-épic	3 000 \$
Sports Vida	Sports Camp 2021	4 796 \$
Studio Makusham	Spectacle du temps des fêtes 2021	10 000 \$
	Série documentaire -	
Terre innue	Contrées (pas si) sauvages	3 000 \$
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit	Partage de savoirs scientifiques au sein des communautés inuites au Nunavik	5 000 \$
UQAC (Chaire UNESCO)	Rencontre annuelle de la Chaire UNESCO	3 000 \$
Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur	Murale - Nos ancêtres les oiseaux	3 000 \$
Waskaganich Culture Department	Appel aînés - Elders teachings	10 000 \$
	TOTAL	545 450 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. La liste de rencontres tenues entre le ministre et/ou des membres de son cabinet et les instances autochtones, ainsi que les dates, les noms des participants et les sujets de la rencontre.

La liste des rencontres est disponible sur le site Quebec.ca

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste des mandats octroyés à des négociateurs et les détails sur les mandats, ainsi que leur état d'avancement pour la dernière année.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la nation attikamek.

Mandat : voir document joint

Florent Gagné consultant

Représentant du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Mandat : voir document joint

Conseils GPK (Geoffrey Kelley)

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Mandat : voir document joint

Benoît Laliberté

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec afin d'aborder les enjeux liés à la consultation et l'accommodement en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement

Mandat : voir document joint

Solutions Girard inc. (Paul Girard)

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Mandat : voir document joint

9321-8683 Québec Inc. (Mario Gibeault)

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table d'échange mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'original et d'identifier des mécanismes qui permettront une meilleure participation des Algonquins à la gestion de la faune.

Mandat : voir document joint

S.A.G. RESSOURCES HUMAINES INC. (Gilles Rouleau)

Agir à titre de négociateur auprès des communautés micmaques afin d'améliorer nos relations, de favoriser le vivre-ensemble et une cohabitation harmonieuse et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes sur les enjeux identifiés par les parties, notamment en matière de développement économique, de pêche et d'offre touristique.

Mandat : voir document joint

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation Attikamek.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutakuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le gouvernement de la Nation Attikamek, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention du ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION
Contrat pour la période du 23 septembre 2020 au 25 août 2021

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette Table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité ; et de représenter le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE CONSEILS GPK

Contrat pour la période du 17 juin 2021 au 16 juin 2022

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle siègent le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentant du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De veiller à l'établissement et au maintien d'une relation axée sur le partenariat, le respect et la compréhension mutuelle, ainsi qu'à des canaux de communication et d'échanges ouverts et en continu;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE BENOÎT LALIBERTÉ
Contrat pour la période du 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec afin d'aborder les enjeux liés à la consultation et l'accommodement en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement.

Agir à titre de négociateur lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec, plus spécifiquement :

- Convenir avec les représentants du CNHW d'un mandat et d'un plan de travail et le soumettre au ministre responsable des affaires autochtones pour son approbation
- Développer des propositions en collaboration avec l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec, à la table de discussion, de manière à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec.
- Transmettre au ministre responsable des affaires autochtones un rapport écrit annuel faisant état de l'avancement des discussions et présentant ses recommandations sur le suivi des discussions.
- Au plus tard un mois après la fin des discussions, transmettre un rapport écrit final au ministre responsable des affaires autochtones, avec les recommandations utiles pour l'atteinte des objectifs visés.
- Exercer tout autre mandat qui pourrait lui être confié par le responsable des affaires autochtones dans le cadre de ces discussions.

MANDAT DE SOLUTIONS GIRARD INC. (PAUL GIRARD)

Contrat pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2023

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Solution Girard Inc. a le mandat de :

- Favoriser la concertation entre les représentants désignés de Kanesatake, ainsi que ceux des milieux municipal et régional, dans le but d'établir un bilan sur les relations entre les communautés autochtones et non-autochtones.
- Coordonner les discussions inhérentes à la réalisation de ce bilan.
- Faire rapport au ministre d'ici le 31 mars 2021 au sujet de ce bilan et des perspectives d'amélioration.
- Réaliser tout autre mandat que le ministre proposera de lui donner, notamment au regard de la situation policière particulière propre à Kanesatake.

MANDAT DE 9321-8683 QUÉBEC INC. (MARIO GIBEAULT)
Contrat pour la période du 18 novembre 2020 au 17 novembre 2022

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- échanger sur les aspects techniques en lien avec la gestion, la conservation et les activités de prélèvement de l'orignal;
- élaborer des modèles visant une plus grande participation des algonquins à la gestion de l'orignal dans le but de trouver des solutions durables aux enjeux relatifs à la chasse à l'orignal;
- évaluer la pertinence d'intégrer des éléments complémentaires à la chasse, notamment au regard de la conciliation des usages du territoire et de la sensibilisation des utilisateurs aux réalités autochtones.

Diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation.

Contribuer à développer des propositions concernant les orientations et les objectifs du Québec.

Faire rapport au ministre de l'avancement des négociations sur une base hebdomadaire.

S.A.G. RESSOURCES HUMAINES INC. (GILLES ROULEAU)
Contrat pour la période du 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Agir à titre de négociateur auprès des communautés micmaques afin d'améliorer nos relations, de favoriser le vivre-ensemble et une cohabitation harmonieuse et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes sur les enjeux identifiés par les parties, notamment en matière de développement économique, de pêche et d'offre touristique.

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- Identifier des sujets avec les communautés micmacs cohérents dans le cadre de discussions bilatérales en vue d'établir des mandats de négociation.
- Développer des propositions en collaboration avec l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec, à la table de discussion, de manière à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec.
- Transmettre au ministre responsable des affaires autochtones un rapport écrit annuel faisant état de l'avancement des discussions et présentant ses recommandations sur le suivi des discussions.
- Au plus tard un mois après la fin des discussions, transmettre un rapport écrit final au ministre responsable des affaires autochtones, avec les recommandations utiles pour l'atteinte des objectifs visés.
- Exercer tout autre mandat qui pourrait lui être confié par le responsable des affaires autochtones dans le cadre de ces discussions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. La liste des formations données par le Secrétariat des affaires autochtones aux autres ministères et organismes gouvernementales pour les sensibiliser aux réalités autochtones. Veuillez nommer ces ministères et organismes bénéficiaires, ainsi que le nombre de personnes ayant participé et une description de la formation offerte.
-

Environ 1 839 employé(e)s de la fonction publique ont suivi la formation mensuelle du Secrétariat des affaires autochtones sur le travail en affaires autochtones, entre les mois de janvier et décembre 2021. Un peu plus de 300 personnes se sont ajoutées à ce nombre, entre les mois de janvier et mars 2022. Ces chiffres sont ventilés à la question 7.

Environ 2 720 employé(s) de la fonction publique québécoise ont suivi, en tout ou en partie, l'autoformation en ligne de sensibilisation aux réalités autochtones. Ces chiffres sont ventilés à la question 6.

Environ 90 000 employé(e)s du réseau de la santé et des services sociaux ont suivi, en tout ou en partie, l'autoformation en ligne de sensibilisation aux réalités autochtones.

Des professionnels de la Direction des relations avec les Autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones réalisent de plus des présentations et de courtes formations sur l'approche de sécurisation culturelle et les implications relatives à sa mise en œuvre par l'État québécois. Ces activités sont offertes de manière irrégulière, à la demande des ministères et organismes québécois, ou encore à la demande de leurs réseaux de services, directions régionales ou organismes locaux affiliés. Dans ce contexte, les présentations et les formations en question peuvent s'adapter au contexte et aux besoins particuliers des demandeurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Le nombre de rencontre tenue par la table politique entre le SAA, les Premières nations, les Naskapiés et les Inuit, le nom des participant(e)s et les sujets de la rencontre.

La mise sur pied d'une table politique APNQL-Québec a été convenue lors d'une rencontre tenue le 17 novembre 2020 entre le premier ministre du Québec, le ministre responsable des Affaires autochtones et le chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL). Cette table s'est réunie pour la première fois le 19 mars 2021, en présence du premier ministre.

Au cours de l'année financière 2021-2022, sept rencontres ont eu lieu. Des ministres du gouvernement du Québec étaient présents à quatre de ces rencontres; les trois autres rencontres ont pris la forme de « tables techniques » traitant de dossiers sectoriels spécifiques et réunissant des représentants de niveau administratif. Les discussions ont principalement porté sur deux dossiers : la santé et les services sociaux ainsi que la sécurité publique.

Du côté de la nation inuite, la Table Québec-Nunavik a tenu deux rencontres en 2021. Cette table est antérieure et distincte de la table APNQL-Québec.

Les deux tableaux ci-dessous contiennent les informations détaillées à propos des rencontres, des participant(e)s et des thèmes abordés lors des rencontres de la Table APNQL-Québec et de la Table Québec-Nunavik.

Rencontres de la Table APNQL-Québec (2021-2022)

Date	Participants	Thèmes
17 juin 2021	<ul style="list-style-type: none">▪ APNQL : Ghislain Picard (chef)▪ Chefs : Lance Haymond (Kebaôwek), John Martin (Gesgapegiag), Arden McBride (Timiskaming), Ross Montour (Kahnawake), Jean-Charles Piétacho (Ekuanitshit), Mike McKenzie (Uashat-Maliotenam), Rémy Vincent (Nation huronne-wendat), Dylan Whiteduck (Kitigan Zibi), Adrienne Jérôme (Lac-Simon), Darcy Gray (Listiguj), Jean-Marie Vollant (Pessamit), Réal Tettaut (Nutashquan)▪ Québec (ministres) : Lionel Carmant et Christian Dubé (Santé et Services sociaux), Ian Lafrenière (Affaires autochtones)▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux : Daniel Desharnais, (sous-ministre adjoint), Lynda Fortin, Julie Gauthier, Catherine Lemay (sous-ministre adjointe) + équipes▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Patrick Brunelle (secrétaire adjoint), Lucien-Pierre Bouchard, Patrick Lahaie (secrétaire général associé) + équipes (Danielle Francoeur, Christine D'Amours, Florence Dupré) + Maryse Picard et Christophe Navel (cabinet)	<ul style="list-style-type: none">▪ Santé▪ Services sociaux▪ Cadre politique
9 septembre 2021	<ul style="list-style-type: none">▪ APNQL : Ghislain Picard (chef)▪ Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador : Richard Gray, Suzie Nepton, Sophie Picard, Marjolaine Sioui + équipes▪ Québec (ministres) : Ian Lafrenière (Affaires autochtones)▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux : Daniel Desharnais (sous-ministre adjoint), Lynda Fortin, Julie Gauthier, Catherine Lemay (sous-ministre adjointe) + équipes	Santé et services sociaux

Date	Participants	Thèmes
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Patrick Brunelle (secrétaire adjoint), Lucien-Pierre Bouchard + équipes (Danielle Francoeur, Christine D'Amours, Florence Dupré) + Christophe Navel (cabinet) 	
23 septembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> ▪ APNQL : Ghislain Picard (chef) ▪ Chefs : Lance Haymond (Kebaowek), John Martin (Gesgapegiag), Steeve Mathias (Winneway - Long Point First Nation), Arden McBride (Timiskaming), Ryan Montour (Kahnawake), Jean-Charles Piétacho (Ekuanitshit), Réal McKenzie (Matimekosk – Lac-John), Rémy Vincent (Nation huronne-wendat), Dylan Whiteduck (Kitigan Zibi) ▪ Autres : Jane Gray (présidente de la rencontre), Wayne McKenzie (ancien chef de Timiskaming) ▪ Québec (ministres) : Geneviève Guilbault (Sécurité publique), Ian Lafrenière (Affaires autochtones) ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Patrick Brunelle (secrétaire adjoint), Lucien-Pierre Bouchard et Marc Foisy, Patrick Lahaie (secrétaire général associé) + Étienne Vézina et Christophe Navel (cabinet) 	Sécurité publique : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernance et autodétermination ▪ Services policiers ▪ Encadrements législatifs ▪ Renforcement des capacités ▪ Partenariats et collaborations
29 octobre 2021	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chefs : Gilbert Dominique (en remplacement de Ghislain Picard), Steeve Mathias (Long Point First Nation) ▪ APNQL : Ève Bastien, Edith Belanger, Marie-Josée Belleau, Alain Garon, Sophie Niquay, Marjolaine Sioui ▪ Québec (ministres) : Geneviève Guilbault (Sécurité publique), Ian Lafrenière (Affaires autochtones) ▪ Ministère de la Sécurité publique : Louis Breault, Jean-Sébastien Dion, Véronyck Fontaine, Louis Morneau (sous-ministre associé), Brigitte Pelletier (sous-ministre) ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Lucien-Pierre Bouchard, Olivier Bourdages-Sylvain, Patrick Brunelle (secrétaire adjoint), Florence Dupré, Marc Foisy, Lauréanne Fontaine, Patrick Lahaie (secrétaire général associé) + Christophe Navel et Étienne Vézina (cabinet) ▪ Sûreté du Québec : Marie-Christine Guay 	Sécurité publique
10 décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> ▪ APNQL : Edith Bélanger, Marie-Josée Belleau, Richard Gray, Mira Levasseur, Claude Picard ▪ Ministère de la Sécurité publique : René Boudreau, Jean-Sébastien Dion, Geneviève Lamothe, Guillaume Lavoie, Louis Morneau (sous-ministre associé) ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Marc Foisy 	Sécurité publique : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Portrait des corps de police autochtones ▪ Régionalisation ▪ Projet de loi n° 18
21 janvier 2022	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador : Marjolaine Sioui ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux : Daniel Desharnais, Lynda Fortin, Julie Gauthier, Catherine Lemay + équipes ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Patrick Brunelle (secrétaire adjoint) + équipe (Christine D'Amours et Dina Daher) 	Santé et services sociaux : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Échange sur les priorités communes
4 février 2022	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador : Jean-Denis Gill, Richard Gray, Nancy Gros-Louis McHugh, Jessie Messier, Marjolaine Sioui ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux : Daniel Desharnais (sous-ministre adjoint), Julie Gauthier, Catherine Lemay, Jean-François Vézina + équipes ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Patrick Brunelle (secrétaire adjoint) + équipe (Christine D'Amours et Dina Daher) 	Santé et services sociaux : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeux et solutions en matière de santé et services sociaux ▪ Table politique APNQL-Québec

Rencontres de la table Québec-Nunavik (2021-2022)

Date	Participants	Thèmes
18 juin 2021	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Administration régionale Kativik : Jennifer Munick ▪ Office municipal d'habitation Kativik : Sammy Duncan ▪ Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik : Mina Beaulne, Minnie Grey ▪ Société Makivik : Pita Aatami, Jean-François Arteau, Jean Dupuis, Maggie Emudluk ▪ Québec (ministres) : Jonatan Julien (Énergie et Ressources naturelles), Ian Lafrenière (Affaires autochtones), Andrée Laforest (Affaires municipales et Habitation), Lionel Carmant (Santé et Services sociaux), Simon Jolin-Barette (Justice) ▪ Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : Guylaine Marcoux (sous-ministre adjointe) et Danièle Pelletier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnement de la Table Québec-Nunavik ▪ Gouvernement régional ▪ Habitation ▪ Cour itinérante ▪ Protection de la jeunesse ▪ Conditions de travail

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles : Myriam Shoiry ▪ Ministère de la Justice : Anne Leclerc ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux : Daniel Desharnais (sous-ministre adjoint) et Catherine Lemay (sous-ministre adjointe) + Jérémie Casavant-Dubois (cabinet) ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Alana Boileau (cabinet), Patrick Brunelle (secrétaire adjoint), Patrick Lahaie (secrétaire général associé) + équipes (David Saint-Pierre, Alexandre Mathieu) + Maryse Picard et Christophe Navel (cabinet) 	
19 novembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Administration régionale Kativik : Michael Gordon, Jennifer Munick ▪ Air Inuit : Christian Busch, Noah Tayara ▪ Commission scolaire Kativik : Harriet Keleutak ▪ Office municipal d'habitation Kativik : Sammy Duncan ▪ Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik : Minnie Grey, Marie Rochette ▪ Société Makivik : Pita Aatami, Jean-François Arteau, Jean Dupuis, Maggie Emudluk ▪ Québec (ministres) : François Bonnardel (Transports), Christian Dubé (Santé et services sociaux), Andrée Laforest (Affaires municipales et Habitation), Ian Lafrenière (Affaires autochtones) ▪ Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : Francis Côté (cabinet) ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux : Horatio Arruda (sous-ministre adjointe), Daniel Paré + Jérémie Casavant-Dubois, Sylvain Gobeil et Jonathan Valois (cabinet) ▪ Ministère des Transports : Thierry Fournier (cabinet) ▪ Secrétariat aux affaires autochtones : Alana Boileau (cabinet), Patrick Brunelle (secrétaire adjoint), Patrick Lahaie (secrétaire général associé) + équipes (Alexandre Mathieu, David Saint-Pierre) Étienne Vézina (cabinet) ▪ Secrétariat du Conseil du trésor : Nathalie Noel (secrétaire adjointe) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement social ▪ COVID-19 au Nunavik ▪ Politique d'octroi de contrats (<i>Procurement Policy</i>) ▪ Agir tôt ▪ Transport et Air Inuit ▪ Traduction

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Le nombre de personnes, ventilé par ministère et organismes, ayant suivi la formation en ligne sur les réalités autochtones.
-

En date du 24 mars 2022, environ 90 119 employé(e)s du réseau de la santé et des services sociaux avaient au moins suivi la formation du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), en tout ou en partie, sur la plateforme ENA (Environnement Numérique d'Apprentissage).

En date du 24 mars 2022, environ 2 720 professionnels de la fonction publique québécoise avaient suivi la formation du SAA, en tout ou en partie, sur la plateforme administrée par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MC).

Les chiffres en annexe ($n = 2\,720$) ne tiennent pas compte des quelques dizaines de personnes issues du milieu de la justice qui ont également suivi la formation (ex. : Centre de justice réparatrice de Québec, Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière, Centre communautaire juridique de la Rive-Sud, etc.).

ANNEXE 5

Ministères	Nombre de participants
Sécurité publique	1 579
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	124
Santé et Services sociaux	14
Transports	61
Affaires municipales et Habitation	56
Énergie et Ressources naturelles	65
Relations internationales et Francophonie	13
Éducation / Enseignement supérieur	102
Forêts, Faune et Parcs	134
Travail, Emploi et Solidarité sociale	5
Conseil exécutif	45
Culture et Communications	53
Justice	239
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3
Économie et Innovation	2
Finances	48
Famille	1
Immigration, Francisation et Intégration	3
Tourisme	25

Organismes	Nombre de participants
Fonds de recherches du Québec	4
Directeur des poursuites criminelles et pénales	2
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	6
Société de l'assurance automobile du Québec	6
Société du Plan Nord	4
Secrétariat condition féminine	2
Commission québécoise des libérations conditionnelles.	24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Le nombre de participant.es, ventilé par ministère et organisme, ayant pris part à chacun des séminaires mensuels.
-

Environ 1 839 employé(e)s de la fonction publique ont suivi le séminaire mensuel du Secrétariat aux affaires autochtones sur le travail en affaires autochtones, entre le mois de janvier et le mois de décembre 2021. Un peu plus de 300 personnes se sont ajoutées à ce nombre, entre le mois de janvier et le mois de mars 2022. Les chiffres en annexe ($n = 1\,839$) ne tiennent pas compte de ces personnes – ils portent uniquement sur les mois de janvier à décembre 2021.

Ministères	Nombre d'inscriptions
Sécurité publique	231
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	229
Santé et Services sociaux	213
Transports	172
Affaires municipales et Habitation	127
Énergie et Ressources naturelles	96
Relations internationales et Francophonie	86
Éducation / Enseignement supérieur	78
Forêts, Faune et Parcs	78
Travail, Emploi et Solidarité sociale	65
Conseil exécutif	47
Culture et Communications	42
Justice	39
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	33
Économie et Innovation	5
Finances	4
Famille	3
Immigration, Francisation et Intégration	2
Tourisme	1

Organismes	Nombre d'inscriptions
Régie des alcools, des courses et des jeux	115
Société du Plan Nord (incl. conseil d'administration)	54
Revenu Québec	31
Sûreté du Québec	19
Directeur des poursuites criminelles et pénales	14
Société développement de la Baie-James	14
Société de l'assurance automobile du Québec	14
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	13
Fonds de recherches du Québec	12
Commissaire à la santé et au bien-être	4
École nationale de police	4
Commission d'accès à l'information	3
Société québécoise des infrastructures	3
Commission de la construction du Québec	2
Assemblée nationale du Québec	2
Investissements Québec	2
Institut national de la santé publique	2
Hydro-Québec	2
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
Secrétariat à la condition féminine	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. La liste des communautés et/ou projets ainsi que les montants obtenus dans le cadre du FIA III, volet Soutien à la consultation, pour la dernière année.

Liste présentant les dossiers en *Soutien à la consultation* du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) ayant fait l'objet d'un déboursé de la part du Secrétariat aux affaires autochtones en 2021-2022.

PROJET	DÉBOURSÉS
• Bureau de consultation - Kitigan Zibi	112 000 \$
• Bureau de consultation - Kebaowek	920 000 \$
• Bureau de consultation - Pessamit	555 000 \$
• Bureau de consultation - TFN	190 000 \$
• Bureau de consultation - ITUM	250 000 \$
• Bureau de consultation - Lac-Simon	645 192 \$
• Bureau de consultation - Pikogan	467 117 \$
• Bureau de consultation - Hunter's Point	350 000 \$
• Bureau de consultation - Kitcisakik	327 445 \$
• Bureau de consultation - Opitciwan	103 500 \$
• Bureau de consultation - Wendake	650 000 \$
• Bureau de consultation - Kitigan Zibi	48 000 \$
• Bureau de consultation - Manawan	125 000 \$
• Bureau de consultation - Listuguj	105 000 \$
• Bureau de consultation - Listuguj	25 000 \$
• Community support program - Akwesasne	49 027 \$
• Consultation Pont de l'Île aux Tourtes - Kahnawake	53 430 \$
• Consultations - Naskapis	155 644 \$
• Consultations sur la réfection du Pont Mercier - Kahnawake	384 861 \$
• Discussions Nation à Nation - ITUM	150 000 \$
• Finalisation de l'entente de 2006 - Lac Barrière	65 000 \$
• Table technique en sécurité publique - APNQL	29 310 \$
• Identification des sites d'intérêt - Pikogan	42 860 \$
• Inventaire d'originaux	26 296 \$
• Négociateur pour Wendake	23 945 \$
• Négociation d'une entente de nation à nation - Wolastoqiyik Wapishkek	56 000 \$
• Nouveau Monde Graphite - Manawan	150 000 \$
• Original - Table technique	100 000 \$
• Politique de consultation - Naskapis	8 295 \$
• Rencontre - APNQL	44 473 \$
• Reprise des discussions sur l'entente-cadre de 2008 - Winneway	93 333 \$
• Réseau d'experts en consultation - IDDPNQL	150 000 \$
• Soutien à la consultation - GCNWA	281 200 \$
• Soutien à la consultation - Wolastoqiyik Wapishkek	188 174 \$

PROJET (SUITE)	DÉBOURSÉS
• Soutien à la consultation - MMS	300 000 \$
• Soutien aux consultations - Mashteuiatsh	425 000 \$
• Soutien aux consultations - Essipit	95 000 \$
• Table exploratoire - Pikogan	235 459 \$
• Table Québec TFN - Bâtiments sur terres publiques	52 500 \$
TOTAL	8 033 061 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Le nombre de mandats accordés et/ou de demandes adressées au Groupe interministériel de soutien en matière de consultation (GIS), ventilé par ministères et par organismes, pour la dernière année.

En plus du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), les ministères suivants sont membres du GIS : le ministère de la Justice, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le ministère des Transports, le ministère de la Culture et des Communications ainsi que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Le GIS a pour principal mandat d'accompagner et de conseiller les ministères dans la mise en œuvre de leurs obligations en matière de consultation des communautés autochtones.

Les membres du GIS et le SAA échangeant en continu sur les bonnes pratiques et les enjeux en matière de consultation des communautés autochtones, il n'est donc pas possible pour le SAA de préciser le nombre ou de ventiler ces demandes par ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. Quelles ont été les dépenses réservées à la formation concernant les enjeux des femmes autochtones?
-

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) offre des formations aux employés de la fonction publique ainsi qu'à ceux du réseau de la santé et des services sociaux en matière de réalités autochtones. Les enjeux entourant les femmes autochtones ne sont pas spécifiquement abordés dans le cadre de ces formations.

Néanmoins, des formations sur les enjeux des femmes autochtones, portées par des organismes autochtones, sont financées au SAA par l'intermédiaire des programmes Fonds d'initiatives autochtones et Projets ponctuels autochtones (PPA). Dans le cadre du premier, l'organisme Femmes autochtones du Québec, soutenu financièrement à la mission globale (250 000 \$ / année), offre diverses formations et ateliers quant aux réalités des femmes autochtones, notamment à l'Université du Québec à Montréal, dans le cadre d'une école d'été, ainsi qu'auprès des futurs policiers à l'École nationale de police du Québec. De plus, cet organisme outille et forme les intervenantes des maisons d'hébergement pour femmes autochtones du Québec. Enfin, dans le cadre du programme PPA, des projets ayant pour objectif de former les femmes autochtones en ce qui a trait à divers enjeux auxquels elles doivent faire face, ont été financés en 2021-2022 par le SAA, et ce, pour un montant de près de 31 500 \$. La liste ci-après présente ces projets.

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Maison de la famille Salluit (Iqqivvik)	It's time for women voice	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Séances de discussion avec des groupes de femmes victimes de violence sexuelle, conjugale et familiale portant sur l'estime de soi, l'expression des émotions et des limites ainsi que sur le repérage des comportements à risque.
Girls Inc. 2020	Centre Unicura	11 469 \$	Projets ponctuels autochtones	Semaines de camp dans 4 communautés différentes (Inukjuak, Puvirnituq, Umiujaq et Kuujuaarapik) visant à faire participer 120 jeunes filles de 14 à 18 ans à des activités/ateliers portant sur différentes thématiques dont : la confiance et l'estime de soi, la promotion de saines relations, la grossesse chez les adolescentes, la sexualité et la prévention des violences sexuelles.
Girls Inc. 2021	Centre Unicura	15 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Semaines de camp dans quatre communautés différentes (Inukjuak, Puvirnituq, Umiujaq et Kuujuaarapik) visant à faire participer 120 jeunes filles de 14 à 18 ans à des activités/ateliers portant sur différentes thématiques dont : la confiance et l'estime de soi, la promotion de saines relations, la grossesse chez les adolescentes, la sexualité et la prévention des violences sexuelles.
TOTAL		31 469 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. Quels montants ont été accordés à des mesures ou programmes pour effectuer une analyse différenciée par le sexe + (ADS+)?

Dans le cadre des programmes de financement du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), aucune demande de projets n'a été soumise en 2021-2022 pour effectuer une analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectorielle (ADS+).

Le Secrétariat à la condition féminine, à titre d'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'ADS+, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes. Des employés du SAA ont bénéficié d'une de ces formations en 2021-2022. Il n'y a néanmoins pas de crédits du SAA qui ont été accordés dans le cadre de cette formation.

Ces activités de formation relevant du Secrétariat à la condition féminine, les questions relatives à celles-ci peuvent lui être adressées.

SECTION 3.3

TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'Opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

<p>1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2021-2022, incluant des détails sur:</p> <ul style="list-style-type: none">a. l'objet des négociations;b. la date des rencontres;c. l'échéancier des négociations;d. les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;e. un état de situation des négociations;f. le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;g. le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;h. le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;i. le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.
<p>2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2021-2022, incluant les détails sur:</p> <ul style="list-style-type: none">a. l'objet des négociations;b. la date des rencontres;c. l'échéancier des négociations;d. les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;e. un état de situation des négociations;f. le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;g. le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;h. le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.
<p>3. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022 et, pour chacune, préciser:</p> <ul style="list-style-type: none">a. l'objet des consultations;b. le moyen utilisé;c. les dates des rencontres;d. les communautés et les personnes consultées;e. les résultats des consultations;f. les montants afférents.
<p>4. Budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.</p>
<p>5. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant les métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.</p>
<p>6. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.</p>

7.	Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place du Plan Nord.
8.	Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la stratégie maritime.
9.	Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2021-2022, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme : <ul style="list-style-type: none"> a. développement économique; b. garantie de prêt; c. infrastructure communautaire; d. action communautaire; e. soutien à la consultation.
10.	État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.
11.	État d'avancement du prochain plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits.
12.	État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Mois national de l'histoire autochtone.
13.	État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2021-2022.
14.	Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2021-2022 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.
15.	Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existant en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.
16.	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022.
17.	Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
18.	État d'avancement du projet de village permanent pour la communauté algonquienne de Kitcisakik. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans ce dossier.
19.	État d'avancement, budget ventilé et échéancier de la mise en œuvre des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et de la nation inuite dans le réseau de la santé et des services sociaux.
20.	État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.
21.	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
22.	État d'avancement et rapport détaillé de la réflexion entourant la création d'un ministère des Affaires autochtones.
23.	Liste des rencontres faites dans les communautés autochtones par le ministre en 2021-2022.

- | |
|--|
| 24. Inclure les dates, les noms des personnes du SAA qui y ont assisté et les sujets abordés. |
| 25. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation. |

Condition féminine

- | |
|---|
| 26. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2021-2022 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones. |
| 27. État d'avancement de la prochaine stratégie pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones. |
| 28. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2021-2022 pour donner suite à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ainsi qu'à la commission Viens, par ministère ou organisme. Indiquer les mesures et les sommes prévues pour 2022-2023. |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2021-2022, incluant des détails sur :
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

LES ALGONQUINS-WINNEWAY

- a) L'objet des négociations

En 2008, le gouvernement du Québec a convenu d'une entente-cadre avec la communauté de Winneway. Cette entente établit un cadre général favorisant la conclusion d'ententes sectorielles dans les différents domaines d'intérêt commun. Les négociations en cours visent à mettre en œuvre cette entente-cadre, plus précisément en négociant la création d'une assise territoriale.

- b) Les dates des rencontres

2021

12 mai

2022

16,17 et 18 mars

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi par les parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le 25 août 2020, le gouvernement du Québec et Long Point First Nation (LPFN) ont renouvelé l'engagement de poursuivre les discussions sur la base de l'entente-cadre de 2008. Comme certains sujets requièrent la participation du gouvernement du Canada, ce dernier participe notamment aux négociations visant la création de l'assise territoriale de la communauté. Concernant les négociations de l'assise territoriale, LPFN a consulté ses membres et a fait part aux autres parties du périmètre que sa population voudrait comme assise territoriale. Le gouvernement du Québec a pris acte de ce choix et travaille sur des scénarios qui pourraient mettre en balance les intérêts des parties.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Gaétan Fortin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
Michel Martin	Facilitateur

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. David Lessard	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Liisa Mac Naughton	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Shaikh Niyalish	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du conseil
M ^{me} Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Éric Cardinal	Consultant
M. Leonard Polson	Ancien chef
M. Jerry Polson	Conseiller
M. David Schulze	Avocat
M ^{me} Joëlle Perron-Thibodeau	Avocate

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ATTIKAMEKS

Négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks

- a) L'objet des négociations

La négociation porte sur le règlement de la revendication territoriale et sur la conclusion d'une entente sur l'autonomie gouvernementale de la nation attikamek.

Cette négociation a pour objectifs de :

- préciser les droits des Attikameks et l'exercice de ceux-ci sur un territoire convenu;
- mettre en place des règles claires en matière d'exercice d'une autorité gouvernementale par la nation et les communautés attikameks sur des activités et des territoires convenus;
- s'entendre sur la participation des Attikameks au développement du territoire et aux bénéfices des retombées économiques qui y sont liées.

- b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2021			
4 juin	6 - 7 juillet	27 octobre	1 ^{er} - 2 décembre
14 -15 décembre			
2022			
25 - 26 janvier	16 -17 février	8 - 9 mars	29 - 30 mars

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) souhaitent conclure une entente de principe dans les meilleurs délais. Toutefois, la suspension de la participation du Conseil des Atikamekw de Wemotaci aux négociations pourrait avoir des incidences sur la capacité des parties à finaliser le processus rapidement.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale a initialement été présentée en 1979 par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).

e) Un état de situation des négociations

En 1997, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le CNA ont signé un protocole politique qui encadre le processus de la négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks. Depuis, les parties négocient une entente de principe qui est l'étape précédant la conclusion d'un traité.

En novembre 2009, le CNA a remplacé son équipe de négociation et les négociations ont été suspendues pendant presque un an. Au moment de la reprise, en décembre 2010, le gouvernement du Canada a informé les autres parties que le mandat de son négociateur était arrivé à échéance, et que le renouvellement risquait d'être long. Dès lors, les parties ont convenu que le gouvernement du Québec et le CNA allaient continuer les négociations et que le gouvernement du Canada allait assister aux négociations en tant qu'observateur.

En juin 2011, les négociations ont encore une fois été interrompues en raison de la suspension du mandat de négociation du CNA par les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci, pour diverses raisons et pour un temps indéterminé.

En décembre 2012, le gouvernement du Canada a annoncé le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans.

Au printemps 2013, les chefs attikameks ont accepté de confier à nouveau le mandat de négociation au CNA et, à l'automne 2013, les négociations ont repris. Les travaux se sont déroulés à un rythme soutenu de 2013 à 2018 et ont porté sur un projet d'entente de principe de 26 chapitres.

Le 22 janvier 2019, le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan a déposé une requête à la Cour supérieure du Québec pour obtenir une reconnaissance de son titre ancestral et de ses droits ancestraux sur un territoire d'une superficie de 26 360 km². Le chef de l'époque, M. Christian Awashish, annonçait du même coup le retrait de sa communauté du processus de négociation en cours avec la nation atikamekw. De concert avec ses partenaires fédéraux, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a maintenu un dialogue avec le conseil de bande d'Opitciwan à la suite du dépôt de sa requête judiciaire. Le 27 février 2020, le SAA et les représentants fédéraux ont d'ailleurs rencontré le nouveau conseil de bande, élu en septembre 2019, afin de mieux comprendre les préoccupations de ses membres eu égard à la négociation territoriale globale en cours avec la nation attikamek.

Le Conseil des Atikamekw de Wemotaci (CAW) s'est retiré partiellement de la négociation le 4 décembre 2019, avant de confirmer qu'il suspendait définitivement sa participation à la négociation en juin 2021. Le CAW juge

nécessaire de revoir la structure interne du CNA avant de lui accorder à nouveau le mandat de le représenter dans la négociation. Par ailleurs, les trois communautés attikameks et le CNA ont mandaté une firme indépendante pour réaliser un diagnostic opérationnel du CNA et proposer des pistes de solution aux problématiques vécues actuellement au sein de l'organisme.

En mars 2021, le Conseil de bande d'Opitciwan confirmait qu'il voulait réintégrer la négociation du CNA, sous réserve de certaines conditions, dont la création d'une table auxiliaire pour régler la question des chevauchements territoriaux entre la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) et le territoire revendiqué par Opitciwan. Cette table auxiliaire a été intégrée aux travaux de la table de négociation principale et un négociateur, M. Jean-Pierre Mattawa, a été nommé pour représenter Opitciwan dans ce processus.

Le 4 juin 2021, le CNA a annoncé le départ de la négociatrice en chef Hélène Dubé. Elle a été remplacée brièvement par le Grand Chef Constant Awashish, puis par Dany Chilton, qui est le négociateur en chef de la partie atikamekw depuis juillet 2021.

Le gouvernement du Québec poursuit ses discussions à la table de négociation avec ses partenaires fédéraux et attikameks afin de conclure une entente de principe dès que possible.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur en chef, Norton Rose Fulbright
M ^{me} Coralie Laurendeau	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M ^e Sophie Lépine-Zaruba	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. Bruno Marion	Négociateur en chef, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Jean-Sébastien Potvin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Marie-Andrée Thériault	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^e Hélène Dubé	Négociatrice en chef (jusqu'au 4 juin)
M. Constant Awashish	Grand Chef de la nation atikamekw et négociateur par intérim
M. Dany Chilton	Négociateur en chef
M ^{me} Sandra Vaillancourt	Secrétaire de direction, CNA
M ^e Benoît Champoux	Conseiller juridique, CNA
Me Karina Kesserwan	Conseillère juridique, CNA
M ^{me} Judith Ottawa	Négociatrice adjointe, Manawan
M ^{me} Claudia Petiquay	Secrétariat au territoire, CNA
M. Gérald Ottawa	Secrétariat au territoire, CNA
M. Jean-Pierre Mattawa	Représentant de la communauté d'Opitciwan

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

a) L'objet des négociations

Les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan (Regroupement Petapan) sont en négociation territoriale globale en vue de convenir d'un traité portant notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Pour ce faire, les parties ont signé l'*Approche commune*, en 2000, ainsi que l'*Entente de principe d'ordre général* (EPOG) le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à la négociation du traité.

La communauté de Pessamit, signataire des deux premières ententes, s'est retirée de cette négociation en 2005 et a privilégié les recours aux tribunaux.

b) Les dates des rencontres

Pour l'année 2021-2022, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2021			
20-22 avril	11-13 mai	26-27 mai	9 juin
16-17 juin	14 juillet	20-21 octobre	4 novembre
17-18 novembre			
2022			
18-20 janvier	8-10 février	22-24 février	22-24 mars

c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des trois parties visent à conclure les négociations et à remettre leurs recommandations sur un projet de traité à leurs mandants respectifs dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale globale présentée par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le gouvernement du Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

Dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec a toujours maintenu une approche basée substantiellement sur les principes de l'EPOG. Il importe de se rappeler que cette entente est d'ordre général et que plusieurs sujets doivent être négociés et définis de façon plus précise dans un accord final. La négociation d'un traité touche à tous les pans d'une société comme l'éducation, la santé et les services sociaux, le droit de la famille, l'économie, la fiscalité, le territoire, la sécurité des biens et des personnes. Les négociations doivent donc être menées dans le respect des droits autochtones, mais aussi dans le respect des droits individuels des personnes membres des communautés autochtones, et un équilibre doit être trouvé entre les intérêts des Autochtones et ceux du reste de la société. Le traité aborde donc de nombreuses questions complexes, qui touchent des régions où il y a une forte population non autochtone. L'équipe de négociation du gouvernement du Québec tente de concilier les intérêts du gouvernement du Québec avec les positions des autres parties pour présenter des solutions mutuellement satisfaisantes.

Les 23 chapitres du projet de 300 pages sont à un stade avancé. Le projet d'entente porte notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. L'état d'avancement des négociations, malgré les défis des dernières années, permet de présumer qu'une entente est possible et surtout souhaitable au bénéfice des Premières Nations et du gouvernement du Québec.

Il s'agirait du premier traité moderne sur le territoire du Québec après la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, conclue en 1975 et la Convention du Nord-Est québécois, en 1978. De ce fait, le Traité Petapan deviendrait un jalon important, en étant le premier traité conclu au Québec en plus de 40 ans. Trois des neuf communautés innues sont en négociation, ce qui représente environ 8 800 Innus (42 % de la population innue).

Les objectifs du gouvernement du Québec :

- Améliorer les relations avec les Premières Nations;
- Consolider la paix sociale et contribuer à un contexte d'investissement positif;
- Encourager les partenariats entre Autochtones et non-Autochtones;
- Obtenir une certitude quant aux droits que les Premières Nations pourront exercer et sur quels territoires.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Norton Rose Fulbright, négociateur en chef
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Catheryne Bélanger	Ministère de la Justice
M ^e Sophie Lépine-Zaruba	Ministère de la Justice
M. Luc Imbeault	Représentant des régions, Côte-Nord
M. Denis Taillon	Représentant des régions, Saguenay–Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur en chef
M. Bruno Marion	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Lauren Heyer	Justice Canada
M ^e Rudi Ares	Justice Canada
M. Luc Lavigne	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Marie-Ève Sabourin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Audrey Brault	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Myriam Babin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Matthew Case	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Regroupement Petapan

M ^e Carl Nepton	Négociateur en chef
M ^{me} Christine Tremblay	Conseillère au développement et aux relations publiques

M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Nancy Fillion	Conseillère juridique
M ^e Dominic Tremblay	Conseiller juridique
M. Paul Michaud	Comptable

Les coordonnateurs des négociations pour chaque communauté accompagnent l'équipe de négociation depuis l'automne 2017.

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

Négociation tripartite entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

a) L'objet des négociations

En 2003, le gouvernement du Canada a voulu entamer la négociation d'une revendication territoriale avec la nation micmaque du Québec, avec un organisme administratif représentant les trois communautés micmaques du Québec appelé le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. À l'époque, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il ne souhaitait pas s'engager dans une négociation de revendication territoriale globale, mais qu'il participerait à une démarche alternative visant la conclusion d'ententes sectorielles qui augmenteraient le degré de certitude juridique entourant la question des droits des Micmacs au Québec, évitant ainsi des poursuites judiciaires et créant un climat favorable au développement économique.

En 2008, les parties ont convenu d'une entente, appelée *Niganita'suatas'gl IIsutaqann* (NI Process), qui engage les parties à poursuivre les discussions afin de conclure une entente-cadre qui établit les sujets devant faire l'objet de négociations ultérieures. Cette voie est la solution convenue pour concilier les différentes positions des parties quant au type de négociation à privilégier.

En 2012, les parties ont convenu d'une première entente-cadre intitulée *Niganiljoga'tagan*. L'objet de cette entente était d'engager les parties à négocier des ententes visant à concilier les positions des parties sur des sujets donnés tout en n'abordant pas la question des droits. Toutefois, compte tenu de l'asymétrie des mandats du Québec et du Canada, les parties n'ont pu obtenir de résultats tangibles de ce cadre.

En 2016, à la suite d'analyses approfondies, le gouvernement du Québec a modifié sa position quant aux revendications et son mandat de négociation. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de conclure une entente finale concernant les revendications micmaques.

Depuis, les intérêts des trois parties ont évolué et des approches alternatives sont davantage explorées. Plusieurs des sujets d'intérêt d'abord établis à la table tripartite font dorénavant l'objet de discussions exploratoires ou de négociations bilatérales entre les Micmacs et le gouvernement du Canada (p.

ex. concernant les pêches et les parcs) ou entre les Micmacs et le gouvernement du Québec, dans le but de faire des avancées plus significatives.

b) Les dates des rencontres

2021

16 juin

2022

27 janvier

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Après avoir effectué une évaluation de risques, le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement du Québec de participer à une négociation sur les droits aux terres, aux ressources, à l'autonomie gouvernementale et les droits issus de traités. Quant aux Micmacs, ils ont transmis aux gouvernements une déclaration de revendication (« Statement of Claim ») en 2007.

e) Un état de situation des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec a convenu de poursuivre des négociations avec les Micmacs dans un cadre de négociation territoriale globale en vue de convenir au final d'un traité. Les parties ont convenu de revoir l'entente-cadre à la lumière du nouveau mandat du gouvernement du Québec.

En février 2019, à l'aube de convenir des textes finaux, le MMS a avisé les parties de son intention de suspendre les discussions sur l'entente-cadre le temps de revoir le texte à la lumière des commentaires des chefs micmacs. Nous sommes toujours en attente d'un retour de la part des Micmacs sur les suites.

Dans l'intervalle, le gouvernement du Québec et les Micmacs ont convenu de consacrer les efforts de négociation à un niveau bilatéral sur des sujets représentant un intérêt commun, dont la mise en valeur des hydrocarbures et le volet de la gestion du territoire public.

En marge des discussions sur l'entente-cadre, le gouvernement fédéral poursuit également des discussions en bilatéral avec la nation micmaque ou avec certaines communautés micmaques, à l'intérieur de ses champs de compétence. Ces négociations s'appuient sur un mandat exploratoire du gouvernement fédéral et visent à convenir d'ici 2022 d'ententes portant sur les pêches ou sur la question des parcs fédéraux.

Le 16 juin 2021, le MMS a transmis aux représentants du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral une nouvelle version d'un projet d'entente-cadre. Les échanges entre les parties ont été ensuite suspendus pour la période électorale fédérale. Une rencontre de reprise a été organisée à la fin de janvier 2022 et les discussions doivent se poursuivre pour clarifier les attentes et les orientations des Micmacs quant à cette nouvelle approche de négociation proposée.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^e Ritu Sood	Négociateur, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Axel Gaba-Idiamey	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Denis Labossière	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Nathalie L'Écuyer	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Miriam Lagacé	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Tanya Barnaby	Négociatrice par intérim, Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Nadir André	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES NASKAPIS

Modifications au chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois

a) L'objet des négociations

En janvier 2017, à la demande de la Nation Naskapie de Kawawachikamach (NNK) et dans le contexte de la négociation de l'*Entente tripartite sur le financement des services policiers 2018-2023*, le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) s'était engagé à contacter le ministère de la sécurité publique du Canada concernant ses intentions quant à une éventuelle modification du chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois. La demande de la NNK a été considérée favorablement tant par le gouvernement du Québec que celui du Canada dans la mesure où elle pourrait permettre le règlement à très long terme de différents exposés dans la poursuite intentée contre les gouvernements du Canada et du Québec concernant le processus de renouvellement et le financement de l'entente tripartite 2015-2018. Cette poursuite est d'ailleurs toujours en suspens le temps que les négociations de la convention complémentaire se terminent. Le MSP coordonne les discussions; le SAA et le ministère de la Justice participent à la négociation.

b) Les dates des rencontres

L'équipe de négociation ne s'est pas réunie cette année.

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent la conclusion d'une entente de principe dans les meilleurs délais. Cependant, quelques étapes doivent encore être franchies, dont la consultation auprès du SAA et des directions d'affaires juridiques du ministère de la Justice et du MSP.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

L'équipe de négociation ne s'est pas réunie cette année. Le MSP et la NNK ont échangé de manière bilatérale. Selon le MSP, la NNK et lui se sont entendus sur la plupart des articles de la convention complémentaire.

f) Le nom des négociatrices pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M. Martin Demers	Ministère de la Sécurité publique
M. Danny Renaud	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Nathalie Ney	Ministère de la Sécurité publique

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^{me} Susan Doherty	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Kim Lepage	Sécurité publique Canada
M ^{me} Habon Ismael	Sécurité publique Canada
M. Jacques Talbot	Sécurité publique Canada

- h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux rencontres pour la communauté autochtone

M. Paul Renzoni	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. William Moffat	Nation Naskapie de Kawawachikamach
Me Anissa Chekir	Nation Naskapie de Kawawachikamach

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS

Modifications au chapitre 3 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois

- a) L'objet des négociations

Dans l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee*, conclue en 2008, le gouvernement du Canada et le Gouvernement de la nation crie, à la demande de cette dernière, ont pris l'engagement d'entamer des discussions visant à apporter certaines modifications à la CBJNQ, dont celui de discuter d'une Convention complémentaire à la CBJNQ pour y modifier le Chapitre 3. Le gouvernement du Québec, étant signataire de la CBJNQ, participe aux discussions. L'objet de la négociation est de proposer des modifications aux critères d'admissibilité des bénéficiaires cris, résidant hors territoire depuis plus de 10 ans consécutifs.

- b) Les dates des rencontres

2021

3 décembre

17 décembre

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi par les parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Un premier projet d'entente, convenu en principe entre les parties, a été ébauché en 2018. En 2021, la partie crie a demandé la reprise des travaux pour finaliser l'entente, et deux rencontres ont eu lieu à l'automne. Le texte de l'entente n'est toutefois pas encore définitif en attente d'un retour du gouvernement du Canada sur la formulation d'une des dispositions. Le SAA assure le suivi et les travaux se poursuivent.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Ministère du Conseil exécutif
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Annelise Jensen	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^{me} Amanda Di Maio	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Tyler Paquette	Justice Canada

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Melissa Saganash	Directrice des relations Cris-Québec
M ^{me} Tina Petawabano	Directrice des relations avec les nations autochtones
M. Denis Blanchette	Avocat

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Ne s'applique pas.

-
- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2021-2022

Employés du SAA	121 488 \$
Négociateurs externes	<u>360 000 \$</u>
TOTAL :	481 488 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2021-2022, incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

LES ABÉNAQUIS

a) L'objet des négociations

Négociation d'une entente sur la consultation et l'accommodement entre le gouvernement du Québec et le Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA), qui représente les Conseils des Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak.

b) Les dates des rencontres

2021			
27 janvier	25 février	31 mars	21 avril
1 ^{er} juin	8 juin		
2022			
11 mars			

c) L'échéancier des négociations

Les négociations sont très avancées. Une entente pourrait se finaliser prochainement.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

À la suite d'une demande formulée par le GCNWA, à la fin de décembre 2017, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a entrepris des discussions avec ses représentants, en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement. Une rencontre de démarrage s'est déroulée en mai 2018; un premier projet d'entente a été transmis par le SAA, au mois d'août suivant, et deux rencontres de négociation ont eu lieu les 17 octobre et 5 décembre 2018.

Chaque partie a ensuite poursuivi ses démarches internes respectives pour documenter davantage certains éléments, entre autres concernant la question du territoire d'application d'une éventuelle entente.

Les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à l'automne 2020, suite à un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19. L'entente est maintenant en voie d'être finalisée.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Dominic Maltais	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Suzie O'Bomsawin	Directrice du bureau du Ndakinna
M ^e Jameela Jeeroburkhan	Conseillère juridique
M ^e Sophie Gagné	Conseillère juridique
M ^e Alexandre Carrier	Conseiller juridique
M. Edgar Blanchet	Conseiller

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

- a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente afin de mettre en œuvre les recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux respectifs du gouvernement du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière (ALB). La

négociation porte principalement sur la participation à la gestion des ressources renouvelables (forestières et fauniques) et aux bénéfices économiques qui en découlent. Une entente a été conclue le 14 décembre 2021 et les parties travaillent à la mise en œuvre de cette entente depuis.

b) Les dates des rencontres

2021			
12 mai	18 mai	15 juin	12 novembre
21 décembre			

2022

Aucune rencontre formelle de négociation, mais plusieurs échanges ont été tenus entre les négociateurs pour discuter de la mise en œuvre.

c) L'échéancier des négociations

L'entente ayant été signée en décembre 2021, les parties se concentrent maintenant sur sa mise en œuvre. L'entente a une durée de 10 ans et pourrait être renouvelée après ce terme.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

L'entente de mise en œuvre des recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière a été signée par les parties le 14 décembre 2021. À la suite de son élection en mars 2021, le nouveau chef de la communauté, M. Tony Wawatie, a signifié son intérêt à ratifier le projet d'entente qui avait été convenu entre les négociateurs en 2017. Ce projet d'entente avait été approuvé par le Conseil des ministres et par voie de résolution du conseil de bande en 2017, or, le chef de l'époque avait décidé de ne pas procéder avec la signature suivant l'opposition manifestée par une partie des membres de la communauté. Des discussions entre le SAA, le négociateur d'ALB et le conseil de bande de la communauté ont mené à une nouvelle approbation du projet d'entente de 2017 par les parties à l'automne 2021. Le gouvernement du Québec et ALB travaillent présentement à mettre en place les différentes structures prévues à l'entente, notamment un comité conjoint sur les ressources fauniques et forestières et une corporation financière dédiée au développement économique et social de la communauté d'ALB.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Mario Gibeault	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Clifford Lincoln	Négociateur
M. Tony Wawatie	Chef
M. Norman Matchewan	Membre du Conseil de bande
M. Jean-Maurice Matchewan	Membre de la communauté

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – CHASSE À L'ORIGINAL DANS LA RÉSERVE FAUNIQUE LA VÉRENDRYE

a) L'objet des négociations

La négociation visait à conclure une entente avec la nation algonquine afin d'accroître sa participation à la gestion de l'original dans la RFLV et d'assurer la protection du cheptel d'originaux. Une entente-cadre sur la gestion de l'original a été conclue entre le gouvernement du Québec et le Conseil tribal de la nation algonquine–Anishinabeg le 18 août 2021. Une entente-cadre très similaire spécifique à cette communauté a également été conclue entre les Algonquins de Lac-Barrière et le gouvernement du Québec le 18 août 2021. Les parties travaillent maintenant à la mise en œuvre des deux ententes-cadres.

b) Les dates des rencontres

2021			
22 avril	3 septembre	27 septembre	14 octobre
11 novembre	2 décembre	16 décembre	
2022			
13 janvier	27 janvier	18 février	25 mars

c) L'échéancier des négociations

Les parties ont procédé à la signature des deux ententes-cadres en négociation le 18 août 2021. Les parties entreprendront des projets de recherche sur la population d'originaux et sur l'habitat de l'original dans les prochains mois en vue de la reprise de la chasse sportive en 2023. Les parties doivent également élaborer une entente de collaboration d'ici la fin de l'entente-cadre, soit le 31 mars 2024.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

La nation algonquine est préoccupée par l'état de la population d'orignaux dans la RFLV. Certains membres de cette nation ont tenu des manifestations à l'automne 2019 et à l'automne 2020, pendant la période de la chasse, pour réclamer un moratoire sur la chasse sportive à l'orignal dans la RFLV.

Après plusieurs mois de négociation intensifs, le gouvernement du Québec et la nation algonquine en sont arrivés à un accord de principe le 3 juin 2021. L'entente-cadre concernant la gestion de l'orignal entre la nation Anishnabe et le gouvernement du Québec a été signée le 18 août 2021. Une autre entente, l'entente-cadre concernant la gestion de l'orignal entre les Algonquins de Lac-Barrière et le gouvernement du Québec, a également été signée le 18 août 2021 pour tenir compte des particularités du processus entamé avec la communauté de Lac-Barrière depuis la signature de l'entente trilatérale en 1991 et de l'entente bilatérale en 1998. Ces deux ententes-cadres prévoient des mesures intérimaires qui s'échelonnent sur 4 ans. Ces mesures comprennent notamment la suspension de la chasse sportive à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye pour les années 2021 et 2022.

Les parties travaillent actuellement à la mise en œuvre des 2 ententes-cadres. Une table de négociation principale et un comité technique ont été mis sur pied et tiennent des rencontres bimensuelles. La communauté de Lac-Barrière collabore aux travaux de la table de négociation et du comité technique, de concert avec les représentants des autres communautés algonquines signataires de l'entente-cadre.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Mario Gibeault	Négociateur externe, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M. François Paradis	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. André Dumont	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Caroline Trudeau	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Lucien Wabanonik	Négociateur, nation algonquine
M. John Boudrias	Grand chef de la nation algonquine
M ^{me} Savanna McGregor	Grande cheffe de la nation algonquine par intérim
M. Norm Odjick	Directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M ^{me} Patricia Polson	Coordonnatrice, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg

M ^{me} Robin Cayer	Coordonnatrice, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M. Georges Lafontaine	Agent de communication, Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M. Jean-Guy Whiteduck	Négociateur adjoint, Kitigan Zibi
M. Jimmy Papatie	Négociateur adjoint, Kitcisakik
M. Brian Dumont	Négociateur adjoint, Lac-Simon
M. Mario St-Georges	Biologiste, représentant Lac-Barrière
M. Pierre-Luc Bastien	Biologiste, Conseil tribal nation algonquine-Anishinabeg
M. Joel Odjick	Biologiste, Conseil tribal nation algonquine-Anishinabeg

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – LAC-SIMON

- a) L'objet des négociations

Processus exploratoire visant à mettre en place un forum de discussion permettant aux parties de déterminer les enjeux auxquels la communauté algonquine de Lac-Simon est confrontée et d'y apporter des solutions satisfaisantes. Certaines de ces solutions pourraient être mises en place par la conclusion d'ententes ou par d'autres mécanismes établis par les parties.

- b) Les dates des rencontres

2021			
22 avril	25 mai	15 septembre	22 octobre
1 ^{er} décembre	8 décembre		
2022			
17 janvier			

- c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été déterminé.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont échangé de manière approfondie sur les enjeux avec lesquels compose la communauté de Lac-Simon et ont discuté de la mise sur pied d'un forum dans lequel les solutions pour les résoudre pourraient être discutées. Le 18 janvier 2022, les parties ont conclu le Protocole d'entente sur la Table centrale. Ce protocole établit notamment les modalités de fonctionnement de ce forum ainsi que d'autres modalités qui guideront les discussions des parties. Pour les prochaines discussions des travaux de la Table centrale, Lac Simon a identifié la foresterie comme sujet à prioriser. À ce propos, des discussions ont eu lieu sur les enjeux que cette communauté rencontre dans le domaine de la foresterie. Des rencontres ont également eu lieu pour expliquer l'encadrement des activités d'aménagement forestier. Présentement, les parties discutent de consultation afin de favoriser la participation de Lac Simon lors des activités d'aménagement forestier. Les échanges sont temporairement suspendus à la demande de la communauté.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Ève Lacombe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Véronique Paul	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Adrienne Jérôme	Chef
M ^{me} Pamela Papatie	Conseillère
M. Lucien Wabanonik	Vice-chef
M. Brian Dumont	Conseiller
M. Randy Pien	Conseiller
M. Gislain Nequado	Employé du conseil
M ^e Charlotte Chicoine-Wilson	Avocate
M ^e Flavie Ferrer	Consultante
M. Ronald Brazeau	Employé du conseil
M ^{me} Geneviève Tremblay	Employée du conseil

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – PIKOGAN

- a) L'objet des négociations

Processus de discussion visant l'élaboration d'une entente de nation à nation avec la Première Nation Abitibiwinni, laquelle pavera la voie à des discussions soutenues, notamment au regard du développement minier, de la foresterie, de la faune et des aires protégées.

- b) Les dates des rencontres

2021			
8 avril	14 avril	30 avril	18 mai
21 mai	27 mai	10 juin	30 juin
7 juillet	26 octobre	28 octobre	23 novembre
30 novembre	14 décembre		
2022			
18 janvier	9 février	21 février	

- c) L'échéancier des négociations

Des discussions sont en cours sur la base de sujets convenus et les parties souhaitent convenir d'une entente-cadre et d'ententes sectorielles dans les meilleurs délais.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Les parties se sont entendues sur les principes, les objectifs et les sujets de négociation. Des discussions ont cours sur la conclusion d'une entente-cadre, de nation à nation, qui pavera la voie à des ententes sur la foresterie, les aires protégées, la faune, entre autres. Le rythme des négociations est soutenu et les efforts sont fournis de part et d'autre pour l'atteinte des résultats.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones

M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^e Marie -Josée Verreault	Ministère de la Justice
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Catherine Plasse	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Solenn Sanquer	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Mélanie Chabot	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Sylvie Létourneau	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M ^{me} Mathilde Gadoury Boissé	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Elaine Cyr	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Jean Lapointe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Daniel Spalding	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steve Rankin	Négociateur
M ^e Morgan Kendall	Conseiller juridique
M ^e Gary Carrot	Conseiller juridique
M ^e Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique
M. Benoit Croteau	Employé
M. James Cananasso	Vice-chef
M ^{me} Joan Wylde	Conseillère
M ^{me} Roxanne Germain	Employée

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – TIMISKAMING FIRST NATION

a) L'objet des négociations

Convenir d'une entente avec la Première Nation de Timiskaming concernant les camps autochtones sur le territoire revendiqué de la Première Nation.

Convenir d'une solution mutuellement acceptable concernant les bâtiments du lac des Quinze visés par les décisions rendues par les tribunaux entre 2013 et 2015.

b) Les dates des rencontres

2021			
23 février	10 mars	29 mars	6 octobre
18 octobre	16 novembre	29 novembre	20 décembre
2022			
12 janvier	21 janvier	30 mars	

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente avant 2023.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En août 2005, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) répertoriait sept membres de la communauté de Timiskaming ayant construit des habitations aux abords du lac des Quinze, dans la municipalité de Laverlochère-Angliers. Les habitations sont situées sur des terres du domaine de l'État, et les occupants n'ont aucun droit de propriété, bail, droit d'occupation ou autre autorisation quant aux terrains occupés.

Considérant que ces installations ne se qualifiaient pas comme étant des camps autochtones raisonnablement accessoires à l'exercice de droits ancestraux ou issus de traités, le MERN a entrepris des démarches d'évictions, invitant les Autochtones concernés à quitter les lieux et à remettre les terrains dans un état satisfaisant.

Devant l'inaction des personnes visées, en 2012, le gouvernement du Québec a entrepris des procédures judiciaires en éviction contre les sept membres. Entre avril 2013 et juin 2015, le tribunal a rendu des jugements favorables, que ce soit par défaut de plaider ou par défaut de comparaître.

Il a été demandé au MERN de trouver les moyens nécessaires pour que les occupants puissent demeurer légalement dans leur résidence avant d'envisager l'exécution des jugements.

Des discussions en ce sens ont été amorcées entre les parties en 2017, en vue de convenir d'un protocole d'entente. Ce processus a été suspendu à l'automne 2018 afin d'étudier à l'interne certaines pistes de solution permettant de faire progresser les échanges. La relance du processus n'a pu se réaliser en 2020 en raison de la situation de pandémie de la COVID-19. Les

discussions ont repris en 2021 et se poursuivent.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Mélanie Savoie	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Sasha Wabie	Chef jusqu'en juillet 2021
M. Arden McBride	Chef depuis juillet 2021
M ^{me} Colleen Polson	Membre du Conseil de bande
M ^{me} Alisson McBride	Secrétariat de la Nation algonquine
M ^{me} Lindsay McLaren-Polson	Administration, Conseil de bande
M ^{me} Roselyn Tebiscon	Administration, Conseil de bande
M ^{me} Cherie Stanger	Administration, Conseil de bande
M ^e Alain Bartleman	Avocat, Nahwegahbow Corbiere

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – WINNEWAY

Table sur la desserte policière

- a) L'objet des négociations

Les discussions visent à :

- mettre en place des mesures temporaires afin d'assurer une présence policière autochtone dans la communauté de Winneway;
- la création d'un corps de police autochtone régional qui fournirait une desserte policière à Winneway,

b) Les dates des rencontres

2021		
19 juillet	3,10,17,24 novembre	1,8,15 décembre
2022		
12,19 et 26 janvier	2,9,16 et 23 février	2, 9, 24 et 30 mars

c) L'échéancier des négociations

Bien qu'un échéancier ne soit établi, les parties veulent la conclusion rapide d'une entente.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas

e) Un état de situation des négociations;

En 2008, le gouvernement du Québec a convenu d'une entente-cadre avec la communauté de Winneway. Cette entente établit un cadre général favorisant la conclusion d'ententes sectorielles dont une entente sur la sécurité publique. Depuis plusieurs années, Winneway estime que la desserte policière offerte par la Sureté du Québec ne répond pas aux besoins de sa communauté.

Conscient de l'importance et l'urgence de fournir à Winneway des services policiers professionnels, dédiés et adaptés à ses besoins et à sa culture, conformément aux lois et aux règlements applicables, le gouvernement du Québec a mis en place un comité d'action rapide pour proposer des solutions. Ce comité réunit les représentants du SAA, MSP, Sureté du Québec, Timiskamink First Nation (TFN), Première Nation de Kebaowek et Winneway. Le gouvernement du Québec a procédé à la nomination de M. Michel Martin à titre de facilitateur pour ce dossier.

L'objectif du gouvernement du Québec dans cette négociation est d'offrir une desserte policière à Winneway qui répondrait le mieux aux enjeux de cette communauté tout en optimisant les ressources.

Dès octobre 2021, des négociations intensives ont eu lieu au sein de ce comité. Pour agir rapidement, le Comité a convenu de procéder de travailler à une approche progressive pour la mise en place de cette desserte policière autochtone. Des mesures immédiates permettront une présence policière autochtone à Winneway d'ici à ce que des solutions plus pérennes soient trouvées.

Une entente de collaboration est négociée pour confirmer les intentions des parties.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Michel Martin	Facilitateur

M. Jean-Sébastien Dion	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Annick Larose	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Nathalie Dion	Ministère de la Sécurité publique
M. Dany Renauld	Ministère de la Sécurité publique

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du conseil
M ^{me} Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Lloyd Alcan	Négociateur
M. Jean Cotten	Facilitateur
M. Jean Vicaire	Coordonnateur
M. David Schulze	Avocat

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS – GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE

Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes

- a) L'objet des négociations

Le SAA et le ministère de la Famille (MF) discutent avec le Gouvernement de la nation crie (GNC) du renouvellement de l'*Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes*, pour la période de 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2026.

- b) Les dates de rencontre

2021

Poursuites des négociations : 9 avril

Il s'agit de la seule rencontre ayant impliqué l'ensemble des parties, mais le ministère de la Famille a eu des rencontres de nature technique en matière budgétaire et juridique impliquant ses représentants avec ceux du GNC, pour discuter séparément des enjeux financiers et légaux, avant un retour à la table qui n'a pas eu lieu.

c) L'échéancier des négociations

Les discussions n'ont pas nécessité de rencontre de l'ensemble des parties avant la conclusion d'une entente de principe en novembre 2021, laquelle était soumise au processus d'approbation des parties. Pour le gouvernement du Québec, cette entente est visée par la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, à la section des affaires intergouvernementales canadiennes et des affaires autochtones. L'entente a été approuvée le 23 mars 2022 par le décret n° 507-2022.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Une première tentative au printemps 2019, une rencontre de démarrage à l'automne 2020 et trois rencontres suivantes en 2020-2021 ont permis aux parties de faire évoluer le projet d'entente soumis initialement par les Cris et présentant leur vision quant aux responsabilités ministérielles à prendre en charge en fonction de leur capacité, ainsi que leurs demandes budgétaires pour assurer cette prise en charge, tout en tenant compte aussi de la réalité propre aux Cris et à leur situation géographique.

L'exercice avait permis d'identifier les points de convergence et ceux pour lesquels des écarts subsistaient entre les positions des parties. Des orientations obtenues des autorités respectives des parties ont permis de trancher les écarts en trouvant une position de compromis.

Des arrangements budgétaires particuliers permettaient d'assurer la continuité des services par le GNC pendant la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2022.

L'entente prendra effet le 1^{er} avril 2019, indépendamment de la date à laquelle elle a été conclue, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2026.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. François Lemelin	Ministère de la Famille, secrétaire général
M. Benoît Descoteaux	Ministère de la Famille, coordonnateur aux affaires autochtones et famille
M ^{me} Alexia-Melina Lamoureux-Proulx	Ministère de la Famille, conseillère
M. Paulin Fides Nteziryayo	Ministère de la Famille, conseiller
M. Mathieu Boily	Ministère de la Justice, avocat
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. David Heritage	GNC, négociateur
M ^{me} Melissa Saganash	Directrice des relations du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M ^{me} Kelly Petawabano	GNC, directrice du département des services à l'enfance et à la famille
M. Pascal Chadronnet	GNC, département des finances
M. Matthew Sherrard	Gowling WLG, conseiller juridique
M ^{me} Angeline Therrien-Lapointe	Gowling WLG, conseillère juridique

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Lettre d'entente entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et le Gouvernement de la nation crie modifiant de nouveau certaines échéances prévues dans le cadre de la *Grande Alliance*

- a) L'objet des négociations

Le SAA, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) – GCC(EI) – et le GNC ont discuté à nouveau de la prolongation du *Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James* (communément appelé la « *Grande Alliance* ») et à la *Convention pour l'octroi d'une aide financière* pour contribuer à la réalisation d'une étude de faisabilité technique et financière pour la phase I et d'une étude de préfaisabilité pour les phases II et III de ce programme.

- b) Les dates de rencontre

La prolongation des échéances prévues a été admise sans le besoin de rencontres formelles, par des communications en janvier et février 2022.

- c) L'échéancier des négociations

Conclue le 31 mars 2022, avant l'expiration de la précédente échéance, la lettre d'entente assure la poursuite des études en cours de réalisation dans le cadre de la *Grande Alliance*.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Les discussions de mise en œuvre de la *Grande Alliance* ont révélé le besoin de prolonger certaines échéances avant la fin de la durée prolongée du

protocole d'entente, conclu initialement le 17 février 2020. La *Convention pour l'octroi d'une aide financière*, conclue initialement le 27 mars 2020, couvrait les besoins financiers pour la réalisation des études prévues par le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures (le Programme) sans besoin d'investissement supplémentaire. La prolongation des échéances a assuré la collaboration entretenue au Conseil Cris-Québec de l'alliance et aux comités de travail regroupant les équipes du GNC et de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux.

L'étude de faisabilité technique et financière pour la phase I et l'étude de préfaisabilité pour les phases II et III du Programme sont en cours de réalisation, selon les termes des contrats attribués par appel d'offres public (en mai et juin 2021, respectivement). La fin prévue des études, par le dépôt d'un rapport final par les firmes engagées, ira à décembre 2022 dans le cas de l'étude pour la phase I et à mai 2022 dans le cas de l'étude des phases II et III du Programme. Cela étant, l'échéance du protocole d'entente et de la *Convention pour l'octroi d'une aide financière* afin de contribuer à sa mise en œuvre a été prolongée au 31 mars 2023. À cette date, l'analyse du résultat des études devrait permettre de formuler des recommandations que le gouvernement du Québec et le GNC veilleront à orienter pour déterminer l'avenir des composantes du Programme.

À la satisfaction des parties, la lettre d'entente a été approuvée par le décret n° 343-2022 du 23 mars 2022. Elle est entrée en vigueur le 31 mars 2023 au moment où la dernière signature a été apposée et elle le demeurera jusqu'au 31 mars 2023, à moins que les parties en conviennent autrement.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice, avocat

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Paul John Murdoch	Conseiller juridique et secrétaire du GCC(EI) et du GNC
----------------------	---

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Ententes entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et le Gouvernement de la nation crie en matière de foresterie

a) L'objet des négociations

En décembre 2021, le SAA s'est joint au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) pour reprendre des négociations avec le GCC(EI) et le GNC concernant le renouvellement des arrangements financiers au fondement de l'*Entente relative à la valorisation des activités traditionnelles crie* (EVAT) et d'un régime collaboratif de gestion forestière. Ce dernier découle de l'*Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James* de 2012, dans le cadre de l'harmonisation du régime forestier adapté pour les Cris et de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*. Il est prévu que les Cris et le gouvernement du Québec mettront en place un régime collaboratif de gestion des ressources forestières sur les terres de la catégorie II du territoire visé au chapitre 3 de l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris*. L'EVAT et le régime collaboratif doivent faire l'objet d'un renouvellement pour la période de 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2026.

b) Les dates de rencontre

2021

Redémarrage des négociations : 12 décembre

2022

16 février

Il s'agit de la seule rencontre ayant impliqué l'ensemble des parties, mais le ministère de la Famille a eu des rencontres de nature technique en matière budgétaire et juridique impliquant ses représentants avec ceux du GNC, pour discuter séparément des enjeux financiers et légaux, avant un retour à la table qui n'a pas eu lieu.

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec et le GNC sont engagés, depuis le printemps 2020, à entreprendre et à poursuivre de façon diligente et de bonne foi des négociations afin de conclure une nouvelle entente destinée à succéder à l'EVAT et au régime collaboratif de gestion forestière. Dans les deux cas, le démarrage des négociations est conforme aux dispositions de l'*Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses*, qui fixait au plus tard le 1^{er} avril 2020 l'engagement des parties à entreprendre et à poursuivre de façon diligente et de bonne foi des négociations afin de conclure une entente de renouvellement en ces matières. Il n'y a pas d'échéancier aux négociations, mais leur résultat doit couvrir la période de cinq ans débutant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2026.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les négociations entreprises ont été en pause entre janvier 2021 et décembre 2021, au moment de la reprise souhaitée par les parties. Des différences d'interprétation relativement à l'expérience vécue pendant la

première phase de déploiement du régime collaboratif de gestion forestière ont soulevé des enjeux auxquels les parties ont réfléchi, afin de préciser leur vision et d'établir la contribution aux coûts de mise en œuvre du régime pour sa deuxième phase de déploiement. Les parties en sont à un stade d'échange et de partage de leur compréhension et de leurs préoccupations, afin de retrouver des conditions favorables à la finalisation des négociations. Pour ce faire, les parties ont notamment séparé les discussions relatives à l'EVAT, en voie d'être conclue. Les discussions plus complexes entourant la vision du régime collaboratif de gestion forestière reprendront aussitôt que possible.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Alain Sénéchal	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, sous-ministre associé aux forêts
M. Martin Pelletier	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, directeur de la coordination et des orientations stratégiques, secteur des forêts
M ^{me} Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Richard Shecapio	Négociateur du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. Paul John Murdoch	Conseiller juridique et secrétaire du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. David Heritage	GNC, négociateur
M. Jean-Sébastien Clément	Gowling WLG, conseiller juridique

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES HURONS-WENDATS

- a) L'objet des négociations

Les parties ont convenu de mettre en place une table de discussion en vue de convenir d'une entente portant sur la consultation et l'accommodement.

b) Les dates des rencontres

2022	
18 mars	31 mars

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent s'entendre sur des principes menant à une entente avant l'été 2022.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le grand chef Rémy Vincent et le premier ministre François Legault se sont rencontrés le 17 mars 2022. Lors de cette rencontre, ils ont confirmé leur intention mutuelle de renforcer la relation de nation à nation. Suivant cette rencontre, les discussions entre les parties se sont amorcées en vue de convenir d'une entente sur la consultation. Les parties devront échanger sur leurs objectifs, leurs attentes et besoins afin de trouver des pistes de solution mutuellement acceptables. L'échéancier étant très serré, les parties devront établir dans de brefs délais les éléments consensuels.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Benoît Laliberté	Négociateur
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Stéphane Picard	Négociateur, Conseil de la Nation huronne-wendat
M. Vincent Bastien	Négociateur adjoint, Conseil de la Nation huronne-wendat

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS - UASHAT MAK MANI-UTENAM

a) L'objet des négociations

En 2021, le gouvernement du Québec et les Innus de Uashat mak Mani-Utenam ont repris des discussions de « nation à nation » en vue de conclure

une entente à brève échéance. Cette entente serait la base d'une relation renouvelée et permettrait la poursuite de discussions sur différents sujets d'intérêt pour les deux parties.

b) Les dates des rencontres

Discussions « nation à nation »

2021			
6 avril	16 avril	30 avril	7 mai
14 mai	28 mai	13 juin	22 juin
29 juin	5 juillet	6 juillet	13 juillet
31 août	8 septembre	15 septembre	17 septembre
22 septembre	27 septembre	29 septembre	6 octobre
13 octobre	14 octobre	21 octobre	26 octobre
27 octobre	3 novembre	8 novembre	10 novembre
17 novembre	22 novembre	24 novembre	1er décembre
7 décembre	15 décembre	22 décembre	
2022			
16 février	22 février	24 février	25 février
2 mars	8 mars	10 mars	18 mars
21 mars	24 mars	31 mars	

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente d'ici la fin du printemps 2022.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Au printemps 2021, les parties ont convenu d'un cadre de référence. Les représentants des parties ont déterminé les sujets devant être abordés au cours des discussions. Un calendrier prévoyant les échéanciers a aussi été convenu à l'été 2021. Les parties souhaitent finaliser le projet d'entente dans les prochaines semaines.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Jean-Claude Pinette	Conseil Innu Takuaitkan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique
M. Gilbert Dominique	Conseil Innu Takuaitkan Uashat mak Mani-Utenam (jusqu'en août 2021)
M. Ricky Fontaine	Conseil Innu Takuaitkan Uashat mak Mani-Utenam (depuis septembre 2021)
M ^e Jean-François Bertrand	Conseiller juridique
Des représentants des secteurs au sein d'ITUM accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.	

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS - ESSIPIT

- a) L'objet des négociations

Les parties ont entrepris des négociations en vue de convenir d'une entente portant sur la gestion des camps aux fins de la pratique des activités traditionnelles de la Première Nation ainsi que sur la consultation et la participation de la Première Nation à la planification et au développement de la villégiature par le gouvernement du Québec.

- b) Les dates des rencontres

2021			
17 juin	22 juillet	17 septembre	3 novembre
12 novembre	23 novembre	10 décembre	
2022			
28 janvier	17 février	18 mars	

- c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente en 2022.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties se rencontrent régulièrement. Les négociations avancent bien. Les parties ont convenu des principes sur lesquels l'entente sera basée.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Anik Langevin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Michael Ross	Première Nation des Innus Essipit
M. Marc St-Onge	Première Nation des Innus Essipit
M. Ulysse Rémillard	Première Nation des Innus Essipit
M ^{me} Isabelle Legault	Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
M ^{me} Charlotte Chicoine-Wilson	Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS - NUTASHKUAN

a) L'objet des négociations

Déoulant d'engagements pris en 2019 envers la communauté de Nutashkuan pour la création d'une Table Québec-Nutashkuan, le gouvernement du Québec et la Première Nation des Innus de Nutashkuan ont amorcé des discussions sur la gestion du caribou.

Les Innus de Nutashkuan aimeraient convenir avec le gouvernement du Québec d'une entente en matière de protection et de gestion du caribou.

b) Les dates des rencontres

2021			
27 mai	30 juin	5 juillet	22 septembre
5 octobre	15 octobre	25 octobre	28 octobre

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été convenu entre les parties. Les Innus de Nutashkuan avaient toutefois souligné au gouvernement du Québec un intérêt à s'entendre rapidement.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions tenues à l'hiver et au printemps 2021 ont permis d'établir une compréhension commune de la situation préoccupante du caribou forestier sur la Basse-Côte-Nord. Les Innus de Nutashkuan désirent collaborer avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs pour la conservation et la gestion du caribou. Les Innus travaillent sur un projet de code de pratique à l'égard du prélèvement du caribou. Toutefois, compte tenu de l'importance du caribou dans la culture innue, les Innus de Nutashkuan ont exprimé l'importance qu'une certaine forme de prélèvement puisse continuer d'être exercée. Des réflexions au sein du gouvernement du Québec se poursuivent pour tenter de trouver une alternative possible pour répondre à la préoccupation des Innus, ce qui a entraîné une suspension des discussions.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Moncef Bouaziz	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Frédéric Bujold	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Charlène Lavallée	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^{me} Thérèse Courtois	Conseil des Innus de Nutashkuan
M. Vincent Gerardin	Conseil des Innus de Nutashkuan
M. Jean Mestokocho	Conseil des Innus de Nutashkuan
M. Alain Chabot	Consultant, WSP
M ^e Dominic Tremblay	Avocat, Cain Lamarre

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MALÉCITES

Discussions bilatérales en vue de convenir d’une éventuelle entente de « nation à nation » et d’ententes sectorielles entre la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk et le gouvernement du Québec

a) L’objet des négociations

Depuis l’automne 2018, des discussions exploratoires sont en cours entre des représentants du SAA et des représentants de la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (PNWW) concernant une éventuelle entente de « nation à nation » entre les parties ainsi que des ententes sectorielles sur des sujets ciblés.

Suivant un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19, les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à compter de l’automne 2020 concernant une entente de « nation à nation », une entente en matière de consultation et d’accommodement ainsi que deux ententes d’occupations pour certains secteurs du port de Gros-Cacouna.

b) Les dates des rencontres

2021			
29 avril	13 mai	13 juillet	19 novembre
14 décembre			
2022			
26 janvier	22 février	22 mars	

c) L’échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir de l’entente de « nation à nation » dans les meilleurs délais, idéalement en 2022.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

En 2010, la PNMV a transmis au gouvernement du Québec un mémoire présentant des faits historiques à l’appui de ses démarches de revendication territoriale globale. Un mémoire contenant des éléments d’information complémentaire a été présenté en 2012. Le gouvernement du Québec a été invité par la PNMV en tant qu’observateur aux discussions entre la PNMV et le gouvernement du Canada, en 2017 et 2018. Cette invitation s’inscrivait dans une volonté de faire des avancées vers une négociation territoriale globale.

Or, à l’heure actuelle, le gouvernement du Québec privilégie plutôt une approche bilatérale sur des dossiers d’intérêt commun.

e) Un état de situation des négociations

Les rencontres entre les représentants du gouvernement du Québec et de la PNWW ont porté sur les paramètres de la négociation et les objectifs généraux des parties articulés autour du développement d’une relation politique plus structurée et significative.

Ces échanges ont permis de dégager une compréhension commune pour la suite, notamment autour de sujets d’intérêt pour la PNWW (processus de

consultation et d'accommodement; activités de chasse, de pêche et de piégeage; développement économique; lieux d'intérêt; patrimoine et culture).

Les ententes d'occupation de certains secteurs du port de Gros-Cacouna représentent un exemple tangible de partenariat entre le gouvernement du Québec et la PNWW pour favoriser sa participation au développement économique régional. Deux ententes conclues à ce propos furent signées en novembre 2021.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Maxime Morin	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^e Benoît Amyot	Négociateur pour le Grand Conseil de la PNMW
M ^{me} Édith Bélanger	Consultante, Grand Conseil de la PNMW
M ^e Léonie Boutin	Conseillère juridique
M ^e Audrey Poirier	Conseillère juridique
M ^e Laurence Maher	Consultante, Grand Conseil de la PNMW

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

- a) L'objet des négociations

À l'instar du modèle de l'entente de consultation conclue avec les Micmacs concernant les activités relatives aux hydrocarbures, le gouvernement du Québec veut entreprendre des discussions bilatérales sur d'autres sujets d'intérêt commun qui pourraient faire l'objet d'ententes sectorielles.

- b) Les dates des rencontres

2021

15 et 17 novembre

- c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été fixé par les parties pour le moment.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Le gouvernement du Québec souhaite entretenir des relations harmonieuses de nation à nation avec la nation micmaque, axées sur le partenariat, la compréhension et le respect mutuel. Depuis déjà plusieurs années, le gouvernement du Québec et la nation micmaque travaillent à l'établissement et au maintien de telles relations par la mise en place d'un dialogue soutenu, qui peut mener à la négociation d'ententes sur des sujets d'intérêt commun et favoriser une meilleure cohabitation.

Le 30 septembre 2021, le gouvernement du Québec a nommé un nouveau négociateur, M. Gilles Rouleau, pour agir à titre de représentant du Québec à la table de discussion avec les porte-parole de la nation micmaque. Le but de telles discussions est de chercher des solutions mutuellement acceptables et durables au regard de certains enjeux soulevés par les parties.

Le 15 et le 17 novembre 2021, M. Gilles Rouleau a effectué une tournée auprès dans les 3 communautés micmaques pour mieux comprendre les enjeux de ces 3 communautés. À la suite de cette tournée, le gouvernement du Québec est en train d'étudier les solutions qui répondraient le mieux aux enjeux soulevés par la nation micmaque.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Gilles Rouleau	Négociateur
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Il n'y a pas de négociateur identifié pour la partie autochtone, M. Rouleau échange directement avec les chefs.

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS - KAHNAWAKE

- a) L'objet des négociations

Depuis le décès en fonction du Grand Chef Joe Tekwiro Norton, à l'été 2020, les négociations entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawà:ke (CMK) ont connu une phase de latence. L'arrivée en fonction d'un nouveau négociateur pour le gouvernement du Québec et l'avènement d'un

nouveau conseil élu à Kahnawake, à l'été 2021, ont permis un redémarrage des discussions sur des bases renouvelées. Ainsi, à partir de l'automne 2021, les négociations renouvelées en 2021-2022 se sont concentrées principalement sur les éléments suivants :

- 1) Deux documents jugés fondateurs, à savoir la *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et l'*Entente-cadre*, dont les dernières itérations remontent à 2009 et donc les objectifs sont de définir les balises de la relation entre le gouvernement du Québec et le CMK et d'encadrer les négociations à l'aide de tables (centrale et sectorielles) de concertation. Les paramètres de ces tables sont également définis par ces documents;
- 2) Des dossiers d'intérêt commun à travailler de manière prioritaire, notamment celui concernant la réfection du pont Honoré-Mercier et l'établissement d'un régime particulier de vente de produits liés au cannabis à Kahnawake

Malgré l'écart des positions des parties sur certaines questions, une approche centrée sur la transparence a permis, de part et d'autre, de retrouver un dialogue constructif. Ainsi, le renouvellement des relations, l'accroissement et surtout l'amélioration significative des communications permettent de constater des avancements importants dans des dossiers encore récemment perçus comme étant sans issue et permettent d'entrevoir des règlements sur certaines questions centrales, comme celles liées aux documents jugés fondateurs mentionnés précédemment.

b) Les dates des rencontres

La table centrale de négociation Québec-Kahnawake n'a pas tenu de rencontre formelle en 2021-2022, mais plusieurs échanges ont eu lieu entre le négociateur principal du gouvernement du Québec et le chef responsable des relations de Kahnawake avec le Québec afin de régler des enjeux spécifiques et relationnels. Par ailleurs, des discussions intenses se sont tenues à l'automne 2021 et l'hiver 2022 afin de parvenir à une entente concernant les documents fondateurs cités plus haut. Ces documents prévoient notamment la relance formelle des différentes tables de concertation (centrale et sectorielles).

En plus de ces échanges informels, des rencontres importantes se sont tenues entre le négociateur principal du gouvernement du Québec et certains chefs responsables du CMK, les 14 et 18 octobre 2021. Ces rencontres ont porté respectivement sur les discussions entourant l'encadrement de la vente des produits liés au cannabis à Kahnawake et le projet de centre culturel de la communauté.

Le Comité spécial – pont Honoré-Mercier s'est réuni le 17 février 2022, où il a été question des études préliminaires sur certaines espèces animales et sur des éléments d'arrimage entre le ministère des Transports et le Conseil mohawk de Kahnawake au sujet des plans de communication et des stratégies de consultation.

c) L'échéancier des négociations

Les différents projets sont abordés de manière régulière aux tables de travail et des résultats sont attendus dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les relations entre le gouvernement du Québec et le CMK avaient subi une certaine détérioration au cours des quelques dernières années. Un certain raidissement de la position politique du CMK, à propos notamment des notions de compétences, de juridiction, de droits sur le territoire et de consultation, a été observé, principalement à la suite du décès de l'ancien grand chef Joseph Tokwiro Norton.

Cependant, l'arrivée d'un nouveau négociateur du gouvernement du Québec pour Kahnawake à l'été 2021, l'ancien ministre responsable des Affaires autochtones, M. Geoffrey Kelley, et aussi l'avènement d'un nouveau conseil de bande au cours de la même période, ont favorisé le renouvellement des communications et permis un nouveau départ en termes de relations entre le gouvernement du Québec et le CMK.

Ce renouveau a permis de relancer et de faire avancer les discussions, notamment à propos de la *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et de l'*Entente-cadre*, documents jugés centraux de part et d'autre et au sujet desquels une entente permettrait de concrétiser le rapprochement. Rappelons que la dernière entente à propos de tels documents remonte à 2009.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Geoffrey Kelley	Négociateur
M. Samuel Fiset	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones (depuis septembre 2021)
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'en septembre 2021)
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M ^{me} Mélanie St-Cyr	Ministère des Transports

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Mike Delisle	Chef, Conseil mohawk de Kahnawake
Mme Nelly Marcoux	Conseil mohawk de Kahnawake

Des représentants d'autres secteurs du Conseil mohawk de Kahnawake accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES NASKAPIS

Négociation d’une convention complémentaire pour le chapitre 19 de la Convention du Nord-Est québécois sur le Programme d’aide à la chasse, à la pêche et au trappage

a) L’objet des négociations

Les négociations visent la révision du Programme d’aide à la chasse, à la pêche et au trappage (Programme) afin, notamment, de bonifier l’aide financière offerte aux bénéficiaires naskapis. La demande de révision du Programme a été déposée par les Naskapis en octobre 2016 et les discussions avec le gouvernement du Québec ont débuté au printemps 2017.

b) La date des rencontres

2021			
7 juin	30 juin	8 juillet	9 juillet
23 septembre	23 novembre		
2022			
16 mars			

c) L’échéancier des négociations

Aucun échéancier n’a été établi. Les parties désirent s’entendre sur le projet de convention complémentaire dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s’agit pas d’une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

L’équipe de négociation continue de se réunir sur une base régulière. Les parties souhaitent s’entendre sur le contenu de la convention complémentaire dans les meilleurs délais et à la satisfaction de tous.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Zara Dionne	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Josée Verreault	Ministère de la Justice

M^{me} Rosemarie Fortier

Ministère de la Justice

M^{me} Josée Couture

Secrétariat aux affaires autochtones

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Robert Prévost Nation naskapie de Kawawachikamach

M. Thomas Dougherty Nation naskapie de Kawawachikamach

M. Noah Swappie Nation naskapie de Kawawachikamach

M^{me} Annie-Marie Gauthier Nation naskapie de Kawawachikamach

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Coût total pour l'ensemble des négociations bilatérales

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

2021-2022	Employés du SAA	538 220 \$
	Négociateurs externes	<u>237 570 \$</u>

TOTAL :	775 790 \$
---------	------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022 et, pour chacune, préciser :
- a) l'objet des consultations;
 - b) le moyen utilisé;
 - c) les dates des rencontres;
 - d) les communautés et les personnes consultées;
 - e) les résultats des consultations;
 - f) les montants afférents.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2021-2022, le SAA n'a mené aucune consultation.

Pour ce qui est de l'ensemble des ministères, il y a eu des centaines de consultations en 2021-2022, et ce, dans divers domaines tels que les forêts, la faune, le territoire, les aires protégées, etc. Depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec, au printemps 2006, et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent les communautés autochtones lorsque des projets ou des actions gouvernementales sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces communautés.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais, globalement, celles-ci portent sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués pour des communautés autochtones.

b) Le moyen utilisé

Les moyens utilisés sont modulés en fonction de l'effet préjudiciable d'un projet sur les droits revendiqués. Il s'agit principalement de communications écrites ou verbales, de rencontres d'information, etc.

c) La date des rencontres

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

d) Les communautés et les personnes consultées

La consultation autochtone vise toutes les communautés autochtones du Québec. La détermination des communautés à consulter se fait en tenant compte du contexte factuel propre à la mesure faisant l'objet d'une consultation.

e) Le résultat des consultations

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

f) Les montants afférents

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2021-2022, le SAA n'a mené qu'une seule consultation.

Les seuls frais engendrés sont ceux qui ont été occasionnés par le déplacement des représentants du gouvernement du Québec. Or, aucune dépense n'a été directement engendrée en 2021-2022 puisqu'aucun déplacement n'a été requis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant les métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

Le Secrétariat aux affaires autochtones administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale.

(Budget : 12 M\$ sur 5 ans, dont 11 M\$ hors réserve)

Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale

(Budget : 60,6 M\$ sur cinq ans)

Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

Économie sociale

Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve.

(Budget : 2 M\$ sur cinq ans)

Mobilisateur économique

Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général.

(Budget : 1,6 M\$ sur cinq ans)

Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve.

(Budget : 16,9 M\$ sur cinq ans)

Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle.

(Budget : 15,9 M\$ sur cinq ans)

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

Services directs

Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture.

(Budget : 8,5 M\$ sur cinq ans)

Infrastructures

Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention.

(Budget : 7,4 M\$ sur 5 ans)

Le total des sommes octroyées à des organismes hors réserve au cours de l'exercice financier 2021-2022 s'élève à 6 026 837 \$, soit 146 160 \$ dans le cadre du PPA et 5 880 677 \$ dans le cadre du FIA III.

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	DÉBOURSÉS
Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)	Promotion de la santé, perspective autochtone	Montréal	16 000 \$
Biennale d'art contemporain autochtone	Biennale en art visuel 2020	Montréal	7 500 \$
Cégep de Sept-Îles	Kuei! Nutam!	Sept-Îles	3 500 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque inc. (CAALT)	Journée nationale des Autochtones 2021 CAALT - Nikwemes	La Tuque	2 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVO)	22 ^e Semaine pour l'élimination de la discrimination raciale et marche Gabriel-Commanda	Val-d'Or	2 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVO)	Journée nationale des Autochtones 2021 et Gala Mëmëgwachi	Val-d'Or	4 500 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (CAALSJ)	Appel aînés - Transmettre et valoriser les savoirs traditionnels aux enfants	Roberval	6 660 \$
Centre des Premières Nations Nikanite - UQAC	4 ^e Colloque sur la persévérance et la réussite scolaire chez les Premiers Peuples	Chicoutimi	25 000 \$
Chaire de leadership en enseignement (CLE) en foresterie autochtone	Colloque CLE en foresterie autochtone 2021	Québec	10 000 \$
Chaire de leadership en enseignement (CLE) en foresterie autochtone de l'Université Laval	Coordination d'un numéro de la revue Le Monde Forestier, partie 2	Québec	2 500 \$
EMPHASE (Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance)	Comité de concertation en santé et bien-être des hommes autochtones	Trois-Rivières	5 000 \$
Festival de la Paix de Victoriaville	Festival de la Paix de Victoriaville 2021	Victoriaville	5 000 \$
FIFEQ - Ville de Québec	Journée autochtone du FIFEQ 2021	Québec	3 500 \$
Fondation du Domaine Joly-De Lotbinière	Mettre en lumière les richesses des Premières Nations	Sainte-Croix	5 000 \$
Fondation Jasmin Roy	Projet écoles - Pictogrammes autochtones	Divers	3 000 \$
La Corporation de la Maison Merry	Exposition : Ndakina: les Abénakis dans les Cantons-de-l'Est	Magog	5 000 \$
Les Productions Feux Sacrés	Journée nationale des Autochtones Parc Saint-Michel	Montréal	2 000 \$
Les Productions Ondinnok	Spectacle « L'enclos de Wabush »	Montréal	5 000 \$
MOMENTA	Jardin collectif par les artistes autochtones	Montréal	5 000 \$
Orchestre Métropolitain	La Symphonie du fleuve	Montréal	3 000 \$
Pointe-à-Callière Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public dans l'ambiance du 18 ^e siècle 2021	Montréal	5 000 \$
Productions Onishka - Émilie Monnet	Baladodiffusion : Marguerite : la traversée	Montréal	3 000 \$
Projets Autochtones du Québec (PAQ)	Appel aînés bientraitance - Promotion de la dignité et de l'autonomie des aînés autochtones	Montréal	8 000 \$
Terre innue	Série documentaire : Contrées (pas si) sauvages	Divers	3 000 \$
UQAC (Chaire UNESCO)	Rencontre annuelle de la Chaire UNESCO	Chicoutimi	3 000 \$
Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur	Murale : Nos ancêtres les oiseaux	Montréal	3 000 \$

TOTAL

146 160 \$

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Action communautaire
Soutien à la mission globale

ORGANISME	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (Centre Mamik Lac-Saint-Jean)	Roberval	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay (Centre Mamik Saguenay)	Saguenay	130 000 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 \$
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 \$
Montréal Autochtone	Montréal	130 000 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 \$
TOTAL		2 025 000 \$

Développement économique
Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	Val-d'Or	80 000 \$
Productions Feux Sacrés Plan d'affaires et accompagnement des artistes	Montréal	25 000 \$
TOTAL		105 000 \$

Développement économique
Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Tourisme Autochtone Québec Nogom 8abek	Divers	112 000 \$
TOTAL		112 000 \$

Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
CALACS L'Étoile du Nord Mikizi culturellement et collectivement pour elles	Divers	100 000 \$
Cégep de Sept-Îles Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Sept-Îles	Sept-Îles	45 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Otapi	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de La Tuque	La Tuque	65 356 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Maniwaki	Maniwaki	87 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal Patrouille Ka'wáhse - Volet métropolitain	Montréal	280 761 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec En route vers la santé	Québec	11 864 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	28 298 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux en milieu urbain pour les Autochtones de Montréal	Montréal	76 908 \$
Exeko Projets autochtones : ville et communautés	Montréal	120 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie Festival du conte et de la légende de l'Innucadie 2021	Divers	25 000 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal Halte-chaleur au Square Cabot	Montréal	77 039 \$
Fusion Jeunesse Consolidation et expansion du volet autochtone	Montréal	70 000 \$
Institut Tshakapesh – Programme de sensibilisation Sous le Shaputuan	Divers	10 000 \$
Jeunes musiciens du monde École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	125 000 \$
Observatoire québécois des inégalités Projet Résilience – préparer l'après-crise des plus vulnérables	Divers	44 000 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec Conseiller en développement social et économique et suivi des Tables d'accessibilité	Divers	99 920 \$
Terres en vue Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 \$
TOTAL		1 451 146 \$

Aide aux Autochtones en milieu urbain
Services directs

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière Accompagnement, prévention et intervention	Joliette	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal Patrouille Ka'wáhse - volet métropolitain	Montréal	22 462 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal Teioronhióen (consolidation des services directs)	Montréal	77 538 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec Bonification des services	Québec	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles Intervention psychosociale et animation culturelle	Sept-Îles	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières Point de services de Shawinigan	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Mowsogokan (animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (Centre Mamik Lac-Saint-Jean) Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre Services psychosociaux	Senneterre	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal Services aux victimes	Montréal	62 079 \$
Maison communautaire Missinak Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 \$
Montréal Autochtone Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	100 000 \$
Projets Autochtones du Québec Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 \$
The Open Door Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	62 434 \$
TOTAL		1 524 513 \$

Infrastructures

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Sakihikan Rénovation	La Tuque	143 998 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki Acquisition et rénovation	Maniwaki	95 494 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean Acquisition et rénovation	Roberval	138 060 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau Reconstruction	Chibougamau	73 434 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre Shabougamak II	Senneterre	77 008 \$
La Piaule Le Château de Marie-Ève	Val-d'Or	20 000 \$
Maison communautaire Missinak Centre multiservices MAMUK	Québec	67 170 \$
The Open Door Rénovation et aménagement	Montréal	47 854 \$
TOTAL		<u>663 018 \$</u>

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les résolutions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le Secrétariat aux affaires autochtones contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2021-2022, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la nation attikamek.

Durée du contrat : 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 360 000 \$

Florent Gagné consultant

Représentant du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 23 septembre 2020 au 25 août 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 13 794\$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Conseils GPK (Geoffrey Kelley)

Représentant du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 17 juin 2021 au 16 juin 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 29 429 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Benoît Laliberté

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec afin d'aborder les enjeux liés à la consultation et l'accommodement en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement

Durée du contrat : 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 21 113 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Solutions Girard inc. (Paul Girard)

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Durée du contrat : 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2023

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 83 398 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

9321-8683 Québec Inc. (Mario Gibeault)

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table d'échange mise en place avec la nation algonquaine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'original et d'identifier des mécanismes qui permettront une meilleure participation des Algonquins à la gestion de la faune.

Durée du contrat : 18 novembre 2020 au 17 novembre 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 66 830 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

S.A.G. RESSOURCES HUMAINES INC. (Gilles Rouleau)

Agir à titre de négociateur auprès des communautés micmaques afin d'améliorer nos relations, de favoriser le vivre-ensemble et une cohabitation harmonieuse et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes sur les enjeux identifiés par les parties, notamment en matière de développement économique, de pêche et d'offre touristique.

Durée du contrat : 30 septembre 2021 au 30 septembre 2022

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 23 006 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation Attikamek.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutakuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le gouvernement de la Nation Attikamek, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention du ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 23 septembre 2020 au 25 août 2021

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette Table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité ; et de représenter le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE CONSEILS GPK

Contrat pour la période du 17 juin 2021 au 16 juin 2022

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle siègent le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentant du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De veiller à l'établissement et au maintien d'une relation axée sur le partenariat, le respect et la compréhension mutuelle, ainsi qu'à des canaux de communication et d'échanges ouverts et en continu;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE BENOÎT LALIBERTÉ
Contrat pour la période du 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec afin d'aborder les enjeux liés à la consultation et l'accommodement en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement.

Agir à titre de négociateur lors des discussions exploratoires entre Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) et le Québec, plus spécifiquement :

- Convenir avec les représentants du CNHW d'un mandat et d'un plan de travail et le soumettre au ministre responsable des affaires autochtones pour son approbation
- Développer des propositions en collaboration avec l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec, à la table de discussion, de manière à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec.
- Transmettre au ministre responsable des affaires autochtones un rapport écrit annuel faisant état de l'avancement des discussions et présentant ses recommandations sur le suivi des discussions.
- Au plus tard un mois après la fin des discussions, transmettre un rapport écrit final au ministre responsable des affaires autochtones, avec les recommandations utiles pour l'atteinte des objectifs visés.
- Exercer tout autre mandat qui pourrait lui être confié par le responsable des affaires autochtones dans le cadre de ces discussions.

MANDAT DE SOLUTIONS GIRARD INC. (PAUL GIRARD)

Contrat pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2023

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Solution Girard Inc. a le mandat de :

- Favoriser la concertation entre les représentants désignés de Kanesatake, ainsi que ceux des milieux municipal et régional, dans le but d'établir un bilan sur les relations entre les communautés autochtones et non-autochtones.
- Coordonner les discussions inhérentes à la réalisation de ce bilan.
- Faire rapport au ministre d'ici le 31 mars 2021 au sujet de ce bilan et des perspectives d'amélioration.
- Réaliser tout autre mandat que le ministre proposera de lui donner, notamment au regard de la situation policière particulière propre à Kanesatake.

MANDAT DE 9321-8683 QUÉBEC INC. (MARIO GIBEAULT)
Contrat pour la période du 18 novembre 2020 au 17 novembre 2022

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- échanger sur les aspects techniques en lien avec la gestion, la conservation et les activités de prélèvement de l'orignal;
- élaborer des modèles visant une plus grande participation des algonquins à la gestion de l'orignal dans le but de trouver des solutions durables aux enjeux relatifs à la chasse à l'orignal;
- évaluer la pertinence d'intégrer des éléments complémentaires à la chasse, notamment au regard de la conciliation des usages du territoire et de la sensibilisation des utilisateurs aux réalités autochtones.

Diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation.

Contribuer à développer des propositions concernant les orientations et les objectifs du Québec.

Faire rapport au ministre de l'avancement des négociations sur une base hebdomadaire.

S.A.G. RESSOURCES HUMAINES INC. (GILLES ROULEAU)
Contrat pour la période du 30 octobre 2021 au 30 octobre 2022

Agir à titre de négociateur auprès des communautés micmaques afin d'améliorer nos relations, de favoriser le vivre-ensemble et une cohabitation harmonieuse et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes sur les enjeux identifiés par les parties, notamment en matière de développement économique, de pêche et d'offre touristique.

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- Identifier des sujets avec les communautés micmacs cohérents dans le cadre de discussions bilatérales en vue d'établir des mandats de négociation.
- Développer des propositions en collaboration avec l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec, à la table de discussion, de manière à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement du Québec.
- Transmettre au ministre responsable des affaires autochtones un rapport écrit annuel faisant état de l'avancement des discussions et présentant ses recommandations sur le suivi des discussions.
- Au plus tard un mois après la fin des discussions, transmettre un rapport écrit final au ministre responsable des affaires autochtones, avec les recommandations utiles pour l'atteinte des objectifs visés.
- Exercer tout autre mandat qui pourrait lui être confié par le responsable des affaires autochtones dans le cadre de ces discussions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place du Plan Nord.

Assemblée des partenaires

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a participé à deux rencontres de l'Assemblée des partenaires en 2021-2022, soit le 6 mai 2021 et le 13 janvier 2022.

Comités et groupes de travail initiés par la Société du Plan Nord auxquels participe le SAA :

Affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement

— Aucune rencontre en 2021-2022.

Comité interministériel sur le navettage aéroporté (fly in / fly out) :

— Aucune rencontre du comité en 2021-2022.

Comité sur le prolongement de la route 138 :

— Remplacé par des sous-comités du MTQ, donc aucune rencontre.

Comité interministériel sur les affaires nordiques et arctiques :

— Aucune rencontre du comité en 2021-2022.

Coûts engendrés

Le SAA n'a pas de budget spécifique réservé pour la démarche du Plan Nord. Seuls les salaires réguliers des personnes qui y participent sont à considérer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la Stratégie maritime.

Aucun coût n'a été engendré au Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la Stratégie maritime, puisque c'est un dossier porté par le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2021-2022, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :
- a) Développement économique;
 - b) Garantie de prêt;
 - c) Infrastructure communautaire;
 - d) Action communautaire;
 - e) Soutien à la consultation;
 - f) Développement social;
 - g) Aide aux Autochtones en milieu urbain.

La liste et la nature des projets financés en 2021-2022 ainsi que les montants déboursés pour chaque volet du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III).

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) Développement économique	9 940 424 \$
Développement économique - Général	8 847 901 \$
Accompagnement au développement économique et touristique	2 100 \$
Agent de développement touristique Listuguj	40 000 \$
Aide au développement économique local	33 600 \$
Auberge Kuujjuaq Inc.	1 000 000 \$
Brian McGregor Heavy Equipment	125 000 \$
Camp La Lucarne	16 931 \$
Camping de la Pointe	375 000 \$
Conseiller en développement économique de Wendake	27 500 \$
Construction d'un toit sur une 2 ^e pompe à essence	2 500 \$
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	20 000 \$
Décapage Pierre Cloutier	24 387 \$
Dépanneur Kuzzin - réservoirs et pompes à essence	245 000 \$
Développement économique quinquennal - Kitcisakik	140 400 \$
Entente particulière	242 100 \$
Érablière Malécite	78 100 \$
Évaluation des entreprises du Conseil	20 000 \$
Inuk Strenght Kuujjuaq Gym	21 200 \$
Jason Odjick - Acquisition d'un payloader	108 550 \$
KFN Waterfront Masterplan - Phase 1	232 500 \$
Laflesche inc.	1 273 039 \$
Lazare Tree Service Expansion	50 000 \$
Les Constructions MacKenzie inc.	175 000 \$
Multi-purpose facility construction	1 000 000 \$
Navire touristique	250 000 \$
Nunami Inuit Board Game	20 000 \$

Nunavik Rotors Staff Housing in Kuujjuaq	1 000 000 \$
Opus - Chef à domicile et service de traiteur	3 000 \$
Pêcherie Vincent Brière	47 000 \$
Pourvoirie Johny and Billy Cain	36 019 \$
Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 \$
Réaménagement et agrandissement du dépanneur et du centre de réservation	392 000 \$
Reconstruction du dépanneur Pakigan	300 530 \$
Redmanz Market	8 188 \$
Réservoir à homards pour le Lobster Hut	37 800 \$
Reviving Kanesatake Radio	120 157 \$
RKR Business Plan	2 800 \$
Salluit Landholding Corporation : Kuujjuaraapik	1 025 000 \$
Salon Nikita Wawatie	1 685 \$
Spiruline Océanne	120 000 \$
Sugarbush Quota and Planning	2 140 \$
Tracteur industriel de Gespeg	23 000 \$
Vitrierie Shakashtueu	120 000 \$
Winifred Design	15 675 \$
Wolf Crafts	15 000 \$
Développement économique - Économie sociale	105 000 \$
CAAVD - Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit	80 000 \$
Productions Feuxacrés - Plan d'affaires	25 000 \$
Développement économique - Jeunes et Femmes	710 319 \$
Acquisition du Café du Village	49 000 \$
Économusée Atikuss	120 000 \$
Entreprise d'excavation Dave Newashish	108 500 \$
Entretien paysager N. Savard	6 500 \$
Fumoir Etsiesatrata	44 000 \$
Gym the Vault	20 300 \$
Ice Cream Shop	38 443 \$
Les Entreprises forestières JFB Inc.	150 000 \$
Mamie's Kitchen	10 000 \$
MOS Racks 2.0	35 000 \$
Pêcherie Georges Gingras Nicolas	18 725 \$
Pêcherie Vincent Brière	92 640 \$
Plumes et pacotilles - rénovations	8 211 \$
Sowilo Sportswear	9 000 \$
Développement économique - Mobilisateur	277 214 \$
Formation en accompagnement	15 000 \$
Soutien aux ADEC	150 214 \$
TAQ - Nogom 8abek	112 000 \$
b) Garantie de prêt	36 506 \$
Acquisition de Distribution Voltimage	5 000 \$
École de conduite Voyageur enr.	31 506 \$
c) Infrastructure communautaire	1 717 935 \$
Abri pour scène extérieure	73 078 \$
Amélioration de la patinoire	109 177 \$
Aménagement de sentiers	40 002 \$
Bâtiment Infrastructures et services publics	46 918 \$
Bureau des services sociaux	125 114 \$
Centre Multifonctionnel Uashat	91 825 \$
Entente particulière	252 000 \$
Équipements communautaires	73 292 \$
Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	10 000 \$
Jardins communautaires	8 466 \$
Maison des aînés	150 000 \$
Maison Uashteu	41 079 \$

Plans, devis et signature architecturale	50 275 \$
Radio communautaire	46 129 \$
Recouvrement de la patinoire	33 248 \$
Réfection de l'église de Wendake	30 000 \$
Rénovation - locaux de développement économique, gestion des terres	63 651 \$
Rénovation et agrandissement des bureaux du Conseil	70 704 \$
Roulotte - expansion du bureau du Conseil de Bande	66 164 \$
Salle communautaire	146 183 \$
Salle communautaire du centre administratif de Gespeg	40 258 \$
Serres communautaires	23 114 \$
Wôlinak - Piscine communautaire	44 552 \$
Youth and family care expansion / improvement	82 699 \$
d) Action communautaire	2 500 633 \$
APSPNIQL - Soutien à la mission globale	100 000 \$
Awacak - Soutien au démarrage des opérations	300 000 \$
CAAL - Soutien à la mission globale	135 000 \$
CAALSJ - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAALT - Soutien à la mission globale	160 000 \$
CAAMW - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAQ - Soutien à la mission globale	120 000 \$
CAAS - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAASI - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAATR - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAVD - Soutien à la mission globale	160 000 \$
CAEC - Soutien à la mission globale	110 000 \$
CEAAS - Soutien à la mission globale	110 000 \$
FAQ - Soutien à la mission globale	250 000 \$
Montréal Autochtone - Soutien à la mission globale	130 000 \$
RCAAQ - Soutien à la mission globale	200 000 \$
Refuge Epgwa's'g	40 633 \$
Tukisivallirutsanut Parnaitit - Soutien à la mission globale	35 000 \$
e) Soutien à la consultation	8 033 061 \$
Bureau de consultation - Kitigan Zibi	112 000 \$
Bureau de consultation - Kebaowek	920 000 \$
Bureau de consultation - Pessamit	555 000 \$
Bureau de consultation - TFN	190 000 \$
Bureau de consultation - ITUM	250 000 \$
Bureau de consultation - Lac-Simon	645 192 \$
Bureau de consultation - Pikogan	467 117 \$
Bureau de consultation - Hunter's Point	350 000 \$
Bureau de consultation - Kitchisakik	327 445 \$
Bureau de consultation - Opitciwan	103 500 \$
Bureau de consultation - Wendake	650 000 \$
Bureau de consultation - Kitigan Zibi	48 000 \$
Bureau de consultation - Manawan	125 000 \$
Bureau de consultation - Listuguj	105 000 \$
Bureau de consultation - Listuguj	25 000 \$
Community support program - Akwesasne	49 027 \$
Consultation Pont de l'Île aux tourtes - Kahnawake	53 430 \$
Consultations - Naskapis	155 644 \$
Consultations sur la réfection du Pont Mercier - Kahnawake	384 861 \$
Discussions Nation à Nation - ITUM	150 000 \$
Finalisation de l'Entente de 2006 - Lac Barrière	52 000 \$
Finalisation de l'entente de 2006 - Lac-Barrière	13 000 \$
Identification de sites d'intérêt - Pikogan	42 860 \$
Inventaire d'originaux	26 296 \$
Négociateur pour Wendake	23 945 \$
Négociation d'une entente de nation à nation - Malécites	56 000 \$

Nouveau Monde Graphite - Manawan	150 000 \$
Orignal - Table technique	100 000 \$
Politique de consultation - Naskapis	8 295 \$
Rencontre - APNQL	44 473 \$
Reprise des discussions sur l'entente-cadre de 2008 - Winneway	93 333 \$
Réseau d'experts en consultation - IDDPNQL	150 000 \$
Soutien à la consultation - GCNWA	281 200 \$
Soutien à la consultation - Malécites	188 174 \$
Soutien à la consultation - MMS	300 000 \$
Soutien aux consultations - Mashteuiatsh	425 000 \$
Soutien aux consultations - Essipit	95 000 \$
Table exploratoire - Pikogan	235 459 \$
Table Québec TFN - Bâtiments sur terres publiques	52 500 \$
Table technique en sécurité publique - APNQL	29 310 \$
f) Développement social	4 923 565 \$
Amik - Ateliers scientifiques	15 000 \$
Amik - Ateliers scientifiques	7 550 \$
CAALT - OTAPI	100 000 \$
CAALT - Projets de la Table locale d'accessibilité	65 356 \$
CAAM - Patrouille Ka'wáhse – Volet métropolitain	280 761 \$
CAAMW - Coordonnateur de la lutte au racisme au sein de la Table locale d'accessibilité	87 000 \$
CAAQ - En route vers la santé	11 864 \$
CAAVD - Coordination Table locale d'accessibilité	28 298 \$
CALACS Étoile du Nord - Mikizi	100 000 \$
Cégep de Sept-Îles - Table locale de Sept-Îles - Plan de communication	45 000 \$
CIUSSS-CS - Table locale d'accessibilité Montréal	43 200 \$
CIUSSS-CSIM - Table locale Montréal Formation	26 000 \$
CIUSSS-CSIM - Table locale Montréal Formation	7 708 \$
Clubs des petits déjeuners sur communauté - démarrage	600 000 \$
Etaskwaak 2	135 000 \$
Etaskwaak 3	15 000 \$
Exeko - Projets autochtones: ville et communauté	120 000 \$
Explore avec la Nation innue	45 000 \$
Expo-Sciences - Abitibi-Témiscamingue	40 000 \$
Festival Conte et légende de l'Innucadie	25 000 \$
FFAM - Halte-chaleur au Square Cabot	77 039 \$
FNS - Projets de la FNS	100 000 \$
Fondation Nikanik nit ici matcan	5 548 \$
Formations sur les premiers peuples	35 200 \$
Fusion jeunesse	70 000 \$
Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec	72 207 \$
Jeunes musiciens du monde JMM - École de Val-d'Or	125 000 \$
Kwe! Édition 2021	80 000 \$
Le pouvoir d'agir sur soi (Fondation Kanatha)	5 527 \$
MIAJA 2021	50 000 \$
Mise en valeur du patrimoine archéologique	20 500 \$
Musique Nomade - Ateliers création musicale et de développement professionnel	75 000 \$
Observatoire québécois des inégalités - Impact pandémie sur populations vulnérables	55 000 \$
Pimose	50 000 \$
Place aux femmes Innuatsh	15 000 \$
Programme de sensibilisation "Sous le Shaputuan"	15 000 \$
Programme des coordonnateurs en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie	1 181 845 \$
Projet jeunesse Ma première chance	142 120 \$
Puamun Meshkenu (Chemin des Mille Rêves)	35 000 \$
RCAAQ - Coordonnateurs DS et DE	99 920 \$
SOCAM	150 000 \$
SPAQ - Inukshuk	36 000 \$
Stratégie nationale pour la jeunesse atikamekw	32 250 \$

Support, Grand cercle économique des peuples autochtones et du Québec	116 447 \$
Terres en vues - Festival international Présence autochtone 2021	85 000 \$
Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	36 000 \$
Transition culturelle et linguistique	44 240 \$
Université Laval - Forum sur la réconciliation	10 000 \$
Université Laval - Mobilisation communautaire Covid-19	54 110 \$
Université Laval - Mobilisation communautaire Covid-19	13 528 \$
Wanaki	88 347 \$
Wapikoni mobile - Consolidation et développement	150 000 \$
g) Aide aux Autochtones en milieu urbain	2 187 531 \$
Services directs	1 524 513 \$
CAALT- Intervention communautaire et psychosociale	100 000 \$
CAAL - Accompagnement, prévention et intervention	100 000 \$
CAAMW - Travailleur psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
CAAM - Patrouille Ka'wáhse - volet métropolitain	22 462 \$
CAAM - Teioronhióen (consolidation des services directs)	77 538 \$
CAAQ - Bonification des services	100 000 \$
CAASI - Intervention psychosociale et animation culturelle	100 000 \$
CAATR - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 \$
CAATR - Point de services de Shawinigan	100 000 \$
CAAVD - Mowsogokan (animation communautaire)	100 000 \$
CAALSJ (Centre Mamik Lac-Saint-Jean) - Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	100 000 \$
CEAAS - Services psychosociaux	100 000 \$
CJPPM - Services aux victimes	62 079 \$
Maison communautaire Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 \$
Montréal Autochtone - Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	100 000 \$
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs	100 000 \$
The Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention	62 434 \$
Infrastructures	663 018 \$
CAALT - Sakihikan Rénovation	143 998 \$
CAAMW - Acquisition et rénovation	95 494 \$
CAALSJ - Acquisition et rénovation	138 060 \$
CEAC - Reconstruction	73 434 \$
CEAAS - Shabougamak II	77 008 \$
La Piaule - Le Château de Marie-Ève	20 000 \$
Maison communautaire Missinak - Centre multiservices MAMUK	67 170 \$
The Open Door - Rénovation et aménagement	47 854 \$

GRAND TOTAL 29 339 655 \$

Notons qu'en 2021-2022, le SAA a déboursé 2 341 637 \$ pour des projets approuvés dans le cadre de programmes antérieurs (FIA II, FIA et FDA), ce qui porte les déboursés totaux à 31 681 292 \$.

Nombre de demandes reçues en 2021-2022 par volet et par communauté dans le cadre du FIA III

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
ALGONQUINS	0	16	0	1	0	2	1	8	6	0	34
Général						1			1		2
Hunter's Point (Wolf Lake)		2							1		3
Kebaowek		2					1				3
Kitcisakik		1				1		1			3
Kitigan Zibi		2		1				1	1		5
Lac-Rapide		4						1			5
Lac-Simon		1						1	2		4
Pikogan		1							1		2
Timiskaming		1						1			2
Winneway		2						3			5
ATTIKAMEKS	0	5		2	0	2	2	3	2	0	16
Général						1					1
Manawan		3					2	1	1		7
Obedjiwan				1					1		2
Wemotaci		2		1		1		2			6
CRIS	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2
Général						1					1
Mistissini				1							1
HURONS-WENDATS	0	3	0	9	0	0	2	3	2	0	19
Wendake		3		9			2	3	2		19
INUITS	0	18	0	0	0	1	0	1	0	0	20
Général		18				1					19
Kangiqsualujjuaq								1			1
MALÉCITES	0	5	0	3	0	0	2	2	0	0	12
Malécites de Viger		5		3			2	2			12
MICMACS	1	2	0	4	0	0	2	4	0	0	13
Gesgapegiag				1			1	3			5
Gespeg		2		2			1	1			6
Listuguj	1			1							2

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
MOHAWKS	0	3	0	2	0	1	0	1	1	0	8
Akwesasne		1									1
Kahnawake				1				1	1		3
Kanesatake		2		1		1					4
MONTAGNAIS (INNUS)	0	7	0	7	0	2	0	6	0	0	22
Betsiamites		1		1				1			3
Essipit				1				1			2
La Romaine		1						1			2
Mashteuiatsh				4							4
Matimekosh		1						1			2
Mingan								1			1
Natashquan						1		1			2
Pakuashipi		1									1
Uashat-Maliotenam		3		1		1					5
NASKAPIS	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	3
Kawawachikamach								1	2		3
ORGANISMES AUTOCHTONES	1	0	2	0	2	9	0	0	1	12	27
Organismes autochtones	1		2		2	9			1	12	27
ORGANISMES NON AUTOCHTONES	0	0	0	0	0	3	0	0	0	2	5
Organismes non autochtones						3				2	5
TOTAL GÉNÉRAL	2	59	2	29	2	21	9	29	14	14	181

Liste des projets refusés en 2021-2022

VOLET / PROJETS		MOTIF
Développement économique – Jeunes et femmes		
Mohawk Marina		Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement social		
Corporation de développement des Premiers Peuples Développement organisationnel		Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) vient de terminer sa dernière année financière et les indications préliminaires des ministères et organismes (MO) permettent d'affirmer que la mise en œuvre des mesures s'est bien déroulée. Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des résultats de l'année 2021-2022, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée jusqu'à l'été 2022.

La ventilation des budgets pour 2021-2022 selon les MO est présentée ci-après :

Ministère ou organisme	Nombre de mesures	Budgets 2021-2022
Commission de la construction du Québec	3	0 \$
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1	29 063 \$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/ Société d'habitation du Québec	4	4 243 000 \$
Ministère de la Culture et des Communications	13	5 389 000 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ¹	13	11 525 692 \$
Ministère de la Famille	1	400 000 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	5 446 761 \$
Ministère de la Sécurité publique	12	1 487 883 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux	31	1 529 632 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	8 000 000 \$
Secrétariat aux affaires autochtones	22	4 860 785 \$
Secrétariat à la jeunesse	2	905 968 \$
Secrétariat à la condition féminine	8	1 579 000 \$
Total	126	45 396 784 \$

En date du 31 mars 2022, les budgets pour la mise en œuvre des mesures des différents MO. sont répartis comme suit pour les cinq années du Plan d'action :

2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total 2017-2022
21 541 954 \$	27 932 348 \$	33 734 339 \$	40 482 395 \$	45 396 784 \$	169 067 820 \$²

¹ Notez que l'information concernant le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur est présentée de manière unifiée, même si les deux ministères ont été dissociés en 2020.

² Notez que les financements dévolus aux mesures liées à la mise en œuvre de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées sont comptabilisés séparément.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. État d'avancement du prochain plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) constitue un effort gouvernemental structurant qui, notamment grâce au développement de nouvelles synergies entre les acteurs gouvernementaux ainsi qu'avec les acteurs autochtones, cherche à maximiser les retombées concrètes pour les personnes et les milieux de vie.

Compte tenu des défis importants auxquels font face les personnes et les communautés autochtones du Québec en matière de développement social et culturel, des investissements supplémentaires de la part du Québec permettront d'apporter une réponse concrète et adéquate aux besoins exprimés.

En vue de l'élaboration du prochain plan d'action, une série de rencontres de consultation ont eu lieu au cours de l'hiver. Depuis janvier, ces rencontres ont permis aux élus autochtones et aux organisations autochtones de se prononcer sur leurs besoins, sur leurs priorités et sur les actions à mettre en place.

Le budget du Québec 2022-2023 a rendu disponible une somme de 100 M\$ pour le renouvellement du plan d'action pour la période 2022-2027.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

12. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones

État d'avancement

Un projet de loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones a été déposé au printemps 2013.

Le mois de juin avait été sélectionné afin d'être en concordance avec le gouvernement fédéral, qui avait déjà fait de ce mois le Mois de l'histoire des Autochtones, ce qui permettait d'y intégrer les festivités de la journée nationale des Autochtones. Cet arrimage permettait de favoriser la complémentarité entre les programmes de financement québécois et fédéral.

Toutefois, tous les acteurs concernés n'étaient pas convaincus que le mois de juin soit approprié, puisqu'un des objectifs visés était de rejoindre la clientèle scolaire. Cette période de l'année est déjà très occupée par les examens et la fin des classes. Le projet de loi est mort au feuillet lors du déclenchement des élections, au printemps 2014.

Cet engagement a été réitéré lors du dépôt du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, en décembre 2015.

Budget ventilé

Aucun budget n'a été alloué à l'instauration d'un Mois de l'histoire des Autochtones, en 2021-2022.

Échéancier

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'est pas en mesure, pour l'instant, de fournir un échéancier précis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

13. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2021-2022

- Conformément à la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04), le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) a succédé à la Municipalité de Baie-James le 1^{er} janvier 2014, pour l'administration des terres de la catégorie III qui en faisaient partie. Ce faisant, le territoire du GREIBJ exclut les terres des catégories I et II de la sélection allouée aux communautés crie ainsi que le territoire municipalisé des villes enclavées de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.
- La représentation au GREIBJ est paritaire entre les Crie et les Jamésien pour les dix premières années de son fonctionnement. Onze représentants jamésien de chacune des villes enclavées et des localités dans le territoire du GREIBJ ont été désignés au conseil. Chibougamau y détient neuf voix; Lebel-sur-Quévillon, quatre voix; Chapais, trois voix; Matagami, trois voix; Valcanton, une voix; Villebois, une voix; Radisson, une voix. Un représentant du gouvernement du Québec, sans droit de vote, a été nommé au conseil du GREIBJ. Membre d'office, le président du Gouvernement de la nation crie (GNC) et son vice-président siègent aussi au conseil avec deux voix chacun, de même que les neuf chefs des communautés crie.
- Le conseil du GREIBJ se réunit habituellement aux deux mois pour une séance d'une demi-journée. En 2021-2022, six séances ordinaires les 27 mai, 29 juillet, 23 septembre, 25 novembre, 27 janvier et 17 mars. Aussi, deux séances extraordinaires le 12 janvier 2022, l'une d'elles étant exclusivement consacrée à l'adoption des budgets 2022.
- Le président du GNC et le membre désigné par un vote secret entre les onze représentants jamésien agissent, en alternance, comme président et vice-président du conseil, pour des mandats de deux ans. La mairesse de Chibougamau, M^{me} Manon Cyr, a agi à ce titre pour les deux premières années de fonctionnement du GREIBJ. À compter de janvier 2016, le grand chef Matthew Coon Come, a occupé le poste de président jusqu'à la fin de son mandat, en juillet 2017. L'alternance s'est ensuite poursuivie de manière régulière. Mandy Gull a succédé à Abel Bosum à la présidence du 29 juillet au 31 décembre 2021. Manon Cyr occupe la fonction depuis le 1^{er} janvier 2022.
- Pour refléter la situation linguistique de la population et des représentants crie et jamésien, un service de traduction assure que les conseillers et le public puissent s'exprimer en français, en anglais ou en crie lors des séances du conseil. Les séances, qui se tiennent habituellement en alternance dans les communautés crie et jamésiennes, ont été tenues au cours de la dernière année sur des plateformes numériques virtuelles en raison de la crise sanitaire.
- Les séances se sont déroulées dans un climat de collaboration. Le conseil du GREIBJ a traité les affaires du GREIBJ en conformité avec la loi qui l'encadre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

14. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2021-2022 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

La liste des ententes conclues entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022 sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et déposées au greffe de ce dernier est annexée à la présente. Ces ententes peuvent être consultées, sur demande, au SAA durant les heures ouvrables.

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives économiques III - volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Acquisition et rénovation ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles (présidente)

Date de signature : 16 avril 2021

- 2 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Garantie de prêt

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Spiruline Océanne ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Les Jardins secrets d'Océane inc. (président)

Date de signature : 22 avril 2021

- 3 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social

Objet :

Projet « Expo-Sciences autochtone ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Association québécoise autochtone en science et en ingénierie (président-trésorier)

Date de signature : 23 avril 2021

- 4 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Mobilisateur

Objet :

Définir les modalités de financement des projets « Conseillers en développement économique, Québec Mines et Formations-conférences ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Commission de développement économique des Premières Nations Québec-Labrador (directeur général)

Date de signature : 27 avril 2021

- 5 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Centre de conditionnement physique ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef)

Date de signature : 29 avril 2021

- 6 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Discussions Nation à Nation ».

Parties :

Ministre responsable des Affaires autochtones (secrétaire général associé)

Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef)

Date de signature : 29 avril 2021

- 7 - Convention

Objet :

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Caisse populaire Desjardins (directeur)

Conseil de la Nation micmac de Gespeg (chef)

Date de signature : 1 mai 2021

- 8 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Infrastructure communautaire

Objet :

Projet « Rénovation des locaux de développement économique et de la gestion des terres ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Première Nation de Kebaowek (chef)

Date de signature : 10 mai 2021

- 9 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé « Projets de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de La Tuque ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Centre d'amitié autochtone de La Tuque (directrice générale)

Date de signature : 12 mai 2021

- 10 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Formations sur les premiers peuples ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Institut Kiuna (directrice générale)
Date de signature : 13 mai 2021
-
- 11 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Camping de la Pointe ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directeur Économie et partenariats stratégiques)
Date de signature : 13 mai 2021
-
- 12 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « N'tus soins de la peau et cosmétique ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 13 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « Isaac Healing Lodge ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 14 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Économie sociale
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Boutique d'art et d'artisanat au site Kinawit ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 15 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Modifier l'Entente de financement du projet intitulé « Projets autochtones : villes et communautés ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Exeko (cofondateur et directeur général)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 16 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « Locations LCA ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 19 mai 2021
-
- 17 - Entente de confidentialité
Objet :
Définir des règles de confidentialité applicables
Parties :
Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (directeur général)
Gouvernement du Québec (secrétaire adjoint aux Affaires autochtones)
Date de signature : 20 mai 2021
-
- 18 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Objet :
Projet « Spiruline Océanne ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société d'aide au développement des collectivités de la Côte-Nord inc. (directrice générale)
Date de signature : 25 mai 2021
-
- 19 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Consolidation des services directs 2021-2022 ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
The Open Door Montréal - La Porte ouverte Montréal (présidente)
Date de signature : 31 mai 2021
-

20 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Mobilisateur

Objet :

Volet Développement touristique - Expériences autochtones.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Tourisme autochtone Québec (directeur général)

Date de signature : 31 mai 2021

21 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - Mobilisateur

Objet :

Projet « Retraite ADEC ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur)

Date de signature : 1 juin 2021

22 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Point de services à Shawinigan ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières (directrice générale)

Date de signature : 8 juin 2021

23 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Ministre responsable des Affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef)

Date de signature : 11 juin 2021

24 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé « Projets de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Maniwaki ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Centre d'amitié autochtone de Maniwaki (directrice générale)

Date de signature : 11 juin 2021

25 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé « Kwe! À la rencontre des peuples autochtones, édition 2021 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Kwe! À la rencontre des peuples autochtones (président)

Date de signature : 11 juin 2021

26 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - Jeunes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Les Entreprises forestières JFB inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Les Entreprises forestières JFB inc. (président)

Date de signature : 11 juin 2021

27 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Wolf Crafts ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Wolf Crafts (propriétaire)

Date de signature : 16 juin 2021

28 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Plan de développement de la marina - Phase 1 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil de la Première Nation de Kebaowek (conseiller)

Date de signature : 16 juin 2021

- 29 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social - Mobilisateur social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Inukshuk - Le temps des repères ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Services parajudiciaires autochtones du Québec (directrice générale)
Date de signature : 2 juillet 2021
-
- 30 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Acquisition de l'entreprise Saucspiquantes.ca ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
9312-9146 Québec inc. (acquéreur)
Date de signature : 5 juillet 2021
-
- 31 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Femme ou jeune
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « The Vault ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
The Vault (propriétaire)
Date de signature : 5 juillet 2021
-
- 32 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Projet « Tente Raphaël-André au Square Cabot ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (directrice exécutive)
Date de signature : 7 juillet 2021
-
- 33 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Coordination de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or - Renouveau ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)
Date de signature : 15 juillet 2021
-
- 34 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneurat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Acquisition d'équipements et de machineries lourdes ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Pessamit (chef)
Date de signature : 15 juillet 2021
-
- 35 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneurat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Mise à niveau de la pourvoirie Étamamiou ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
Date de signature : 19 juillet 2021
-
- 36 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
Parties :
Ministre responsable des Affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)
Date de signature : 23 juillet 2021
-
- 37 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Transition culturelle et linguistique ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'études collégiales à Chibougamau (directeur)
Date de signature : 29 juillet 2021
-

- 38 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Soutien à la consultation
Objet :
Projet « Bureau de consultation 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (directeur général)
Date de signature : 29 juillet 2021
-
- 39 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III - volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Les Constructions Mackenzie inc. ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Les Constructions Mackenzie inc. (président)
Date de signature : 29 juillet 2021
-
- 40 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement Économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé "Économusée de Kapishakanassinitsheshiht"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Envirolik (présidente)
Date de signature : 29 juillet 2021
-
- 41 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Équipements communautaires"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (directeur général)
Date de signature : 29 juillet 2021
-
- 42 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt aux termes de laquelle le SAA accepte de soutenir le projet "Saucespiquantes.ca" mis de l'avant par l'emprunteur en lui accordant une aide financière sous forme de garantie de prêt pouvant atteindre 100 500 \$.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (Michelle Picard)
Date de signature : 10 août 2021
-
- 43 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt aux termes de laquelle le SAA accepte de soutenir le projet "Gym the Vault" mis de l'avant par l'Emprunteur en lui accordant une aide financière sous forme de garantie de prêt pouvant atteindre 29 845 \$.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (Laurent Odjick)
Date de signature : 10 août 2021
-
- 44 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Nouveau Village / Wanaki 2021-2022"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Anicinaneq de Kitcisakik (chef)
Date de signature : 10 août 2021
-
- 45 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Plans, devis et étude architecturale"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag
Date de signature : 10 août 2021
-
- 46 - Entente de partenariat de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Initiative de communication de la Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de Sept-Iles"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Collège d'enseignement général et professionnel (CÉGEP) de Sept-Iles
Date de signature : 17 août 2021
-

47 - Entente-cadre concernant la gestion de l'orignal

Objet :

Établir un processus et des objectifs pour la négociation d'une entente de collaboration. Pour les fins d'assurer la réalisation de l'objet l'Entente-cadre prévoit :

- a) la mise en place d'un processus de négociation, incluant l'élaboration d'un plan de travail, en vue de la conclusion d'une entente de collaboration ; et
- b) la mise en place de mesures intérimaires.

Parties :

Nation anishnabe (grande chef du Conseil tribal de la nation algonquine anishinabeg ; chef de la Première Nation Abitibiwinini ; chef d'Eagle Village First Nation - Kebaowek ; chef des Anicinapek de Kitcisakik ; chef de Kitigan Zibi Anishinabeg ; chef de la Nation anishnabe du Lac Simon ; chef de Long Point First Nation)

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones ; ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs ; ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Date de signature : 18 août 2021

48 - Entente-cadre concernant la gestion de l'orignal

Objet :

Développer et mettre en oeuvre des mesures afin d'impliquer les Algonquins de Lac-Barrière dans la gestion de l'orignal dans le Territoire d'application et prendre des mesures pour protéger la population d'originaux afin de favoriser davantage la conservation de la ressource et sa pérennité pour les générations actuelles et futures.

Établir un processus et des objectifs afin de conclure l'Entente de mise en oeuvre des recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière qui a été négociée en 2017.

Parties :

Algonquins de Lac-Barrière (chef)

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones ; ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs ; ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Date de signature : 18 août 2021

49 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Navire touristique"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)

Date de signature : 19 août 2021

50 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet soumis

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Terres en vues, Société pour la diffusion de la culture autochtone (directeur des activités culturelles)

Date de signature : 19 août 2021

51 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Finalisation de l'Entente de mise en oeuvre des recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil de bande des Algonquins de Lac-Barrière (chef)

Date de signature : 19 août 2021

52 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Développement économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "K&P'S Auto body and Paint"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

K&P'S Auto body and Paint S.E.N.C (copropriétaire)

Date de signature : 23 août 2021

53 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de financement versé à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (vice-chef)

Date de signature : 24 août 2021

- 54 - Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Intervention psychosociale"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (CEAAS) (directrice générale)
Date de signature : 24 août 2021
-
- 55 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Otapi"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (directrice générale)
Date de signature : 25 août 2021
-
- 56 - Convention
Objet :
Convention pour remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur les versements en capital et intérêts
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fédération des caisses Desjardins du Québec (directrice principale - clientèle institutionnelle)
Administration régionale Kativik
Date de signature : 31 août 2021
-
- 57 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Projet Résilience - Préparer l'après-crise des plus vulnérables"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
L'Observatoire québécois des inégalités (directrice générale adjointe)
Date de signature : 2 septembre 2021
-
- 58 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Aménagement de la cour de l'école à Kitchisakik"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Anicinapek de Kitchisakik (chef)
Date de signature : 2 septembre 2021
-
- 59 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Acquisition d'un camion à benne"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Monsieur Brian McGregor (promoteur)
Date de signature : 3 septembre 2021
-
- 60 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Miaja 2021 - Rassemblement sur le patrimoine anicinabe"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Minwashin (directrice générale)
Date de signature : 3 septembre 2021
-
- 61 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "My Sweeteez Ice Cream Shop"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
My Sweeteez Ice Cream Shop (associés)
Date de signature : 9 septembre 2021
-
- 62 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Abri pour scène extérieure"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (directeur général)
Date de signature : 9 septembre 2021
-

- 63 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de financement de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation de Kebaowek (chef)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 64 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Dépanneur Kuzzin - Réservoirs et pompes à essence"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Dépanneur Kuzzin (propriétaire)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 65 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Aide au développement économique local
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Conseiller en développement économique à Wendake 2021-2022"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la nation Huronne-Wendat (grand-chef)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 66 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Produits de Etiesatrata inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Produits de Etiesatrata inc. (présidente)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 67 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Explore avec la Nation Innue"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Université du Québec à Chicoutimi (vice-recteur aux partenariats, affaires internationales et autochtones par intérim)
Date de signature : 17 septembre 2021
-
- 68 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "LaFlesche inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
LaFlesche inc. (président-directeur général)
Date de signature : 24 septembre 2021
-
- 69 - Entente d'aide financière dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé "Support à l'organisation du Grand cercle économique des peuples autochtones et du Québec"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
La Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)
Date de signature : 1 octobre 2021
-
- 70 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Action communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser les activités inhérentes au démarrage de ses opérations
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Awacak (administratrice)
Date de signature : 6 octobre 2021
-
- 71 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructures communautaires
Objet :
Avenant concernant le projet "Kanesatake Youth of Tomorrow - KYOT"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Mohawks de Kanesatake (Grand chef)
Date de signature : 13 octobre 2021
-

- 72 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Réservoir à homard"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Micmacs de Gesgapegiag (directeur général)
Date de signature : 14 octobre 2021
-
- 73 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Festival du conte et de la légende de L'Innucadie"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Festival du conte et de la légende de L'Innucadie (directrice générale)
Date de signature : 19 octobre 2021
-
- 74 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Garage municipal de Wôlinak"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Première Nation des Abénakis de Wôlinak (chef)
Date de signature : 21 octobre 2021
-
- 75 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Tracteur industriel"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation Micmac de Gespeg (chef)
Date de signature : 1 novembre 2021
-
- 76 - Convention de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Bâtiment infrastructures et services publics"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Caisse Desjardins de Pekuakami (titre non précisé)
Date de signature : 1 novembre 2021
-
- 77 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social- Mobilisateur social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Consolidation et développement des activités - Renouvellement"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Le Wapikoni mobile (directrice-générale adjointe)
Date de signature : 1 novembre 2021
-
- 78 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Aide au développement économique local
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Agent de développement économique"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil Anishinabeg de la Première Nation de Longue-Pointe (chef)
Date de signature : 5 novembre 2021
-
- 79 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Acquisition du Café du village"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Ole' Corner Store S.E.N.C. (présidente)
Date de signature : 5 novembre 2021
-
- 80 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Constructions D. Newwashish"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Constructions D Newwashish (propriétaire)
Date de signature : 10 novembre 2021
-

- 81 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Centre d'hébergement pour étudiants autochtones à Sept-Iles"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (président)
Date de signature : 10 novembre 2021
-
- 82 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Convention de garanti de prêt pour le projet " Produits de Etiesatrata Inc.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (titre non précisé)
Date de signature : 10 novembre 2021
-
- 83 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Rénovations du Centre de développement communautaire de Listuguj"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Listuguj Mi'Gmaq Government (chef)
Date de signature : 16 novembre 2021
-
- 84 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie entreprenariat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Transport JMML - achat d'un camion"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport JMML (propriétaire)
Date de signature : 17 novembre 2021
-
- 85 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordé pour le projet "Transport JMML - Achat d'un camion"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport JMML (propriétaire)
Date de signature : 17 novembre 2021
-
- 86 - Entente de financement pour le soutien à la consultation sur le projet de reconstruction du pont Honoré-Mercier dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Définir la façon dont le SAA fournira au Conseil un financement pour sa consultation et son implication soutenues dans le cadre du projet majeur de reconstruction du pont Honoré-Mercier. Le financement alloué sera utilisé pour élaborer et mettre en oeuvre un plan de consultation.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (ministre-responsable des Affaires autochtones)
Conseil Mohawk de Kahnawà:ke (chefs)
Date de signature : 19 novembre 2021
-
- 87 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation - Projet
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Identification des sites d'intérêt"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation Abitibiwiinni (cheffe)
Date de signature : 30 novembre 2021
-
- 88 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Avenant au financement du projet " Widjikiwe Gas Bar"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Widjikiwe Holdings Corporation (directrice)
Date de signature : 30 novembre 2021
-
- 89 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Réfection extérieure de l'Église de Wendake"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la nation Huronne-Wendat (directeurs des services techniques et infrastructures)
Date de signature : 6 décembre 2021
-

- 90 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Centre Mamuk - Consolidation des services - Renouvellement"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Maison communautaire Missinak (présidente)
Date de signature : 6 décembre 2021
-
- 91 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Maison des Aînés"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Village nordique d'Inukjuak (maire)
Date de signature : 6 décembre 2021
-
- 92 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux autochtones en milieu urbain - Services directs
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Consolidation et développement des services - Renouvellement"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Projets Autochtones du Québec (directrice générale)
Date de signature : 8 décembre 2021
-
- 93 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Achat d'un complexe modulaire"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (chef)
Date de signature : 8 décembre 2021
-
- 94 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Réfection et réaménagement des bureaux administratifs"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (chef)
Date de signature : 8 décembre 2021
-
- 95 - Entente de mise en oeuvre des recommandations conjointes de 2006 présentés par les représentants spéciaux en conformité avec l'Entente trilatérale de 1991 et l'Entente bilatérale de 1998
Objet :
Mise en oeuvre des recommandations présentées en 2006 par les représentants spéciaux du Québec et des Mitchikanibikok Inik
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Mitchikanibikok Inik (les Algonquins de Lac-Barrière), (chef)
Date de signature : 14 décembre 2021
-
- 96 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Tipi de Pikogan"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (cheffe)
Date de signature : 14 décembre 2021
-
- 97 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Hôtel 207"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Hôtel 207 (propriétaire)
Date de signature : 14 décembre 2021
-
- 98 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Vitrerie Shakashtueu"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Vitrerie Shakashtueu inc. (promoteur)
Date de signature : 22 décembre 2021
-

- 99 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Mobilisation communautaire contre la COVID-19"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Université Laval (vice-doyen à la recherche et aux études supérieures, Faculté de médecine)
Date de signature : 22 décembre 2021
-
- 100 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaire pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil Atikamekw de Manawan (chef)
Date de signature : 7 janvier 2022
-
- 101 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Transport Nitaskinan"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport Nitaskinan (fondateur)
Date de signature : 7 janvier 2022
-
- 102 - Convention
Objet :
Le Secrétariat aux Affaires autochtones s'engage à remettre directement à l'institution financière pour le compte de l'Emprunteur chaque versement de capital et d'intérêts prévu au contrat de prêt.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial agricole (directrice)
Conseil des Abénakis de Wôlinak (directeur général)
Date de signature : 15 janvier 2022
-
- 103 - Protocole d'entente sur la Table centrale Québec-Lac-Simon
Objet :
1. La Table centrale est établie pour :
a) agir comme un forum d'échange et de coordination entre les Parties afin d'assurer le renforcement des relations politiques, économiques et sociales;
b) favoriser la tenue d'échanges sur différents sujets d'intérêt commun et cibler, s'il y a lieu, des mesures ou des solutions mutuellement satisfaisantes;
c) favoriser la résolution de différends par la discussion dans un esprit de compréhension et de respect mutuels.
2. La présente entente établit la Table centrale en tant que forum d'échange et de coordination privilégié entre les Parties pour les fins du mandat qui lui est confié; cependant, ce mandat n'empêche pas la tenue d'échanges de niveau politique entre les Parties.
Dans le cadre de ses domaines d'intervention et conformément aux articles 5 à 8, la Table centrale aura comme principaux mandats :
a) d'assurer un suivi efficace des questions soulevées par les Parties en impliquant tous les intervenants concernés;
b) d'agir comme un forum privilégié afin de trouver des solutions mutuellement acceptables aux différends que les parties pourraient avoir, dans les domaines d'intervention;
c) de recommander la mise sur pied de tables de négociation distinctes, lorsque nécessaire;
d) d'établir un plan de travail pour chaque année financière (le « Plan de travail annuel »);
e) de faire annuellement un rapport de ses réalisations aux mandants.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac Simon (la chef)
Date de signature : 18 janvier 2022
-
- 104 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "E Itaskweak 2"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opiticiwan
Date de signature : 19 janvier 2022
-
- 105 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Action communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement de l'organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Epgwa's'g Temporary Shelter (présidente)
Date de signature : 19 janvier 2022
-

- 106 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Buanderie de la Péninsule gaspésienne - Garantie de prêt"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
9454-6843 Québec inc. (présidente)
Date de signature : 21 janvier 2022
-
- 107 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Développement économique - Catégorie entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Reviving Kanehsatà:ke Radio"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Mohawk Multimédia inc. (Tsik Nonwéhson Nitkontewenni:ne's) (président-directeur général)
Date de signature : 25 janvier 2022
-
- 108 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Centre Lighthouse"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre Lighthouse (vice-présidente)
Date de signature : 25 janvier 2022
-
- 109 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé "Camps de leadership et programme Deviens 2021-2022"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fondation Nouveaux Sentiers - Marie-Claude Cleary, directrice générale
Date de signature : 31 janvier 2022
-
- 110 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Pêcheries Vincent Brière"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pêcheries Vincent Brière inc. - Propriétaire
Date de signature : 31 janvier 2022
-
- 111 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Hébergement temporaire"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (vice-présidente)
Date de signature : 2 février 2022
-
- 112 - Avenant à l'entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet développement social
Objet :
Entente visant à fournir le projet de tente Raphael-André au Square Cabot à Montréal
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (FFAM)
Date de signature : 3 février 2022
-
- 113 - Avenant à l'entente de partenariat de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet développement social
Objet :
Soutenir une initiative de coordination-conseil de la Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux en milieu urbain pour les Autochtones à Montréal
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Date de signature : 3 février 2022
-
- 114 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Volet développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé "Ma première chance"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Innu Takuaitkan Uashat Mak Mani-Utenam
Date de signature : 7 février 2022
-

- 115 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement économique
Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Pêcheries Georges Gingras Nicolas"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pêcheries Georges Gingras
Date de signature : 7 février 2022
-
- 116 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordé pour le projet "Pêcheries Georges Gingras Nicolas"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Pêcheries Georges Gingras Nicolas
Date de signature : 7 février 2022
-
- 117 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement économique - Catégorie entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Améliorations sur le bateau Calypso"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation Micmac de Gespeg
Date de signature : 7 février 2022
-
- 118 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Lazare Tree Service Expansion"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Lazare Tree Service (propriétaire)
Date de signature : 7 février 2022
-
- 119 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiative autochtone III
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiative autochtone III versée au soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétaire général associé aux affaires autochtones
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon - Chef
Date de signature : 10 février 2022
-
- 120 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III
Volet infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Étude pour centre des langues"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétaire général associé aux affaires autochtones
Micmacs de Gesgapegiag - Chef John Martin
Date de signature : 10 février 2022
-
- 121 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Serre éducative"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef)
Date de signature : 15 février 2022
-
- 122 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Serre éducative"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef)
Date de signature : 15 février 2022
-

- 123 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation sociale - Projet
Objet :
Avenant à l'entente de financement du Projet "Négociation à l'intérieur du cadre de l'Entente-cadre entre le Gouvernement du Québec et Long Point First Nation de 2008 et de ses lettres d'ententes particulières"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil anishinabeg de la Première Nation de Longue-Pointe (chef)
Date de signature : 22 février 2022
-
- 124 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Buanderie de la péninsule gaspésienne inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Buanderie de la péninsule gaspésienne inc. (propriétaire majoritaire)
Date de signature : 24 février 2022
-
- 125 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement économique - Catégorie économie sociale
Objet :
Avenant au projet "Gestion de la croissance et du changement - Un chantier vers une prospérité économique et sociale"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)
Date de signature : 24 février 2022
-
- 126 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet développement économique – Catégorie Économie sociale
Objet :
Avenant au projet d'aménagement d'une boutique d'art et d'artisanat dans le bâtiment multifonctionnel du site Kinawit
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)
Date de signature : 24 février 2022
-
- 127 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Mobilisateur
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " CEERA 2020-2022"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Institut de développement durable des Premières Nations du Québec-Labrador (directeur par intérim)
Date de signature : 1 mars 2022
-
- 128 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Maison PAQ"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Projets Autochtones du Québec (PAQ) (directrice générale)
Date de signature : 2 mars 2022
-
- 129 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet " Complexe hôtelier Motel Madame Ruby inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
Date de signature : 3 mars 2022
-
- 130 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Soutenir le projet " Buanderie de la péninsule gaspésienne"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes)
Date de signature : 3 mars 2022
-
- 131 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Rénovation du centre administratif"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (directeur des finances et développement économique)
Date de signature : 10 mars 2022
-

- 132 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Roulotte pour bureau du Conseil"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Long Point First Nation (chef)
Date de signature : 10 mars 2022
-
- 133 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Salle communautaire/Centre jeunesse"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation Timiskaming (chef)
Date de signature : 10 mars 2022
-
- 134 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation - Projet
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Table technique en sécurité publique"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (chef)
Date de signature : 16 mars 2022
-
- 135 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Pimose"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Puamun Meshkenu - Chemin des milles rêves (président)
Date de signature : 17 mars 2022
-
- 136 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (chef)
Date de signature : 17 mars 2022
-
- 137 - Modification no 14 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik
Sivunirmut
Objet :
Modification no 14 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones)
Administration régionale Kativik, (présidente, Mme Hilda Snowball, et secrétaire, Mme Ina Gordon)
Date de signature : 22 mars 2022
-
- 138 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Le Grande cercle économique des Peuples autochtones et du Québec"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (promoteur)
Date de signature : 23 mars 2022
-
- 139 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Jeunes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Acquisition de Bastien Industries Enr."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Jason Picar Binet (promoteur)
Date de signature : 23 mars 2022
-
- 140 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Kitigan Zibi Anishnabeg (directrice des services communautaires)
Date de signature : 23 mars 2022
-

- 141 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement social
Objet :
Avenant modifiant le "Projet Résilience - Préparer l'après-crise des plus vulnérables"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Observatoire québécois des inégalités (directrice générale)
Date de signature : 23 mars 2022
-
- 142 - Entente de financement Écoles des dirigeants des Premières Nations
Objet :
Définir les modalités liées à l'octroi de l'aide financière que le SAA versera à la Fondation pour la création et l'opération, par HEC Montréal, de l'École des dirigeants des Premières Nations (ÉDPN), dont la mission est d'offrir des programmes sur mesure de haut niveau pour développer les habiletés des leaders dirigeants et des leaders d'affaires actuels et futurs des Premières Nations
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fondation HEC Montréal (directrice, direction de la Fondation HEC Montréal et des relations avec les diplômés)
Corporation de l'école des Hautes Études Commerciales de Montréal (directeurs)
Date de signature : 24 mars 2022
-
- 143 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Transport Nicolas et Fils inc."
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Transport Nicolas et Fils inc.
Date de signature : 28 mars 2022
-
- 144 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Avenant au projet "Mise en place de la Table Québec-Timiskaming"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Secrétariat de la Nation Algonquine
Date de signature : 28 mars 2022
-
- 145 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Nation naskapie de Kawawachikamach (cheffe)
Date de signature : 30 mars 2022
-
- 146 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Aide aux autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Centre d'hébergement pour étudiants autochtones"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société immobilière du Regroupement des centres d'amitiés autochtones (directeur général)
Date de signature : 30 mars 2022
-
- 147 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Expansion de Onquata"
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Onquata S.E.N.C (promotrice)
Date de signature : 30 mars 2022
-
- 148 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Volet Soutien à la consultation
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.
Parties :
Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de Wolf Lake First Nation (chef)
Date de signature : 30 mars 2022
-

149 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil des Innus de Pessamit (chef)

Date de signature : 30 mars 2022

150 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Avant modifiant le projet "Table Québec-Nation algonquine sur l'original"

Parties :

Gouvernement du Québec - Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)

Conseil tribal de la Nation algonquine Anishnabeg (CNTAA) (directeur général)

Date de signature : 30 mars 2022

151 - Lettre d'entente modifiant certaines échéances prévues au Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James et à la Convention pour l'octroi d'une aide financière

Objet :

Lettre d'entente modifiant certaines échéances prévues au Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James et à la Convention pour l'octroi d'une aide financière

Parties :

Gouvernement du Québec (premier ministre, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Nationn crie d'Eeyou Istchee / Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) / Gouvernement de la nation crie (grand chef et président)

Date de signature : 31 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

15. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Programme 04 :

Tous les crédits existants en 2021-2022 ont été reconduits en 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

16. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022.
-

Programme 04 :

Crédits demandés au Conseil du trésor
2022-2023
335 176 300 \$

En ce qui concerne les crédits demandés en 2021-2022, veuillez vous référer à l'étude des crédits 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

17. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Rencontres et actions posées

Mise en œuvre des recommandations

De nombreux échanges se sont déroulés de manière continue entre le Secrétariat aux affaires autochtones et certains ministères, à tous les niveaux hiérarchiques, afin de discuter de la mise en œuvre des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de l'utilisation de la somme de 200 M\$ réservée au budget 2020 pour la mise en œuvre de recommandations de cette commission et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens). Les actions élaborées font écho aux besoins exprimés aux ministères et organismes par leurs partenaires autochtones respectifs.

Loi 79

En réponse à l'appel à la justice n° 20 du rapport pour le Québec de l'ENFFADA, le gouvernement du Québec a adopté en juin 2021 la *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement* (Loi). Afin de soutenir les familles dans leurs recherches de renseignements, la Loi déroge notamment à certains régimes d'accès en permettant la communication de certains renseignements personnels concernant un enfant à sa famille élargie ou toute personne significative. Elle prévoit également que le ministre peut faire enquête auprès d'un établissement, d'un organisme ou d'une congrégation religieuse sous certaines conditions.

L'application de la Loi repose sur plusieurs acteurs, dont la conseillère spéciale pour le soutien aux familles, M^{me} Anne Panasuk, la nouvelle Direction de soutien aux familles, créée au Secrétariat aux affaires autochtones simultanément à l'entrée en vigueur de la Loi le 1^{er} septembre 2021, ainsi que l'Association des familles Awacak.

La Direction de soutien aux familles coordonne un comité interministériel sur l'application de la Loi, qui s'est réuni à deux reprises depuis l'entrée en vigueur de la Loi : le 10 novembre 2021 et le 25 janvier 2022.

L'application de la Loi suit son cours depuis son entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Plan d'action national

La recommandation 1.1 du rapport national de l'ENFFADA concerne l'élaboration d'un plan d'action national visant à prévenir et à éradiquer toutes formes de violence envers les filles et les femmes autochtones. La recommandation 2 du rapport spécifique au Québec préconise que le gouvernement du Québec participe à la démarche.

Le Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées a été adopté le 3 juin 2021. Le gouvernement du Québec y possède une section réservée où il fait état de ses propres initiatives en la matière.

Par ailleurs, des rencontres de suivi ont lieu depuis dans le cadre du Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

- Des rencontres entre professionnels ont eu lieu les 13, 20 et 27 avril, les 4, 11, 18, 25 et 28 mai, le 1^{er} juin, le 12 août, les 9 et 23 septembre, le 21 octobre, le 4 novembre et le 2 décembre 2022. Des rencontres ont également eu lieu les 13 janvier, 10 février et 10 mars 2022.
- Des rencontres entre sous-ministres se sont déroulées les 1^{er}, 15 et 29 avril ainsi que les 13 et 27 mai, 29 juillet et 21 octobre 2021.

Sommes engagées

En 2021-2022, dix-huit mesures totalisant des investissements de 90 M\$ sur cinq ans ont été annoncées, en réponse à l'ENFFADA et à la Commission Viens.

<div>MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice</div>				
#	Mesure	M/O.	2021-2022	Total 2020-2025
1	Soutenir le déploiement de projets permettant de renforcer les services de première ligne dans les centres d'amitié, en s'inspirant du modèle de Val-d'Or.	MSSS	2 352 700 \$	15 508 900 \$
2	Assurer le financement récurrent, à Val-d'Or, d'un modèle urbain novateur de services de santé et de services sociaux se caractérisant par son ancrage dans les savoirs, les traditions, l'identité, la culture et les valeurs autochtones.	MSSS	2 682 556 \$	11 908 608 \$
3	Soutenir le développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du Programme de mesures de rechange autochtone (PMRA).	MJQ		3 600 000 \$
4	Soutenir le développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du PMRA.	SCF	400 000 \$	2 400 000 \$
5	Soutenir de nouvelles initiatives en matière de justice communautaire dans les communautés des Premières Nations et des Inuits (Comité de justice) et augmenter les budgets d'exploitation des comités existants.	MJQ	1 140 000 \$	7 215 500 \$
6	Mettre sur pied de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain afin de répondre aux besoins des membres des Premières Nations et des Inuits.	MJQ	787 500 \$	4 050 000 \$

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O.	2021-2022	Total 2020-2025
7	Bonifier la rémunération des rédacteurs à contrat, financer l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès de certains organismes autochtones et augmenter l'offre de formation.	MJQ	595 000 \$	2 930 000 \$
8	Mesures en itinérance Montréal et Val-d'Or (contribution à la mesure 10.1 du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026).	MSSS		600 000 \$
9	Assurer un soutien adéquat aux élèves autochtones dans le réseau québécois.	MEQ	40 000 \$	14 234 000 \$
10	Faciliter l'inclusion de contenu autochtone dans les cours par le développement de matériel complémentaire, ainsi que leur promotion.	MEQ	0 \$	4 100 000 \$
11	Développer un plan de mise en œuvre pour intégrer du contenu autochtone dans le cursus québécois au niveau de l'éducation en concertation avec les Premières Nations et les Inuits.	MEQ	0 \$	1 095 000 \$
12	Mettre en place des équipes de patrouille mixtes d'intervention sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec.	MSP	1 073 741 \$	11 656 983 \$
13	Contribution à l'embauche d'un agent communautaire dans le cadre du projet de police mixte à Montréal	MSP	38 347 \$	366 247 \$
14	Bonification des appels de projets en Violence conjugale et familiale, Violence sexuelle et Hommes et guérison	SCF	2 400 000 \$	6 000 000 \$
15	Mise en place d'un service d'accompagnement juridique et psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences	MJQ	500 000 \$	2 550 000 \$
16	Mettre en place une maison d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes autochtones (Missinak)	MAMH /SHQ	1 00 000 \$	1 000 000 \$
17	Achat d'un système RAO à Uashat	MSP	144 000 \$	144 000 \$
18	Effectifs au CPA de Uashat dans le cadre de la Patrouille mixte	MSP		646 600 \$
TOTAL			13 153 844 \$	90 005 838 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

18. État d'avancement du projet de village permanent pour la communauté algonquine de Kitcisakik. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans ce dossier.

Bref rappel du dossier

L'absence d'un statut territorial spécifique pour l'emplacement actuel du village de Kitcisakik empêche les gouvernements du Québec et du Canada d'y investir de manière sûre et normalisée. L'assise territoriale de cette communauté a la particularité de ne pas posséder le statut de réserve au sens de la *Loi sur les Indiens*. Le village est ainsi érigé sur des terres publiques québécoises, au cœur de la réserve faunique La Vérendrye, sur le territoire non organisé du réservoir Dozois relevant de la municipalité régionale de comté (MRC) de La Vallée-de-l'Or.

Le plan d'affaires du projet Wanaki (nom du projet d'établissement d'un village permanent pour Kitcisakik), comprenant le plan d'aménagement et le plan d'habitation d'un village permanent pour la communauté de Kitcisakik dans le secteur du lac Ribot à environ 10 km du site actuel, avait été complété il y a quelques années. Les résultats d'un référendum sur le projet, tenu en 2013, ont révélé que 57 % des votes étaient en faveur d'un déménagement au lac Ribot. Toutefois, la communauté était restée divisée et aucune résolution confirmant le déménagement n'avait été adoptée à l'époque par le conseil de bande. À défaut d'avoir en main une telle résolution, le gouvernement fédéral par le biais de Services aux Autochtones Canada (SAC) avait informé la communauté, au printemps 2015, que le projet Wanaki serait suspendu jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement du Québec, quant à lui, s'est toujours montré favorable à ce projet, nécessaire à l'amélioration immédiate des conditions de vie de la population, et demeure engagé à collaborer en vue de sa réalisation.

Des échanges entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la communauté ont permis de relancer les travaux en 2018-2019.

État d'avancement du projet de village permanent

À l'issue des échanges de 2018-2019 et de la relance subséquente du projet de village permanent, un comité tripartite a été constitué. Réuni pour une première fois en 2019, ce comité, qui regroupe des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), des SAC et du conseil de bande de Kitcisakik, a rapidement priorisé l'élaboration d'un plan de travail. Le comité se réunit généralement à toutes les deux semaines depuis le début de l'année 2020, sauf exception.

Dès les débuts des travaux du comité tripartite, une demande financière a été transmise au SAA et aux SAC afin d'embaucher une ressource pour le projet Wanaki, pour l'exercice 2019-2020 et les suivants. Les coûts de cette demande ont été partagés à 25 % pour le SAA et à 75 % pour SAC. La demande a été réitérée pour l'exercice 2021-2022. Le financement a permis l'embauche d'une coordonnatrice et la poursuite des travaux du comité.

Les travaux se sont poursuivis malgré la pandémie. La communauté s'est par ailleurs dotée d'un plan d'action. En effet, à ce stade-ci, plusieurs exercices de consultation interne doivent être menés par le conseil de bande auprès de sa population. Malgré le retard provoqué par la pandémie, plusieurs activités de consultation et de sensibilisation vont avoir lieu à partir de l'été 2022.

Par ailleurs, en parallèle de ces démarches, le conseil de bande participe à des travaux avec des représentants du gouvernement fédéral afin de s'informer des différentes possibilités d'assises foncières qui s'offrent à eux pour le futur village permanent.

Actions posées

Le gouvernement du Québec participe activement aux rencontres du comité tripartite pour la mise en œuvre du projet de village permanent de Wanaki. Comme mentionné précédemment, ces rencontres se tiennent aux deux semaines, sauf exception.

Sommes engagées

Le salaire des professionnels attitrés au dossier a été attribué.

Pour l'année financière 2021-2022, le SAA a contribué à hauteur de 88 347 \$ à travers le Fonds d'initiatives autochtones III, volet Développement social, pour assurer la poursuite des travaux entourant le projet de village permanent de Kitcisakik.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

19. État d'avancement, budget ventilé et échéancier de la mise en œuvre des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et de la nation inuite dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Afin de soutenir l'implantation de la sécurisation culturelle dans le réseau de santé et des services sociaux, un montant de 15 M\$ sur cinq ans a été annoncé par le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière, et le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Christian Dubé, le 6 novembre 2020.

Le financement octroyé est réparti de la façon suivante :

2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Total
793 750 \$	3 175 000 \$	3 675 000 \$	3 675 000 \$	3 675 000 \$	14 993 750 \$

Cinq actions structurantes ont été annoncées :

a) Concevoir et déployer une offre de formation continue adaptée aux réalités locales

- Juin 2021 : Mise en ligne de la formation obligatoire de "sensibilisation aux réalités autochtones". En date du 22 mars 2022, 90 119 employés du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) ont complété la formation. Un module complémentaire contextualisé au secteur de la santé et des services sociaux est en cours de conception et son déploiement est prévu pour l'automne 2022.
- Mars 2022 : Dépôt du cadre de référence du projet visant à définir le continuum de formation continue. Une première recension des formations ainsi que des outils pédagogiques existants a été réalisée. Cette initiative vise à rendre accessible aux établissements un répertoire des formations existantes ainsi qu'un coffre à outils.

b) Déployer des agents de liaison dans le RSSS

- 2021-2022 : Douze agents de liaison planifiés et trois processus de dotation en cours.
- Novembre 2021 : Identification des conditions favorables à leur implantation.
- Printemps 2022 : Précision des rôles des agents de liaison.

c) Déployer des navigateurs de services dans le RSSS

- 2021-2022 : Cinq navigateurs de services en poste et douze processus de dotation en cours.
- Novembre 2021 : Identification des conditions favorables à leur implantation.
- Printemps 2022 : Précision des rôles des navigateurs.

- Printemps 2022 : Identification de stratégies d'implantation (coffre à outils).

d) Soutenir les bonnes pratiques en matière de sécurisation culturelle

- Juin 2021 : Publication du guide sur la sécurisation culturelle à l'intention de la direction et des gestionnaires du RSSS. Ce guide a été élaboré en concertation avec des partenaires Premières Nations et Inuits et les représentants d'établissement du RSSS. Des ateliers d'appropriation des meilleures pratiques présentées dans le guide sont offerts par le CIUSSS de l'Estrie-CHUS aux établissements.
- Juin 2021 : Lancement d'un appel de projets en soutien à l'implantation des meilleures pratiques en sécurisation culturelle dans le RSSS. Vingt-trois projets ont été retenus et sont en cours de réalisation. De 2021-2022 à 2024-2025, 3 007 819 \$ seront octroyés par le ministère de la Santé et des Services sociaux en soutien à ces initiatives (octroi de 640 467 \$ en 2021-2022). Les établissements désirant participer devaient aussi s'engager à financer au moins 50 % du projet.
- Hiver 2022 : Démarrage de l'accompagnement individuel (sur demande) des établissements dans l'implantation des meilleures pratiques du guide sur la sécurisation culturelle.
- Printemps 2022 : Lancement d'une communauté de pratiques en sécurisation culturelle destinée aux responsables des dossiers autochtones ainsi qu'aux agents de liaison.

e) Renforcer l'information, l'assistance et l'accompagnement de la clientèle autochtone dans le cadre du régime d'examen des plaintes prévu à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

- Printemps 2022 : Démarrage des travaux visant à renforcer l'information, l'assistance et l'accompagnement de la clientèle autochtone dans le cadre du Régime d'examen des plaintes prévu à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

20. État d'avancement de la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

État d'avancement

Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones (Table nationale) a pour mandat d'établir une concertation entre les organisations autochtones et non autochtones qui œuvrent auprès des élèves des Premières Nations et des élèves inuits afin d'améliorer leurs indicateurs de persévérance et de réussite scolaire. Dans le cadre de la Table nationale, ses membres se sont réunis les 4 février, 20 mai, 21 octobre et 29 novembre 2021 ainsi que le 2 février 2022. Au moment d'écrire ces lignes, les membres de la Table nationale doivent également se réunir les 7 avril et 13 mai 2022.

Lors de ces rencontres, les membres de la Table nationale ont échangé au sujet de certains enjeux liés à la pandémie COVID-19, de la refonte du programme Éthique et culture religieuse, du référentiel des compétences professionnelles pour la profession enseignante, de la mise en œuvre de la mesure de littérature jeunesse du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*, du développement de mesures dans le cadre du *Plan d'action numérique*, de la stratégie pour la valorisation de la profession enseignante, de l'annonce du 30 novembre 2021 relative à l'investissement de 19,4 M\$ en matière de réussite éducative et de persévérance scolaire des élèves autochtones en lien avec les recommandations de la commission Viens et de la Stratégie autochtone en éducation.

Dans la mesure où la responsabilité de la poursuite des travaux de la Table nationale relève du MEQ, il appartient à ce dernier de fournir des informations plus détaillées les concernant.

Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté

Les professionnels responsables du dossier de l'éducation à la Direction des relations avec les Autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) ont participé à l'ensemble des rencontres susmentionnées.

Sommes engagées dans le cadre de la Table nationale

Concernant le SAA, aucun autre coût que celui du salaire des professionnels impliqués au dossier n'a été engendré. Considérant que la Table nationale relève des crédits budgétaires du MEQ, il appartient à ce dernier de fournir les informations financières la concernant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

21. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* comprend plus de treize mesures en lien avec la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Parmi ces mesures, le Secrétariat aux affaires autochtones est responsable de soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violences sexuelles, en partenariat avec les organisations autochtones.

En 2021-2022, les actions suivantes ont été déployées et les sommes engagées pour un total de près de 386 500 \$ afin de prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones :

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Femmes autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Action communautaire	Amélioration de la qualité de vie des femmes autochtones et de leur famille dans les communautés et hors communauté (santé, éducation, emploi, etc.)
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	100 000 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Développement social	Intervention, prévention, concertation et formation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle dans les communautés de Lac-Simon et de Kitcisakik (Algonquins) et dans les municipalités de la MRC de La Vallée-de-l'Or
Maison de la famille Salluit (Iqqivvik)	It's time for women voice	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Séances de discussion avec des groupes de femmes victimes de violence sexuelle, conjugale et familiale portant sur l'estime de soi, l'expression des émotions et des limites ainsi que sur le repérage des comportements à risque.
Girls inc. 2020	Centre Unicura	11 469 \$	Projets ponctuels autochtones	Semaines de camp dans 4 communautés différentes (Inukjuak, Puvirnituq, Umiujaq et Kuujuaarapik) visant à faire participer 120 jeunes filles de 14 à 18 ans à des activités/ateliers portant sur différentes thématiques dont : la confiance et l'estime de soi, la promotion de saines relations, la grossesse chez les adolescentes, la sexualité et la prévention des violences sexuelles.

Girls inc. 2021	Centre Unicura	15 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Semaines de camp dans 4 communautés différentes (Inukjuak, Puvirnituq, Umiujaq et Kuujuaarapik) visant à faire participer 120 jeunes filles de 14 à 18 ans à des activités/ateliers portant sur différentes thématiques dont : la confiance et l'estime de soi, la promotion de saines relations, la grossesse chez les adolescentes, la sexualité et la prévention des violences sexuelles.
Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	Comité de concertation en santé et bien-être des hommes autochtones	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Mise en place d'un comité de concertation ayant comme mission le développement d'outils et de services adaptés aux réalités culturelles des Autochtones dans le but d'intervenir plus efficacement auprès des hommes autochtones ayant été victimes de violences sexuelles dans l'enfance.
TOTAL		386 459 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

22. État d'avancement et rapport détaillé de la réflexion entourant la création d'un ministère des Affaires autochtones.

La question de savoir quelle sorte d'entité gouvernementale est le meilleur véhicule pour veiller et agir sur les questions autochtones, que ce soit un ministère ou un secrétariat affilié au Conseil exécutif, ne se pose pas à l'heure actuelle.

L'intention du gouvernement, en s'appuyant sur la structure actuelle qui a fait ses preuves, vise de façon générale l'amélioration des relations avec les Autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

- 23. Liste des rencontres faites dans les communautés autochtones par le ministre en 2021-2022.
 - 24. Inclure les dates, les noms des personnes du SAA qui y ont assisté et les sujets abordés.
-

La liste des rencontres est disponible sur le site Quebec.ca

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

25. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Les demandes d'accès à l'information sont traitées par le Secrétariat aux affaires autochtones puis transmises au cabinet ministériel pour information seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

26. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2021-2022 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine. Il lui appartient donc de répondre à cette question.

Bien que l'ensemble des mesures figurant dans cette stratégie peuvent concerner les Autochtones, une seule action leur est spécifique, soit celle qui vise à « Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agressions sexuelles et auprès de leur famille » (action 43). Cette mesure a permis de contribuer au développement de l'expertise professionnelle en milieu autochtone, d'améliorer l'intervention, de sensibiliser les familles, de les outiller et de contribuer au mieux-être des enfants victimes d'agressions sexuelles issus des communautés autochtones du Québec et à celui de leur famille.

En ce qui a trait aux onze mesures spécifiques aux Autochtones en matière de prévention des violences sexuelles, elles se retrouvent dans le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et Inuits 2017-2022*, coordonnées par le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

27. État d'avancement de la prochaine stratégie pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

L'actuelle *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Elle a été prolongée d'une année.

La prochaine stratégie est en cours d'élaboration, toujours sous la coordination du SCF, travaux auxquels a participé le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA).

Par ailleurs, sous la coordination du ministère de la Sécurité publique, un comité interministériel a été mis sur pied, auquel a siégé le SAA, afin de répondre aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.

Le *Plan d'action gouvernemental 2021-2026*, en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, a été lancé le 3 décembre 2021. Celui-ci comprend un total de quatorze mesures adaptées pour les Premières Nations et les Inuits (PNI), et ce, en matière de sécurisation culturelle (six mesures) et d'accessibilité aux services pour les PNI (huit mesures). De plus, les quatre mesures suivantes s'adressent spécifiquement aux Autochtones :

- Mener des activités de sensibilisation du grand public et des victimes destinées spécifiquement aux personnes des PNI;
- Mener des actions de communication ciblées sur le phénomène de l'exploitation sexuelle à l'égard des employeurs et travailleurs en régions éloignées;
- Soutenir des projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec – Volet autochtone;
- Évaluer les moyens de mieux outiller les corps de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs.

Les dossiers sous discussion ne relèvent pas des crédits budgétaires du SAA et, dans ce contexte, il convient de soumettre les questions qui y sont relatives aux ministères et organismes qui en sont responsables.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

28. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour donner suite à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées et à la commission Viens. Indiquer les mesures et les sommes prévues pour 2022-2023.

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé au budget du Québec 2020 du gouvernement du Québec, et ce, afin de donner suite aux recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées et à la Commission Viens.

En 2021-2022, dix-huit mesures totalisant des investissements de 90 M\$ sur cinq ans ont été annoncées, en réponse aux deux commissions d'enquête. Pour 2022-2023, ces mesures totaliseront près de 23 M\$.

<div>MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice</div>					
#	Mesure	M/O.	2021-2022	2022-2023	Total 2020-2025
1	Soutenir le déploiement de projets permettant de renforcer les services de première ligne dans les centres d'amitié, en s'inspirant du modèle de Val-d'Or	MSSS	2 352 700 \$	3 850 860 \$	15 508 900 \$
2	Assurer le financement récurrent, à Val-d'Or, d'un modèle urbain novateur de services de santé et de services sociaux se caractérisant par son ancrage dans les savoirs, les traditions, l'identité, la culture et les valeurs autochtones	MSSS	2 682 556 \$	3 013 401 \$	11 908 608 \$
3	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du Programme de mesures de rechange autochtone (PMRA)	MJQ			3 600 000 \$
4	Soutien au développement de programmes ou de services thérapeutiques en lien avec les domaines d'intervention des initiatives de justice communautaire, comme le développement de services en matière de violence conjugale pour la mise en œuvre du PMRA	SCF	400 000 \$	500 000 \$	2 400 000 \$

		MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice			
#	Mesure	M/O.	2021-2022	2022-2023	Total 2020-2025
5	Soutenir de nouvelles initiatives en matière de justice communautaire dans les communautés des Premières Nations et des Inuits (Comité de justice) et augmenter les budgets d'opération des comités existants	MJQ	1 140 000 \$	1 948 500 \$	7 215 500 \$
6	Mettre sur pied de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain afin de répondre aux besoins des membres des Premières Nations et des Inuits.	MJQ	787 500 \$	98 500 \$	4 050 000 \$
7	Bonifier la rémunération des rédacteurs à contrat, financer l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès de certains organismes autochtones et augmenter l'offre de formation.	MJQ	595 000 \$	745 000 \$	2 930 000 \$
8	Mesures en itinérance Montréal et Val-d'Or (contribution à la mesure 10.1 du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026)	MSSS		300 000 \$	600 000 \$
9	Assurer un soutien adéquat aux élèves autochtones dans le réseau québécois.	MEQ	40 000 \$	3 598 00 \$	14 234 000 \$
10	Faciliter l'inclusion de contenu autochtone dans les cours par le développement de matériel complémentaire, ainsi que leur promotion	MEQ	0 \$	900 000 \$	4 100 000 \$
11	Développer un plan de mise en œuvre pour intégrer du contenu autochtone dans le cursus québécois au niveau de l'éducation en concertation avec les Premières Nations et les Inuits	MEQ	0 \$	365 000 \$	1 095 000 \$
12	Mettre en place des équipes de patrouille mixte d'intervention sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec	MSP	1 073 741 \$	3 971 255 \$	11 656 983 \$
13	Contribution à l'embauche d'un agent communautaire dans le cadre du projet de police mixte à Montréal.	MSP	38 347 \$	107 190 \$	366 247 \$
14	Bonification des appels de projets en Violence conjugale et familiale, Violences sexuelles et Hommes et guérison.	SCF	2 400 000 \$	1 800 000 \$	6 000 000 \$
15	Mise en place d'un service d'accompagnement juridique et psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violence.	MJQ	500 000 \$	650 000 \$	2 550 000 \$

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice					
#	Mesure	M/O.	2021-2022	2022-2023	Total 2020-2025
16	Mettre en place une maison d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes autochtones (Missinak)	MAMH /SHQ	1 000 000 \$		1 000 000 \$
17	Achat d'un système RAO à Uashat	MSP	144 000 \$		144 000 \$
18	Effectifs au CPA de Uashat dans le cadre de la Patrouille mixte	MSP			646 600 \$
TOTAL			13 153 844 \$	22 946 406 \$	90 005 838 \$

